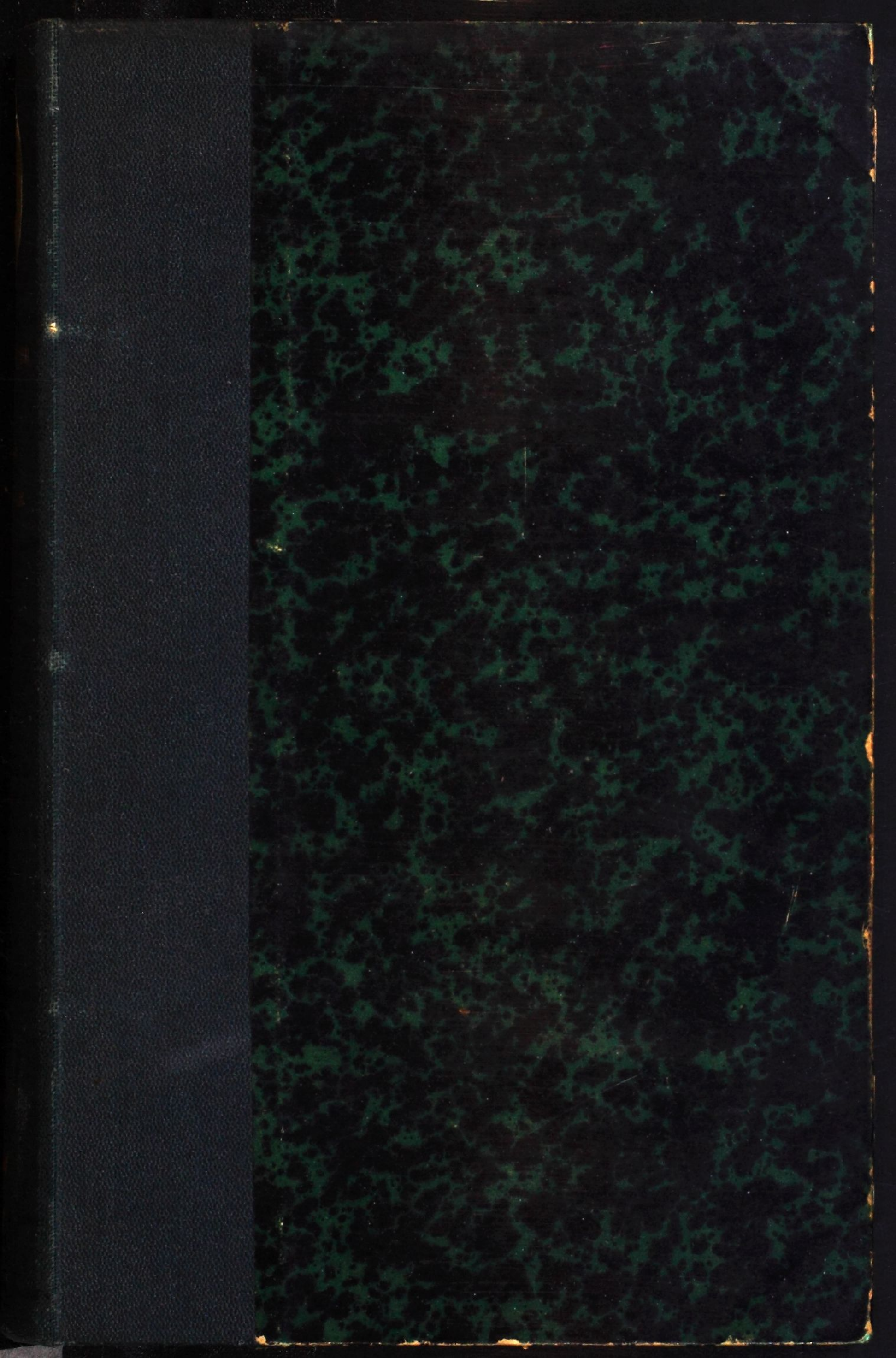


A. KANNENGIESER

LE RÉVEIL D'UN PEUPLE

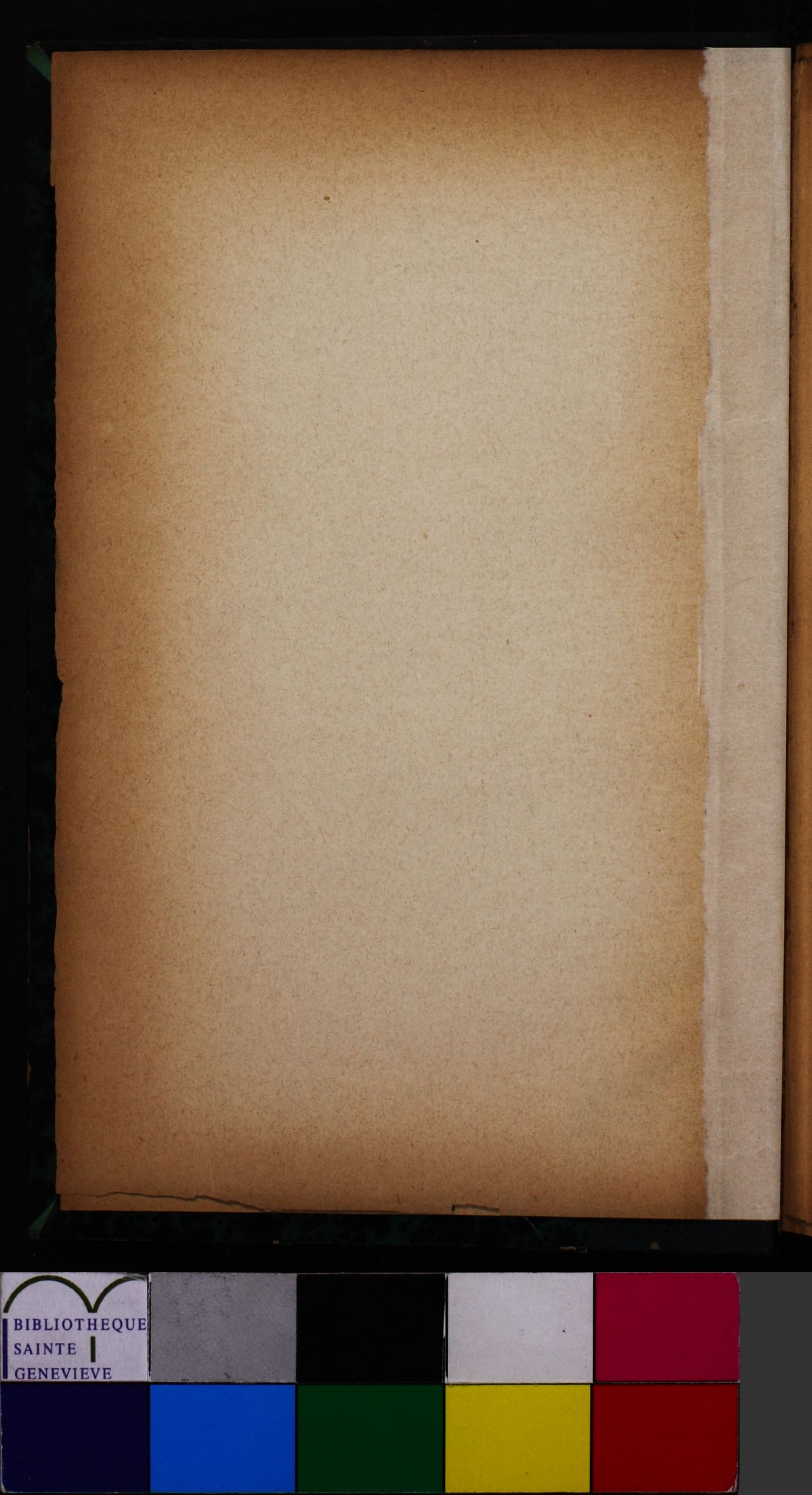








BIBLIOTHEQUE SAINTE - GENEVIEVE
D
910 593922 0


BIBLIOTHEQUE
SAINTE
GENEVIEVE

LE
RÉVEIL D'UN PEUPLE

Du même auteur :

CATHOLIQUES ALLEMANDS

1° In-8° carré (Paris, P. Lethielleux). . . . 5. 00
2° In-12° — (—) 3. 50

SOUVENIRS D'ISCHIA ou les derniers jours de *Casamicciola*. In-8° (Sutter, Rixheim) *épuisé*.

LÉON XIII et les lettres classiques.
In-8° (Sutter, Rixheim) *épuisé*.

UN CURÉ ALLEMAND EXTRAORDINAIRE ou Étude sur M. l'abbé S. Kneipp (Paris, P. Lethielleux).
In-12° (*avec portrait*) 0. 75

P. Lethielleux fils

ÉTUDES POLITIQUES ET RELIGIEUSES
SUR L'ALLEMAGNE CATHOLIQUE

A. KANNENGIESER

LE
RÉVEIL D'UN PEUPLE



PARIS
P. LETHIELLEUX, LIBRAIRE-ÉDITEUR
10, RUE CASSETTE, 10.
1892

A MONSIEUR A. KANNENGIESER, Prêtre

à Paris

Monsieur,

C'est une joie pour moi qu'une des premières lettres que mes nouvelles fonctions de Secrétaire aux Lettres latines m'appellent à écrire, se trouve vous être adressée, puisque nous avons déjà été en rapport l'un avec l'autre.

Sachez donc que le Très Saint Père a eu pour fort agréable le volume que vous lui avez fait parvenir et que vous avez publié récemment sous ce titre : **Catholiques allemands.** *Cet ouvrage en effet se recommande non seulement par l'intérêt et par l'opportunité du sujet, votre livre mettant sous les yeux du lecteur le glorieux exemple de l'union et de la constance des hommes qui ont défendu les droits sacrés de la religion, mais encore par la droiture des jugements que vous portez et par l'élégance du style.*

Continuez donc à défendre avec zèle, ainsi que vous le faites par vos remarquables travaux, la cause de la religion et l'honneur du clergé; et recevez comme un témoignage d'encouragement la bénédiction apostolique que le Saint Père vous envoie de tout cœur.

Agréez en même temps, je vous prie, la nouvelle assurance de mes sentiments de respect, et l'expression de mon ancienne amitié.

Votre tout dévoué

VINCENT TAROZZI,

Secrétaire aux Lettres latines.

Rome, le 5 avril 1892.

LETTRE de Mgr VAUGHAN, Archevêque de Westminster à l'auteur.

Monsieur l'abbé,

J'ai lu avec le plus grand plaisir et encouragement votre excellent livre sur les « Catholiques allemands ». *Je ne manquerai pas de le porter à la connaissance des catholiques anglais.*

Vous avez écrit ces « Essais » *d'une main légère et charmante. On ne se fatigue pas à leur lecture. Vous avez su ramasser une foule de faits, qui sont du plus grand intérêt, et vos appréciations sont sobres. Selon ce que je connais, elles me semblent très justes. Vous avez publié une leçon pour l'Église française et anglaise en même temps.*

Votre dévoué serviteur

† HERBERT.

Lettre de MGR DOUTRELOUX, Évêque de Liège,

à l'auteur

Monsieur l'Abbé,

Vous m'avez fait l'honneur de m'offrir en hommage le volume que vous venez de publier sous le titre de « Catholiques allemands » ; je vous en exprime ma plus profonde reconnaissance.

Depuis longtemps je désirais voir traiter ce sujet des œuvres sociales de l'Allemagne dans un livre qui l'exposât d'une manière complète sans qu'il fût trop développé, d'une manière pratique sans qu'il cessât d'être intéressant ; ce vœu, je le formais en faveur de nos hommes d'œuvres en général, mais plus spécialement en faveur de mon cher et excellent clergé ; vous l'avez réalisé avec une remarquable perfection ; j'en ressens un vrai bonheur et je vous en félicite de tout mon cœur ; votre livre est une œuvre très réussie et éminemment utile ; elle est aussi on ne peut plus opportune en ce moment où l'auguste et grande voix de Léon XIII nous répète avec des accents de plus en plus pressants : à l'œuvre, à l'œuvre ! Rien d'instructif, rien de persuasif, rien d'entraînant comme les exemples couronnés déjà d'un admirable succès, sanc-

tionnés par l'approbation, honorés des éloges du Pape de l'Encyclique Rerum novarum, ceux que vous proposez réunissent les meilleures conditions pour solliciter l'attention, pour mériter la confiance, pour stimuler le zèle de tout chrétien, de tout prêtre surtout, ayant l'intelligence d'un des plus grands devoirs de l'heure présente et la volonté décidée de le remplir.

Puisse votre ouvrage recevoir une prompte et large diffusion !

† VICTOR, Évêque de Liège.

10 Octobre 1891.

---

* * *

M. HENRY BOISSARD, l'éminent défenseur de MGR. GOUTHE-SOULARD, Archevêque d'Aix, a consacré au volume de M. l'abbé KANNENGIESER, publié il y a quelques mois sous le titre de « *Catholiques allemands* », une étude très approfondie que nous croyons intéressant de mettre sous les yeux des lecteurs du présent ouvrage.

Catholiques Allemands : *Voici un livre qui arrive à son heure. Tous les catholiques français devraient le lire :* l'œuvre n'est pas méritoire, car, quand on l'a commencé, on ne peut plus s'en détacher.

M. l'abbé Kannengieser est Alsacien ; il connaît parfaitement l'Allemagne, on assure même qu'il a été quelque temps secrétaire de Windthorst : cela expliquerait la manière intime et vivante dont il a su mettre en relief cette physionomie si pleine d'intérêt. On trouve dans ce petit volume l'histoire de la lutte héroïque que, sous la direction de ce chef éminent, les catholiques allemands ont soutenue contre le gouvernement le plus puissant de notre temps, et qui a été couronnée par la victoire. On y voit l'accord admirable des évêques donnant le mot d'ordre, des laïques organisant l'action politique, du peuple catholique marchant comme un seul homme à la revendication de ses libertés contre une majorité compacte de protestants soutenue par le glorieux empereur Guillaume et son terrible chancelier.

En lisant ces pages si vivantes, si vibrantes, on se sent fortifié, on comprend l'utilité de la lutte, on voit clairement la possibilité de vaincre, on rougit du peu qui chez nous a été fait jusqu'à ce jour, on voudrait sur l'heure engager la bataille.

Il y a là presque un danger, car, avec la *furia francese* qui varie dans ses formes, mais qui reste toujours un des traits saillants de notre caractère, beaucoup de nos jeunes prêtres pourraient se croire, du jour au lendemain, en mesure d'affronter la presse, les réunions publiques, la tribune, et se jeter en avant à la baïonnette, contre des ennemis trop fortement retranchés pour qu'on puisse les culbuter du premier coup.

Quand nous avons dévoré en quelques heures le beau volume de M. Kannengieser, n'oublions pas que la lutte qu'il raconte a duré vingt ans ; n'oublions pas que c'est par des efforts constants, prolongés, par une discipline rigoureuse,, par une persistance obstinée, que nos voisins ont réussi ; n'oublions pas surtout qu'à beaucoup d'égards ils se trouvaient dans des conditions plus favorables que nous.

On ne pouvait pas sérieusement les combattre en les représentant comme des adversaires du gouvernement établi. Bismarck l'a essayé sans doute, car les ennemis de l'Église ne reculent jamais devant la calomnie ; mais, au fond, le pays comprenait que les catholiques n'avaient aucun grief contre la constitution impériale, et qu'on peut *combattre avec la dernière énergie les mauvaises lois d'un gouvernement sans vouloir pour cela le renverser.*

Chez nous, pendant longtemps, cette vérité a été moins claire, et dès que nous attaquions une mauvaise loi, on nous dénonçait comme des ennemis irréconciliables de la République. Il a fallu l'intervention du Souverain Pontife pour rétablir la vérité sur ce point. Assurément, les républicains continueront, même après l'encyclique, à soutenir que nous rêvons le renversement de la Constitution, chaque fois que nous revendiquerons un de nos droits ; mais on les croira de moins en moins, car le peuple sait que le Pape ne ment pas : il sait que sa parole est une loi pour les catholiques ; peu à peu on s'accoutumera à nous voir combattre les lois mauvaises, sans en conclure que

nous travaillons à détruire le gouvernement établi.

Mais les catholiques allemands avaient sur nous un autre avantage bien plus capital encore : c'est l'influence que le clergé avait conservée sur le peuple.

M. l'abbé Kannengieser a su mettre en relief les causes de cette influence ; elle tient au rôle social considérable qu'a su assumer le prêtre allemand dans la communauté catholique, aux relations constantes, intimes, qu'il entretient avec chaque membre de cette petite société qu'on appelle la paroisse, à l'intelligence qu'il consacre à découvrir toutes les causes des souffrances populaires, au dévouement qu'il déploie pour les guérir.

Malheureusement la situation de notre clergé est bien différente de celle-là. Soyons justes, il faut l'en plaindre plutôt que l'en blâmer. Chez nous, depuis cent ans, on a répété à satiété que le prêtre *doit se confiner dans l'église;* les catholiques eux-mêmes se sont faits les échos *de ce sot préjugé;* dans les séminaires on l'a propagé sans s'en douter, en recommandant à tout propos et *par dessus tout la prudence.*

A force d'attendre qu'on vînt à lui, le prêtre s'est peu à peu accoutumé à l'isolement ; il a perdu l'habitude d'être le confident des familles, l'ami des enfants, le protecteur des faibles, le conseil, le soutien, la providence de tous ses paroissiens ; il a fini même par être supplanté dans le grenier du pauvre et au chevet des malades par la sœur de charité, qui y est mieux accueillie. Relégué dans son église, il lui a semblé qu'il avait surtout pour mission de l'entretenir, de l'orner, de l'embellir, espérant ainsi y attirer ceux qui n'y venaient pas, et à mesure qu'il l'ornait plus, on la désertait davantage, car sur ce terrain du luxe extérieur, il est vaincu d'avance. A la longue, la foule s'est habituée à considérer le curé comme principalement chargé d'organiser des chants, des morceaux oratoires, des effets d'orgue, de lumière et de fleurs, pour embellir le cérémonial dont les familles qui se

respectent aiment à entourer les naissances, les mariages et les morts ; comme si le clergé paroissial était surtout une administration des pompes religieuses.

Il s'agit aujourd'hui de revenir à la vérité. Il est temps que le prêtre sorte de la sacristie pour remplir son rôle, pour être l'âme de la paroisse, le père de toutes les âmes que Dieu lui a confiées. Voilà l'effort le plus difficile, mais le plus nécessaire, car une armée n'est solide que quand les soldats connaissent leurs chefs et ont confiance en eux. Le succès arrivera beaucoup plus vite qu'on ne croit, si on a le courage de rompre la glace, car le peuple n'a aucun motif réel de se défier du prêtre ; il sait aujourd'hui que le prêtre est un enfant du peuple, qu'il est pauvre, qu'il est persécuté ; quand il le verra dévoué du matin au soir au soulagement de tous ceux qui souffrent, à la formation morale des enfants, des jeunes gens, à la bonne harmonie des familles, les préjugés qui restent encore s'évanouiront promptement.

Persuadons-nous bien d'ailleurs que, dans les efforts qu'ils ont faits pendant vingt ans, les catholiques allemands n'ont pas toujours réussi du premier coup et qu'il a dû se produire plus d'un faux pas..

Sans doute, il pourra arriver qu'un jeune prêtre, tout enthousiasmé du livre de M. Kannengieser, se jette un peu imprudemment au plus fort de la mêlée. A l'heure où l'audace est nécessaire il se trouve toujours des téméraires. Quelques maladresses seront commises, et, avec notre nervosité habituelle, nous serons disposés à crier bien haut que tout est compromis. Promettons-nous d'avance de ne pas céder à ces impressions exagérées, de rester calmes en présence de quelques échecs, et surtout de ne pas tirer sur nos blessés. On n'apprend pas à nager sans faire quelques plongeons ; tendons la corde à ceux qui se lanceront trop vite, au lieu de nous exclamer sur leur imprudence et de les laisser aller au fond.

L'heure est venue d'agir : le mérite de l'ouvrage de

M. Kannengieser est de nous tracer l'exemple d'un clergé et d'un peuple qui ont peu parlé et beaucoup agi. Imitons-les, avec la résolution de ne nous décourager jamais, avec la conviction qu'on ne réussit qu'en mettant la persévérance au service de la foi.

HENRY BOISSARD, *ancien procureur général.*

PRÉFACE

C'est un réveil admirable que le réveil du peuple catholique d'Allemagne ! On ne saurait assez étudier les phases de cette tranformation religieuse qui a eu raison de la force et de la ruse, ni assez méditer les précieuses leçons qui se dégagent d'une telle étude. En ces jours de scepticisme théologique et de décomposition morale, le spectacle d'une nation qui lutte héroïquement pour l'intégrité de sa foi, mérite d'attirer l'attention, et venge l'humanité de l'insultante calomnie de ceux qui la disent incapable de remonter le courant.

Les catholiques allemands l'ont remonté, ce courant qui entraîne l'Europe vers les plages mornes de la désespérance et du nihilisme philosophique. Emportés qu'ils étaient par le joséphisme, ils s'en allaient eux aussi à la dérive, n'ayant point de pilotes ou des pilotes trop faibles. On pouvait les croire perdus. Puis tout à coup, grâce à des incidents imprévus, grâce « au coup de fouet de la Providence », ils ont retrouvé la volonté et l'énergie. Aujourd'hui nous les voyons en quelque sorte à la tête du mouvement catholique. Ils sont le chandelier de l'Évangile placé sur le boisseau de l'Église.

Leur réveil a été complet .

On a voulu dans ce volume analyser les éléments de cette Renaissance sur un point spécial de l'Allemagne. Il y a dans le grand empire du centre des catholiques prussiens, bavarois, hessois, badois, wurtembergeois, etc., dont le caractère et les habitudes présentent de nombreuses divergences. Ils ont eu tous leur période d'affaissement, leur Kulturkampf et leur résurrection. Il était intéressant de prendre une de ces populations sur le fait, en l'isolant des autres, et de constater le relèvement progressif de sa vie religieuse et ecclésiastique. On a choisi de préférence le grand-duché de Bade dont l'histoire est la plus curieuse et la plus instructive. En effet sur les bords du Rhin supérieur, la décadence semble avoir été plus profonde que partout ailleurs, et actuellement le réveil y est d'autant plus sensible qu'on est revenu de plus loin.

Le réveil du grand-duché de Bade a été en majeure partie l'œuvre d'un homme, d'un vaillant évêque. En général il est à remarquer que, sur ce terrain comme sur d'autres, la victoire dépend presque toujours de l'homme providentiel, évêque ou laïque. Dans le chapitre que nous avons consacré à Hermann de Mallinckrodt on verra l'influence puissante, décisive, que ce noble chrétien a exercé sur les destinées du catholicisme allemand. Par son caractère, par son génie politique, par sa foi ardente, Mallinckrodt a fait du Centre une armée invincible. Il a été l'âme de la résistance en communiquant aux évêques, au clergé, au peuple, la force indomptable qui l'animait. Si les catholiques prussiens ont triomphé, c'est qu'ils étaient dirigés par les Windthorst et les Mallinckrodt.

Avec des chefs habiles, les défaites elles-mêmes deviennent des victoires. Au mois de février dernier, les catholiques et avec eux les conservateurs protestants ont été vaincus dans la lutte pour l'école confessionnelle. On se souvient dans quelles circonstances et par quelles interventions. Loin de les décourager, cet échec momentané a été pour les catholiques prussiens comme une secousse salutaire. Les chefs du Centre ont organisé partout, à Breslau, à Berlin, à Magdebourg, etc., de vastes réunions où d'innombrables catholiques ont applaudi Porsch, Lieber, Schorlemer-Alst, etc. A Magdebourg, plus de 4000 Saxons se sont réunis sous la présidence du roi des paysans westphaliens. La première fois depuis la Réforme, une grande assemblée catholique tenait ses assises dans cette citadelle du protestantisme.

Ces manifestations splendides de la foi catholique se transportent de province en province, de ville en ville et elles finiront par faire le tour du royaume. En combattant la loi scolaire, les libéraux croyaient affaiblir l'Église et les catholiques. Ils n'ont réussi qu'à cimenter leur union, à raviver leur zèle, et à les mettre en garde contre les pièges de leurs adversaires. On risquait de s'endormir sur le doux oreiller des promesses ministérielles. En tout cas, plus d'un commençait à sommeiller et rien n'est contagieux comme le sommeil politique. Le retrait du projet de loi scolaire est venu, qui a rouvert violemment les paupières appesanties. « Debout et soyons unis » ! s'écriait Lieber à Magdebourg. Ce mot d'ordre court à travers le pays et jamais le réveil du peuple catholique n'a été aussi visible et aussi général.

On n'a peut-être pas assez remarqué que le réveil des catholiques allemands s'est manifesté dans le domaine de la science et des lettres comme sur le terrain politique. « Autrefois, écrivait ces jours-ci la *Kreuzzeitung* non sans dépit, autrefois on ne connaissait point de littérature catholique ; il y en a une aujourd'hui ». Cette littérature catholique existe en effet et elle est déjà florissante. J'ai essayé d'en décrire un petit coin dans le chapitre consacré aux Jésuites allemands. Les Jésuites qui avaient rallumé ou fortifié le sentiment chrétien dans les masses par leurs célèbres missions, ne sont pas restés étrangers au mouvement scientifique et littéraire de l'Allemagne catholique. Ils ont fourni un contingent très respectable au bataillon des écrivains et des savants qui marchent sous le drapeau de l'Église.

Je n'exagère pas, en disant que l'historien Janssen, dont la biographie termine ce volume, est comme le type le plus achevé du savant catholique et l'un des chefs incontestés de ce bataillon. Il devait avoir un médaillon à part dans cette galerie. Un journal hostile l'a appelé le « Windthorst de l'historiographie ultramontaine ». Ses amis ont accepté ce reproche qui, à leurs yeux, est un titre de gloire. Oui, Janssen a été pour la science catholique ce que la perle de Meppen a été pour le Centre. Son influence a été énorme. Elle durera longtemps. L'historien du peuple allemand a été l'un des facteurs les plus puissants du réveil de ce peuple.

Les *Études religieuses et politiques* dont nous venons d'indiquer les contours rencontreront-elles le même accueil bienveillant que le volume « *Catholiques allemands*, » paru il y a quelques mois? Nous aimerions à le

penser. Le public a salué avec une sympathique admiration ces catholiques allemands qui ont été si grands dans la lutte, si courageux et si tenaces dans la résistance, si calmes et si intrépides devant les échecs, si sages et si modestes dans le triomphe. On retrouvera ici ces mêmes héros dans des conditions différentes, mais avec les mêmes qualités et les mêmes ressources de cœur et d'esprit.

A les regarder il y a toujours intérêt et profit. Qu'on ne se méprenne pas toutefois sur les sentiments qui ont dicté ces pages. Quelques lecteurs ont cru voir dans *Catholiques allemands* une sorte de réédition ou d'adaptation de la *Germanie* de Tacite, c'est-à-dire une critique de ce qui se passe ailleurs. La réflexion était naturelle, inévitable peut-être, mais elle ne répond pas tout à fait à la réalité. Les rapprochements qui s'imposent étaient dans les faits plutôt que dans mon intention. Tout bon exemple est un enseignement et, à ce titre, le volume de « *Catholiques allemands* » était rempli d'utiles leçons. Il en est de même du présent ouvrage. Pas n'était besoin d'insister, de faire *prêcher* les acteurs du Kulturkampf. Leurs actes parlent assez haut. Ils montrent ce qu'on peut accomplir de fécond et de sérieux avec de la bonne volonté, de la constance, et une foi vraiment chrétienne.

« Cet exemple de la concorde et de la fermeté des catholiques allemands »— ainsi parle Mgr Tarozzi dans la lettre qu'il a daigné m'adresser au nom du Pape, — cet exemple ne sera point perdu pour les catholiques des autres pays. Il est permis d'espérer qu'il ne le sera surtout pas pour la France. L'an passé quand ont paru

les « *Catholiques allemands* » on a dit avec raison: « Les conditions de la France sont tout autres que celles de l'Allemagne. Windthorst et les députés du Centre avaient beau jeu ; ils n'étaient pas divisés par les questions politiques ; ils se plaçaient carrément sur le terrain de la défense religieuse sans qu'on pût les accuser d'attaquer la forme du gouvernement sous le couvert de la religion ». L'objection était plus ou moins fondée alors. En ce moment, il n'en est plus de même; la situation est complètement changée en France. L'attitude décidée de Léon XIII a enlevé aux ennemis de l'Église l'arme qu'ils avaient si souvent tournée contre les catholiques. Depuis la dernière Encyclique et la lettre du cardinal Rampolla, le clergé et les catholiques français peuvent hardiment prendre en main les intérêts de la religion. On n'a plus le droit de leur fermer la bouche en leur disant : « Vous êtes les ennemis de la République ». Le Pape *a préparé le terrain de la lutte* par des déclarations qui excluent toute équivoque, et il a *proclamé la nécessité de la lutte* en s'élevant énergiquement contre les lois anticatholiques qui pèsent sur la France.

Les catholiques français n'ont donc qu'à se mettre à l'œuvre.

L'exemple des catholiques allemands est là pour leur montrer que s'ils le veulent, ils réussiront à reconquérir leur place au soleil des libertés publiques.

« L'heure est venue d'agir, écrivait M. Henry Boissard, dans son magnifique article publié par l'*Univers* ». Mais que faire, a-t-on objecté de tous côtés? Répondre à cette question, ce serait tracer le programme d'action

de tous les vrais catholiques. Évidemment, il serait ridicule et téméraire de ma part d'essayer même ce travail dans le cadre étroit d'une préface. Des voix plus autorisées le feront en temps opportun. Il me semble néanmoins que ce volume comme celui de « *Catholiques allemands* » fournira plus d'une indication précieuse surtout pour ce qui concerne le rôle du clergé. — Il n'est pas inutile de rappeler qu'en Allemagne le prêtre a été la cheville ouvrière du mouvement catholique. Comment s'y est-il pris ? Quels sont les ressorts qu'il a fait mouvoir, les moyens qu'il a employés ? Un savant Jésuite allemand, le P. Lehmkuhl a donné le mot de l'énigme dans une excellente étude intitulée : *Le Clergé et le peuple catholique* (1). Cet opuscule renferme quelques chapitres dont il suffira de reproduire les titres pour en indiquer la portée.

D'après le P. Lehmkuhl ce que le clergé paroissial doit faire c'est de :

1) Fonder ou développer des associations pieuses.

2) *Se mettre en rapports personnels* avec les fidèles.

3) S'occuper tout particulièrement des hommes.

4) Garder ou reconquérir une grande influence sur l'enfance et la jeunesse.

C'est ce que M. Boissard, que j'aime à citer, a résumé admirablement en disant : « Il est temps que le prêtre sorte de la sacristie pour remplir son rôle, pour être l'*âme de la paroisse*, le père de toutes les âmes que Dieu lui a confiées ». Tout est là.

J'ai raconté, dans « *Catholiques allemands* », quel est le

(1) Cette étude, parue dans les *Stimmen aus Maria-Laach*, a été traduite en français et a paru chez P. Lethielleux, rue Cassette, 10.

rôle social et politique du clergé, ce qu'il fait pour les paysans, les ouvriers industriels, les artisans, les commerçants. Les résultats qu'il a obtenus sont assez brillants pour éveiller une sainte jalousie parmi les catholiques du monde entier. Et si nous nous demandons à quoi il faut spécialement attribuer ces succès, peut-être le chapitre de ce volume consacré à l'*École* nous fournira-t-il une explication plausible.

L'année dernière, j'eus une longue conversation avec un prêtre allemand très distingué. Il fut question de l'école primaire. « En France, lui disais-je, le curé n'éprouve pas le besoin de suivre de si près ses écoles. Les unes — celles du gouvernement — lui sont complètement fermées : impossible d'y mettre le pied. Les autres — les écoles libres — sont entre les mains des Frères de la Doctrine. Que feriez-vous, si vous aviez en Prusse la liberté d'enseignement et les religieux » ? « Moi répliqua-t-il sans hésiter, au lieu d'aller à l'école deux fois par semaine, je tâcherais d'y aller tous les jours ». Il avait raison. Le clergé allemand exerce une si profonde action sur le peuple parce qu'il s'efforce avant tout, suivant l'expression du P. Lehmkuhl, de se rendre maître de l'enfant. Les cercles des jeunes gens, les cercles ouvriers, les associations de paysans, etc. ne sont possibles que si le prêtre a su gagner le cœur des petits écoliers. Or il n'atteint ce but qu'à la condition de voir souvent les enfants, d'être mêlé à leur vie, et même à leurs jeux. Le catéchisme fait à l'église une ou deux fois par semaine est absolument insuffisant. De ce contact au pied des autels, il ne saurait se former entre le prêtre et l'enfant cette douce confiance qui permet-

tra au premier de retenir le second dans son orbite. Pourquoi dans certains pays l'adolescent de 12, 13, 14 ans échappe-t-il presque toujours au prêtre? Parce que l'enfant ne s'est pas attaché à lui, et l'enfant ne s'est pas attaché au prêtre parce que celui-ci s'est trop renfermé dans le sanctuaire.

Le clergé allemand qui ne veut pas laisser un gouffre se creuser entre lui et le peuple tâche par dessus tout de se maintenir à l'école et de gagner l'enfance. Le chapitre consacré à l'École montre l'importance exceptionnelle qu'il attache à ce côté de son ministère paroissial. Il concentre sur l'école les principaux efforts de son apostolat.

La lutte pour l'école populaire en Prusse est instructive. On aura beaucoup fait pour la cause catholique, en imitant le zèle que le clergé allemand déploie sur ce terrain. — « Si j'avais une école de frères, je m'y rendrais tous les jours » ! — Voilà une parole qui contient tout un programme et qu'on méditera avec fruit!

Cette partie du programme catholique est facile à réaliser. Il en serait sans doute de même pour la plupart des autres. On le verrait, en essayant avec courage et persévérance. Le « *Réveil d'un peuple* » atteste qu'avec cette double qualité on finit par triompher de tous les osbtacles. Les catholiques allemands ont défendu la religion avec un courage superbe; ils ont eu la constance de lutter pendant de longues années sans jamais se laisser abattre.

Je ne saurais mieux terminer cette préface, déjà trop longue, qu'en répétant la conclusion éloquente de

M. Boissard: « Imitons les catholiques allemands avec la résolution de ne nous décourager jamais, avec la conviction qu'on ne réussit qu'en mettant la persévérance au service de la foi »!

Fête de la Pentecôte 1892.

CHAPITRE PREMIER

LE

RÉVEIL D'UN PEUPLE

LE RÉVEIL D'UN PEUPLE

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION RELIGIEUSE DANS LE GRAND-DUCHÉ DE BADE.

I

Les élections législatives qui viennent d'avoir lieu dans le grand-duché de Bade (1) ont eu, à juste titre, un immense retentissement dans l'empire d'Allemagne : elles ont, pour ainsi dire, la portée d'une révolution politique dont les conséquences se dérouleront rapidement et changeront la face des choses. Le scrutin du 2 octobre signifie la déchéance du parti national-libéral, qui a joué un rôle si prépondérant dans ces trente dernières années ! Ce parti a préparé et accompli l'unité allemande ; il a vaincu à Sadowa, fait passer l'hégémonie de Vienne à Berlin, des catholiques Habsbourg aux protestants Hohenzollern. Tour à tour instrument et instigateur de la politique du chancelier de fer, il a poussé partout le cri de guerre : Sus aux catholiques ! Le *Kultur-*

(1) 2 octobre 1891.

kampf prussien est son œuvre exclusive, comme le *Kulturkampf* badois.

Plus de trente ans, il a été maître absolu du grand-duché de Bade, où il disposait d'une majorité écrasante dans les Chambres. Sa position paraissait inébranlable dans ce petit pays dont les deux tiers de la population sont catholiques. On disait couramment : le grand-duché de Bade est la citadelle des nationaux-libéraux.

Et cette citadelle a sauté avec une grande partie de sa garnison. Le parti gouvernemental n'a plus qu'une *seule* voix de majorité au Landtag, moins que rien. Dès cette législature, un incident parlementaire peut le renverser, et, en tout cas, les élections de 1893 l'écarteront définitivement. Ce sera la fin, non pas d'un grand, mais d'un long règne.

La banqueroute du parti national-libéral est un fait accompli. Elle a commencé aux élections du Reichstag, en 1890 ; elle s'est manifestée d'une manière plus éclatante encore dans ces élections badoises. Il n'y a plus de doute, le peuple allemand est fatigué de ces tyranneaux. Trop longtemps il les a portés triomphalement sur ses épaules. Enfin il s'est secoué, et les voilà qui gisent sur le sol. Leur anticléricalisme les a tués. « Le jour viendra, écrivait le *Badische Beobachter*, au mois d'avril 1888, où les nationaux-libéraux regretteront amèrement que leurs préjugés confessionnels et leur haine de l'Église catholique l'aient emporté sur tout autre sentiment ».

Ce jour est arrivé. Pendant que la presse d'Allemagne commente cette chute et essaye de soulever un coin du voile qui cache l'avenir, il sera intéressant de rappeler les évènements qui ont constitué la grandeur et amené la décadence du parti national-libéral.

---

§ 1

LES RAVAGES DU JOSÉPHISME EN ALLEMAGNE.

Pour mesurer le terrain gagné par les catholiques badois, il faut revenir en arrière, examiner quelle a été la situation religieuse de leur pays dans le courant de ce siècle. Cette étude rétrospective fera apprécier davantage la victoire qu'ils viennent de remporter sur les nationaux-libéraux. On comprendra mieux l'importance des récentes élections en voyant le point d'où les vainqueurs sont partis.

Ils sont venus de très loin, car il y a quatre vingts ans les populations badoises, bien que provenant en majeure partie de principautés ecclésiastiques, méritaient à peine le nom de catholiques.

Le grand-duché de Bade, je n'ai pas besoin de le rappeler, est une création de Napoléon Ier, comme d'ailleurs les royaumes du Wurtemberg, de la Saxe, de la Bavière et du Hanovre.

Quand ce grand ouvrier qui savait comme on fonde,
Eut à coups de cognée à peu près fait le monde,

le prince électoral Charles-Frédéric, ci-devant margrave de Bade, prit, avec l'autorisation du « parvenu corse », le titre de grand-duc de Bade. Son patrimoine ne s'étendait qu'aux pays protestants de Baden-Durlach et aux pays catholiques de Baden-Baden. Mais il sut profiter adroitement de la dislocation du Saint Empire Romain d'Allemagne et obtint, par une

série de traités et d'arrangements conclus avec la France, à peu près tout le grand-duché de Bade actuel. La rive droite des diocèses de Constance, de Bâle, de Spire, de Mayence, les vastes domaines des abbayes de Schwarzach, Frauenalb, Allerheiligen, Lichtenthal, Reichenau, Salem, etc., tous ces lambeaux du manteau impérial déchiré servirent à couvrir les épaules du nouveau grand-duc. Par sa proclamation du 13 août 1806, il se déclara indépendant de l'empire d'Allemagne et maître absolu des provinces qu'il avait annexées. Les articles 9 et 10 du *Territorial-recessus* de Francfort (20 juin 1819) reconnurent sa souveraineté et garantirent ses possessions.

Sous cette forme nouvelle, les États du prince Charles-Frédéric renfermaient une population mixte dont les deux tiers environ étaient catholiques (1). Mais quels catholiques ! Nulle part le joséphisme n'avait sévi avec autant de fureur que sur les bords du lac de Constance, et le joséphisme, c'était la mort de la foi chrétienne, la ruine de la discipline ecclésiastique, en un mot, l'anéantissement de tout ce qui constitue l'Église catholique. D'après ce système, le souverain a le droit d'intervenir dans toutes les affaires administratives de l'Église. Il peut, à son gré,

(1) D'après le recensement de 1885, la population catholique du grand-duché de Bade est de 1 004 276 ; la population protestante, de 566 327. Dans le royaume de Wurtemberg, c'est à peu près la proportion inverse : catholiques : 598 224 ; protestants : 1 378 216.

défendre ou permettre les assemblées ecclésiastiques, fixer les conditions d'admission à la prêtrise, obliger ses sujets à obéir aux canons, disposer des biens de l'Église, régler la juridiction des évêques, nommer aux bénéfices, soumettre les bulles pontificales au *placet*. Comme l'on voit, c'est l'asservissement absolu de l'Église.

Ce despotisme, imaginé par Joseph II, poursuivait l'administration ecclésiastique jusque dans les détails les plus infimes. L'empereur-sacristain, ainsi que l'appelait plaisamment Frédéric II, réglait même le nombre des cierges qu'on avait le droit d'allumer aux messes des morts. Le prêtre était ravalé au rang d'un simple gendarme, et la religion était devenue entre ses mains une forme de la police impériale. Au lieu de rester ce qu'il doit être, un corps indépendant institué par Jésus Christ pour gouverner son Église, le clergé n'était plus qu'une branche inférieure de la bureaucratie, un service public à l'instar des collecteurs d'impôts ou des cantonniers.

Naturellement l'État ne pouvait compter sur la bonne volonté de ses gendarmes ecclésiastiques que s'il les formait lui-même à son image et à sa ressemblance. Joseph II le sentait, et l'un de ses premiers soins fut de supprimer les séminaires diocésains prescrits par le concile de Trente et de les remplacer par des *séminaires généraux*. Dans ces nouveaux instituts, les futurs prêtres rece-

vaient une éducation conforme aux principes de l'illuminisme et du jansénisme. Des maîtres, soigneusement triés sur le volet, se chargeaient de préparer cette jeunesse cléricale aux fonctions policières qui les attendaient. Théologie, histoire, droit canon, exégèse, tout l'enseignement ecclésiastique reçut l'empreinte des doctrines impériales. On s'occupait peu des mystères de la Trinité et de l'Incarnation, encore moins du Pape, si ce n'est pour le rendre odieux, pas du tout de la piété.

Par contre, on s'efforçait d'inculquer à ces étranges théologiens un grand respect pour les autorités civiles. L'empereur leur était présenté en quelque sorte comme le dieu suprême et visible dont les caprices faisaient loi. Sans doute, il y avait un pape à Rome, qui représentait vaguement Jésus Christ sur la terre, mais il était si loin et son prestige avait subi de telles atteintes, qu'il ne valait presque plus la peine de s'en soucier. Joseph II voulait que les évêques fussent indépendants vis-à-vis du Saint-Siège. Ils devaient administrer leurs diocèses et accorder des dispenses de leur propre autorité. Pour paralyser de plus en plus le pouvoir du pape, une censure sévère fut exercée contre tous les actes émanant de Rome. Les documents pontificaux étaient tous soumis au *Placet*, et il va de soi qu'on en supprimait la plupart. Le pape n'avait pas à se mêler des affaires ecclésiastiques de l'empire. Le glaive de l'empereur suffisait pour trancher toutes les difficul-

tés; celui de saint Pierre était tout à fait inutile.

Détacher l'épiscopat de Rome était le premier rêve de Joseph II et l'acheminement vers l'Église nationale qu'il méditait. De là cette censure rigoureuse qui s'attachait à tout ce qui venait de la ville éternelle.

On se tromperait néanmoins si l'on croyait que la censure impériale se bornait à interdire les relations avec Rome. La défiance est mère de la sûreté. Il fallait se défier des évêques eux-mêmes, et surveiller de près leur administration. Le bon empereur-sacristain avait élu domicile dans les chancelleries épiscopales. Le bréviaire, les directoires, les lettres pastorales, il soumettait tout à sa juridiction. Un jour, il trouvait qu'il y avait trop de fêtes et il en supprimait un grand nombre d'un trait de plume. Le lendemain, il croyait remarquer que les Ordres contemplatifs étaient aussi inutiles qu'un goître et il fermait une foule de couvents. Comme il avait l'esprit très inventif, il règlementait à perte de vue, et les évêques, toujours dociles, se contentaient d'opiner de la mitre.

L'infatigable monarque suffisait à tout. Il était plus occupé que saint Pierre qui, suivant la légende, dut une fois garder une chèvre pour s'essayer au gouvernement du monde. On dit que le prince des apôtres était harassé avant que le soleil n'eût disparu à l'horizon. Joseph II, lui, ne se fatiguait pas à administrer l'Église : il se multipliait à l'infini.

Sa bonté s'étendait à toute la nature, même aux curés ! Avec quelle sollicitude il s'enquérait de ce qu'ils pensaient et de ce qu'ils faisaient ! « Surtout pas de théologie, mes amis, et pas de dévotion ! Prêchez la morale et le progrès ». Et Dieu sait comme ils obéissaient ponctuellement ! Ne les avait-on pas façonnés à la soumission dans les séminaires généraux ? Ils laissaient le dogme bien tranquille. Leur prédication était essentiellement pratique. En entrant dans une église on pouvait entendre le curé commencer à peu près en ces termes : « Mes chers auditeurs, la dernière fois je vous ai expliqué quels soins il fallait donner à la culture des betteraves. Nous parlerons aujourd'hui des engrais. Le fumier, Messieurs . . . » ; et ces homélies d'un nouveau genre étaient débitées gravement devant un auditoire endormi. Les prêtres qui prêchaient de la sorte étaient bien notés et bien cotés. Les gros bénéfices étaient pour eux, et leur intelligence des bonnes fumures les conduisait rapidement à l'épiscopat.

Ce que la foi du peuple devenait dans ces conditions, on le devine. Tel pasteur, telles brebis ! Le zèle d'un excellent prêtre ne réussit pas toujours à maintenir ses ouailles dans le chemin de la vertu. Qu'on juge des résultats obtenus par le ministère paroissial du clergé joséphiste ! L'indifférence en matière de religion fut le premier fruit de ce système fade et affadissant. On imitait son curé, en dérangeant le bon Dieu le moins possible ; si l'on allait encore

à la messe, c'était un peu par habitude et aussi parce que l'empereur y tenait ; car, détail piquant ! Joseph II n'était ni un incrédule ni un impie : il ne voulait pas détruire la religion mais la réformer à sa guise. A part les offices fixés par Sa Majesté Apostolique, tout était supprimé dans un grand nombre de paroisses. Il n'y avait plus de place pour la piété des fidèles dans l'édifice construit par le sacristain impérial.

De l'indifférence religieuse au relâchement des mœurs, il n'y a qu'un pas. Il fut bientôt franchi. Le peuple qu'on n'exhortait plus à la prière, employait ses loisirs autrement ; la dépravation gagna partout du terrain, et le spectacle qu'avait offert l'Allemagne au temps de la Réforme menaça de se renouveler à la fin du siècle dernier.

Dès qu'un clergé se met à prêcher exclusivement la morale, les mœurs périclitent. On en eut la preuve lorsque Joseph II eut chassé le dogme de la chaire de vérité ; le niveau moral de l'empire baissa avec une rapidité effrayante : n'était survenue la tempête de la Révolution française, c'en était peut-être fait du catholicisme en Allemagne.

La Révolution a fait beaucoup de mal en Europe, mais on peut dire aussi qu'elle a eu sa mission vengeresse et qu'elle a arrêté le développement progressif du joséphisme. Sans ce coup de balai formidable, on ne sait quel eût été le sort de la religion catholique dans les pays allemands.

§ 2

LE JOSÉPHISME DANS LE GRAND-DUCHÉ DE BADE.

A l'époque où le grand-duché de Bade s'éleva sur les débris des principautés ecclésiastiques, l'ancienne organisation était par terre, mais le joséphisme régnait encore en maître incontesté de Constance à Mayence. Plus que partout ailleurs, il avait jeté de profondes racines sur les bords du Rhin supérieur. Les souverains y trouvaient leur profit, une partie du clergé, dont la foi et les mœurs avaient fait naufrage, s'accommodait de ce système qui lui conciliait la faveur des princes, et le peuple, qui s'était endormi sur l'oreiller de l'indifférence, ne songeait nullement à protester contre la décadence religieuse. Le prince électeur Charles-Frédéric ne demanda pas mieux que de maintenir le despotisme joséphiste dans son grand-duché de Bade.

Il est vrai qu'il fut obligé d'agir avec prudence. Pour ne pas effaroucher la France, il reconnut à ses sujets catholiques le libre exercice du culte, comme le leur garantissait le traité de Westphalie, le *Reichsdeputations-Hauptschluss* (1) du 27 avril 1803. Mais l'esprit joséphiste ne tarda pas à prendre le dessus et, dans une série de décrets, le gouvernement badois revendiqua la suprématie de

(1) « La décision principale de la députation de l'empire ».

l'État sur l'Église. A l'État de nommer les fonctionnaires ecclésiastiques et scolaires jouissant d'un bénéfice, de former le clergé et les instituteurs, d'élever la jeunesse, d'autoriser ou de ne pas autoriser les congrégations religieuses. De même l'État se chargeait d'administrer les fonds ecclésiastiques, de surveiller les couvents, etc. ; il imposait le *Placet* et reconnaissait les appels comme d'abus. Bref, l'État s'immisçait dans toutes les affaires de l'Église.

Une tyrannie en appelle une autre. Dans le quatrième édit d'organisation du 24 février 1803, Charles-Frédéric confisqua les biens des Ordres religieux et ferma un grand nombre de monastères. Bientôt la suppression atteignit tous les couvents d'hommes et les magnifiques abbayes bénédictines de Saint-Pierre, de Saint-Blaise, de Saint-Trudpert, de Reichenau, de Schultern, de Gengenbach, de Villingen et une foule d'autres maisons religieuses devinrent la proie de la rapacité joséphiste.

Il en résulta pour l'Église catholique une situation intolérable ; et l'un des plus mauvais génies de ces temps funestes, l'évêque Wessenberg, fut obligé d'en convenir : « Depuis douze ans, écrivait-il dans un mémoire du 27 novembre 1814, l'Église d'Allemagne, qui, jusqu'à présent, jetait le plus vif éclat, se trouve dans un état de délaissement qui est sans égal dans l'histoire. Ses biens lui ont été enlevés, son antique constitution manque de toute garantie légale, ses fondations pieuses sont détournées arbi-

trairement de leur but, ses organes les plus essentiels n'ont pas de revenu assuré, les évêchés sont vacants, les chapitres s'éteignent . . . ».

Voilà ce qu'avait produit le régime joséphiste en Allemagne et en particulier dans le grand-duché de Bade. Les plaintes de Wessenberg n'étaient que trop justifiées; pourquoi, hélas ! faut-il ajouter que lui-même avait été le principal auteur de cette situation douloureuse ? Si le gouvernement n'avait que trop de pente à entrer dans cette voie, il est certain aussi que les autorités ecclésiastiques l'y poussaient en quelque sorte. Le malheur de l'Église, à cette époque, c'est qu'elle était trahie par ses propres fils. Les évêques, mêlés à tous ces conflits, étaient eux-mêmes, avec une partie du clergé, des partisans très chauds du joséphisme.

En tête de ces coupables, figure le fameux prince évêque de Dalberg, l'ami et le flatteur de Napoléon Ier. Issu d'une grande famille aristocratique, Charles-Théodore de Dalberg arriva, encore jeune, aux honneurs ecclésiastiques les plus élevés, sans en avoir la vocation. En 1788, il fut nommé, coup sur coup, coadjuteur avec droit de succession du prince-archevêque électeur de Mayence, Mgr d'Erthal, et de Mgr Rodt, prince-évêque de Constance. A la mort de ce dernier, survenue au commencement de ce siècle, le jeune de Dalberg prit en mains l'administration du diocèse de Constance, qui était alors très vaste, puisqu'il comptait 2,365 prêtres séculiers, 2,126

moines et 2,117 religieuses. Deux ans plus tard, en 1802, mourut Mgr d'Erthal, et Dalberg devint aussi archevêque de Mayence.

Mayence, Trèves, Cologne, avaient déjà été sécularisés en ce temps-là. L'archevêché de Mayence fut transféré à Ratisbonne, et Mgr de Dalberg en resta le titulaire. Les honneurs pleuvaient sur lui ; à son siège de Ratisbonne, Napoléon avait attaché la dignité d'archichancelier, de primat d'Allemagne, de métropolitain de Mayence, Trèves et Cologne ; de plus, il avait créé, pour lui, le grand-duché de Francfort.

Dalberg était de son temps ; imprégné des doctrines joséphistes, il appartenait à la franc-maçonnerie et se montrait toujours prêt à sacrifier les intérêts de l'Église à ceux d'un despote quelconque. La chute de Napoléon Ier auquel il devait sa fortune, amena sa propre déchéance ; il perdit toutes ses grandes dignités, et mourut, en 1847, comme simple évêque de Constance.

Dalberg a fait un mal incalculable à l'Église badoise ; mais son péché le plus grave fut incontestablement l'évêque Wessenberg. Celui-ci remplissait dans le diocèse de Constance les fonctions de vicaire général. C'était un prêtre très fin, très rusé, ne se laissant arrêter par aucun scrupule et sans le moindre esprit ecclésiastique. Dalberg l'avait connu sur les bancs du collège : il en fit un évêque. Wessenberg était le type du prélat joséphiste. Son unique ambi-

tion était de détacher les catholiques de Rome et de constituer une Église nationale indépendante du Saint-Siège. Dans ses négociations diplomatiques, dans l'administration du diocèse de Constance et jusqu'au congrès de Vienne, partout il s'efforçait de faire triompher les idées joséphistes.

Ce singulier évêque, qui se trouvait à la tête d'un grand diocèse, — en qualité de vicaire général, — soulevait la juste indignation du Saint-Siège. Avant son élévation à l'épiscopat, Pie VII s'était déjà plaint de ses menées dans un bref qu'il adressa à Dalberg le 28 février 1807. Dans un autre bref du mois de novembre 1814, le Pape somma le primat d'Allemagne de se séparer de son auxiliaire. Dalberg répondit à cet ordre, en faisant de ce prêtre indigne son coadjuteur avec droit de succession (8 septembre 1815). Il s'était entendu à cet effet avec le gouvernement badois et le chapitre de Constance.

Le Pape protesta contre cette élection si peu canonique, ce qui n'empêcha pas Dalberg de consacrer l'ambitieux. A la mort de Mgr de Dalberg (19 février 1817), le chapitre de Constance nomma vicaire capitulaire « notre bien-aimé, vénéré et digne coadjuteur Wessenberg ». Les protestations et les censures du Pape n'avaient aucune portée aux yeux de ces excellents chanoines badois.

Le Vatican s'éleva énergiquement contre une telle nomination, dans un bref (20 mai 1817) adressé au grand-duc de Bade. Sa Sainteté y mit en relief l'es-

prit schismatique et l'insubordination du nouvel élu. Le grand-duc ne tint aucun compte de ces observations. Wessenberg se rendit à Rome pour se justifier. N'y ayant pas réussi, il rentra à Constance et continua à administrer le diocèse malgré toutes les foudres du Saint-Siège. Ce scandale dura de longues années. Le gouvernement, le clergé joséphiste, une partie du peuple, soutinrent la révolte du coadjuteur.

D'autre part, les prêtres fidèles à leur foi refusèrent l'obéissance à l'évêque qui était en rupture de ban avec l'Église. Le diocèse de Constance se trouvait dans des conditions désastreuses. Il était, d'ailleurs, beaucoup diminué : les pays suisses, autrichiens, wurtembergeois, en furent séparés de 1810 à 1819, de sorte que la juridiction de Wessenberg n'embrassait plus que le grand-duché de Bade. Là, le schisme menaçait d'éclater. Le grand-duc finit par s'en émouvoir et il engagea Wessenberg à donner sa démission. Le gouvernement de Carlsruhe négocia avec le Pape l'érection du diocèse de Fribourg.

§ 3

LE PREMIER ARCHEVÊQUE DE FRIBOURG.

Lorsque le congrès de Vienne eut rétabli l'équilibre stable en Europe, la plupart des États de l'Allemagne méridionale et centrale firent mine de tenir vis-à-vis de leurs sujets catholiques les engagements pris par le *Reichsdeputations-Hauptschluss* de 1803. Le grand-duché de Bade fut un des premiers à entrer en négociations avec le Saint-Siège. Une entente fut conclue, et, par la bulle *Provida solersque* (16 août 1821), Pie VII supprimait l'évêché de Constance et érigeait, pour le grand-duché de Bade et la principauté de Hohenzollern, un siège archiépiscopal à Fribourg.

En même temps cette bulle revendiquait pour le nouvel évêque l'indépendance nécessaire à l'exercice de ses fonctions, stipulait la création d'un grand séminaire, etc. Par une ordonnance du 16 octobre 1827 le gouvernement accepta cette bulle ainsi que la bulle *Ad Dominici gregis custodiam*, qui complétait la première. Autant dire que l'État renonçait à son immixtion abusive dans les affaires de l'Église et débarrassait le clergé de la servitude joséphiste.

Il y avait un grand pas de fait. Le tout était de savoir qui serait choisi comme archevêque de Fribourg. Wessenberg, qui avait quitté le pouvoir, intriguait pour imposer au Saint-Siège un de ses candidats. C'eût été, pour me servir d'un mot de Bismarck, le même fil avec un autre numéro. Le com-

plot ne réussit point. Le grand-duc accepta le curé de la cathédrale, l'abbé Boll, un ancien moine cistercien de Salem.

Le nouvel élu était un prêtre simple et pieux, très hostile aux doctrines joséphistes. Malheureusement il n'était pas l'homme qu'il eût fallu. A un évêque indigne, de la trempe de Wessenberg, succédait un vieillard faible, incapable d'entreprendre la tâche d'Hercule qui l'attendait. Personnellement très attaché au Saint-Siège, Mgr Boll n'eut ni le courage ni l'intelligence nécessaires pour entrer en lutte avec le joséphisme. Ce dernier releva la tête de tous côtés et dans le clergé et dans les sphères gouvernementales. Une main de fer eût été indispensable, du moment qu'il s'agissait de dompter les convoitises du césaropapisme. L'archevêque de Fribourg ne savait que gémir et prier.

Les épreuves ne lui furent pas épargnées en dépit de son esprit de conciliation. Le gouvernement badois imitait l'exemple de Napoléon Ier qui retirait par les articles organiques ce qu'il avait accordé par le Concordat. Après avoir approuvé les bulles de 1827, il publiait, en 1830, des ordonnances rétablissant le despotisme joséphiste dans toute son extension. L'État s'arrogeait de nouveau le droit de tenir l'Église en tutelle et de la soumettre aux chicanes de la bureaucratie.

Mgr Boll retrouva quelque énergie pour protester contre cette ingérence. Sa protestation, adressée au

grand-duc Léopold en 1831, resta sans effet. Il n'obtint même pas de réponse. En 1834 il renouvela sa démarche sans plus de succès. Lorsque son vicaire général se rendit personnellement au ministère pour avoir des explications, il fut éconduit, et le régime joséphiste fut maintenu. L'État refusait à l'évêque le droit d'élever le clergé, l'entravait dans sa juridiction et dans la collation des bénéfices. Le vénérable prélat en conçut un si vif chagrin qu'il mourut, le cœur brisé, le 6 mars 1836.

Son successeur, Mgr Demeter, aimait l'Eglise, mais il n'eut pas le courage de défendre les libertés religieuses contre les empiètements de l'État. Fils de son siècle, élevé dans les principes joséphistes, il avait l'illusion de croire qu'il restaurerait la discipline ecclésiastique avec le secours du pouvoir séculier. Il voulait le bien et se mettait dans l'impossibilité de le réaliser. Sans qu'il s'en aperçût d'abord, les liens du joséphisme le serraient de plus en plus et menaçaient de l'étouffer. Quand il vit sa servitude, il fut saisi de remords et une tristesse angoissante assombrit ses derniers jours. Animé des meilleures intentions, il n'avait pas su jouer le rôle que la Providence lui avait assigné. Comme Mgr Boll, il manquait d'énergie vis-à-vis de l'État. La délivrance de l'Église fut retardée de plusieurs années.

§ 4

L'INCONTINENCE DU CLERGÉ BADOIS.

Des évêques indignes ou faibles, fauteurs ou victimes des doctrines joséphistes, n'étaient pas faits pour former un clergé zélé et pieux. Pendant le grand interrègne qui suivit la sécularisation des évêchés, l'Église badoise fut le théâtre d'une véritable révolution intérieure. « Un grand nombre de curés, écrivait le professeur Hug, dans un rapport adressé au Pape, le 4 octobre 1833, se permettent de réformer, selon leurs caprices, les cérémonies du culte, l'administration des sacrements, de célébrer le saint sacrifice de la messe en allemand, etc.». Ces prêtres avaient reçu, pour la plupart, une éducation théologique plus ou moins rationaliste au dernier siècle. Les professeurs auxquels Joseph II avait confié l'enseignement de la science divine sapaient la religion chrétienne par la base et conduisaient insensiblement leurs élèves au naturalisme. Il se trouvait ainsi que beaucoup de jeunes prêtres croyaient à peine à la divinité de Jésus Christ en entrant dans le ministère paroissial. La longue vacance des évêchés les laissant en quelque sorte sans contrôle, ils devaient tomber rapidement. Inutile d'ajouter que les chutes étaient à l'ordre dû jour. Bien des curés vivaient ouvertement dans le concubinage ; d'autres violaient leur vœu de chasteté, en

y mettant plus de pudeur ; la vertu sacerdotale par excellence était terriblement menacée sur toute la ligne.

Sous l'administration de Dalberg et de Wessenberg, ces désordres purent s'étaler sans obstacle. Ces deux prélats, plus politiques qu'ecclésiastiques, avaient d'autres ambitions que celle de veiller à la pureté des mœurs cléricales. La situation se modifia lorsque le pieux évêque Boll monta sur le siège de Fribourg. Les concubinaires eurent peur et, pour échapper aux peines canoniques, ils prirent les devants et demandèrent l'abrogation du célibat.

Le coup partit des professeurs de l'université de Fribourg, en 1828. Le 20 avril, les promoteurs de cette idée allèrent jusqu'à envoyer une adresse dans ce sens à l'archevêque de Fribourg. Mgr Boll avait dit un jour : « Je ne suis ni un libre penseur ni un obscurantiste ». S'autorisant de cette parole, ils le prièrent de coopérer à la suppression du célibat ecclésiastique. Ils avaient envoyé à la Chambre une pétition dans le même but.

L'initiative de cette double démarche avait été prise par deux professeurs ecclésiastiques de l'université, Reichling et Schreiber. Ce dernier avait déclaré devant ses élèves que le célibat était contraire à la nature, aux lois et à la morale. Naturellement il avait eu soin, comme son collègue Reichling, de rectifier la loi ecclésiastique, en cédant doucement à la nature. Les deux finirent par se marier.

Cet enseignement portait ses fruits. Non seulement une série de curés imitèrent l'exemple des professeurs de Fribourg et demandèrent le mariage des prêtres, la fièvre gagna même les élèves du grand séminaire. Un prêtre avait été poursuivi par l'Ordinaire pour avoir adressé à la Chambre une pétition demandant la suppression du célibat. Les séminaristes le félicitèrent de son acte de courage. Une enquête, ordonnée par l'archevêque, découvrit que presque tout le séminaire était dans ces idées anticatholiques. Mgr Boll sévit contre eux et refusa de les ordonner s'ils ne revenaient à résipiscence. Ils hésitèrent quelque temps et finirent par se soumettre d'assez mauvaise grâce.

Le mal fut plus difficile à guérir dans le clergé paroissial. Dans ce milieu, la pratique avait précédé la théorie. De nombreux curés vivaient maritalement avec leurs gouvernantes ; il y avait même eu des mariages formels, et de braves curés avaient pris femme par devant leurs collègues.

On croit rêver en lisant ces faits qui remontent à peine à quarante ou cinquante ans. Ces curés, mariés légitimement comme ils le croyaient, étaient enchantés de la guerre contre le célibat. Ils signaient des deux mains les pétitions qu'on leur présentait. Dans le pays de Constance, un seul de ces documents réunit plus de cent trente signatures.

Un tel clergé ne devait pas craindre de jeter par dessus bord tout ce qui le gênait. Aussi vit-on les

curés tailler avec une désinvolture complète dans le dogme, les sacrements, le culte. Ils repoussaient la confession de chaque péché en particulier, se contentant d'un aveu très vague. Comme ils avaient oublié le latin avec leurs femmes, ils se mirent à dire la messe en allemand. Bien entendu, le bréviaire était relégué au grenier. Ceux qui se croyaient encore obligés de le réciter prenaient avec lui des libertés inimaginables. J'ai connu moi-même dans mon enfance un vieux curé badois qui disait le bréviaire pour huit jours de suite, quand il devait se mettre en voyage. C'était, disait-il naïvement, pour n'avoir pas à emporter un volume gênant.

Ne priant plus eux-mêmes, ces prêtres concubinaires ne se souciaient pas d'entretenir la piété chez les fidèles. Une ordonnance de Mgr Vicari, datée du 17 avril 1844, montre combien certains prêtres étaient peu zélés. L'archevêque, y est-il dit, recommande aux prêtres des villes de se mettre au confessionnal une fois par semaine, et aux prêtres des villages de le faire une fois par mois. Mgr Vicari fut obligé de prendre sous sa protection les jeunes prêtres que leurs curés empêchaient d'administrer fréquemment le sacrement de pénitence. Aussi, plus de dévotions à la Sainte Vierge, plus d'indulgences, plus de congrégations, et des doses homéopathiques de morale chrétienne.

Au lieu de donner le bon exemple au peuple, ces étranges pasteurs étaient plus frivoles que lui. Par

une ordonnance du 23 juin 1835, l'archevêque dut leur interdire la danse sous peine de suspense (1).

Ils s'encourageaient mutuellement dans le mal. Cette même année, un prêtre concubinaire avait créé l'*Association de Schaffhouse*, qui se proposait de lutter contre l'ultramontanisme, de soutenir la presse anticatholique, de combattre le célibat et d'introduire les synodes laïques. Cette association tint sa première réunion à Schaffhouse, le 4 octobre 1838. Un assez grand nombre de prêtres du diocèse de Fribourg, du Wurtemberg et de la Suisse, furent fidèles au rendez-vous. L'archevêque Demeter lança une circulaire qui défendait à ses prêtres de prendre part à ces réunions. Mais le gouvernement, qui soutenait les rebelles, refusa le *Placet* à la lettre épiscopale. Il faut ajouter que l'archevêque était si faible qu'il n'osa frapper ces prêtres pour ne pas violer les lois de l'État. L'association de Schaffhouse mourut de sa belle mort en 1842.

Ce n'est pas à dire pour cela que le ferment de rébellion ait été étouffé. Au contraire, on vit bientôt les concubinaires relever la tête et demander le synode diocésain, non pas le synode prescrit par le concile de Trente et dirigé par l'évêque, mais un synode composé de prêtres et de laïques, ayant le droit de légiférer même contre l'autorité de l'Église

(1) ... choreas ducere in domibus privatorum et in popinis tripudiare.

et de supprimer le célibat, le rite latin et les pèlerinages. L'archevêque repoussa cette prétention outrecuidante. Alors on s'adressa au gouvernement ; une pétition, signée par des prêtres des doyennés de Lahr, Offenbourg, Heidelberg, Tauberbischofsheim, de l'ancien diocèse de Constance, fut adressée à la Chambre. Elle fut discutée au mois de juillet 1840 et défendue par l'abbé Kuenzer, le curé-doyen de Constance.

Le gouvernement, qui voyait ces réunions dégénérer en clubs révolutionnaires, opposa à Kuenzer une fin de non-recevoir. On en avait assez de ces manifestations de démagogie cléricale, de ce radicalisme en surplis et en étole. Après avoir semé le vent, on eut peur de la tempête.

C'eût été miracle si un tel clergé avait entretenu l'esprit chrétien dans le peuple. Ce miracle n'eut pas lieu. L'indifférence, le relâchement, le mépris des choses saintes, avaient exercé des ravages dans bien des paroisses. « Dans certains centres, dit l'abbé Strehle, les catholiques avaient l'habitude de déjeuner avant la communion, de se confesser par à peu près ... Les enfants étaient élevés en dehors des principes religieux ... ». Cet esprit régnait surtout dans la région de Constance, « le talon d'Achille du catholicisme badois ». Là, l'influence de Wessenberg avait été plus profonde et plus radicale. De Constance le fléau avait gagné, comme une tache d'huile, le reste du pays.

Cependant je me hâte de dire qu'il ne faut rien exagérer. De même qu'il existait un assez grand nombre de bons prêtres au milieu de la dépravation générale, on rencontrait aussi bien des paroisses où la foi était encore vivante, où les traditions du passé étaient plus fortes que le joséphisme. Une réaction énergique était sûre de trouver là un terrain favorable. Pour amener une pareille réaction, il fallait quelque saint capable de remuer les masses par le prestige de ses vertus et de ses épreuves, il fallait le creuset des persécutions, qui ranime la foi morte dans les âmes.

Le grand-duché de Bade eut l'un et l'autre. Dieu donna à l'Église de Fribourg un évêque admirable dans la personne de Mgr Vicari : et quant aux persécutions religieuses, elles pèsent sur les catholiques badois depuis plus de trente ans. C'est un spectacle aussi édifiant qu'instructif de voir comment un saint évêque persécuté a pu transformer un pays et rallumer le flambeau de la foi que d'autres prélats s'étaient efforcés d'éteindre.

II

§ 1

UN APOTRE : MGR VICARI.

Mgr Vicari avait près de soixante dix ans quand il monta sur le siège archiépiscopal de Fribourg. Il était né dans une petite bourgade du Wurtemberg, en 1773, la même année que Mgr Droste-Vischering, le martyr de l'Église de Cologne. Cette année 1773 est une date douloureuse dans l'histoire du catholicisme. En Orient, la Russie, l'Autriche et la Prusse venaient de démembrer le royaume catholique de Pologne et, à l'autre extrémité de l'Europe, les souverains arrachaient au Pape la suppression de la Compagnie de Jésus. « A partir de ce moment, écrivait alors le cardinal-secrétaire d'État, commence l'âge de la révolution. Les générations futures seules verront les conséquences que cette violation du droit des gens entraînera pour le principe monarchique et pour l'ensemble de la vie des peuples ». La Providence, qui veillait sur l'Allemagne, fit naître vers ce même temps deux confesseurs de la foi, qui devaient, chacun dans sa sphère, réparer les ruines accumulées par la révolution.

Le jeune Vicari fit ses études à Constance, à Augsbourg, à Vienne, à Dillingen, pendant que l'incendie

parti de la France, gagnait de proche en proche le reste de l'Europe. Ordonné prêtre en 1797, il entra, en 1802, dans l'administration diocésaine de Constance en qualité d'assesseur, alors que son condisciple d'Augsbourg, Wessenberg, était nommé vicaire général. Par un choix bizarre, le prince de Dalberg appelait à ses côtés deux hommes qui formaient le contraste le plus frappant en toutes choses. Car autant Wessenberg était joséphiste et antiromain, autant Vicari restait attaché aux enseignements du Saint-Siège. L'un devait employer sa vie à guérir les plaies profondes que l'autre faisait à l'Église.

L'abbé Vicari était un prêtre savant, pieux, humble, zélé, charitable, une nature droite et inflexible, dont aucune promesse et aucune menace ne pouvait ébranler les convictions. Il passa quarante ans dans les chancelleries épiscopales de Constance et de Fribourg avec des collègues trop souvent indignes, et jamais la moindre tache ne ternit la pureté de son caractère sacerdotal. Dalberg, comme Wessenberg, pour lesquels il était un reproche vivant, eurent tant de vénération pour sa personne qu'ils se gardèrent bien de le mêler à la politique. Leurs manigances joséphistes se firent en dehors de lui. Tout en ne partageant pas ses idées, ils eurent le tact et le bon goût de les respecter.

Vicari profita de cette tolérance et sauva ce qui pouvait être sauvé dans l'Église badoise. Par ses

paroles, il encouragea les prêtres qui avaient échappé à la contagion joséphiste. Il maintenait le feu sacré parmi les dix justes dont la vertu allait être le salut du grand-duché de Bade. Tandis qu'un trop grand nombre de prêtres marchaient sur les brisées de Wessenberg, Vicari eut le bonheur d'être l'âme d'un petit groupe en qui résidait l'espoir du catholicisme. C'est avec ces éléments qu'il prépara plus tard la renaissance religieuse de son pays.

Mgr Vicari fut nommé archevêque de Fribourg, le 15 juin 1842, à l'unanimité des suffrages du chapitre. Il était revêtu de la dignité épiscopale depuis plusieurs années et avait refusé de succéder à Mgr Boll, en 1838. Cette fois le vénérable prélat crut devoir céder aux instances de ses amis et, malgré ses soixante dix ans, il saisit d'une main vaillante la houlette pastorale. La joie du clergé et du peuple fut grande à Fribourg et dans toute la province. Mgr Raess, évêque de Strasbourg, était l'interprète du sentiment universel lorsqu'il écrivait au chapitre de Fribourg : « Je ne puis que féliciter le diocèse de voir à sa tête un prélat si avantageusement connu et qui possède de si éminentes qualités ». Fribourg possédait enfin un évêque comme il en fallait un pour conduire la barque de l'Église badoise à travers l'orage qui se levait à l'horizon.

Avec un prêtre comme Mgr Vicari, le conflit ne pouvait manquer d'éclater : l'État persistait dans ses prétentions joséphistes envers et contre tous. Mgr

Boll et Mgr Demeter ne réagirent que faiblement contre ce système. Ils ne voulaient pas mécontenter le gouvernement et la cour. Mgr Vicari, au contraire, ne connaissait que sa devise : « Fidèle à mon Église jusqu'à la mort ». On essaya d'endormir son zèle en le comblant d'éloges et de faveurs. Le grand-duc Léopold, qui était d'ailleurs favorable aux catholiques, le félicita de son élection ; le ministre Blittersdorf l'assura de ses meilleurs sentiments, et, pour lui lier les mains, on lui mit au cou la chaîne de grand-croix de l'ordre du Lion de Zæhringen. Vicari se montra sensible à toutes ces marques d'estime, mais demeura inébranlable dans ses revendications. Il avait la sainte ambition d'affranchir l'Église du joug bureaucratique et de rétablir le règne du Christ, comme il le déclarait dans son premier mandement du 27 mars 1843. Afin de mener son œuvre réformatrice à bonne fin, il s'entoura de prêtres fervents et zélés qui fussent à même de seconder ses efforts. Puis il entreprit une série de tournées pastorales dans le diocèse, exhortant partout le clergé et les fidèles à la pratique des vertus chrétiennes. Envers les prêtres récalcitrants, il usa de sévérité, ne craignant pas de recourir aux peines canoniques les plus rigoureuses. A tous il recommanda l'étude de la théologie, rétablit les chapitres annuels et les conférences ecclésiastiques, organisa les retraites pastorales, bref, fit circuler une sève nouvelle dans le corps de l'Église enseignante.

Le saint évêque donna tous ses soins au séminaire diocésain, transféré (1842) dans l'abbaye bénédictine de Saint-Pierre, érigea, à Fribourg même, un *convict* pour les petits séminaristes, appela dans le diocèse les sœurs de Charité de Strasbourg, établit l'œuvre des missions de Saint François-Xavier, celles de Saint Boniface, de Saint Raphaël, du Gesellenverein, de la Sainte-Enfance, etc. Sentant que la presse libérale faisait un mal énorme dans le pays, il favorisa de toutes ses forces le développement de la presse catholique. Les revues, comme le *Katholik* de Mayence, les *Historisch-Politische Blætter* de Munich, le *Kirchenblatt* de Fribourg et les feuilles quotidiennes trouvèrent en lui un ardent protecteur. Comme le lui écrivait Mgr Weiss, de Spire, il obtenait plus par cette voie que par les plus habiles négociations diplomatiques.

A la suite de cette action énergique, les prêtres dévoyés, comme le député Kuenzer de Constance, s'enfoncèrent dans leur iniquité, et les autres se groupèrent étroitement autour de leur évêque. Aussi, quand l'apostat Ronge essaya, en 1845, d'implanter son *catholicisme allemand* dans le grand-duché, il trouva fort peu d'écho parmi le clergé. En vain d'illustres professeurs, comme Welcker, Paulus, Gervinus, avait pris en mains la cause du défroqué silésien, l'apostolat de Mgr Vicari avait prémuni contre le schisme, et Ronge ne provoqua la défection que de deux prêtres. Les radicaux, les protestants libéraux, en un mot, la tourbe des ennemis de l'Église se dé-

clara pour le *catholicisme allemand,* mais ses adhésions furent impuissantes à troubler le diocèse. Quinze ans auparavant, Ronge aurait trouvé une légion de partisans : en 1845, c'était trop tard ! La secte vécut quelques années d'une existence factice, et comme elle avait donné dans le mouvement révolutionnaire de 1849, un décret ministériel du 26 février 1852 lui retira les droits corporatifs.

Les ennemis extérieurs de l'Église catholique étaient vaincus ou paralysés, l'esprit schismatique tendait à s'effacer peu à peu dans le clergé, et la piété commençait à renaître de toutes parts, grâce aux missions que l'archevêque organisait dans le diocèse. Restait à tarir la source même du mal, le joséphisme, c'est-à-dire la subordination servile de l'Église à l'État.

---

§ 2

CONFLIT ENTRE L'ÉGLISE ET L'ÉTAT.

La lutte devait être longue et pénible ; elle dure encore. Elle s'engagea sérieusement le 22 juillet 1846, lorsque le baron Henri d'Andlaw demanda à la Chambre des Seigneurs le rétablissement des droits de l'Église, le libre exercice de la juridiction ecclésiastique, l'éducation du clergé, la collation des bénéfices, etc. La discussion fut très chaude et dura plusieurs jours. « L'absolutisme d'État, s'écria M. d'Andlaw, a été appliqué à l'Église. Cette oppression a été sanctionnée par l'ordonnance du 30 janvier 1830 ; il faut rompre toutes ces chaînes » ; et il conjura le gouvernement de rendre la liberté à l'Église. On ne donna point suite à cette motion ; il fallut les désordres de 1849 pour ouvrir les yeux à ceux qui tenaient en main les destinées du pays.

Le 15 août 1848, les évêques allemands se trouvaient à Cologne, à l'occasion de la consécration solennelle du dôme. Ils décidèrent que, vu les circonstances spéciales où se trouvait l'Église d'Allemagne, un concile national serait convoqué dans le courant de l'année. Le 1er octobre, les invitations furent lancées par l'archevêque de Cologne, et le 22 août l'épiscopat se rencontra à Wurzbourg, où commencèrent les travaux de la célèbre conférence. La conférence de Wurzbourg dura plus de trois semaines, et les ré-

sultats de ses délibérations furent consignés dans un mémoire adressé au Pape. Les évêques voulaient « la concorde entre le Sacerdoce et l'Empire », mais aussi la liberté pour l'Église de former le clergé, de nommer aux bénéfices ecclésiastiques, d'exercer la juridiction sans le *placet*.

Mgr Vicari, qui avait été l'un des promoteurs les plus ardents de la conférence, se montra fermement résolu à revendiquer les libertés ecclésiastiques ainsi formulées. Le 27 novembre 1848, il communiqua le mémoire de la conférence de Wurzbourg au ministère de l'Intérieur, comme il l'avait déjà adressé au grand-duc Léopold. Il renouvela la même démarche en 1849 (2 septembre) et en 1850 (17 septembre), sans plus de succès. La bureaucratie joséphiste faisait la sourde oreille. En présence de cette obstination, Mgr Vicari fit porter la question devant le Parlement. Le 5 novembre 1850, l'abbé Hirscher, qui faisait partie de la Chambre Haute, demanda au gouvernement s'il songeait enfin à régler les rapports entre l'Église et l'État. Le ministre donna une réponse évasive. Les catholiques revinrent à la charge à diverses reprises, et le problème ne fut toujours pas résolu.

En 1852, la mort du grand-duc Léopold compliqua la situation, en amenant ce qu'on est convenu d'appeler le « conflit de deuil », *Trauer Conflict*. Le souverain étant protestant, l'Église ne pouvait célébrer de messe pour le repos de son âme. L'archevêque

ordonna simplement un service funèbre sans messe. Le gouvernement refusa de se contenter de cette manifestation religieuse, et comme environ soixante prêtres obéirent au ministre, plutôt qu'à l'Ordinaire, Mgr Vicari leur imposa une retraite. Le gouvernement les prit sous son égide et leur promit l'impunité s'ils résistaient jusqu'au bout à l'autorité ecclésiastique.

Cette intervention de l'État dans l'administration intérieure de l'Église montrait une fois de plus combien il était indispensable de réclamer l'indépendance de l'Église. Mgr Vicari se trouvait dans une impasse douloureuse. Il pouvait, à l'exemple de ses prédécesseurs, céder à la pression gouvernementale et gémir en secret, ou bien résister énergiquement à l'État et consacrer les dernières années de sa vie à la lutte pour la revendication des droits de l'Église. Il choisit « le chemin de la croix ». Il nomma les curés sans l'assentiment du ministre et exerça la juridiction épiscopale, comme si les ordonnances de 1830 n'avaient jamais existé. Dès lors, ce fut la guerre entre Carlsruhe et Fribourg. L'évêque refusa de recourir au *placet*. Il adressait ses circulaires au clergé par des envoyés spéciaux. Ceux-ci étaient surveillés par les gendarmes qui les poursuivaient, et c'était dans le pays une véritable chasse aux papiers émanant de l'archevêché. On voulait isoler les prêtres de leur évêque, et l'évêque du Pape. Mais les catholiques parvinrent à tromper la surveillance de la po-

lice, et beaucoup de curés reçurent les lettres pastorales de Mgr Vicari, et les firent connaître du haut de la chaire. On les arrêta et on les jeta en prison. Parmi ces confesseurs de la foi se trouvait aussi l'abbé Kubel, qui devint plus tard évêque-administrateur de Fribourg.

Cette persécution violente secoua fortement le peuple catholique. Un saint enthousiasme courut à travers le pays. Les églises se remplirent de fidèles, là même où la foi n'avait encore que de faibles racines. Du fond de leur prison, les curés exercèrent une action plus puissante sur le peuple qu'autrefois dans leurs presbytères, et quatre semaines d'incarcération étaient aussi efficaces que cinq années de sermons. Le gouvernement, qui croyait dompter l'archevêque, devenait ainsi, sans le vouloir, son meilleur agent.

Un revirement se produisit dans les hautes sphères. On jugea à propos de négocier une entente avec les autorités ecclésiastiques, d'autant plus que l'Autriche insistait dans ce sens. Mais une autre influence plus forte fit avorter le projet. Le gouvernement prussien encouragea le grand-duché de Bade à persévérer dans la résistance, et il expédia à Carlsruhe un envoyé extraordinaire (26 janvier 1854), qui devait faire comprendre au souverain et au ministre badois qu'ils défendaient la cause de tous les États protestants. Ce semeur de discordes, qui empêcha la paix religieuse de descendre sur le grand-

duché de Bade, était appelé aux plus brillantes destinées. Il portait le nom encore obscur de... Bismarck, et allait devenir le chancelier de fer de l'empire protestant d'Allemagne. Bismarck, le futur chevalier du Christ, réussit dans sa mission, et, comme il le disait dans sa dépêche au ministre de Manteuffel, « le grand-duc lui promit d'être si opiniâtre qu'on serait content de lui à Berlin ». On voit que le génie anticatholique du duc de Lauenbourg s'était révélé de bonne heure. En se jetant dans le *Kulturkampf* prussien, trente ans plus tard, sa volte-face contre les catholiques n'était que l'évolution naturelle d'un système très ancien.

Grâce à l'intervention de la Prusse, loin de s'apaiser, le conflit religieux s'accentua entre l'archevêque et le gouvernement badois. Le *Convict* (petit séminaire) fut fermé, les revenus ecclésiastiques furent supprimés à plusieurs curés. D'autres actes de persécution suivirent. Des perquisitions furent faites au palais épiscopal, et, au mois de mai 1854, Mgr Vicari fut arrêté lui-même dans sa demeure : il avait alors quatre vingt un ans.

Quel spectacle admirable ! un gouvernement puissant, soutenu par la Prusse, essaye de briser la résistance d'un vieillard octogénaire, et ce vieillard se laisse violenter, jeter en prison, insulter. A toutes les menaces et à toutes les rigueurs, il répond par ces mots simples et sublimes : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes ». Et quand on le plaint, il s'é-

crie, comme les martyrs : « Je remercie Dieu d'avoir été jugé digne de souffrir pour la liberté de l'Épouse immaculée de Jésus Christ » !

Aussitôt que le sort de Mgr Vicari fut connu dans le diocèse, il s'éleva, d'une extrémité du pays à l'autre, un cri de douleur et de protestation. La foule s'amassa devant le palais épiscopal, et on fut obligé d'appeler les troupes pour la dissiper. Dans toutes les églises, on fit des prières publiques pour le pasteur et son troupeau. En signe de deuil, les cloches restèrent muettes, et la musique fut supprimée aux offices.

De nombreux curés furent enfermés comme leur évêque. Les fonctionnaires les insultèrent, répandirent des pamphlets calomniateurs contre le clergé. Mgr Vicari fut traité de criminel, de perturbateur de l'ordre public. Aucun outrage ne fut épargné à ce prêtre, que les barbares du cinquième siècle auraient respecté comme un héros. L'espionnage fut élevé à la hauteur d'une institution politique, et la police surveilla les curés jusqu'au pied de la chaire. Dans quelques paroisses, le gouvernement essaya d'imposer aux catholiques des curés intrus à la place des curés emprisonnés. Là où le peuple se révoltait, les troupes venaient maintenir les usurpateurs dans leurs presbytères. C'était un véritable état de siège.

§ 3

NÉGOCIATIONS EN VUE D'UN CONCORDAT.

La lutte entre le sacerdoce et l'empire ne pouvait continuer sans que l'État eût à en souffrir. On eut l'air de s'en apercevoir à Carlsruhe, et on entama avec le Saint-Siège de nouvelles négociations avec le désir sincère ou feint de régler la situation religieuse du grand-duché de Bade. Les pourparlers durèrent plusieurs années et furent entravés par des incidents qu'il serait trop long de rappeler. Ils aboutirent enfin à la *Convention* conclue à Rome, le 28 juin 1859, et ratifiée par le grand-duc de Bade, au mois d'août de la même année. La bulle de confirmation *Æterni pastoris* fut lancée par le Saint-Siège le 22 septembre, et, le 5 décembre, le *Journal officiel* de Carlsruhe publia ce *Concordat* qui devint ainsi une loi de l'État.

Je ne puis analyser ici les vingt quatre articles du Concordat badois. Qu'il me suffise de dire qu'il garantissait à l'Église sa pleine indépendance dans la sphère ecclésiastique, le libre exercice de la juridiction épiscopale, la juridiction matrimoniale pour tout ce qui concerne l'essence et la validité du mariage, la collation des bénéfices, l'autonomie des corporations religieuses, la confessionnalité des écoles, l'administration du patrimoine ecclésiastique. Les ordonnances joséphistes du 30 janvier 1830, et des 1er et 3 mars 1853 étaient abrogées.

L'exécution de cette *Convention* rencontra dès le début une opposition formidable dans certains clans. Parmi ses adversaires figure en première ligne ce qu'on appelait le *parti de Gotha*, qui prit plus tard le nom de parti national-libéral. Ces soi-disant libéraux furent déjà à cette époque ce qu'ils sont demeurés jusqu'à ce jour, des fanatiques rêvant la destruction du catholicisme. Leur haine fut admirablement servie par la politique française. La défaite des Autrichiens sur les champs de bataille du Milanais diminua l'influence catholique en Allemagne, et les libéraux, qui travaillaient à la grandeur de la Prusse protestante, purent donner libre cours à leur hostilité envers l'Église romaine. Ils mirent tout en œuvre pour rompre l'entente conclue avec le Saint-Siège. L'un de leurs chefs, Franz de Roggenbach, qui fut ministre dans la suite, employa toute son influence à la cour badoise, afin de faire triompher leur programme. « Il avait le Concordat en horreur, dit un historien, et ne voyait de salut pour l'Allemagne que dans l'hégémonie prussienne ».

Devant cette levée de boucliers des libéraux, la Convention devait tomber. Une pétition signée par 85 000 catholiques badois en demandait le maintien. Le clergé tout entier supplia la Chambre Haute de ne pas s'opposer à l'exécution de ce traité : inutiles efforts ! les libéraux l'emportèrent. Les ministres Stengel et Meysenbug, qui avaient signé le Concordat, perdirent leur portefeuille le 1er avril 1860 ; leur

œuvre fut renversée et une « ère nouvelle » s'ouvrit pour le grand-duché de Bade. Après cinq ans de négociations relatives à la paix, une guerre de trente ans fut engagée contre l'Église catholique et contre son autonomie !

Il s'agissait cependant de vivre ! En déchirant le Concordat, on ne faisait disparaître ni le clergé ni le peuple catholique. Les rapports entre l'Église et l'État devaient être réglés d'une façon ou d'une autre, même si le gouvernement avait le désir d'asservir l'Église.

Le nouveau ministère, tout libéral qu'il était, entra dans cet ordre d'idées et déposa au bureau de la Chambre six projets de loi ecclésiastique destinés à remplacer le Concordat. Le § 1er accorde à l'Église catholique comme à l'Église protestante les droits corporatifs, avec l'autorisation de rendre un culte public à Dieu. Mais le principe même de cette législation unilatérale était le principe du joséphisme, et le Saint-Siège comme l'archevêque ne s'en accommodèrent que faute de mieux, et avec l'espoir hautement affirmé que l'Église badoise finirait par obtenir sa complète autonomie. Hélas ! cet espoir ne fut jamais réalisé ; bien au contraire, dans la pratique, le gouvernement rendit illusoires les concessions faites en théorie, et les conflits se multiplièrent.

Lorsque Jolly, un professeur de Heidelberg, arriva au pouvoir, ce fut l'avènement du joséphisme le plus absolu. Jolly avait été l'un des ennemis les

plus farouches du Concordat, et, dans ses écrits de cette époque, il exposait ses doctrines avec une brutale franchise. « L'autorité de la loi, déclarait-il, est absolue. Quiconque viole ce principe est rebelle. L'Église n'a d'autre droit que celui que la loi badoise veut bien lui octroyer. Aucune Église ne peut exercer une juridiction indépendante de l'État... Les fonctions ecclésiastiques ne peuvent être remplies que par des prêtres *examinés* et *approuvés* par l'État ». Jolly était donc un représentant du système hégélien, de l'absolutisme de l'État. Il devint ministre eu 1866, lorsque la Prusse protestante eut terrassé l'Autriche catholique, à Sadowa. Le beau rêve des nationaux libéraux se réalisait, l'hégémonie protestante était en voie de s'imposer à l'Allemagne. Les grandes saturnales du libéralisme pouvaient commencer dans le grand-duché de Bade et dans les autres pays germaniques.

La loi de 1860 avait accordé à l'archevêque la collation libre de certains bénéfices. Au lieu de se conformer à cette loi, le ministre des cultes s'arrogeait à chaque instant le droit de *veto*, et écartait les candidats qui lui déplaisaient. Et tous ceux qui convenaient à l'archevêque déplaisaient au gouvernement, parce qu'on ne voulait que des chiens muets et des instruments serviles du libéralisme. Un prêtre était-il désigné pour un bénéfice, les émissaires du gouvernement allaient le sonder, et, si on le jugeait faible et indécis, on lui faisait prendre l'engagement de ne

jamais voter ou agir contre les nationaux-libéraux dans les élections. En même temps qu'on pratiquait ce système de corruption, on confisquait les biens ecclésiastiques partout où l'on pouvait. Au bout de peu d'années, il y en eut ainsi pour plus de 8 millions. Pour donner une base légale à ces confiscations et éviter des procès désagréables, le gouvernement fit sanctionner sa conduite par la loi du 5 mai 1870, appelée *Stiftungsgesetz*, « Loi des fondations ». Il fallait à tout prix écraser cette Église catholique qui, d'après Jolly, était une ennemie de la civilisation.

§ 4

MORT DE MGR VICARI.

C'est au milieu de ces luttes que « l'Athanase de l'Église catholique », Mgr Vicari, fut rappelé à Dieu. Il avait vécu près d'un siècle, et durant plus de soixante dix ans, il avait combattu le bon combat, résistant tour à tour aux évêques et à la bureaucratie joséphistes, aux tentatives du schisme, aux ruses et aux violences des libéraux. Sur le siège archiépiscopal comme dans les bureaux de la chancellerie, il avait mené la « croisade contre l'impiété » avec une ardeur que rien ne lassait. Au moment de mourir, il put envisager les mystères de l'au-delà avec la joie sereine des confesseurs de la foi, parce que son passé était sans reproche. Par son énergie indomptable, il a sauvé son diocèse et l'Église d'Allemagne tout entière. Comme le disait un jour un évêque, « il avait lutté et vaincu pour tout l'épiscopat. Si toutes les chaînes de l'Église n'étaient pas brisées, on savait du moins que c'étaient des chaînes. L'Église ne se laissera plus mettre la tunique de l'esclave ».

Mgr Vicari, qui était déjà très avancé en âge lorsqu'il fut appelé à la tête du diocèse de Fribourg, a gouverné cette Église pendant vingt sept ans. Dieu avait pour ainsi dire opéré ce miracle de longévité pour arracher les catholiques badois aux étreintes du joséphisme. Après ce vaillant champion, ses suc-

cesseurs n'eurent qu'à suivre ses traces et à persister dans la lutte. Ils étaient délivrés. *Laqueus contritus est*, purent se dire les catholiques badois en priant sur la tombe de Mgr Vicari, les chaînes sont rompues, *et nos liberati sumus*, et nous avons recouvré la liberté.

Il était très heureux que Mgr Vicari eût poussé fortement à la réforme de son clergé et de son peuple. De grandes épreuves attendaient le diocèse de Fribourg. Le libéralisme se préparait à tenter un effort suprême pour extirper le catholicisme. La persécution entrait dans une phase décisive.

Le *Kulturkampf* badois ressemble au *Kulturkampf* prussien que j'ai esquissé dans *Catholiques allemands*. Le raconter ce serait fatiguer inutilement le lecteur par des redites oiseuses. A Carlsruhe comme à Berlin, on expulsait les moines et les religieuses, on confisquait leurs biens, on soumettait le clergé à l'examen d'État, on chassait le prêtre de l'école, on le jetait en prison. Les procédés étaient à peu près identiques de part et d'autre, parce que l'instigateur de ces mesures odieuses était le même. Depuis le jour où il était intervenu dans la politique religieuse du grand-duché de Bade, Bismarck n'avait cessé d'avoir les yeux fixés sur ce pays. Ses amis, les nationaux-libéraux, étaient chargés d'y écraser le catholicisme que lui-même était en train d'anéantir en Prusse. Ils avaient même pris les devants, soit pour donner le bon exemple aux autres pays, soit pour

entrer plus avant dans la faveur du prince chancelier. Tandis qu'en Prusse la vacance des sièges épiscopaux n'eut lieu qu'en 1874, le gouvernement de Carslruhe refusa de donner un successeur à Mgr Vicari dès 1869. Pendant plus de douze ans, le diocèse de Fribourg fut administré par un simple évêque auxiliaire, Mgr Kubel, qui avait été nommé en 1868. Ce n'est qu'en 1882, après la mort de Mgr Kubel, que Fribourg obtint de nouveau un archevêque dans la personne de Mgr Orbin.

Mgr Kubel ainsi que Mgr Orbin (1882-1886) et l'archevêque actuel Mgr Roos continuèrent l'œuvre commencée par Mgr Vicari. Sous leur administration la transformation religieuse et morale du pays se compléta en attendant que la politique elle-même prît un autre caractère.

III

§ 1

ROLE POLITIQUE DU CLERGÉ.

Le zèle apostolique de Mgr Vicari avait réparé en majeure partie les ruines du joséphisme dans le grand-duché de Bade. Le temps n'était plus où des centaines de prêtres concubinaires demandaient à grands cris l'abolition du célibat ecclésiastique et de la confession. Une âme nouvelle avait été insufflée au clergé. L'évêque avait d'abord guéri l'arbre à sa racine, en accordant une attention toute particulière à l'éducation de la jeunesse cléricale. Sous Wessenberg, les séminaristes ne se distinguaient plus des autres étudiants. Ils n'avaient ni piété ni science, et trop souvent leur moralité était douteuse. Tout était à faire sous ce rapport. Mgr Vicari réussit à introduire un autre esprit dans les *Convict* et à former de jeunes prêtres comme les exige l'Église. Il s'agissait également — et ici la tâche était plus difficile — de ramener dans le devoir les prêtres plus âgés, et de chasser le démon de la luxure et de l'indifférence qui avait établi sa demeure dans trop de presbytères. Le saint prélat obtint les résultats les plus satisfaisants par des retraites pastorales. De vieux curés, touchés par la grâce, changèrent de conduite, et apprirent à réciter le bréviaire et à catéchiser leurs ouailles. D'autres, plus jeunes, renoncèrent à de

coupables habitudes et devinrent des curés modèles après avoir fait longtemps scandale. Le joséphisme perdait chaque jour du terrain. S'il y eut quelques résistances désespérées, leur nombre était si restreint qu'il n'y avait pas lieu de s'en affliger outre mesure.

Trente ans de luttes héroïques ont valu au grand-duché de Bade un clergé à peu près régulier. Aujourd'hui l'ordre règne de nouveau dans cette Église si cruellement éprouvée. Les mœurs sont correctes, le culte se fait conformément aux rites, et la piété fleurit là où tout semblait perdu. Et pourtant, jusque dans ces derniers temps, le libéralisme restait le maître incontesté du pays. Les deux tiers de la population sont catholiques, et dans la Chambre cette majorité n'avait qu'une représentation insignifiante. Deux députés catholiques au Reichstag sur 14, et 9 au Landtag badois sur 63. La disproportion était énorme entre le nombre des catholiques et celui de leurs mandataires. Je sais bien que cette anomalie s'explique en partie par le système électoral en vigueur dans le grand-duché de Bade. Les circonscriptions ont été taillées de telle sorte que les catholiques ne peuvent jamais obtenir autant de sièges que les protestants. Dans d'immenses districts exclusivement catholiques, il n'y a qu'un seul mandat ; dans d'autres bien moindres, mais qui sont protestants, il y en a deux et parfois trois. Le gouvernement n'a pas déployé moins d'habileté pour les zones mixtes. On a si bien,

c'est-à-dire, si arbitrairement délimité les districts, que les protestants ont partout l'avantage. Des régions catholiques ont été déchirées et les divers morceaux ont été insérés dans des circonscriptions protestantes du voisinage. Il en résulte qu'une très grande quantité de voix catholiques se perd fatalement.

Cette géométrie électorale — *Wahlkreisgeometrie* — qui est une iniquité, n'aurait pas réussi à réduire les catholiques à une minorité si dérisoire. D'autres motifs entrent en ligne de compte. Les libéraux restaient maîtres du pouvoir parce que le clergé badois n'était pas à la hauteur de la situation politique. En Allemagne, il ne suffit plus de nos jours que le prêtre soit pieux, instruit, modeste. S'il se laisse enfermer dans la sacristie, si sa sphère d'action ne s'étend pas au delà du jardin de son presbytère, il risque de compromettre la cause qu'il prétend défendre. Les libéraux, les socialistes, tous les ennemis de l'Église déploient une activité infatigable pour arriver au pouvoir, et, une fois au pouvoir, ils en abusent presque toujours contre les catholiques. Le *Kulturkampf* est la conséquence logique et inévitable de l'apathie politique du clergé. Autre temps, autres mœurs ! Ce qui autrefois aurait pu être un abus est actuellement une nécessité. L'action politique comme préparation aux élections est devenue une des formes du ministère paroissial. Le curé aura beau prêcher, passer sa matinée en oraison,

faire des vers latins et souffrir de la faim à raison de 2 francs par jour, si ses paroissiens votent mal et si le député élu travaille à désorganiser l'Église, à qui la faute ? Malgré toute sa sainteté et toute son humilité, le curé sera responsable du mal provenant des mauvaises élections. Les intérêts de l'Église exigeaient qu'il fût la sentinelle vigilante veillant au scrutin.

En Prusse, on a compris cette nécessité du premier coup. Le clergé s'est jeté vaillamment dans l'arène politique et il a mis les fidèles en garde contre les éléments libéraux et socialistes. Dans le grand-duché de Bade, on a été plus lent à entrer dans le mouvement. Les catholiques étaient piétinés par la majorité sectaire du Landtag ; il semblait que les persécutions n'eussent pas le don d'émouvoir grandement le clergé. En tout cas, sa résistance n'était pas toujours très visible. Son apathie et sa torpeur étaient devenues proverbiales dans le reste de l'Allemagne. Le grand-duché de Bade, disait-on, c'est le pays des particularités—*badische Eigenthümlichkeiten* — le pays modèle, — *Musterlændle* — le pays où tout est possible, — *was alles mœglich ist in Baden.* — On appliquait aux catholiques badois le mot bien connu : « Il n'y a que les plus grands veaux qui élisent eux-mêmes leur boucher » [1]. On en parlait avec une commisération pleine de mépris.

(1) « Nur die allergrœssten Kælber wæhlen ihre Metzgerselber ».

A chaque nouvelle monstruosité de la part du gouvernement, on leur demandait ironiquement quand enfin ils songeraient à se réveiller. Pour comble d'infortune, ce clergé et ces catholiques si peu actifs ne s'entendaient pas entre eux. A un moment donné, ils se partagèrent en deux groupes, celui des extrêmes et celui des modérés, et la scission fut si bien maintenue lors des élections, que le centre perdit plusieurs sièges. Les libéraux étaient plus que jamais maîtres de la situation.

---

§ 2

ÉCHEC DES CATHOLIQUES.

Comme toujours ils en profitèrent pour écraser les catholiques. En 1887, tous les pays d'Allemagne avaient négocié un *modus vivendi* avec le Pape. Seul le grand-duché de Bade s'obstina dans le *Kulturkampf* aigu. Le gouvernement de Carlsruhe finit par en éprouver une certaine honte. Du moment que le chancelier de Bismarck s'était dirigé vers Canossa, pourquoi les ministres badois ne prendraient-ils pas le même chemin ? Était-il admissible que le pays le plus anticlérical de l'empire fût celui-là même où la proportion des catholiques est la plus forte ? A la cour du grand-duc de Bade, on s'aperçut que cet état de choses ne pouvait se prolonger, et à la fin de 1887, le ministre des cultes, M. Nokk, déposa au bureau de la Chambre un projet de loi ecclésiastique qui devait hâter la pacification religieuse. Ce projet était ainsi conçu :

Art Ier. « Les § 2, 3, 4, de l'article II de la loi du 13 février 1874 concernant les changements établis dans la loi du 9 octobre 1860, sur la situation juridique des Églises et des associations ecclésiastiques dans l'État, sont remplacés par les dispositions suivantes : Les Églises sont autorisées à entretenir des établissements pour l'éducation pratique et théologique des futurs prêtres. Elles sont de même autorisées

à fonder et à entretenir des maisons de pension (*Convict*) pour les ecclésiastiques qui, conformément à la loi du 5 mars 1880, suivent les cours de l'université ou des écoles pour s'y préparer à la carrière sacerdotale. Les dispositions de la loi sur l'enseignement élémentaire seront appliquées à ces établissements dont les directeurs, maîtres et professeurs, devront être des Allemands.

Art. II. « Seront supprimés les § 16[d] et 16[e] de l'article 3 de la loi du 19 février 1874 (Suppression de la cour ecclésiastique).

Art. III. « L'article 14 et 8 du code pénal subit le changement suivant : La condamnation d'un ecclésiastique à la maison de détention a pour conséquence la perte durable des revenus de la charge et l'exclusion durable de toute fonction ecclésiastique en public. . .

Art. IV. « Le gouvernement est autorisé à permettre temporairement à des ecclésiastiques qui appartiennent à quelque Ordre religieux introduit dans le grand-duché, à exercer des fonctions ecclésiastiques publiques dans le but d'assister le ministère paroissial »[1] .

Le résultat se devine. Lorsque le projet de loi fut discuté au Landtag, la majorité nationale-libérale rejeta l'article 4 qui autorisait le gouvernement à ouvrir temporairement les portes du pays aux religieux.

(1) Je donne le texte intégral parce qu'il en sera souvent question pendant cette législature du Landtag badois.

Le ministre des cultes, un protestant, démontra, chiffres en mains, qu'il y avait manque de prêtres dans le pays, que 41 paroisses étaient vacantes, et que sur 291 vicariats, 143 seulement étaient occupés. La voix de la raison n'eut aucune prise sur ces sectaires. La haine du froc fut plus forte que toutes les considérations, et le gouvernement fus mis en minorité.

Inspiré par un fanatisme à rebours, ce vote eut une grande portée. Il fut la pierre qui frappa le pied d'argile du colosse national-libéral. Pour tout spectateur impartial, il était évident cette fois que la haine et non pas l'intérêt public réglait les actes du parti dominant. Du moment que le prince de Bismarck trouvait les capucins inoffensifs, il était ridicule de croire qu'ils mettaient l'État en péril à Carlsruhe. Ainsi jugeait le pays, et le prestige des libéraux fut entamé fortement.

Le mécontentement fut surtout vif dans les districts catholiques. Un tel déni de justice irrita même ceux des électeurs catholiques qui jusqu'alors avaient donné leur voix au candidat libéral. Le vent commençait à tourner. Les chefs du centre, qui savaient observer les signes du temps résolurent de tenir une assemblée générale des catholiques à Fribourg, la perle du Brisgau. En frappant un grand coup, ils espéraient que la population catholique du grand-duché de Bade s'insurgerait sérieusement contre la prépotence nationale-libérale. Le congrès

se réunit au mois de septembre 1888. Ce fut un des plus brillants que l'on eût vu jusqu'alors. De magnifiques discours furent prononcés par les orateurs les plus éminents du centre. Des religieux vinrent eux-mêmes plaider leur cause devant un auditoire de 8000 personnes. Il va de soi qu'il y eut de fréquentes allusions aux évènements religieux du grand-duché de Bade. Le président du congrès parla des gens qui, placés dans l'alternative de se brouiller avec Dieu, ou avec les hommes préféraient se brouiller avec Dieu, « toujours bon enfant » . Cette parole si sévère sous sa forme enjouée atteignait en plein cœur une partie du clergé. Là, en effet, était le secret de la faiblesse du centre badois. Bien des curés semblaient se répéter chaque matin ce vers de Corneille :

Ah ! ne me brouillez pas avec la République.

Ils avaient peur d'être mal avec les autorités qui distribuent les bénéfices ecclésiastiques, et cette crainte paralysait d'avance leur énergie. Au risque de ne rendre pas à Dieu ce qui est à Dieu, ils rendaient doublement à César ce qui ne lui revient pas. D'autres, qui n'étaient pas accessibles à l'ambition, se laissaient guider par des mobiles tels que l'amour du repos, l'insouciance, le désir de plaire à tout le monde. Chez les uns et les autres, les résultats étaient identiques : on restait les bras croisés.

---

§ 3

RÉACTION CATHOLIQUE.

Le congrès de Fribourg fit rentrer en eux-mêmes beaucoup de prêtres. La honte et peut-être le remords achevèrent de secouer leur nonchalance ; revenus dans leurs paroisses, ceux qui avaient assisté aux grandes joutes oratoires de Fribourg se mirent à l'œuvre avec autant de zèle que de courage. On en eut la preuve quelques semaines plus tard. Le 23 septembre, le curé de Haslach, dans la vallée de Kinzig, convoqua une assemblée de catholiques pour discuter la question des Ordres religieux. Grâce au clergé, 6000 paysans et ouvriers se présentèrent à Haslach. On se réunit, en plein air, sur la place, et l'abbé Hansjakob, le célèbre curé de Fribourg, se chargea de haranguer la foule. La seule présence de Hansjakob était déjà un symptôme consolant. Ce prêtre avait été l'un des auteurs de la sécession des catholiques, qui s'était opérée dix ans auparavant. Il appartenait au parti des modérés, c'est-à-dire au parti qui avait perdu le centre. « On repousse nos religieux ! s'écria-t-il ; faut-il s'étonner que dans ces conditions nous, les modérés, nous disions aux extrêmes : Après tout, vous autres intransigeants, vous êtes dans le vrai ! Si aujourd'hui modérés et intransigeants se tendent la main, la faute en est aux libéraux ». Le fanatisme des libé-

raux et les encouragements du congrès de Fribourg avaient abouti à la réconciliation des deux fractions du centre badois. La sécession catholique fut enterrée dans la vallée de Kinzig et une ère nouvelle commençait. Les libéraux le prévoyaient, et Hansjakob fut l'objet des attaques les plus virulentes. Ils lui reprochaient d'être retourné avec armes et bagages dans le camp de l'ultramontanisme et d'avoir ainsi tué le parti modéré.

Et de fait, à partir de ce moment, il n'y avait plus qu'un parti catholique dans le grand-duché de Bade. On put le constater dans une série de réunions politiques qui suivirent celle de Haslach. Partout se manifestait l'entente la plus parfaite. Ces réunions, provoquées et dirigées par le clergé, ravivèrent le sentiment de la solidarité catholique. Les électeurs comprirent qu'ils tenaient leur sort entre leurs mains et que de leur vote dépendait la solution des problèmes religieux pendants. Les libéraux perdaient insensiblement des voix avant le jour du scrutin.

Autant que les réunions publiques, la presse servait à miner la domination libérale. Au congrès de Fribourg, le curé de Radolfzell avait prononcé une harangue très applaudie sur le clergé et la presse. Ses avertissements furent écoutés et trois nouvelles feuilles catholiques furent créées en moins d'un an. Les journaux déjà existants virent, d'autre part, augmenter sensiblement le nombre de leurs abonnés. Il y avait là un progrès très réel ; malheureusement il

n'était pas aussi rapide et aussi large qu'on eût pu le désirer. Trop de familles catholiques restèrent fidèles à leur organe libéral, — un vieil ami de la maison. Les moniteurs officiels de chaque district accaparaient beaucoup d'abonnés et coupaient ainsi l'herbe sous les pieds des journalistes du centre. Plus ou moins incolores en temps ordinaire, ces feuilles neutres trompent la vigilance des catholiques, et, aux moments décisifs, elle se tournent toujours contre l'Église : la presse neutre était et est encore le grand ennemi. Beaucoup de curés ne craignaient pas de lui déclarer la guerre. En vain les bureaucrates leur criaient : « Prenez garde ! vous allez compromettre votre avenir. Le prêtre est en dehors et au dessus de la politique ». Ce langage ne réussit plus. Longtemps le clergé badois s'était laissé endormir à cette musique traîtresse. Il ne faisait pas de politique ; mais ses ennemis n'en faisaient que davantage et, comme de juste, de la politique anticléricale. A force de ménager les libéraux, le clergé était tombé dans une sorte de servitude qui pouvait devenir fatale à la religion. Il était temps de se relever. On se releva de toutes parts. J'eus à cette époque l'occasion de faire un voyage dans le grand-duché de Bade et de voir plusieurs prêtres. Ils étaient pleins d'entrain et travaillaient en vue des élections du Landtag, auxquelles il allait être procédé quelques mois après. «Nous ne pouvons, me disait l'un d'entre eux, nourrir l'espoir de vaincre nos adversaires, mais nous leur arracherons quel-

ques sièges, et cela nous suffira pour le moment ».

Le pronostic se réalisa aux élections d'automne de 1889. La seconde Chambre du grand-duché de Bade se renouvelle par moitié tous les deux ans. Sur les 63 députés, 31 étaient à réélire. Les catholiques ne comptaient que 9 sièges à la Chambre et, en 1889, 6 d'entre eux eurent à se présenter devant leurs électeurs. Non seulement le centre maintint ses 6 positions, mais il en gagna 4 nouvelles, malgré la pression formidable exercée par le gouvernement. C'était un succès considérable quand on songe aux difficultés de l'élection. Mais ce qui en constituait l'importance exceptionnelle, c'est qu'il présageait d'autres victoires.

---

§ 4

TRIOMPHE AUX ÉLECTIONS.

Forts de ce triomphe partiel, le clergé et les catholiques reprirent la lutte avec d'autant plus de vigueur. On était à l'avant-veille des élections du Reichstag. Les nationaux-libéraux disposaient des mandats du Reichstag comme de ceux de la Chambre badoise. Si dans cette dernière ils possédaient 46 sièges sur 63, au Reichstag ils en avaient 9 sur 14. C'était, de part et d'autre, une majorité énorme. Les catholiques résolurent d'assaillir la citadelle nationale-libérale au Parlement de l'empire. Jusqu'alors ils n'envoyaient que *deux* députés à Berlin, le chanoine Lender et le baron de Buol. Le scrutin du 20 février et du 1er mars 1890 fut un écrasement pour les nationaux-libéraux. Le centre fit triompher *huit* de ses candidats, qui chassèrent les persécuteurs de toutes leurs positions. *Pas un seul* national-libéral ne conserva son mandat. A Constance, à Waldshut, à Lœrrach, à Offembourg, à Lahr, à Fribourg, partout les catholiques restèrent maîtres du terrain. Et les sièges que les catholiques ne purent disputer aux nationaux, d'autres partis les leur enlevèrent. A Pforzheim, le démocrate Dillinger ; à Carlsruhe, le progressiste Pfluger ; à Mannheim, le socialiste Dreesbach, évincèrent le parti gouvernemental. La défaite était aussi complète que possible.

Les catholiques eurent les meilleures raisons d'être

satisfaits de la campagne électorale. L'action politique du clergé avait porté ses fruits. Les curés constatèrent qu'en défendant l'Église sur la place publique leurs efforts avaient été couronnés de succès. Pour eux, ce résultat était à la fois une récompense et un encouragement.

Les élections du Reichstag avaient ramené la représentation du pays au groupement à peu près normal. La population badoise étant catholique aux deux tiers, il est juste que les deux tiers des députés le soient aussi. *Huit* sur *quatorze* : c'est environ le chiffre exact, d'autant plus que, parmi les 14 représentants du grand-duché de Bade, il y a, outre les 8 députés du centre, un autre catholique, le baron de Hornstein, qui fait bande à part.

Comme le même pays choisit les 14 députés du Reichstag et les 63 du Landtag badois, le centre devrait aussi disposer d'une quarantaine de voix à Carslruhe. La justice, de même que la logique, l'exigerait. Nous avons vu combien peu la réalité répondait à cet idéal. Jusqu'en 1889, les catholiques n'avaient que 9 sièges au Landtag et que 13 jusqu'à ces derniers jours. Les récentes élections ont porté ce chiffre à 21.

Ces élections, qui ont eu lieu à la fin de septembre et au commencement d'octobre 1891, forment une des pages les plus curieuses dans l'histoire contemporaine du grand-duché de Bade. Depuis les élections du Reichstag, les nationaux-libéraux étaient excessivement nerveux. Cette défaite les avait exas-

pérés. Il n'y avait plus à épiloguer, elle semblait bien être l'expression de la volonté du peuple. En effet, le Reichstag est issu du suffrage universel, et c'est par conséquent le suffrage universel qui a donné congé aux nationaux-libéraux. De là leur fureur et leur crainte. Par bonheur les élections du Landtag sont à deux degrés. Ils espéraient, non sans raison, que ce système leur serait plus favorable et qu'ils se maintiendraient à Carlsruhe après avoir été chassés de Berlin. Du reste, pour paralyser leurs adversaires, tous les moyens leur étaient bons. Ils firent mouvoir les ressorts multiples de la bureaucratie, qui est à leur dévotion. Tous les fonctionnaires, du sommet à la base de l'administration, furent obligés de battre la grosse caisse pour eux. Bien plus, le grand-duc publia une lettre d'adhésion à la politique du ministère national-libéral, pesant ainsi sur l'opinion publique à la veille du scrutin. On joua tous les atouts. Comme le reconnaît *la Gazette de Cologne*, « la campagne électorale s'est transformée en une sorte de plébiscite entre l'archevêque et le souverain ». Dans ces conditions, le duel devenait extrêmement difficile entre les nationaux-libéraux et leurs rivaux. Ceux-ci ne risquaient-ils pas de passer pour des traîtres à la patrie et à la dynastie en luttant contre les candidats patronnés par le ministère ? Et s'ils ne luttaient pas, c'était la domination sans fin des pires ennemis de la liberté et de l'Église ! Le clergé ne fut pas longtemps perplexe. Il mena har-

diment ses troupes contre les candidats officiels.

Les dernières hésitations tombèrent à la suite d'un admirable discours de l'abbé Wacker, « le lion de Zaehringen ». Wacker est un orateur de premier ordre. Sa parole chaude et incisive, le don de frapper toujours très juste, qu'il possède à un degré extraordinaire, lui donnent une grande autorité. Je l'ai entendu au congrès de Coblentz, en 1890. Le discours qu'il prononça à cette occasion fut un des plus applaudis, ce qui n'est pas peu dire quand il s'agit d'une assemblée où l'on vit paraître à la tribune Mgr Korum, Windthorst, Reichensperger, le chanoine Heinrich, Schorlemer-Alst, Lieber, Porsch et Schaedler.

La voix du « Lion » produisit une profonde impression et on fut unanime à regretter que le curé de Zaehringen se fût retiré de la vie politique. Depuis cinq ans, en effet, il vivait retiré loin du tumulte de la place publique. Les instances de ses amis et la gravité de la situation déterminèrent Wacker à rentrer dans la lice. Il le fit avec courage, se montrant digne du nom qu'il porte. On peut dire que c'est lui qui vient de diriger la campagne électorale dans le grand-duché de Bade. Quinze jours avant les élections, il présida une importante réunion à Ettlingen et prononça un discours-programme qui est un vrai chef-d'œuvre. Rarement on avait fait le procès des nationaux-libéraux avec tant d'éloquence et une logique aussi implacable. Ce discours fut immédiate-

ment répandu à travers le pays ; d'autres curés s'en approprièrent l'argumentation dans leurs réunions électorales, et ainsi le plan de campagne du « général en chef» des catholiques badois fut bientôt connu de Constance à Heidelberg. Les libéraux ricanaient encore et prétendaient ne pas craindre les griffes du lion de Zæhringen.

La première bataille fut livrée le 24 septembre lorsqu'on nomma les *électeurs,* — *Wahlmænner,* — chargés, à leur tour, d'élire les députés. Elle fut très chaude, et l'Allemagne entière en suivit anxieusement les diverses péripéties. On sentait que le sort allait se décider entre le libéralisme et les autres partis politiques.

Le verdict des électeurs fut sévère pour les protégés du ministre. Sur les 32 sièges qui étaient en question, 28 appartenaient aux nationaux-libéraux, 3 au centre et 1 aux progressistes. Dès le premier jour, il était évident que les nationaux-libéraux subiraient des pertes sensibles. Leurs adversaires les distançaient dans plusieurs circonscriptions. Mais, comme dans l'intervalle des deux scrutins on peut quelquefois ébranler des électeurs en semant l'or à profusion, il fallait, pour chanter victoire, attendre l'élection du 2 octobre.

Cette seconde journée réalisa en grande partie les espérances du centre et de ses alliés. Les catholiques maintinrent leurs 3 sièges et en gagnèrent 8 nouveaux. Une circonstance, qui rend leur victoire par-

ticulièrement intéressante, c'est que, dans certains districts disputés, les candidats du centre ont eu de fortes majorités. A Fribourg, le député catholique Fischer, a obtenu 164 voix sur 213. Or, en 1889, cette même ville de Fribourg donnait au candidat libéral 104 voix contre 102.

Le clergé avait fait vaillamment son devoir : il peut être satisfait du résultat. Deux prêtres ont été élus : l'abbé Wacker, qui rentre sur la scène parlementaire, et l'abbé Schuler qui, depuis 1890, fait partie du Reichstag.

Par suite de ces derniers succès, le centre dispose actuellement de 21 sièges au Landtag de Carlsruhe, c'est-à-dire du tiers de la Chambre. La majorité étant de 32 voix, il faudrait qu'il en gagnât encore 11 aux prochaines élections pour arriver au pouvoir. Avec le système électoral en vigueur, il lui est impossible d'atteindre ce chiffre, même si tous les catholiques votaient comme un seul homme. Il pourra encore emporter d'assaut 4 ou 5 sièges peut-être, et ce sera tout. Mais, ce à quoi il peut viser, c'est de former, avec les autres partis de l'opposition, une majorité assez forte pour modifier le système, introduire le suffrage direct et universel et garantir davantage le secret, et, par conséquent, la liberté du vote. Les élections du 2 octobre sont un acheminement vers ce nouvel ordre de choses. L'opposition a failli renverser la majorité nationale-libérale dès cette année.

Parmi les vainqueurs il y a, outre les députés du centre, 3 démocrates et progressistes qui ont culbuté les nationaux-libéraux à Constance, à Lahr et à Schwetzingen, 1 conservateur et 2 socialistes qui ont triomphé à Mannheim.

C'est la première fois que des socialistes entrent au Landtag de Carlsruhe. L'un des deux, Dreesbach est membre du Reichstag ; l'autre, détail assez piquant, est le fameux athée Rudt, qui a commencé sa carrière comme précepteur dans la famille du Statthalter d'Alsace-Lorraine.

Les progressistes et les conservateurs l'ont emporté sur les nationaux-libéraux, grâce au concours loyal du centre. Plusieurs points du programme politique sont communs aux uns et aux autres, et c'est ce qui explique cette alliance des partis extrêmes. La coalition du centre, des progressistes et des conservateurs se fortifiera avec les années et amènera la chute des nationaux-libéraux qui, depuis trente années, tyrannisent le grand-duché de Bade. En 1893, au plus tard, c'en sera fait de ce régime, qui est usé. Même avant ce terme, ils risquent de tomber du pouvoir. Ils ne sont plus que 32 contre 31. Une défection toujours possible, une mort, la maladie même peut faire passer la majorité du côté de l'opposition. La domination des nationaux-libéraux sera brisée, comme elle l'a été au Reichstag, comme elle le sera au Landtag prussien. Ils reconnaissent aujourd'hui que « le lion de Zæhringen » a des griffes

terribles capables de déchirer un jour complètement la toison nationale-libérale.

*
* *

Le tableau de la situation religieuse du grand-duché de Bade que nous avons esquissé à grands traits montre une fois de plus que les nations catholiques sont vraiment guérissables. Il n'y a point de décadence fatale depuis l'avènement du christianisme. Suivant le mot du P. Gratry, les peuples finissent comme ils veulent et se relèvent s'ils le veulent. Le grand-duché de Bade s'est relevé, nous venons de le voir. En moins d'un siècle il a franchi une distance énorme. De victoire en victoire les catholiques badois sont parvenus jusqu'à renverser des adversaires qui se croyaient solidement établis sur le roc.

Les nationaux-libéraux ont vécu ! S'ils s'agitent encore, si le spasme du ricanement contracte même leur visage, ce ne sont au fond que les symptômes et les affres d'une lente agonie. La fosse qu'ils avaient creusée pour l'Église catholique est là béante : elle les recevra tôt ou tard, tandis que le catholicisme est plus vivant que dans les siècles passés.

Ce spectacle est fait pour intéresser d'autres que les catholiques allemands. Les nationaux-libéraux ont des frères dans toutes les contrées de l'Europe, et partout ces soi-disant amis de la liberté sont les porte-voix de la franc-maçonnerie cosmopolite dont

le mot d'ordre est d'écraser l'infâme, c'est-à-dire le catholicisme. Peut-être croient-ils leur position inexpugnable, parce que la faiblesse des victimes leur a assuré une longue impunité. Ils auraient tort cependant de persévérer dans la lutte contre l'Église en se fiant trop à leur bonne étoile. Cette étoile pâlira comme celle des persécuteurs du grand-duché de Bade. A vouloir manger du Pape trop longtemps on finit toujours par s'en repentir. Le sort du prince de Bismarck et de ses acolytes les nationaux-libéraux en est une preuve nouvelle dont la force ne laisse rien à désirer.

CHAPITRE DEUXIÈME

HERMANN DE MALLINCKRODT

HERMANN DE MALLINCKRODT

Il y a un an environ que Windthorst a disparu de la scène de ce monde. En ce siècle de vie haletante et fiévreuse, c'est plus qu'il n'en faut pour faire descendre l'oubli sur ceux mêmes d'entre les hommes politiques qui ont joué les grands rôles. Il est tel mort d'hier dont le nom était sur toutes les lèvres et que nous avons de la peine à retrouver aujourd'hui au fond de notre mémoire. On pourrait citer d'autres noms autrefois retentissants qui sont déjà oubliés hélas ! en deçà du tombeau. Ainsi qu'il est dit dans la ballade allemande : Les morts vont vite et les mourants de même.

Windthorst a échappé jusqu'à présent à ce fatal engloutissement de l'oubli. Après avoir été pleuré comme un père par les catholiques d'Allemagne, il est resté pour tous le chef invisible du Centre, le génie tutélaire qui préside à ses délibérations. La Petite Excellence revit dans chacun de ses lieutenants, et, au sein des réunions publiques, il suffit de prononcer son nom ou de rappeler une de ses paro-

les pour soulever aussitôt d'enthousiastes applaudissements. Ce roi des âmes a régné par le cœur autant que par le génie, et là est peut-être en partie le secret de cette glorieuse survivance.

La popularité dont continue à jouir Windthorst, il la partageait de son vivant et il la partage encore avec un autre chef du Centre non moins illustre. J'ai nommé Hermann de Mallinckrodt, « le plus noble de tous ces romains » comme disait la *Weser Zeitung* en empruntant le mot de Schakespeare, « le plus grand orateur parlementaire de notre temps » selon le progressiste Eugène Richter.

Mallinckrodt est mort presqu'au début du Kulturkampf au moment où la tempête était le plus violemment déchaînée contre l'Église. « Qui le remplacera, s'écriait-on de toutes parts avec anxiété ? Qui nous donnera un autre pilote aussi sage et aussi expérimenté » ? Et déjà Windshorst était là qui saisissait le gouvernail, l'œil fixé sur le port qu'avait entrevu Mallinckrodt.

Windthorst, c'était encore Mallinckrodt, avec ses traditions, ses plans de campagne, ses principes et son éloquence. Le mort et le vivant, étroitement unis dans l'esprit des hommes, allaient combattre et triompher ensemble. Ensemble ils sont entrés dans la gloire. Désormais on ne pourra plus parler de l'un sans évoquer aussitôt le souvenir de l'autre. La reconnaissance des catholiques allemands ne les séparera jamais.

J'ai raconté ailleurs dans mes « *Catholiques allemands* » les hauts faits de l'Excellence Windthorst. Mallinckrodt devait avoir sa place dans le même volume à côté de la Perle de Meppen. S'il n'en a rien été, cela a tenu à diverses circonstances qu'il est inutile d'indiquer. On essaiera dans ce chapitre de réparer cette omission involontaire et de donner un pendant au médaillon de Windthorst.

---

§ I

TOMBEAU DE HERMANN DE MALLINCKRODT.

En ce temps-là, Charlemagne se trouvait à Paderborn chez l'évêque Hathumar, le premier Saxon qui fut élevé sur le siège épiscopal de cette ville. Une femme de race noble se rendit auprès de lui avec son petit enfant et implora son assistance contre des proches parents restés païens. Elle demandait le baptême pour ce fils unique. L'empereur l'accueillit avec bonté et s'offrit même d'être le parrain du jeune Saxon auquel on donna le nom de Meinulph.

Quelques années plus tard, le filleul de Charlemagne, instruit à l'école des moines, retourna dans ses domaines et construisit un monastère à l'endroit appelé Bœddeken qui lui fut miraculeusement désigné. La légende ajoute qu'il y mourut en odeur de sainteté. Meinulph, le premier saint du pays de Paderborn, devint l'objet d'un culte pieux et son tombeau attira pendant de longs siècles d'innombrables pèlerins.

Mille ans se passèrent avec des vicissitudes très diverses pour la religieuse et paisible vallée de Bœddeken. Un jour — c'était le 30 mai 1874 — ce coin charmant de la Westphalie vit apparaître de nouveaux flots de visiteurs. Un cortège interminable, parti de Paderborn, s'avançait lentement vers les lieux sanctifiés par les vertus de Meinulph. Sur tout le par-

cours, les cloches tintaient tristement ; la foule recueillie priait, les larmes aux yeux, et parmi ces pèlerins on remarquait l'élite de l'Allemagne catholique. On célébrait les obsèques de Hermann de Mallinckrodt qui avait fixé sa dernière demeure à Bœddeken près de la chapelle dédiée à saint Meinulph. Le frère aîné de l'éminent orateur s'était rendu acquéreur des biens de l'antique abbaye détruite et spoliée et avait fait reconstruire le sanctuaire du bienheureux fondateur. L'apôtre laïque du XIXme siècle désirait dormir le dernier sommeil à l'ombre du tilleul séculaire planté sur l'emplacement où était né le moine saxon.

Je ne sais plus sur quelle pierre sépulcrale, on lit ces mots sublimes dans leur simplicité :

Sta, viator, heroem calchas [1] !

Cette épitaphe ne serait pas déplacée sur la tombe de Mallinckrodt.

C'était un héros en effet que ce vaillant entre les vaillants, ce soldat de l'Église tombé épuisé sur le champ de bataille après une lutte inégale d'un contre dix, n'ayant d'autres armes que la parole et la prière, d'autre drapeau que l'image du divin Crucifié.

C'était un héros par son caractère dont la fermeté granitique a arraché un cri d'admiration à tous ses adversaires. On comprendrait mal les victoires du centre si on ne connaissait cet homme extraordinaire qui a été, à l'origine de la lutte, l'âme du peuple ca-

(1) Arrête-toi, voyageur, tu foules un héros.

tholique d'Allemagne, comme O' Connel a été l'âme de l'Irlande. Et de même que l'histoire contemporaine de l'Ile des saints resterait lettre close pour qui ignorerait l'influence du grand agitateur, de même l'issue du Kulturkampf prussien cesse d'être une énigme quand on étudie de près l'action puissante de Mallinckrodt. Raconter sa vie, c'est expliquer les péripéties de la persécution en Allemagne et les revirements de ces dernières années.

§ 2

ORIGINE ET PREMIÈRE ÉDUCATION DE MALLINCKRODT.

Le berceau de Mallinckrodt appartient à cette même *Terre rouge* où il a voulu avoir son tombeau. Il était westphalien de part en part.

Par ses origines d'abord !

Les Mallinckrodt sont une vieille race westphalienne qui figure déjà dans les documents du moyen âge comme les Nesselrode, les Mérode, etc. On les voit jouer un rôle considérable dans l'histoire de la ville de Dortmund et dans la sainte Vehme. Au XVIIme siècle, vivait à Munster un chanoine, Bernhard de Mallinckrodt, dont la science était si vaste que si tous les livres du monde étaient venus à disparaître, on les aurait, disait-on, retrouvés dans sa mémoire. De cet ancêtre prodigieux, le petit Hermann avait hérité la multiplicité des aptitudes, la science, l'activité, l'opiniâtreté.

Mallinckrodt était aussi westphalien par sa naissance. Il est né le 5 février 1821 à Minden où son Père Detmar, habitait en qualité de vice-président du district.

Détail digne de remarque ! Ce catholique à qui ses ennemis reprochaient volontiers je ne sais quel fanatisme de grand inquisiteur était issu d'un mariage mixte et avait un père protestant.

Les mariages mixtes sont en ce moment le fléau de l'Allemagne catholique. Ils occasionnent pour l'Église

des pertes si énormes que les statistiques diocésaines osent à peine les révéler. C'est au point que l'on doit songer sérieusement à réformer la législation matrimoniale et à rendre plus difficiles ces unions fâcheuses qui sont une pierre d'achoppement pour la foi des enfants. A un mariage mixte qui réussit, on peut opposer vingt autres qui tournent mal au point de vue religieux.

Grâce à l'honnêteté foncière de Detmar de Mallinckrodt et à la piété éclairée de sa femme, la foi du jeune Hermann ne courut aucun danger. Il fut élevé avec ses frère et sœurs dans les sentiments de la piété la plus vive. Une de ses sœurs [1] est devenue fondatrice d'une congrégation enseignante, ce qui montre assez quelle atmosphère morale régnait dans cette famille.

La mère consacrait sa vie à l'éducation de ses enfants. Elle s'efforçait par dessus tout d'en faire de bons chrétiens. A cet effet, elle ne se contenta pas de l'enseignement religieux qui se donnait à l'école. Elle eut soin que la religion fût enseignée à sa jeune famille à domicile par un prêtre également distingué par sa science et sa piété.

Hermann qui passa les deux premières années de sa vie à Minden fit ensuite ses études classiques à

(1) Pauline de Mallinckrodt fonda la congrégation des sœurs de la Charité chrétienne. Comme le Kulturkampf atteignit ces religieuses dans leur activité, elles passèrent l'Océan et allèrent s'établir aux États-Unis

Aix-La-Chapelle où son père s'était établi en 1823. Le séjour de l'antique ville impériale toute pleine des souvenirs du catholicisme ne pouvait que fortifier son éducation religieuse. Le dôme avec ses précieuses reliques et le tombeau du grand empereur lui parlaient de la période la plus brillante de l'histoire de l'Église catholique. Et autour de ce dôme, qui avait été le centre de l'Europe chrétienne, habitait une bonne population très attachée à sa foi et à ses traditions.

Un tel milieu était éminemment favorable au développement religieux du jeune Mallinckrodt. Lorsqu'en 1838, il alla faire son droit à Bonn et plus tard à Berlin, son *Credo* était intact comme son cœur était pur. Il traversa avec le même bonheur les années universitaires trop souvent fatales à la jeunesse. Les enseignements et les souvenirs de son excellente mère morte peu d'années auparavant furent sa sauvegarde et le préservèrent des défaillances du cœur et de celles de l'esprit. Les doctrines antichrétiennes des professeurs et les exemples des étudiants dévergondés passèrent sur sa tête sans l'atteindre et sans l'entamer. A 20 ans, il quitta les bancs de l'école aussi bon catholique que savant juriste.

---

§ 3

ÉDUCATION DES HOMMES POLITIQUES DU CENTRE.

Les études achevées, il s'agissait de trouver sa voie. Hermann n'hésita point : à l'exemple de son père, il choisit la carrière administrative.

Il est à remarquer que presque tous les chefs du Centre appartenaient ou appartiennent à la bureaucratie. M. de Savigny, les deux frères Reichensperger, Windthorst, le baron de Heeremann, etc. avaient servi l'État, soit comme magistrats, soit comme fonctionnaires avant de descendre dans l'arène politique. On objectera peut-être que le baron de Schorlemer-Alst, le comte Ballestrem, le baron de Huene sont sortis de l'armée, ce qui ne les empêche pas de figurer dans l'État-major de leur parti. Je suis loin de le contester ; mais il faut ajouter aussi, que, malgré leur talent très réel, ces trois anciens officiers sont des débatters bien inférieurs aux *bureaucrates* dont je viens de citer les noms. Ils n'ont pas cette science profonde du droit et du mécanisme administratif; leur esprit, pour souple qu'il soit, n'a ni cette universalité, ni cette promptitude de conception que donne seule la longue pratique des affaires [1]. Très

(1) Ceux mêmes des députés catholiques qui ne sont pas des bureaucrates de carrière ont la plupart *pratiqué l'administration*. On sait que le baron de Schorlemer-Alst est depuis près de 30 ans président de l'*Association des paysans* de Westphalie dont on connait l'importance. L'abbé Hitze est secrétaire général de la Société industrielle *Arbeiterwohl* ; l'abbé Dasbach est président de l'*Association des*

à même de prononcer de belles harangues, ils seraient incapables de dévider l'écheveau compliqué d'une longue discussion parlementaire, ainsi que le faisaient Windthorst, Mallinckrodt ou Pierre Reichensperger. Ce sont d'excellents lutteurs, je doute fort qu'ils puissent jamais devenir des hommes d'État de marque. Il leur manque et les vastes études juridiques et le vernis que donne la formation bureaucratique.

Windthorst le sentait bien, et lorsque je lui demandai un jour quel était son meilleur lieutenant, le général de l'avenir, il me répondit avec un sourire malicieux : « On dit que c'est mon ami Porsch ». Pour qui a suivi récemment les discussions du parlement prussien, il est clair que la Petite Excellence a vu juste. La supériorité de Porsch, qui est un éminent jurisconsulte, a éclaté au grand jour, bien que le baron de Huene se soit fait le porte-voix du Centre.

Paysans trévirois (12000 membres) et administrateur d'une banque agricole, etc. Je pourrais multiplier ces exemples ; ils font voir d'où vient aux orateurs du Centre leur habileté et leur incontestable prestige.

§ 4

ÉDUCATION POLITIQUE DE MALLINCKRODT.

Porsch est de l'école de Mallinckcrodt. Hermann de Mallinckrodt a fait école en effet. Je veux dire qu'il a formé par ses exemples et sa conduite des disciples qui se sont fait une gloire de marcher sur ses traces. Il leur a présenté un idéal qu'ils ont tâché de réaliser. Il leur a montré comment on devient un homme politique.

On s'imagine quelquefois que pour être député il suffit d'avoir de quoi payer son élection, et pour être un député de valeur d'avoir une faconde naturelle qui permette de parler souvent. Le nombre est petit de ceux qui se préparent à la vie publique par des études sérieuses. Le cordonnier apprend son métier, l'architecte son art. L'art de gouverner les hommes, le plus difficile de tous, s'improvise en 24 heures.

Ainsi ne l'entendait pas Hermann de Mallinckrodt. Il a travaillé jusqu'à son dernier jour avec une activité dévorante, se tenant au courant de tout, étudiant à fond tous les problèmes intéressant la vie politique, économique, religieuse et sociale.

Cette âpreté au travail, il l'a possédée dès le début de sa carrière administrative. Nous en avons une preuve frappante dans la thèse juridique qu'il présenta pour son examen d'État. Après avoir fait son premier stage au tribunal de Paderborn, et avoir été

successivement référendaire de gouvernement à Munster et à Erfurt, il prit un congé en 1847, et se retira à Bœddeken. C'était pour préparer sa thèse. Parmi les sujets qu'on lui présenta, il choisit celui des « *Rapports juridiques entre l'Église et l'État* ». Était-ce intuition prophétique? Etait-ce impulsion providentielle? Toujours est-il que ce premier travail contribua puissamment à faire de Mallinckrodt l'orateur que nous avons connu. Il y consacra 14 mois d'un labeur infatigable, étudiant parfois jusqu'à 14 heures par jour. Il lut tous les auteurs qui avaient traité la question. Aucun ne le satisfit. Laissant alors de côté les livres, sauf le concile de Trente, il demanda à sa propre réflexion ce qu'il n'avait pu trouver chez les autres. Une fois arrivé aux résultats qui lui semblèrent définitifs, il compara les principes ainsi obtenus aux principes des vieux canonistes, et à sa grande joie il se trouva d'accord avec eux.

La retraite laborieuse et féconde de Bœddeken avait hâté la maturité intellectuelle de Mallinckrodt. Il était devenu quelqu'un. Sa thèse étonna énormément ses juges. Ils ne s'attendaient pas à rencontrer chez un jeune homme une science si solide, un raisonnement si serré, des vues si originales et si neuves pour eux. Peut-être flairaient-ils aussi sous le référendaire un avocat redoutable du catholicisme. Obligés de lui donner une bonne note, ils y mirent cette restriction : « Travail trop favorable

à l'Église ». Hermann n'était pas homme à s'effrayer de son catholicisme. Il croyait avoir rempli un devoir, il ne regretta pas sa témérité.

A la suite de sa thèse, il fut nommé en 1849 assesseur de la Régence de Minden. Deux ans plus tard, il fut envoyé à Erfurt pour y remplir les mêmes fonctions. On le considéra comme un excellent administrateur, consciencieux, habile, très attaché à son roi, très dévoué à ses concitoyens. Prussien comme il l'était, la bureaucratie était son élément. Il s'y complaisait et y faisait merveille. A Erfurt, il sut si bien mériter la confiance et l'estime de la population que le gouvernement le nomma premier bourgmestre de la ville. Il avait à peine trente ans. Ce choix fut d'autant plus significatif que les 4/5 des habitants d'Erfurt sont protestants, et Mallinckrodt était ultra-catholique. Mais on connaissait sa droiture, son esprit de tolérance et de justice, la noblesse de son caractère. On fut si satisfait de sa gestion que la ville lui accorda le droit de cité.

---

§ 5

MALLINCKRODT DÉPUTÉ.

La renommée de Mallinckrodt pénétra naturellement jusqu'au pays de la *Terre rouge*. Les braves Westphaliens étaient fiers de ce jeune compatriote, et ils se dirent que tant de talent ne devait pas rester stérile pour eux-mêmes. Aux élections de 1852, le cercle de Munster-Coesfeld l'envoya au Landtag prussien. Un nouvel horizon s'ouvrait devant l'assesseur d'Erfurt, et il monta sur un théâtre où il devait bientôt jouer un des premiers rôles.

Une fois dégagé de la larve bureaucratique, l'homme politique ne tarda pas à prendre son vol. Il arriva au Parlement au moment où avait éclaté un nouveau conflit entre l'Église et l'État. Les ministres de Raumer et de Westphalen interdisaient les missions des Jésuites et défendaient aux séminaristes prussiens de faire leurs études théologiques à Rome. Le roi Frédéric Guillaume IV était animé des meilleures intentions. Il avait su gré aux catholiques d'avoir été en 1848 l'un des plus solides boulevards contre la révolution. Pour leur témoigner sa reconnaissance, il avait fait inscrire dans la Constitution les libertés ecclésiastiques les plus essentielles. Malheureusement son entourage ne partageait pas ses sentiments, et les canonistes de la cour ne pouvaient se résoudre à

rompre avec les vieilles traditions prussiennes. Ils mirent tout en œuvre pour rendre vaines les concessions du souverain.

Tant que M. de Ladenberg resta au ministère des cultes, leurs efforts n'eurent aucun succès. Mais ils prirent leur revanche dès que M. de Raumer eut reçu le portefeuille des mains de M. Ladenberg. La trêve de Dieu n'avait duré que peu d'années.

En présence de cette reprise des hostilités, les catholiques comprirent qu'il fallait énergiquement défendre leur droits s'ils ne voulaient être écrasés. Ils profitèrent des élections de 1852, qui suivirent de près les rescrits de M. de Raumer, et malgré la pression ministérielle, ils réussirent à faire passer 63 de leurs candidats.

Ce groupe prit le nom de *Fraction catholique.*

Mallinckrodt avait sa place marquée dans les rangs de ces avocats de l'Église. Son entrée à la Chambre fut modeste comme il convenait à un jeune député. Durant les premières séances il s'effaça complètement, laissant à ses aînés le soin d'ouvrir le feu. On eût dit qu'il voulait avant tout étudier le terrain sur lequel il devait tant de fois lutter avec les plus grandes puissances. Puis, le 11 mars 1853, il sortit de sa réserve et monta à la tribune. Le jeune assesseur étonna ses collègues par le calme et l'assurance avec lesquels il prononça son *Maiden speech.* Tout le monde se plut à deviner en lui l'étoffe d'un véritable orateur.

L'élan une fois pris, Mallinckrodt se mêla très activement à tous les débats, et durant les 72 séances de cette première session, il demanda 36 fois la parole.

Ce n'était plus le fait d'un novice. Si le fils de la *Terre rouge* n'était pas encore un maître, on pressentait qu'il le deviendrait dans un avenir peu éloigné.

Il y travaillait de son mieux, toujours très assidu et très actif dans les commissions et intervenant souvent dans les discussions des séances plénières. Les occasions ne lui manquèrent pas de déployer son talent et d'utiliser sa vaste érudition juridique et canonique. Bien que la Constitution de 1850 soit favorable à l'Église et que les dispositions du roi envers les catholiques fussent excellentes, ceux-ci n'en étaient pas moins exposés aux coups des libéraux et des protestants fanatiques. Volontiers on leur eût refusé le droit à l'existence, du moins à l'existence légale. Quelques-uns, ou plus farouches ou plus indiscrets, allèrent jusqu'à menacer les catholiques d'une guerre d'extermination. « Le temps est venu, écrivait un publiciste en 1854, à propos de la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception, le temps est venu où les peuples feront cause commune avec les gouvernements contre le *joug romain* comme en 1813 contre le joug de Napoléon Ier ». Sous une forme plus voilée, les canonistes ministériels tenaient un langage analogue. Dès cette époque ces divers éléments voulaient entraîner le gouvernement dans un Kulturkampf.

Ces excitations de la presse eurent naturellement leur écho à la Chambre. Les orateurs de la fraction catholique étaient sans cesse provoqués, attaqués par les libéraux, et souvent aussi ils se voyaient obligés de prendre l'offensive pour revendiquer quelque droit méconnu ou demander raison de quelque empiètement administratif.

Déjà très vives de 1852 à 1859, ces escarmouches prirent un caractère de plus en plus aigu à partir de la guerre d'Italie. La Prusse soutenait visiblement les visées ambitieuses des Piémontais et laissait écraser l'Autriche catholique. Les catholiques prussiens assistèrent avec tristesse à cet abandon de la politique conservatrice de leur pays. Ils firent entendre des avertissements sévères, montrant combien il était dangereux de jouer avec la révolution. Aussi longtemps que le baron de Schleinitz resta ministre des affaires étrangères à Berlin, leurs cris d'alarme firent encore quelque impression à la cour.

Le 2 février 1859, le prince Régent (plus tard empereur Guillaume) écrivit au prince Albert d'Angleterre qu'il désapprouvait les menées de la maison de Savoie.

Mais ces « scrupules légitimistes » comme parlait Bismarck, furent de courte durée. Au mois d'octobre 1861, le baron de Schleinitz donna sa démission. Son successeur, le comte de Bernstorff était d'accord avec Cavour, et le 21 juillet 1862, il reconnut officiellement l'unité italienne.

Cette question de la reconnaissance de l'Italie révolutionnaire souleva une discussion houleuse à la Chambre. Les catholiques protestèrent avec force. Ce fut éloquence perdue ! En effet, le gouvernement prussien qui se ruait dans la politique d'annexions et qui avait la bouche pleine de « conquêtes morales à faire en Allemagne » ne pouvait qu'approuver les conquêtes du Piémont. Le siège des ministres berlinois était fait. Ils autorisèrent les Italiens du Nord à envahir les États pontificaux comme Bismarck leur ouvrira plus tard les portes de Rome. Ses discours ne les arrêtèrent point.

Dans toutes ces luttes parlementaires où il s'agissait de défendre le St-Siège, les droits catholiques, les principes conservateurs, Mallinckrodt était au premier rang. Son talent grandissait chaque année, et il pouvait monter plus haut encore, lorsqu'aux élections de 1864 il fut rendu inopinément à la vie privée.

---

§ 6

ÉVOLUTION POLITIQUE ET RELIGIEUSE EN PRUSSE.

Il était à cette époque conseiller du gouvernement de Dusseldorf. Cette situation était, sans conteste, infiniment au dessous de son talent et de ses mérites. Il avait droit à un avancement beaucoup plus rapide dans un temps où de vraies médiocrités se trouvaient sur le pinacle. Inutile d'ajouter qu'Hermann de Mallinckrodt était resté simple conseiller à cause de ses convictions religieuses. Le souvenir de sa thèse sur les rapports entre l'Église et l'État était consigné dans les dossiers ministériels, et ses discours à la Chambre n'avaient fait que fortifier les défiances de la bureaucratie protestante. Voilà pourquoi le jeune député fut assesseur à Stralsund (1853 à 1859), puis à Francfort sur l'Oder (1855-59), après l'avoir été à Erfurt et à Minden (de 1849 à 1852). Voilà pourquoi il fut sept ans conseiller gouvernemental à Dusseldorf.

De Dusseldorf on l'envoya à Mersebourg : ce fut quelque chose comme une disgrâce. Bismarck était au pouvoir depuis 1862 et le futur chevalier du Christ était impitoyable pour quiconque n'embrassait pas ses idées anticatholiques.

Pendant les trois années que Mallinckrodt avait passées en dehors de la vie politique, les évènements s'étaient précipités dans son pays. La guerre danoise

et la guerre autrichienne avaient montré ce que le ministre comte de Bismarck entendait par conquêtes morales. Des temps nouveaux commençaient pour l'Allemagne, et si le présent était sombre, des nuages encore plus menaçants cerclaient l'horizon. Il s'agissait pour les catholiques d'être à leur poste et de grouper toutes leurs forces vives dans le nouveau parlement de l'Allemagne du Nord comme au Landtag prussien. Mallinckrodt ne pouvait résister davantage aux prières de ses amis qui le rappelaient dans la lice. Les électeurs westphaliens l'envoyèrent en 1867 à la Diète fédérale de l'Allemagne du Nord.

Mallinckrodt reparut avec un esprit mûri par l'expérience et l'étude, et une foi rendue plus ardente par les dangers mêmes que couraient les principes chrétiens. Il trouva à la Diète la plupart de ses amis du Landtag prussien, et parmi les *hommes nouveaux*, il remarqua un député presque lilliputien que la Prusse venait d'annexer. C'était l'Excellence Windthorst, élu par une bourgade du Hanovre. Il faut croire que la *Perle de Meppen* le séduisit du premier coup ; car les deux Saxons se lièrent rapidement, bien qu'en ce moment-là ils n'eussent de commun qu'une seule chose. Il est vrai que ce lien unique c'était l'amour de l'Église.

Lorsque Mallinckrodt monta à la tribune du Reichstag, ce fut pour les ministres une surprise mêlée de crainte et d'envie. On avait un peu oublié sa parole durant les années de sa retraite. Soit que

les questions se prêtassent mieux à son génie oratoire, soit que l'administration eût encore développé ses facultés naturelles, ou pour les deux motifs à la fois, le conseiller gouvernemental se révéla comme un orateur du premier ordre. Les vétérans de son parti, les Reichensperger étaient éclipsés, et ses adversaires les plus éminents avaient trouvé leur maître.

Dans une des premières séances, il s'éleva avec force contre le nationalisme unitaire qui était l'idéal des libéraux d'alors. On avait mis l'Autriche à la porte de l'Allemagne, et au système fédératif on substituait la centralisation à outrance au mépris de tous les droits.

Le discours de Mallinckrodt fit sensation au Reichstag. Évidemment Bismarck ne s'était pas attendu à ce coup de canon. Il fallut s'habituer à bien d'autres. Mallinckrodt, en possession de tous ses moyens, fut continuellement sur la brèche partout où il était nécessaire de défendre les intérêts religieux et patriotiques, ou de protester contre quelque grande iniquité.

---

§ 7

L'ÉLOQUENCE DE MALLINCKRODT.

L'éloquence de Mallinckrodt était si extraordinairement puissante et avait un caractère si personnel qu'elle mérite d'arrêter l'attention. Nous allons essayer d'en fixer les grandes lignes et de saisir quelques-uns de ses traits les plus essentiels.

Les Latins définissaient l'orateur : *Vir probus, dicendi peritus*. Mallinckrodt remplissait admirablement cette double condition.

Vir probus ! il s'appelait lui-même en souriant : « un honnête ultramontain » et jamais adversaire n'eut osé mettre en doute la sincérité de ses convictions et la loyauté de son caractère. Le « Caton du Centre », il l'était aux yeux de tout le monde. « On peut le haïr, écrivait la *Berliner Bœrsenzeitung*, on peut le haïr, parce qu'il a défendu des principes compromettant le prestige de l'État et l'honneur de la patrie. On peut regretter qu'il ait voué son existence à une cause perdue et l'en plaindre; mais cette haine et ce regret ne doivent pas nous empêcher de reconnaître que le Centre a eu de la chance d'avoir un tel homme à sa tête... Fanatique tant qu'on voudra, Mallinckrodt était sans tache et sans tare ».

Habile à bien dire ! Un petit nombre de ses compatriotes l'ont été au même degré que lui. Aucun ne l'a surpassé.

C'est une singulière chose qu'un orateur allemand. On a quelquefois comparé Mallinckrodt à Berryer ou à Montalembert, c'est-à-dire aux deux hommes qui ont peut-être le mieux incarné l'éloquence française en ce siècle. Non seulement cette comparaison cloche comme tous les rapprochements de ce genre, elle ne se soutient même pas. Aussi éloquent que ces deux maîtres de la tribune, Mallinckrodt ne leur ressemblait que de fort loin. Il n'avait ni ces grands mouvements qui secouent et électrisent, ni ces éclairs qui éblouissent et foudroient, ni cette fougue impétueuse qui vous emporte haletant comme l'aigle enlève ses petits. Ce n'est pas ainsi que procède l'éloquence propre au génie des races germaniques. A part l'abbé Schulte mort récemment, les Chambres de Berlin n'ont pas connu d'orateur catholique au sens français du mot. Mallinckrodt se distinguait par d'autres qualités moins brillantes sans doute, mais plus solides par contre.

Il était avant tout un redoutable logicien. Nul ne savait comme lui tirer d'un principe tout ce qu'il contenait ; personne n'enchaînait avec autant de rigueur la série de ses déductions. La trame de ses discours était si serrée que les plus habiles désespéraient de le prendre en défaut. Cet Achille n'avait point de talon vulnérable. Son point de départ admis, on était entraîné malgré soi sans possibilité de s'accrocher en route. Point de pathos, rien des artifices oratoires qui servaient si bien un Cicéron. Avec un

art merveilleux qu'il avait soin de dissimuler, il empoignait doucement son auditoire et il ne le lâchait plus. Pour échapper à ses conclusions il fallait regimber au début, renverser ses prémisses, nier ses principes. Ou bien, ce qui arrivait fréquemment, on appelait les passions au secours de la raison en détresse.

La puissance dialectique de Mallinckrodt était servie par une prodigieuse érudition, et cet autre avantage contribuait beaucoup à ses succès oratoires.

L'Allemand en général n'aime pas la phraséologie creuse — je ne dis pas nébuleuse — si élégante fût-elle. Il veut des faits, des raisonnements, des idées. L'objectivité — qu'on me passe ce mot barbare — est un de ses besoins intellectuels. Qu'on compare une séance de la Chambre italienne à une séance du Reichstag, et on verra que les hâbleurs de Montecitorio et les debatters de Berlin ont du discours parlementaire des conceptions tout-à-fait différentes.

Mallinckrodt était objectif comme pas un de ses collègues. Ses connaissances juridiques, canoniques, administratives, historiques, lui permettaient de discuter les grands problèmes politico-religieux avec une précision de détails et une sûreté de principes qui décontenançaient ses plus savants rivaux. Le ministre de Falk lui reprocha un jour d'avoir tronqué une citation. La réponse qu'il s'attira lui enleva à tout jamais l'idée de rectifier ce terrible ultra-

montain. Ici également la cuirasse de Hermann de Mallinckrodt était sans défaut.

C'est, je crois, par antiphrase qu'on a fait du mot *parlementaire* un synonyme de *courtois* quand il est question du langage. En tout cas, il y a eu au Reichstag, surtout pendant le Kulturkampf, certaines séances où la politesse a reçu de graves blessures. Les divines impertinences — *Gœttliche Grobheiten* — de Bismarck sont légendaires.

Mallinckrodt, lui, était d'une courtoisie exquise, et c'est une autre de ses supériorités. Au milieu des plus violentes discussions, devant les iniquités les plus révoltantes dont son parti était l'objet, il conservait tout son sang-froid et ne lâchait aucun mot dont sa délicatesse aristocratique eût eu à rougir. La lave bouillonnait au fond du cratère, on ne s'en apercevait même pas. C'était un volcan discipliné. Il avait horreur des personnalités blessantes, l'arme favorite du chancelier de fer. Il n'en faisait jamais usage quoiqu'il fût une nature très irritable et très sarcastique, et en butte aux attaques les plus odieuses. Il abattait la pomme de l'injustice sur la tête de ses adversaires, mais il respectait leur personne.

Il va de soi que la politesse ne l'empêchait pas de se défendre énergiquement lorsqu'il était attaqué. Il excellait même dans ce genre de lutte, et nul n'avait la réplique aussi prompte, aussi adroite, aussi décisive que lui. Les traits qu'on lui lançait venaient s'é-

mousser sur son bouclier, et, par je ne sais quel magie, il parvenait à les acérer sur-le-champ et à les renvoyer à l'imprudent archer. C'est à lui que Windthorst semble avoir emprunté l'art si difficile de résumer un débat, de disséquer une série de discours, de renverser les échafaudages les plus solides en apparence, de réfuter par un mot, un fait, un argument, les raisonnements les plus spécieux, les sophismes les plus dissimulés. Comme il savait persifler les exagérations parties du camp opposé, flageller les insinuations déloyales des libéraux, mettre à néant les raisons boiteuses des ministres ! Sous ce rapport Mallinckrodt surpassait encore son ami Windthorst. S'il n'avait pas le trait humouristique et parfois jovial de la Petite Excellence, s'il ne savait pas faire rire la majorité aux dépens du chancelier de fer et de ses acolytes, ni les réduire au silence par quelque saillie perfidement spirituelle, il n'en était que plus formidable par ses épigrammes qui agissaient à la façon des obus. Lorsque, debout à la tribune, la lèvre légèrement frémissante, il déchargeait sa mitraille dans l'hémicycle, on était toujours tenté sur certains bancs de baisser la tête pour se soustraire à ses meurtrières exécutions. M. de Falk n'avait plus envie de rire, M. Gneist « l'homme qui sait tout prouver » se faisait tout petit, les juifs Lasker et Bamberger se sentaient mal à leur aise, et ceux qui n'avaient rien à craindre regrettaient qu'une telle puissance oratoire fût au service de la cause ultramontaine.

Répliques ou développements de longue haleine, discussions ou exposés méthodiques, la forme du discours était parfait chez Mallinckrodt, et par là il l'emportait sur tous ses collègues. C'était un artiste dans toute la force du terme, un artiste qui, sans se préoccuper de la phrase outre mesure, avait cependant une phrase d'une correction inimitable. Autant les harangues du prince de Bismarck étaient heurtées, abruptes, pittoresques aussi il est vrai, autant celles de Mallinckrodt étaient élégantes, châtiées. La plupart de ses discours sont de petits chefs-d'œuvre littéraires.

Cette correction du style qui n'est pas précisément une qualité allemande, tenait à la nature même de Mallinckrodt. Sa personne était soignée comme sa phrase, même tenue irréprochable, même élégance, trahissant le gentleman dans les moindres détails. Il était d'une rare distinction et c'est ce qui frappait dès l'abord. La distinction de son langage, la perfection littéraire de ses discours frappaient de même les étrangers comme les habitués du Parlement. On était sous le charme.

Charme qui provenait évidemment des discours eux-mêmes et non pas de l'action oratoire. Hermann de Mallinckrodt en effet n'était pas un enchanteur des sens. Sa voix plutôt forte n'avait pas ces sonorités caressantes qui captivent l'oreille et séduisent plus qu'elles ne convainquent. Sans être désagréable, elle avait parfois une sorte de rudesse qu'accentuaient

encore la froideur du débit et la sobriété du geste. Ce n'était pas de l'éloquence physique. Il cherchait à agir sur la raison et sur la volonté sans se soucier de la part à faire aux sens. Il y a des orateurs très en vogue ou très à la mode dont il restera à peine le souvenir d'un écho mélodieux: ce sont de délicieux acteurs. De Mallinckrodt on a retenu tous les discours ; on a retenu la véhémence, les coups de boutoir et les coups de massue, le style classique ; personne ne se souvient de sa voix. Est-ce qu'on se souvient de la voix de Démosthène?

Avec ses qualités exclusivement intellectuelles et morales, dont la synthèse constitue sans doute ce je ne sais quoi qui est le génie, Mallinckrodt était un orateur irrésistible. Il parlait devant une majorité hostile, haineuse même, et on l'écoutait avec un religieux silence. A part Bamberger et Lasker peut-être, aucun orateur n'a eu au même degré l'oreille de la Chambre. Aussitôt qu'il montait à la tribune, un frémissement courait à travers la salle, les conversations particulières cessaient et les ministres s'inquiétaient à leur banc. On était comme fasciné par cette belle tête ascétique dont les yeux lançaient des éclairs avant même que les lèvres ne laissassent échapper la flamme de l'éloquence. Les jours où la Chambre était d'humeur gaie, elle aimait peut-être mieux Windthorst qui avait toujours le mot malicieux ou méchant au bout des lèvres. Mais on attachait une tout autre importance aux discours de Mallinkcrodt.

On admirait le dialecticien, l'artiste, le « fanatique de la vérité ». On avouait même sur les bancs de la gauche que personne ne parlait comme ce petit conseiller d'une petite préfecture prussienne. On se disait ce que la *Presse*, le grand organe libéral de Vienne, écrivait au lendemain de sa mort : « Mallinckrodt a été l'orateur le plus éminent des Parlements d'Allemagne », ou ce qu'une autre feuille libérale, la *Frankfurter Zeitung*, exprimait en ces termes : « Nos Parlements ne verront plus de Mallinckrodt. Ce temps-ci ne produit plus l'airain dont était formée cette figure titanesque ».

---

§ 8

FONDATION DE L'EMPIRE ET DÉCEPTION DES CATHOLIQUES.

Par cette magnifique éloquence autant que par l'ardeur de ses convictions religieuses, Mallinckrodt était le principal champion de l'Église. Depuis sa rentrée dans les Chambres(1), il était le porte-voix de ses amis dans toutes les circonstances critiques. Qu'il s'agît de prendre corps à corps le ministre tout puissant ou qu'il fallût démasquer quelque batterie libérale, c'était toujours lui qui montait à la tribune.

Sa parole avait d'autant plus de poids qu'il passait avec raison pour le plus fougueux des patriotes prussiens.

A Berlin, les catholiques étaient facilement suspectés d'être des séparatistes, et ce reproche atteignait encore d'autres que le hanovrien Windthorst. On se défiait même quelquefois des Reichensperger, sans doute parce qu'ils étaient fils d'un ancien fonctionnaire français.

Pour Mallinckrodt, l'impeccable bureaucrate, on ne pouvait l'accuser de tiédeur. Il aimait la Prusse dans l'âme, et il la voulait forte, puissante, dominante. Ce sentiment était si profondément ancré dans

(1) Il fut élu membre du Landtag prussien en 1868.

son esprit qu'il salua avec joie la création du nouvel Empire. Autant que les protestants, il rêvait pour la Prusse l'hégémonie de l'Allemagne. Il avait foi dans l'esprit de justice des Hohenzollern. Il proclama même dans un discours célèbre que l'Église catholique n'aurait rien à redouter de cette restauration de l'Empire germanique. Tout au contraire, il en attendait les meilleurs résultats pour le libre développement du catholicisme dans son pays.

Vues à la distance où nous sommes, ces espérances nous paraissent exagérées, enfantines. Elles semblaient moins illusoires à l'époque de la guerre de 1870. Malgré toutes les incartades libérales, la Prusse toujours très adroite avait des ménagements infinis pour ses sujets catholiques. Il n'y avait pas un pays en Europe où l'Église fût aussi libre, on pouvait même dire aussi favorisée. Les Autrichiens et les Bavarois avaient les yeux fixés sur Berlin, et en comparant leur situation à celle de leurs frères catholiques du Nord, le regret les mordait au cœur. Plus d'un se surprenait à désirer la domination de la Prusse en deçà comme au delà du Mein.

L'évêque de Mayence, Mgr de Ketteler, avait déclaré qu'aucun souverain n'avait rendu autant de services à l'Église catholique que le roi protestant Guillaume IV.

Un grand nombre de catholiques allemands partageait ces sentiments à l'égard de la Prusse, et on sait que Reichensperger a pesé sur les députés bavarois

lorsqu'il s'est agi de mettre la couronne impériale sur la tête d'un Hohenzollern.

Rien d'étonnant donc que Mallinckrodt qui était prussien jusqu'aux moëlles ait applaudi aux arrangements de Versailles. Il se trompait en bonne compagnie avec Reichensperger, le cardinal Ledochowski, Mgr de Ketteler et tant d'autres. Sans doute un politique de plus large envergure, un observateur plus à l'abri de la myopie du chauvinisme se serait épargné de cruels désenchantements en découvrant les idées de derrière la tête du libéralisme. Il est probable que le petit guelfe qui avait nom Windthorst restait plus froid au milieu du délire universel et entrevoyait le douloureux réveil du lendemain. Mais l'erreur de Mallinckrodt s'explique par l'intensité même de son patriotisme. Elle dérivait d'une source sacrée qui excuse les victimes de l'erreur. N'est-il pas beau de se tromper par amour pour la patrie, et ici comme partout la honte rejaillit non pas sur ceux qui se sont trompés, mais sur les libéraux qui ont odieusement joué les catholiques.

L'illusion fut d'ailleurs de courte durée. Le charme vint à se rompre avant même que la dernière goutte de sang ne fût versée sur les champs de bataille de la France. Au lieu d'un empire mixte qui voulût les tolérer et les protéger, les catholiques trouvèrent un empire protestant avide « d'exterminer la grande prostituée de Rome ».

Ce fut une épreuve terrible pour ces âmes vaillan-

tes si profondément attachées à leur dynastie et à leurs institutions. Hermann de Mallinckrodt fut mis dans l'alternative ou de trahir sa foi ou de combattre à outrance le gouvernement. Catholique ardent, tout en restant prussien fanatique, il n'eut pas une seconde d'hésitation. Il accepta la lutte qu'on lui imposait. Il se disait avec raison que la patrie ne saurait être identifiée avec un parti qui opprime les minorités et il s'apprêta à tenir tête au chancelier de fer. En vain la presse libérale essayait de l'intimider en lui jetant à la face la flétrissure de *Reichsfeind* — ennemi de l'empire ! Il ne se laissa point troubler par cette odieuse calomnie. « Nous n'attaquons ni l'État, ni la Constitution, disait-il ; nous ne faisons que défendre les droits de l'Église ». Jamais défense ne fut menée avec plus d'art et plus de courage.

---

§ 9

PRINCIPE ET ORGANISATION DU CENTRE.

Ce qu'il fallait avant tout, c'était une forte organisation de l'armée catholique. A la veille de la guerre franco-allemande, une telle organisation n'existait plus. Au Reichstag de l'Allemagne du Nord les catholiques n'étaient pas groupés, et au Landtag prussien ils formaient une minorité sans importance. On vivait dans une sécurité presque complète. L'école était foncièrement chrétienne, les Ordres religieux déployaient librement leur activité bienfaisante, le clergé était respecté et honoré. Rien n'étant attaqué sur le terrain politique, il n'y avait rien à défendre. Les députés catholiques avaient pu sans hésitation s'enrôler dans d'autres partis. La plupart le firent et de là le danger au moment de l'assaut.

Mallinckrodt eut hâte de reformer les cadres et il mena une campagne électorale très vigoureuse. Avec quelques-uns de ses amis, il élabora un manifeste qui servit de mot d'ordre aux électeurs. On ne devait donner sa voix qu'à des candidats qui s'engageaient à entrer dans la nouvelle fraction et à adopter ses principes. Le peuple catholique comprit de suite la nécessité et la portée de cette initiative. Aux élections du 3 mars 1871, il envoya 67 représentants à la Chambre et ce nombre fut presque doublé lorsque le Kulturkampf battit son plein.

Le 27 mars, le *Centre* — car c'est le nom que prit le nouveau parti — affirma son existence en publiant son programme. *Justitia fundamentum regnorum !* Cette épigraphe inscrite en tête du document était un avertissement et une leçon. Les chefs du parti, M. de Savigny, Windthorst, M. de Mallinkrodt, P. Reichensperger, le prince de Lœwenstein, Freytag, espéraient encore forcer la carte et faire triompher le principe de la justice dans le nouvel empire.

A cette époque, Mallinckrodt était déjà l'âme du Centre. D'une voix unanime ses pairs lui avaient assigné la première place. Et quels pairs cependant ! Charles Frédéric de Savigny était le fils du plus grand jurisconsulte de ce siècle. Lui-même avait joué un rôle considérable dans les fastes prussiens, surtout en 1864 lorsqu'il représenta la Prusse à la Diète fédérale de Francfort. Il passait pour un des hommes d'État les plus éminents de son pays, et quelques-uns le mettaient même au dessus de Bismarck, son condisciple et son rival. A côté de Savigny le Centre pouvait s'enorgueillir de chefs comme Mgr de Ketteler dont Bismarck eût voulu faire un primat d'Allemagne, de Pierre Reichensperger, le Nestor du parti catholique, de Windthorst enfin qui tout en se maintenant au second plan était déjà la bête noire de l'irascible chancelier.

Mallinckrodt était le plus jeune (1) de ces vaillants

(1) Savigny est né en 1814, Windthorst en 1812, P. Reichensperger en 1810, A. Reichensperger en 1808.

députés, et hélas, il devait aussi disparaître le premier.

Les collègues de Mallinckrodt ne s'étaient pas trompés en lui accordant leur pleine confiance : il fut à la hauteur de la tâche qui lui incombait. En effet, il sut faire du Centre une phalange invincible.

Ce n'était pas chose aisée que d'organiser cette redoutable machine de guerre. On se représente souvent le Centre comme une masse compacte formée d'éléments absolument homogènes. Conception tout-à-fait erronée ! Dans ce parti il y a des divergences d'opinions très prononcées, voire même des antagonismes de race et de caste. On y trouve des démocrates et des féodaux, des particularistes et des unitaires, des prussiens et des allemands du Sud, des économinistes de nuances diamétralement opposées. Comment obtenir l'harmonie avec de si nombreuses discordances ? Comment maintenir la cohésion, je veux dire la discipline, dans un corps aussi bariolé ?

Indiquer les données du problème, c'est en montrer la difficulté. Mallinckrodt parvint à le résoudre. En créant le Centre, il a su en même temps assurer sa grandeur et préparer ses futurs triomphes.

On connaît sa devise : *Pour la vérité, le droit et la liberté.* Elle fut adoptée par le Centre, et les députés qui suivaient Mallinckrodt s'engageaient à défendre ces trois grandes choses de toute l'énergie de leur volonté et de leur intelligence. Mais plus le but était noble et élevé, plus il fallait être digne de le poursuivre. Bien que la condition ne soit pas expli-

citement relatée dans les statuts du parti, Mallinckrodt exigeait que ses amis politiques fussent sans peur et sans reproche.

Sans peur ! cela va de soi, *Sans reproche !* cela était indispensable. Les intérêts les plus sacrés de la religion allaient être attaqués. Était-il possible de les défendre efficacement si on ne vivait pas soi-même conformément à cette religion ?

Non, toute inconséquence de conduite eût été aussitôt exploitée par des adversaires à l'affût de scandales. Il était nécessaire de ne pas prêter le flanc à la critique, et c'est pourquoi le chef du Centre, Mallinckrodt, imprima à son parti ce cachet d'intégrité morale et d'austérité qui lui est resté jusqu'à ce jour.

Qu'un député catholique pût se battre en duel et violer ainsi ostensiblement les lois de l'Église, c'est ce que l'on n'admettait pas. Aussi depuis plus de vingt ans que le Centre subsiste, jamais aucun de ses membres à ce que je sache n'a provoqué ou accepté un duel. Le jour où l'un deux passerait par dessus ce précepte, il cesserait d'appartenir au Centre.

La même sévérité s'applique même à des faits d'ordre plus intime. Il y a quelques années, l'un des orateurs les plus brillants du Centre fut impliqué dans l'une de ces aventures banales qui courent les rues de Paris, et dont notre scepticisme catholique sourit avec trop d'indulgence. Il était jeune, il y avait des circonstances atténuantes qui eussent

fléchi nos plus rigides censeurs mondains. Ailleurs on eût fermé les yeux, surtout en France où nous fermons les yeux sur tant de choses. Le Centre n'eut point les mêmes faiblesses. Quelque pénibles que soient les amputations, on fit comprendre au coupable qu'il avait à disparaître de la scène politique. Il donna sa démission sans éclat et sans récriminations ; et les électeurs pour bien souligner l'affirmation de leurs principes moraux nommèrent un prêtre à sa place.

Je cite ce fait parce qu'il est typique. Il montre quel esprit règne dans le parti créé et armé par Mallinckrodt.

Pour sévère qu'il fût, cet esprit n'était nullement exclusif comme on pourrait le croire. Le parti n'était même pas strictement confessionnel. Quiconque se plaçait sur le terrain du christianisme positif était admis à faire parti du Centre, comme le disait Windthorst dans un de ses discours. De fait, plusieurs protestants hanovriens appartiennent encore aujourd'hui au Centre à titre d'*hôtes* et ils y étaient dès l'origine. On fut si peu exclusif que lorsqu'en 1872 Mgr de Ketteler donna sa démission, il eut pour successeur l'avocat Schulz qui était protestant. Il suffisait d'être chrétien sincère et irréprochable pour marcher avec le Centre. Mallinckrodt en politique sage qu'il était, ne repoussait aucune bonne volonté.

Les timides, il est vrai, eussent voulu une latitude

encore plus grande. Ils craignaient que ce puritanisme ne fût un obstacle au recrutement et à l'expansion du Centre. Leurs conseils avaient quelque chose de spécieux. Réflexion faite, on n'en tint aucun compte et on eut mille fois raison. Il en est des partis politiques comme des Ordres religieux : les plus sévères et les plus disciplinés sont ceux qui durent le plus longtemps. Tandis que libéraux et conservateurs de tout acabit se sont transformés, affaiblis, effrités, le Centre est resté inébranlable, et à chaque élection il est sorti de l'urne plus nombreux et plus riche en hommes de valeur. Le peuple est fier de ses représentants et leur renouvelle sans cesse sa confiance ; les adversaires le craignent ou le respectent : tout le monde est obligé de compter avec le Centre (1).

On ne se trompera guère en disant que c'est en grande partie à Mallinckrodt que le Centre est redevable de sa situation exceptionnelle. Il l'a fait à son image et à sa ressemblance, c'est-à-dire ferme jusqu'à l'héroïsme, austère sans raideur, souple sans faiblesse, au dessus de tout soupçon, loin de toute compromission, romain dans le sens du mot connu.

Et facere et pati fortia, romanum est.

(1) Il est piquant de constater qu'à l'origine la création du Centre a rencontré des adversaires catholiques très chauds. Des prudents et des sages craignaient que ce parti ne devînt pour le gouvernement un prétexte de persécution. Ils recommandaient l'effacement, le silence. Si on les avait écoutés, l'Église catholique eût été étouffée en Prusse. Parmi ces clairvoyants, il y avait quelques prêtres, entre autres le chanoine Kunzer de Breslau. Il faut ajouter que le chanoine Kunzer avait une terrible envie de devenir évêque de Breslau.

§ 10

LA PERSÉCUTION ET LA RÉSISTANCE.

Une armée ainsi équipée, il la fallait pour défendre le sanctuaire et empêcher le catholicisme d'être anéanti en Allemagne. Les libéraux avaient engagé la lutte contre l'ultramontanisme ; « ils étaient résolus de la mener à bonne fin » comme le disait le député libéral de Munich, Marquard Barth. Dans l'édifice du jeune empire on ne voulait tolérer aucun vestige clérical, on ne voulait surtout pas que ses colonnes fussent couronnées de « chapiteaux romains » comme l'insinuait le porte-voix des conservateurs, Henri de Blankenbourg.

Ces idées se firent jour au Reichstag dès la première session, à l'occasion d'une adresse destinée à l'empereur, et à propos des articles fondamentaux de la Constitution impériale. Mallinckrodt s'aperçut avec douleur combien ses espérances pacifiques avaient été peu fondées. Son attitude en devint d'autant plus énergique. Il combattit comme un lion à la tribune.

Une manœuvre gouvernementale très adroite allait lui permettre de révéler ses qualités de tacticien et de diplomate. Désespérant d'écraser les catholiques à coups de mesures législatives, Bismarck essaya d'abord de les paralyser en leur jetant le Vatican dans les jambes. Par l'entremise du comte de Tauffkirchen, ministre bavarois accrédité près du Saint-Siège,

il fit croire au cardinal Antonelli que le Centre était un parti subversif, et lui arracha un désaveu. On sait que ce stratagème a été réédité plus tard. Le cardinal secrétaire d'État tomba dans le piège et le gouvernement de Berlin usa et abusa de sa déclaration. La situation était très délicate. Mallinckrodt et ses amis se tirèrent d'embarras à force de tact, et finalement la tentative du chancelier de fer tourna à la gloire du Centre.

Le prince de Bismarck eut hâte de revenir à la violence. Il jeta crânement son bonnet hypocrite par dessus les moulins et partit en guerre contre le catholicisme avec toutes ses troupes et toutes ses munitions.

Le premier corps d'armée qu'il lança en avant, ce fut le vieux catholicisme commandé par Dœllinger et ses satellites. Puis ce fut le tour du petit bataillon des curés d'État conduit par une poignée de hoberaux prussiens. Il avait beaucoup compté sur les uns et les autres pour rompre les rangs du Centre et empêcher une mobilisation plus complète de la population catholique. On sait que ni le vieux catholicisme, ni le catholicisme d'État n'ont donné ce qu'ils promettaient. Les milliers de prêtres, et les millions de fidèles que Dœllinger prétendait avoir derrière lui se réduisirent à quelques milliers de soi-disant catholiques qui ne pratiquaient plus depuis longtemps, et à quelques douzaines d'ecclésiastiques qui étudiaient les douceurs du lien conjugal. Quant aux catholiques

d'État, leur nombre fut si petit que le gouvernement lui-même finit par les désavouer.

De même qu'il n'envoya au feu que ses troupes secondaires au début de la lutte, le chancelier n'employa d'abord que les armes de petit calibre. Avant de recourir aux canons monstres qui s'appellent les lois de mai, il essaya les pièces légères telles que la suppression de la *Section catholique au ministère des cultes* (8 juin 1871), le Kanzelparagraph (10 Décembre 1871), la loi de surveillance des écoles (11 mai 1872) — un canon déjà plus gros, celui-là, — le conflit avec l'évêque d'Ermeland et l'évêque de l'armée, au sujet des professeurs de religion et, chose bizarre, le projet de nomination du cardinal Hohenlohe comme ambassadeur d'Allemagne près du Saint-Siège.

Lorsque la nomination du cardinal de Hohenlohe eut échoué, on accusa les Jésuites d'avoir « fait le coup » au Vatican. On les exila de l'empire avec toutes les congrégations affiliées.

Les violences se succédaient avec rapidité. Comme le sang des victimes excite la rage des fauves, les mesures persécutrices activaient la fureur des libéraux. Ils frappaient sans trêve ni merci, persuadés qu'ils auraient raison de l'obstination des catholiques. — Leur ami et collègue Mommsen aurait dû leur faire un cours d'histoire romaine pour les détromper.

Car ils se trompaient grossièrement lorsqu'ils s'imaginaient qu'ils auraient raison du Centre et des

catholiques. « L'Église catholique, disait le calviniste Bèze est une enclume qui a déjà usé bien des marteaux ». Le marteau libéral de Bismarck fut usé comme les autres. Il disait un jour à M. de Beust (Mém. vol. I, v. 51) : « Quand j'ai un ennemi en mon pouvoir je l'anéantis ». Il croyait tenir le catholicisme et espérait bien l'anéantir.

Il avait compté sans la vigilance de Mallinckrodt. Celui-ci déjoua ses calculs les plus savants, méprisa ses violences les plus odieuses, résista à ses plus rudes assauts. « On peut nous écraser, s'écria-t-il du haut de la tribune, mais nous ne courberons pas le front ». Cette conclusion découlait de tous les discours qu'il prononça à cette époque et ils furent nombreux. Pour lutter avec plus d'indépendance il avait donné sa démission au commencement de 1872. Désormais libre de toute attache gouvernementale, il mena la campagne de résistance avec une vigueur qui n'avait d'égale que l'habileté de sa tactique. Il fut à la fois général en chef et soldat d'avant-garde, organisateur et boute-en-train, diplomate et orateur, et il remplissait ces divers rôles à la perfection. Il se battait à la tribune, imprimait la direction au Centre, soutenait les batailles du clergé, encourageait le peuple, inspirait et conseillait les évêques.

§ 11

LE ROLE DES ÉVÊQUES DANS LA LUTTE.

Ce à quoi il tenait le plus, c'était l'union active des évêques. « Plaise à Dieu, écrivait-il au professeur Tewes de Graz, que votre épiscopat marche sur les traces du nôtre, et alors l'esprit catholique ne tardera pas à revivre en Autriche ». En parlant ainsi il ne songeait pas à distribuer de l'eau bénite de cour. Il était convaincu que les évêques devaient être le centre d'action de la résistance catholique, et il ne cessait de revendiquer cette haute mission pour eux. Il avait compris que la lutte ne serait possible que si les pasteurs soutenaient les fidèles par leurs paroles et leurs exemples. Il voulait que son parti se groupât étroitement autour des évêques et de *tous* les évêques. A cette condition seulement, il espérait le salut.

Les évêques prussiens entrèrent sans peine dans cet ordre d'idées et on ne sait ce qu'il faut le plus admirer chez eux, de leur héroïsme dans le martyre ou de leur concorde dans la lutte. Ils furent le foyer d'où la lumière rayonnait sur l'Allemagne, le point central d'où partaient tous les fils de l'organisation catholique et vers lequel convergeaient toutes les bonnes volontés. Entre les évêques et les chefs du parti il y avait un échange non interrompu d'idées, une sorte d'endosmose et d'exosmose politique et religieuse qui maintenait le parfait équi-

libre dans l'Église enseignante et dans l'Église enseignée.

Cet accord était entretenu par des assemblées périodiques. Chaque année les évêques se réunissaient dans l'antique ville de Fulda sur le tombeau de St Boniface, l'apôtre de l'Allemagne. Là, ils délibéraient durant plusieurs jours dans le plus profond secret. Les grands intérêts de l'Église prussienne étaient longuement débattus. Les prélats qui arrivaient à Fulda n'apportaient peut-être pas tous les mêmes idées. Il était permis d'avoir ses vues particulières qu'on tâchait de faire triompher. Mais lorsque la conférence était terminée, toutes les divergences d'opinions avaient disparu. L'entente était complète. Le public ignorait quel avait été l'objet précis des débats ; il apprenait seulement que les évêques avaient délibéré et prié. Les pasteurs rentraient dans leurs diocèses respectifs, et les événements prouvaient toujours que leurs efforts n'avaient pas été infructueux. De ces réunions de Fulda, dont la tradition s'est perpétuée, est sorti le triomphe de l'Église d'Allemagne. Avec sa finesse ordinaire, Mallinckrodt avait senti que la force des catholiques résidait dans l'union des évêques et dans leur action commune.

Ses ennemis le devinaient aussi, et il n'est rien qu'ils n'eussent tenté pour provoquer dans l'épiscopat, je ne dis pas une défection ou une félonie, mais la simple sécession d'un prélat ou plus faible

ou moins clairvoyant que les autres. Le gouvernement aurait tout donné pour en avoir un qui se serait isolé de ses collègues, aurait désapprouvé même indirectement leur attitude, prêché la modération ou la soumission là où les autres luttaient. C'eût été le coin enfoncé dans l'Église d'Allemagne. Par la fissure pratiquée dans le tronc, le chancelier n'aurait pas manqué d'introduire la matière explosible de la discorde. Les auteurs du Kulturkampf seraient restés maîtres du champ de bataille.

Grâce à Dieu, ce triste spectacle a été épargné aux catholiques allemands. « Le plus grand malheur qui puisse arriver à une Église, me disait Windthorst, c'est la nomination d'évêques que la peur, la faiblesse ou l'ambition rend serviles ». La Prusse n'a pas connu ces évêques au moment de la persécution. On peut dire qu'ils ont tous été des héros quand ils n'étaient pas des martyrs.

Mallinckrodt était fier de tels pasteurs et il leur affirma que le peuple saurait se montrer digne d'eux. « Nos évêques, s'écria-t-il dans l'un de ses derniers discours (24 avril 1874), pourront être rassurés même lorsque la violence leur aura arraché des mains la houlette pastorale. Dussent les paroisses rester sans prêtres, le peuple tout entier persévèrera dans sa fidélité à l'Église ». L'histoire entière du Kulturkampf a prouvé que le grand leader avait prédit juste. La fermeté des évêques a été récompensée par la fidélité inviolable du peuple.

§ 12

MORT DE HERMANN DE MALLINCKRODT.

Oracle des évêques, Mallinckrodt s'occupa avec un zèle non moins attentif des intérêts du clergé. Il était son guide, son avocat, le chef respecté auquel les prêtres avaient voué une admiration sans bornes, le confesseur de la foi dont les exemples héroïques les encourageaient dans leurs épreuves.

Ils traversaient des jours bien douloureux, ces pauvres curés prussiens ; les amendes, la prison, l'exil étaient devenus leur pain quotidien. Ils étaient traqués comme des bêtes, confondus avec les assassins et les voleurs, alors que leur seul crime consistait le plus souvent dans la célébration de la messe ou l'administration des sacrements.

Mallinckrodt leur consacra toutes les ressources de sa puissante éloquence. Le dernier discours qu'il prononça huit jours avant sa mort — le chant du cygne — fut une protestation superbe contre l'emprisonnement arbitraire d'un curé rhénan, l'abbé Wehn. — Jamais paroles plus véhémentes, plus fières n'étaient tombées de ses lèvres. « Avez-vous peut-être cru, s'écria-t-il dans sa péroraison, que nos évêques trembleraient devant les amendes, l'exil et la prison ? Regardez avec quel saint enthousiasme ils courent au devant de la persécution. Le clergé tout entier les suivra, et les simples fidèles tiendront à honneur

de marcher sur leurs traces. Toutes vos mesures sont impuissantes, toutes vos armes sont émoussées.

« Il faut en forger d'autres d'une trempe plus énergique. Allez et préparez-les. Pour nous, nous resterons fidèles à notre devise : *Per crucem ad lucem* — Par la souffrance à la lumière » !

La Chambre fut ébranlée par ces accents presque surhumains ; le juif Lasker, l'un des chefs du parti libéral, monta à la tribune pour appuyer la motion de Mallinckrodt, et on assista à ce spectacle étrange d'une majorité haineuse infligeant un blâme au ministre son homme-lige, et donnant raison au chef de la minorité. Ce fut un triomphe oratoire comme le Parlement allemand n'en avait pas encore vu.

Ce fut, hélas ! la mort de l'orateur.

Tant de fatigues, tant d'efforts avaient brisé la constitution robuste de Mallinckrodt. En quittant la Chambre le 19 Mai à la suite de son grand discours, il sentit les atteintes du mal qui allait l'emporter. Sept jours après, il mourait doucement à Berlin, loin de ses enfants qu'il avait laissés en Westphalie. Sa seconde femme, qu'il avait épousée (1) trois mois auparavant, était accourue en toute hâte au lit de mort

(1) La première femme de Mallinckrodt, la baronne Élise de Bernhardt (née en 1832) mourut le 7 sept. 1872. Le 10 février 1874, Mallinckrodt épousa la sœur de sa première femme, la baronne Thècle de Bernhardt, dame de la cour de la duchesse Marguerite de Parme.

du héros. Les derniers moments du vaillant champion de l'Église furent admirables de résignation, de patience, de piété. Il offrit le sacrifice de sa vie pour le triomphe de sa cause et expira comme un saint, tenant d'une main le crucifix et serrant de l'autre la main de cette jeune femme qui devait servir de mère à ses enfants.

Lorsque la nouvelle de cette mort fut connue, il n'y eut qu'un cri de détresse à travers l'Allemagne catholique. On se répétait avec effroi le gémissement des Israélites à la mort d'un de leurs grands défenseurs : « Comment est mort cet homme puissant qui sauvait le peuple d'Israël » ?

« Ainsi Athènes pleurait Périclès, écrivait la *Reichszeitung*, ainsi les Juifs pleuraient Judas Macchabée, ainsi la France pleurait Turenne ».

La mort prématurée de Hermann de Mallinckrodt a réveillé des sympathies non moins vives dans le camp de ses ennemis politiques. On a vu à ses obsèques des hommes qu'il avait combattus avec le plus de véhémence, entre autres les députés Duncker, Lasker, Lœwe, Aegidi, Wehrenpfennig. Je viens de parcourir plusieurs centaines de nécrologies empruntées à des journaux protestants et libéraux, et écrites au lendemain de sa mort. Toutes sont pleines de respectueuses louanges pour l'incomparable chef du Centre. Elles se résument toutes en ces quelques mots : « *Es war ein ganzer Mann* ». C'était un homme, un homme

complet, c'est-à-dire un grand caractère, une grande intelligence, un grand cœur ; un homme réunissant en lui toutes les qualités qui forcent l'admiration et commandent le respect.

---

§ 13

CARACTÈRE ET VERTUS DE MALLINCKRODT.

La maîtresse qualité du grand leader catholique, c'était une indomptable fermeté. Henri Heine appelait les westphaliens « des chênes doués de sentiment ». Tel était Mallinckrodt.

Du chêne il avait l'inflexible résistance, la force harmonieuse, la sereine majesté. Dans la lutte de géants qu'il eut à soutenir, il n'a jamais plié le genou ni courbé le front. Il marchait la tête haute au milieu de la tempête. Nul n'a su résister comme lui. Et ce qui faisait sa supériorité, il résistait avec calme, calculant la portée de chacune de ses paroles et de chacun de ses actes. De sa nature il avait été irascible, passionné. Il a dompté et endigué ces bouillonnements intérieurs, et à le voir à la tribune on ne se serait pas douté de la violence primitive de son tempérament. Il conservait une tranquillité marmoréenne qui exaspérait et déroutait ses antagonistes. Les injures même ne l'émouvaient pas. Tout au plus, un amer sourire tremblait sur ses lèvres quand Gneist lui reprochait son « fanatisme sans bornes » ou que le ministre des cultes le proclamait indigne d'une réponse. Avant de vaincre les autres, il s'était vaincu lui-même, ce qui est la plus grande et la plus féconde des victoires.

L'énergie de Mallinckrodt, ai-je besoin de l'ajouter ? — c'était uniquement l'énergie dans le bien,

l'amour de la justice, le respect du droit, la loyauté absolue. On a souvent attaqué Mallinckrodt, et quelquefois le prince de Bismarck y mettait une vivacité qui ressemblait à de la haine féroce. Jamais ces malveillances n'osaient toucher à son intégrité morale. Le ministre de Falk à bout d'arguments lui répondit un jour par une insinuation qui sonnait comme un reproche de mauvaise foi. Mallinckrodt qui sous le coup de cette injure sentit la flamme de la colère monter à son visage se contenta de dire : « Je puis me rendre ce témoignage de n'avoir jamais combattu avec des armes déloyales ». La Chambre applaudit, et le ministre honteux et confus s'empressa de quitter son banc. On savait Mallinckrodt trop droit pour se permettre le moindre artifice oratoire. Il pouvait dire comme Grégoire VII en mourant : « J'ai aimé la justice et haï l'iniquité ». Cet amour le poursuivait encore dans le délire de sa dernière maladie. « J'ai voulu la paix avec tout le monde, s'écria-t-il au milieu d'un accès de fièvre, mais il faut que la justice triomphe ». Ne sont-elles pas le résumé de sa vie, ces belles paroles échappées à son cœur au bord de la tombe ?

Oui, Mallinckrodt voulait la paix, et s'il a vaillamment guerroyé, il faut ajouter qu'il a accepté la lutte et qu'il ne l'a pas provoquée. Il avait soif de la paix parce qu'il était le meilleur des hommes. Le chêne westphalien était doué de sentiment et d'un sentiment exquis. En dépit de son extérieur froid et un

peu compassé, il avait le cœur sur la main. C'était le plus tendre des pères, le plus affectueux des époux.

Mais sa bonté ne se restreignait pas au cercle de sa famille. Elle s'étendait aux pauvres, aux souffrants, à l'humanité tout entière. Il était charitable dans le sens vraiment chrétien du mot, c'est-à-dire sans ostentation et même sans cette coquetterie mesquine propre à tant de gens qui mettent si volontiers le public au courant de leurs libéralités. La main droite ignorait ce que donnait la main gauche.

Il savait aussi et surtout donner le cœur et s'intéressait à toutes les douleurs et à toutes les misères morales. Il a été l'un des plus chauds avocats des Polonais, et les députés d'Alsace-Lorraine ont eu également à se louer de ses procédés pleins de tact et de courtoisie. Prussien souvent très étroit, ses idées s'élargissaient dès que des intérêts touchant l'humanité étaient en jeu. Alors l'homme et le chrétien l'emportaient sur le prussien.

Il avait pour principe de considérer d'abord ce qui unissait avant de voir ce qui séparait. C'est pour ce motif aussi que ce prétendu fanatique avait des rapports très intimes avec nombre de protestants. Les libéraux qui le traitaient d'inquisiteur espagnol, montraient simplement qu'ils ne connaissaient pas cette belle et grande âme.

Pour être tout-à-fait exact, il faut du reste ajouter que Mallinckrodt devait cette réputation de Torque-

mada moins à sa nature morale qu'à son extérieur. Il y avait quelque chose d'un espagnol de la Renaissance dans ses traits. Quand on l'apercevait la première fois, on interrogeait ses souvenirs et l'on se demandait avec curiosité où l'on avait vu cette tête. On l'avait vue en effet, cette figure osseuse aux arêtes d'acier, ce masque rigide à travers lequel flambent deux éclairs, ce front pâle et soucieux profondément labouré par le travail de la pensée, ces lèvres fines et relevées, avec, aux deux coins, un pli d'imperceptible mépris et d'immense pitié, cette couronne de cheveux, blanchis avant les années, encadrant avec la barbe en pointe une physionomie pittoresque d'une beauté mâle, faite d'énergie, de gravité, de tristesse, d'ironie et de bonté. On l'avait vue au Musée de Madrid, peut-être au Louvre, dans quelque galerie de Rome ou de Bruxelles, sous la forme de je ne sais quel portrait espagnol du XVIme siècle. Si Mallinckrodt avait porté la fraise, ou l'aurait replacé dans son cadre. Il avait, à s'y méprendre, l'air d'un homme d'autrefois.

Mallinckrodt était un homme d'autrefois par toutes les qualités que nous avons essayé d'analyser. Il l'était encore plus par sa foi profonde et sa piété qu'on peut regarder comme le support naturel de ces qualités. Mallinckrodt était grand orateur, grand tacticien, un héros et un conducteur de peuples parce qu'il était grand chrétien. La sainteté était l'idéal de sa vie ; il y tendait de toutes les forces vives de

son âme. Il agissait avec Dieu et pour Dieu. Il était d'une piété angélique. Les jours où il avait à prononcer un discours important, il ne manquait jamais de communier. Surpris à l'improviste, il faisait une courte prière et un signe de croix au moment de paraître à la tribune. Ainsi qu'un autre Moïse il gravissait la montagne sainte, et s'entretenait avec Dieu avant de se montrer au milieu de la foule qui dansait autour du veau d'or. Son éloquence était vraiment une fille du ciel, ses inspirations les plus hautes, il les puisait dans l'Eucharistie comme S. Thomas d'Aquin écrivait ses traités au pied du crucifix. C'est ce qui en faisait l'incomparable grandeur. Chaque matin il s'arrangeait de façon à assister à la messe, et à l'instar d'O'Connel il récitait tous les jours son chapelet.

La véritable piété rend humble. Mallinckrodt était l'humilité même. Il s'appliquait fréquemment le mot de S. Paul : *Gratia sum id quod sum.* — Je dois tout à la grâce de Dieu . Il s'empressait d'attribuer à l'assistance divine chacun de ses triomphes oratoires. Après son dernier discours, ce cri d'éloquence qui lui concilia la majorité, l'abbé Muller s'approcha de lui pour le féliciter. Mallinckrodt lui répondit sincèrement : « Mon cher collègue, vous avez bien prié » ! Si son humilité le lui avait permis, il aurait pu ajouter : « Et moi aussi j'ai bien prié, et voilà pourquoi ma parole a été si vibrante et mon argumentation si irrésistible ». Il était fort de la force de Dieu !

Ce singulier politique dont la piété égalait celle d'une religieuse et qui, par mortification, s'abstenait de fumer en Carême et s'imposait mille autres privations, ce député du XIXe siècle qui vivait à la façon d'un moine du XIIIe siècle devait mourir comme il est mort, le crucifix à la main et le regard intérieur tourné vers cette lumière divine dont il poursuivait les clartés éblouissantes par delà les choses contingentes de ce monde : *Per crucem ad lucem !*

* * *

Lorsque le Cid vieilli se sentit mourir, le roi maure Bucar marchait sur sa bonne ville de Valence. A cette nouvelle, le fier campéador se redresse ; il s'indigne à la pensée qu'il n'arrêtera plus ce redoutable ennemi. Il veut combattre jusque dans la mort. « Dès que j'aurai rendu l'âme, dit-il à son fidèle serviteur Gil Diaz, tu attacheras mon corps entre deux planches, tu le placeras sur mon cheval Babiéça, et tu me lanceras dans la mêlée l'épée liée à mon poing raidi » ! Ainsi fut fait, et le spectre équestre se précipita au milieu des ennemis. « L'épée du Cid, dit le Romancero, se tenait dressée dans sa main d'une façon merveilleuse ». A l'aspect de ce fantôme terrible transfiguré par le scintillement des épées, l'armée sarrazine prit la fuite. Le Cid mort avait remporté une dernière victoire.

Mallinckrodt que l'on a comparé au Cid a, lui aus-

si, remporté un éclatant triomphe après sa mort. On aurait pu croire un instant que ce coup imprévu abattrait les catholiques et jetterait le désarroi dans leurs rangs.

Le contraire eut lieu. « Quelque cruelle que soit la perte que nous venons de subir, écrivait alors un grand poète, je crois que, par sa mort héroïque, Mallinckrodt a mis le sceau à son œuvre, et qu'il fera plus désormais pour nous qu'il ne pouvait faire durant sa vie ».

En lisant ces paroles prophétiques on dirait que Louise Hensel avait eu comme une vision rapide de l'avenir. L'armée des catholiques a combattu avec un héroïsme superbe parce que Mallinckrodt était pour ainsi dire là qui les animait tous de son regard et de ses paroles.

Ses discours gravés dans toutes les mémoires vibraient encore dans tous les cœurs, et son souvenir hantait tous les nobles champions qui se dévouaient à l'Église ! Ils voulaient lutter comme il avait lutté, succomber comme il avait succombé, ces fils des croisés contre lesquels un chancelier tout puissant avait ameuté les fils de Luther.

Comme un coursier indomptable, le Centre allait à la bataille sans crainte parce qu'il se sentait, si j'ose ainsi parler, monté par son Cid invaincu.

L'ennemi, le maure libéral, n'a pas fui sans doute, mais il a reculé, et c'était assez pour les catholiques.

Mallinckrodt était aux yeux du Centre plus qu'un

général invisible ; c'était surtout un médiateur entre le ciel et la terre, un avocat éloquent, un intercesseur qui élevait des mains suppliantes vers Dieu, tandis qu'eux-mêmes étaient aux prises avec l'ennemi. Il était le *semper vivens ad interpellandum pro nobis*.

A ces divers titres, Mallinckrodt est resté jusqu'à ce jour l'appui, l'inspirateur et le puissant auxiliaire des catholiques allemands. Sous la conduite de ce chef, ils avaient semé dans les larmes et la souffrance : *Ibant et flebant mittentes semina sua*. Dieu a béni leur courage et leurs efforts. Ils sont sortis vainqueurs de l'épreuve, et du haut du ciel Mallinckrodt a pu assister à leur joyeuse moisson : *Venientes autem cum exsultatione metent*.

CHAPITRE TROISIÈME

LE CLERGÉ ET L'ÉCOLE PRIMAIRE EN PRUSSE

LE CLERGÉ ET L'ÉCOLE PRIMAIRE EN PRUSSE

L'école populaire de la Prusse sera-t-elle chrétienne ou ne le sera-t-elle pas? Voilà la question qui s'agite en ce moment à Berlin et dans toute l'Allemagne. Elle est très importante, puisque, suivant le mot de Léon XIII, c'est pour le christianisme une question de vie ou de mort. Dans ce grand duel engagé, comme le disait le chancelier de Caprivi, entre le principe chrétien et le principe athée, il s'agit de savoir lequel des deux l'emportera.

De violentes passions sont déchaînées. Les libéraux remuent ciel et terre pour empêcher la confessionnalité scolaire d'être inscrite dans la législation prussienne. Leur idéal est l'école neutre, l'école *simultanée*, celle où protestants, catholiques et juifs puissent recevoir la même éducation uniforme, l'école non confessionnelle, où il soit à peine question du Dieu des bonnes gens, identique avec le Dieu du panthéisme contemporain. Les chrétiens, au contraire, catholiques et protestants, ne veulent pas que l'âme des enfants soit déformée par ce scepticisme dissol-

vant, par cette indifférence doctrinale qui enlève à la morale toute base sérieuse. Ils demandent que la bible et le catéchisme soient enseignés officiellement à l'école, et que l'esprit chrétien y soit pour ainsi dire l'atmosphère normale.

Entre ces deux manières de voir, il y a un abîme insondable qu'aucune concession ne saurait combler. Toute transaction est impossible : l'un des principes triomphera, l'autre sera vaincu. Il n'y a pas de milieu, pas même le *statu quo*, puisque l'école est déjà confessionnelle en Prusse.

Ce qu'il y a d'étrange, c'est que libéraux et chrétiens se traitent mutuellement de novateurs et se réclament du roi Frédéric II. Qui a raison, qui a tort au point de vue de l'histoire ? L'école simultanée est-elle une nouveauté et l'école confessionnelle est-elle la tradition, ou bien le contraire serait-il vrai ? Au moment où la grande bataille se livre, il sera intéressant d'étudier ce problème. Nous allons examiner rapidement ce que l'école populaire a été depuis le roi philosophe de Potsdam. Nous constaterons qu'elle a été chrétienne jusqu'à l'époque du *Kulturkampf*.

A partir de 1872, une ère nouvelle commence. Le clergé est chassé de l'école et « le paganisme y entre » : — le mot est d'un député protestant. Cette seconde période transitoire favorise le principe athée, tandis que le principe chrétien est lentement refoulé.

Une réaction s'ensuit. Les partisans du *Kulturkampf* sont obligés de battre en retraite, et le régime

scolaire lui-même subit le contre-coup de ce revirement. L'école redevient confessionnelle de fait, en attendant que le Parlement codifie une pratique conforme au droit historique et constitutionnel du pays. C'est la troisième phase.

I

L'ENTENTE ENTRE L'ÉGLISE ET L'ÉTAT.

Jusqu'à l'époque du *Kulturkampf*, la religion était la base essentielle de l'éducation populaire en Prusse. Pendant plus d'un siècle, la mission principale qu'on reconnaissait à l'école primaire était celle de former de bons chrétiens. Sachant que peu de science éloigne de Dieu, on ne se souciait pas d'imprégner les intelligences enfantines de notions purement profanes sans le contrepoids nécessaire des principes religieux. On eût craint d'élever une génération de monstres qui, après avoir jeté par dessus bord les devoirs envers Dieu, ne tarderaient pas à négliger leurs devoirs envers le prochain et envers la patrie. Les rois de Prusse tenaient à régner sur une nation forte, éprise d'idéal, capable d'héroïque dévouement. Ils voulaient un peuple de soldats dont la vaillance assurerait aux rejetons des Électeurs de Brandebourg les plus hautes et les plus brillantes destinées. Cette ambition, ils ne croyaient pouvoir mieux la réaliser qu'en fondant des écoles franchement chrétiennes.

A nos superbes législateurs, à ces rares esprits dont le crucifix offusque les regards et qui chassent Dieu même des *Fables* de La Fontaine, une telle conception des choses paraîtra sans doute surannée.

Ils trouveront que cette confessionnalité de l'école est une vieille défroque qui sent son moyen âge et qui ne cadre plus avec la science et la civilisation modernes. Et pourtant ce n'est pas un roi très chrétien qui a tracé le programme scolaire que nous allons analyser. L'auteur de la célèbre *Ordonnance générale* qui a créé l'école populaire en Prusse n'était ni un saint Louis ni un saint Henri. Il correspondait avec les encyclopédistes français et se vantait d'être l'ami de Voltaire, — sauf à lui faire administrer la bastonnade ; — il était le vainqueur de Rosbach et passait pour le prince le plus éclairé de son temps.

---

§ I

L'ORDONNANCE GÉNÉRALE DE FRÉDÉRIC II (1763).

Frédéric II, car c'est de lui qu'il s'agit, a rendu le *General-Land-Schul-Reglement* le 12 août 1763, par conséquent aussitôt après la guerre de Sept ans. Quoique incrédule, le roi-philosophe n'eut rien des haines mesquines des tyranneaux athées de nos jours. Non seulement il avait posé en principe que sous son sceptre chacun pourrait faire son salut à sa façon, non seulement il avait donné asile aux Jésuites expulsés des pays latins (1), il se montra, en outre, partisan décidé d'une éducation foncièrement religieuse. Son *Ordonnance* respire une piété tout-à-fait touchante et semble émanée de la plume onctueuse d'un évêque catholique. Elle fait ressortir à chaque ligne la nécessité de l'enseignement chrétien, et si, dans le programme scolaire, l'écriture, le calcul,

(1) La Compagnie de Jésus fut supprimée en 1773. Frédéric II maintint les Jésuites dans leurs écoles. Les philosophes furieux le lui reprochèrent. Il se disculpa. « Les Jésuites, écrivit-il à D'Alembert, (11 mars 1774), sont plus nécessaires que vous ne pensez dans un pays où les bons maîtres sont rares et où l'on ne trouve pas de laïques surtout dans la Prusse orientale ». — « Dans leur malheur, ajoutait-il dans une autre lettre (15 mai 1774), je ne vois en eux que des hommes de lettres qu'on aurait de la peine à remplacer pour l'éducation de la jeunesse ». Et de fait, ils continuèrent à être les éducateurs de l'aristocratie catholique en Silésie. Frédéric II n'exigea qu'une chose, qu'il quittassent leur habit (1776) et prissent le nom de « Prêtres de l'institut royal des écoles ».

la lecture, ont leur place marquée, la religion tient le premier rang et constitue la grande épreuve de l'examen de fin d'études.

Aux yeux du roi, il faut avant tout cultiver dans le cœur de l'enfant « la vraie crainte du Seigneur ». — « Les autres choses utiles » ne viennent qu'en second lieu. Les enfants doivent fréquenter l'école « aussi longtemps qu'ils ne sauront pas l'essentiel du christianisme » (§ 1). Une fois sortis de l'école, ils seront obligés de suivre, à l'école et à l'église, « les cours de répétition que les instituteurs et les pasteurs leur feront le dimanche » (§ 6).

L'Ordonnance fixe nettement l'emploi des heures de classe, et cet horaire mérite d'être signalé. Il y aura, dit-elle, chaque jour six heures de classe, trois le matin et trois le soir. La première heure du matin sera consacrée à la religion (1). L'instituteur commencera par faire chanter un cantique. Le cantique sera suivi de la prière du matin. « La prière sera récitée par l'instituteur lui-même ou bien par l'un des enfants qu'il désignera . . . Tous les enfants répèteront pieusement et devant Dieu les formules apprises par cœur . . . Si des enfants surviennent

(1) J'ai cherché à me rendre compte du nombre d'heures qui sont actuellement consacrées à l'enseignement religieux dans les écoles. D'après des informations reçues un peu de tous côtés, il y a de huit à douze heures d'instruction religieuse par semaine : la moyenne pourrait être de dix, ce qui ferait pour les cinq jours de classe deux heures par jour, une le matin et une le soir.

durant la prière, ils se tiendront à la porte pour ne pas déranger les autres ».

Après cet exercice de piété, l'instituteur expliquera un passage du catéchisme et montrera aux enfants comment ils doivent mettre en pratique les vérités entendues. Vers la fin de la classe, il les exhortera de nouveau à la prière. La prière faite et le psaume du mois récité, les petits écoliers se retireront en silence dans leurs foyers.

Le programme de la classe du soir est tout aussi édifiant. Elle débute par le cantique et la lecture du psaume mensuel, comme le matin. La première heure est prise par l'explication de la Bible, la seconde par l'étude de la doctrine chrétienne. Le reste du temps est donné à la lecture et au calcul.

Le samedi, le règlement est un peu modifié. La première heure, les enfants répètent les sentences, les psaumes, les cantiques appris dans la semaine. A la suite de cette récapitulation, l'instituteur raconte aux enfants quelques traits de l'histoire biblique ; puis il leur lit l'Épître et l'Évangile que le pasteur expliquera le lendemain à l'église. Enfin, « il les engage à bien employer le dimanche, à se montrer tranquilles et respectueux au temple, à écouter avec attention la parole de Dieu ».

Est-il nécessaire de faire remarquer qu'il s'agit non pas d'écoles monastiques, comme on serait peut-être tenté de le croire, mais d'écoles *protestantes*, dirigées par le clergé protestant ? L'*Ordonnance gé-*

nérale ne s'adresse, en effet, qu'à la population protestante de la Prusse. Ses prescriptions n'en sont que plus curieuses, et elles ont de quoi embarrasser les admirateurs de Voltaire et de Frédéric II.

L'*Ordonnance* qui trace ce programme si profondément chrétien renferme des conseils admirables à l'adresse de l'instituteur. Pour former de vrais chrétiens, il faut l'être soi-même et considérer sa tâche comme une sorte de mission d'En-Haut. « L'instituteur s'efforcera par toute sa conduite d'être un modèle pour la paroisse, et il se gardera de détruire par ses actes ce qu'il aura édifié par son enseignement . . . Il cultivera la vraie piété et évitera tout ce qui pourrait scandaliser les parents et les enfants . . . Avant toutes choses, il aura le souci d'acquérir la science de Dieu et du Christ. Il posera ainsi le fondement d'une vie honnête, deviendra apte à remplir tous ses devoirs, et par son zèle et son exemple contribuera à procurer aux enfants et le bonheur en ce monde et la félicité éternelle ».

On avouera que les ministres de l'instruction publique ont un peu désappris ce langage élevé. Quand ils parlent aux instituteurs, il n'est question que de science, de progrès, de liberté. Mais il faut reconnaître aussi que la foi s'en va, dans le peuple, et que le *Credo* du socialisme prend rapidement la place du *Credo* de l'Église. Est-il bien sûr que nous nous en trouvions mieux ?

L'*Ordonnance* du grand Frédéric ne s'arrête pas

à ces préceptes généraux. Elle entre dans les détails, en énumérant les principaux devoirs de l'instituteur. « Devant que de commencer la classe, dit le § 17, les instituteurs se prépareront par une fervente prière et demanderont au Dispensateur de tous les dons les bénédictions divines, la sagesse et la patience. En particulier, ils supplieront le Seigneur de leur accorder un cœur paternel, dont la sévérité soit tempérée par l'amour. Ils rempliront ainsi avec empressement et sans mauvaise humeur toutes les obligations qui incombent au maître chrétien. Ils se souviendront que sans l'aide de Jésus, le grand ami de l'enfance, ils ne peuvent rien, pas même gagner le cœur de leurs élèves. . . Pendant la classe même, ils élèveront leur cœur vers Dieu, afin qu'il bénisse leur zèle et accorde la croissance à ce qu'ils plantent et arrosent; car chez l'enfant tout bien s'accomplit par la grâce de Dieu et l'action de son Esprit ».

Le maître animé de tels sentiments est presque un prêtre. Il sera le gardien vigilant de la moralité de ses élèves et agira sur leur cœur autant que sur leur intelligence. L'*Ordonnance générale* lui enseigne les règles d'une saine discipline. « L'instituteur, dit le § 22, fera comprendre aux enfants que l'égoïsme est la source de tous les péchés. Il en montrera toute l'horreur, brisera l'entêtement et l'obstination, punira le mensonge, les injures, les désobéissances, les colères, etc., toutefois après s'être bien assuré de la réalité de ces fautes . . . En châtiant les écoliers, il

aura soin d'éviter les vivacités immodérées, les gronderies violentes ; il procèdera au contraire avec une modération toute paternelle, et se tiendra à égale distance d'une tendresse efféminée et d'une sévérité excessive. Lorsque le cas sera grave, il ne punira qu'après avoir préalablement consulté le pasteur ».

La mission éducatrice de l'instituteur ne s'arrête ni à la porte de l'école ni aux jours ouvriers. Le § 23 de l'*Ordonnance générale* lui confie les enfants même le dimanche. « Le dimanche, y est-il dit, l'instituteur réunira les enfants, les conduira à l'église et veillera sur eux. Il marquera les absences et fera en sorte que ceux qui assistent aux offices se comportent avec modestie, chantent avec piété, écoutent attentivement le prêche et soient à même d'en redire quelque chose le lendemain à l'école ».

En résumé, l'*Ordonnance* de Frédéric II exige que l'instituteur soit personnellement bon chrétien et donne aux enfants une éducation fortement chrétienne : l'instituteur complète l'œuvre des parents, prépare et aide celle du clergé.

---

§ 2

LE RÈGLEMENT SCOLAIRE CATHOLIQUE (1765).

Bien qu'elle concerne toute la monarchie prussienne, — son nom l'indique, — cette *Ordonnance* n'a en vue que l'école protestante. C'est qu'en ce temps-là, le royaume de Prusse ne comptait presque pas de catholiques, excepté en Silésie, cette province impériale que Marie-Thérèse venait de céder définitivement (1763) à Frédéric II. Comme le *Land-Schul-Reglement* de 1763 ne pouvait convenir dans son ensemble aux populations catholiques, le roi publia, le 3 novembre 1765, un *Règlement scolaire catholique* pour la Silésie et le comté de Glatz. Dans ce document les principes généraux de l'*Ordonnance* sont maintenus ; mais certains détails sont adaptés aux besoins de l'éducation catholique.

Ici encore Frédéric II fit preuve d'un grand tact et d'une large tolérance. Il abandonna aux autorités ecclésiastiques tout ce qui regardait l'enseignement religieux. « C'est à dessein, dit-il, que nous nous taisons sur la doctrine chrétienne que le curé et l'instituteur devront enseigner aux enfants. Nous renvoyons à l'ordonnance que publiera le vicariat général de Breslau ». L'évêque fixera le programme scolaire de l'enseignement biblique et catéchétique, et le roi le sanctionnera et donnera à l'ordonnance épiscopale force de loi.

L'*Ordonnance générale* de 1763 et le *Règlement*

scolaire de 1765 établissent définitivement l'école populaire en Prusse. Les grandes lignes du système frédéricien survivront à toutes les vicissitudes politiques, et les lois ultérieures n'y introduiront que des modifications secondaires exigées par la marche des temps. L'école restera chrétienne.

---

§ 3

LE CODE GÉNÉRAL POUR LES ÉTATS PRUSSIENS (1794).

Le 5 février 1794, fut publié le *Code général pour les États prussiens* (1). Le § 74 (2e partie, titre 2) reconnaît au père de famille le droit de choisir le mode d'éducation de ses enfants, et le § 75 lui recommande de veiller à ce qu'ils reçoivent l'instruction nécessaire « en religion et en autres choses utiles ». La religion y est considérée comme le tout de l'éducation. « L'instruction religieuse, dit le § 19, qui apprend aux enfants tout ce qui touche leur salut, est la chose essentielle de l'enseignement dans les écoles populaires des villes et des campagnes ». L'horaire et l'emploi du temps sont à peu près les mêmes que dans l'*Ordonnance générale*. Le *Code* rappelle aussi à l'instituteur qu'il ne saurait rien faire de mieux que de catéchiser les enfants; et, pour en être capable, il doit étudier assidûment l'Écriture sainte. « La lecture fervente de la Bible, dit l'*Instruction* du 16 décembre 1794, est un devoir sacré pour l'instituteur; les pasteurs et les inspecteurs profiteront de toutes les occasions pour bien lui inculquer ce devoir ».

Une série d'instructions ministérielles et d'ordres

(1) *Das Preussische allgemeine Landrecht*. — Ce code fut traduit en français par les membres du bureau de législation étrangère et publié par ordre du ministre de la justice (Paris, an IX, 5 volumes, in-8o).

de cabinet reviennent sur ces théories pédagogiques avec une insistance très marquée. Un ordre de cabinet du 23 mars 1829 condamne les écoles mixtes parce que « l'instruction religieuse étant la base de tout l'enseignement primaire, cette base n'est pas suffisamment garantie dans ces sortes d'écoles ».

École confessionnelle, solide instruction religieuse, maîtres chrétiens : la Prusse n'avait pas cru devoir se départir de ce régime scolaire, et il fut encore en vigueur dans toutes les provinces du royaume, quand survint la révolution de 1848. Les évènements politiques de cette époque n'étaient pas de nature à faire désirer l'école sans Dieu. On sentait, au contraire, que ce n'était pas trop de toutes les forces vives du christianisme pour museler la bête qui est au fond du cœur humain. Aussi la constitution du 31 janvier 1850, qui promet « une loi spéciale pour régler l'instruction publique » (§ 24), maintient-elle jusqu'à nouvel ordre les conditions existantes de l'école populaire. Elle déclare que partout où de nouvelles écoles devraient être fondées, on tiendrait compte, autant que possible, de la confessionnalité des populations. L'enseignement religieux continue à être une partie essentielle du programme, et la *direction* en est confiée aux sociétés religieuses respectives. Au lieu du mot *diriger*, le projet primitif portait les mots *besorgen* (soigner) et *überwachen* (surveiller), ce qui impliquait pour le clergé le droit de *donner* et de *surveiller* cet enseignement.

Au cours de la discussion, le ministre des cultes, M. de Ladenberg, affirma que le mot *leiten* (diriger) avait précisément le sens de *besorgen* et de *überwachen*, auxquels on l'avait substitué dans la rédaction définitive.

La constitution garantissait donc le droit ancien tel qu'il est consigné dans l'*Ordonnance générale* de 1763 et dans le *Code général* de 1794. En 1868 (27 mai), un rescrit ministériel répétait encore très nettement qu'en principe il n'y avait dans les provinces anciennes de la Prusse ni écoles non confessionnelles ni écoles mixtes.

A la veille de la guerre franco-allemande, l'école était, comme par le passé, strictement confessionnelle. L'enseignement religieux y avait une place d'honneur, et s'il a fallu faire aux matières profanes la part un peu plus large que ne l'avait décrété Frédéric II, la religion n'en restait pas moins la base de l'éducation populaire. De Frédéric le Grand à l'empereur Guillaume I[er], tous les souverains de la Prusse ont maintenu l'école chrétienne, parce qu'ils voulaient « que la religion fût conservée au « peuple ». Dans l'école athée, dans l'école neutre, ils ne voyaient qu'une monstruosité révoltante et une dangereuse folie.

§ 4

INFLUENCE DU CLERGÉ A L'ÉCOLE.

Le régime scolaire inauguré par Frédéric II se distingue par ce trait caractéristique qu'il assure au clergé une influence prépondérante à l'école. Ce n'était pas tout de tracer un magnifique programme, il fallait le faire observer loyalement. Le roi de Prusse a pensé que le pasteur serait l'inspecteur-né de l'école, et il lui en a confié la direction. Sous ce rapport, l'*Ordonnance* est aussi explicite qu'on peut le souhaiter. Le clergé est maître de l'instruction du peuple ; tout lui est soumis dans cette sphère. L'instituteur n'est nommé qu'avec l'agrément du pasteur et qu'après avoir été examiné par lui. Il ne peut s'absenter de l'école sans son autorisation. Il doit se conformer à ses ordres et à ses conseils, lui rendre compte de son enseignement et de sa méthode. Le pasteur est son supérieur hiérarchique, en quelque sorte. Il règne à l'école. Et ce n'est pas simplement un droit qu'il lui est loisible d'exercer ou non ; il remplit un devoir. En tant qu'inspecteur de l'école, il est fonctionnaire de l'État.

L'ordonnance de 1763 lui fait des recommandations qui indiquent bien la nature de sa charge. « C'est notre *volonté*, dit le roi, que les pasteurs visitent leur école deux fois par semaine, tantôt le matin, tantôt le soir. Ils ne se contenteront pas d'assister à la clas-

se en spectateurs, mais ils interviendront directement et poseront des questions aux enfants soit sur le catéchisme, soit sur les autres matières. Une fois par mois, le pasteur réunira ses instituteurs en conférence, leur fixera le *pensum* du mois suivant, la partie du catéchisme et des autres livres qui doit être expliquée ; les cantiques, les psaumes, les sentences, qui seront appris par cœur. S'il a remarqué quelque défectuosité dans leur manière d'enseigner, il les rendra attentifs, etc. ». Il pouvait se rencontrer des pasteurs négligents sous ce rapport. L'*Ordonnance* est impitoyable pour eux. « Le pasteur, dit-elle, qui ne prendra pas à cœur de faire observer strictement notre règlement scolaire sera suspendu de ses fonctions pour un temps et, au besoin, révoqué. Car, ajoute-t-elle, — et ceci est admirable, — s'occuper de l'instruction de la jeunesse est un des devoirs les plus importants et les plus excellents du ministère pastoral, et nous voulons qu'on le considère expressément comme tel ».

Au dessus de l'inspecteur local, qui est le pasteur, il y a les inspecteurs de district, et ces fonctions sont confiées aux surintendants et aux archiprêtres. L'*Ordonnance* leur impose l'obligation de visiter toutes les écoles de leur ressort, au moins une fois l'an. Leur enquête portera à la fois sur l'enseignement, sur l'inspection et sur la discipline. Les parents envoient-ils régulièrement leurs enfants à l'école ? Les pasteurs remplissent-ils assidûment

leurs fonctions d'inspecteurs ? L'instituteur est-il à la hauteur de sa tâche ? Autant de points qui seront élucidés par l'inspecteur de district, et celui-ci enverra son rapport au Consistoire supérieur de Berlin.

Pour bien marquer le caractère religieux de l'enseignement primaire, l'*Ordonnance* se termine par ces mots significatifs : « Qu'aucun pasteur ne se permette d'accepter à la Confirmation et encore moins à la Communion un enfant qui ne sait pas lire et qui n'a pas une connaissance suffisante des vérités fondamentales de la religion évangélique ».

Les droits que Frédéric II accorde au clergé protestant, il les concède aussi au clergé catholique, par le *Règlement scolaire* de 1765. En Silésie, les curés catholiques sont inspecteurs attitrés des écoles paroissiales. « C'est le devoir du curé, dit le roi, de veiller à ce que les enfants de sa paroisse soient instruits à l'école. En conséquence, nous ordonnons à tous les curés de faire observer pleinement notre règlement (§ 43). Nous admettons, à la rigueur, que quelques curés chargés d'ans confient à l'un de leurs vicaires l'inspection de l'école. Mais, dans ce cas, ils auront soin de faire remplir sérieusement ce rôle par le vicaire (§ 44).

« Le curé ou son vicaire visitera, au moins une fois par semaine, l'école de la paroisse et, au moins une fois par mois, les écoles des annexes. Dans cette inspection, il examinera si l'horaire est respecté, si

la méthode officielle est suivie, si les registres scolaires sont en règle, si le matériel et les livres de classe sont en ordre, si l'école est tenue proprement (§ 46).

« Il s'informera de même si l'école du dimanche est fréquentée par la jeunesse qui y est astreinte, si les élèves sont séparés suivant le sexe et suivant leurs forces, s'ils font des progrès » (§ 48).

En un mot, le curé est inspecteur de l'école dans toute l'acception du mot.

« Ainsi que les surintendants évangéliques, les archiprêtres et doyens catholiques sont inspecteurs de districts. Ils visiteront les écoles du cercle, chaque année, vers le carnaval, et leur enquête portera sur les mêmes points que l'inspection locale (§ 53).

« Ils devront assister au cours fait par l'instituteur et examiner eux-mêmes les enfants pour voir si leurs progrès sont en rapport avec les notes qui sont écrites sur le registre scolaire » (§ 55).

Le règlement est d'une prudence qu'on pourrait presque trouver défiante. L'archiprêtre devra s'enquérir si le curé fait régulièrement sa visite hebdomadaire à l'école et s'il déploie du zèle dans l'accomplissement de ce devoir. Comment s'y prendre ?

« Il s'adressera à l'instituteur et aux paroissiens, les interrogera assez habilement pour n'être pas dupe de fausses informations » (§ 57).

Pour contrôler l'instituteur lui-même, il aura

recours au *juge* et à d'autres honnêtes gens dont la franchise est hors de conteste.

Ces divers témoignages, complétés et rectifiés les uns par les autres, permettront à l'archiprêtre de se former un jugement motivé sur la situation de l'école. Ce jugement, il le consignera dans un protocole qui sera expédié à l'*inspecteur d'école*. Car au dessus des archiprêtres eux-mêmes, il y a les *inspecteurs d'école*, qui ont la direction de l'enseignement primaire dans toute la province. Ceux-ci doivent être également des prêtres ; ils sont nommés par l'administration diocésaine et choisis parmi les prêtres qui ont les aptitudes et les connaissances pédagogiques requises. On pourrait les considérer comme des espèces d'inspecteurs généraux dirigeant les écoles paroissiales par l'intermédiaire des inspecteurs de districts (archiprêtres) et des inspecteurs locaux (curés). A eux de former de bons instituteurs et de stimuler tous leurs subordonnés par des circulaires judicieuses. Des tournées d'inspection leur permettront de constater de leurs propres yeux si leurs conseils sont écoutés et si leur méthode donne des résultats favorables. Ils visiteront les écoles dont les archiprêtres sont les inspecteurs locaux, et aussi l'une ou l'autre école paroissiale de chacun de leur doyenné. Dans ces visites, ils tâcheront de réaliser les améliorations qu'ils jugeront opportunes, et s'ils n'y réussissent pas, ils en réfèreront à l'autorité ecclésiastique de Breslau.

On voit, par cet exposé succinct, qu'en vertu de l'*Ordonnance générale* et du *Règlement scolaire*, le clergé protestant et le clergé catholique avaient entre leurs mains les destinées de l'enseignement primaire.

Le 21 janvier dernier, Rickert, interpellant le ministre des cultes, au Landtag prussien, lui reprocha d'avoir par son projet de loi scolaire détruit l'école frédéricienne. Cette accusation fait sourire quand on sait ce qu'était l'école populaire dans la pensée de Frédéric II. Aussi le baron de Huene a pu répliquer avec raison qu'il ne demandait pas mieux que de revenir au régime scolaire de l'*Ordonnance générale*. En effet, nous venons de le voir, l'*école frédéricienne* était chrétienne jusque dans les moindres détails. Les inspecteurs généraux, les inspecteurs de districts, les inspecteurs locaux, étaient des membres du clergé. A l'école, le pasteur ou le curé était une autorité qui intervenait en toutes choses, pour l'enseignement du catéchisme aussi bien que pour le calcul, la lecture ou le choix des livres de classe. Le roi-philosophe, que les libéraux invoquent si volontiers, aurait repoussé ces partisans de l'école athée, comme il aurait d'ailleurs renié les proscripteurs des Jésuites. Je veux bien que lui-même n'ait pas rédigé l'*Ordonnance* puisqu'elle est l'œuvre du pasteur Hecker, mais il l'a faite sienne en la publiant sous son nom et en plaçant en tête la formule sacramentelle : « Nous Frédéric . . . .

faisons savoir » . Si l'homme était incrédule, le souverain ne l'était pas, et c'est le souverain qui est l'auteur de l'*Ordonnance* de 1763 et du *Règlement* de 1765.

Tout en plaçant les établissements d'instruction publique sous la surveillance de l'État, le *Code général* de 1794 laisse le clergé à l'école. Dans chaque commune, l'école est dirigée et administrée par une autorité spéciale dont le pasteur ou le curé reste l'élément essentiel. Rien ne peut s'y faire en dehors du clergé. Le clergé contribue à la nomination de l'instituteur ; et le § 25 déclare explicitement que ce dernier, avant d'être accepté, doit être présenté à l'ecclésiastique remplissant les fonctions d'inspecteur de district. L'archiprêtre fera même subir un examen au candidat s'il n'est pas pourvu d'un certificat d'aptitude. Une fois accepté, l'instituteur enseigne sous la direction et avec le concours du clergé. « Le pasteur, dit le § 49, est tenu non seulement de surveiller l'école, mais encore d'instruire l'instituteur et les enfants ».

Différents rescrits ministériels expliquant les articles du *Landrecht* ont indiqué avec plus de précision encore le rôle du clergé à l'école. Celui du 20 novembre 1827 stipule que dans les villes le surintendant fait partie de *droit* de la députation scolaire. Un autre rescrit du 22 février 1828 assimile, sous ce rapport, les archiprêtres catholiques aux surintendants de l'Église protestante.

A la campagne, la *Schuldeputation* est remplacée par le *Comité scolaire. L'Instruction* de 1811 fixe comme il suit la composition de ce comité. Le pasteur en a la présidence et il est assisté de deux ou quatre pères de famille et de l'instituteur. Au pasteur incombe tout ce qui a rapport à « l'organisation intérieure de l'école ». Par là l'*Instruction* entend : « l'enseignement, la méthode, la formation de l'instituteur, bref, tout ce qui a trait à l'amélioration de l'école ».

Le pasteur possède ainsi une influence très réelle sur l'instruction en général et à plus forte raison sur l'instruction religieuse. Le *Landrecht* lui reconnaît même le droit de déterminer l'âge où l'enfant pourra quitter l'école. « L'enfant, dit le § 46, fréquentera l'école jusqu'à ce qu'il ait acquis, — d'après le jugement du pasteur, — les connaissances qui sont nécessaires à un homme raisonnable ».

C'est à dessein que j'ai multiplié les citations de ces documents officiels. De tous ces textes il ressort d'une manière évidente quelle est la vraie tradition historique relative à l'école populaire en Prusse. Nous avons constaté que, selon la volonté expresse du souverain, l'école est, — si j'ose ainsi parler, — le portique ou le vestibule de l'église. Dans l'éducation du peuple, l'instituteur n'est que l'auxiliaire du pasteur et du curé. L'école a pour mission de former de bons citoyens, par conséquent de bons chrétiens, l'un n'allant pas sans l'autre. Une telle mission ne saurait être remplie que par le concours harmonieux

des deux éducateurs par excellence, le prêtre et l'instituteur.

Consacrés par le *Code général*, ces principes pédagogiques sont également inscrits dans le *Droit particulier* des diverses provinces de la monarchie prussienne.

Nous les trouvons, par exemple, dans l'*Ordonnance scolaire* pour la province de Prusse, publiée le 11 décembre 1845. Cette *Schulordnung* assigne au clergé la même place que le *Code général*. Le pasteur, comme le curé, intervient efficacement dans la nomination de l'instituteur (§ 6). Il est l'inspecteur local de l'école, préside le comité scolaire, s'occupe de tout ce qui se rapporte à la méthode d'enseignement, au programme, etc. Les surintendants et les archiprêtres ont à remplir les fonctions d'inspecteur de cercle. L'*Ordonnance* ajoute cependant que les autorités peuvent confier ces dernières fonctions à un autre ecclésiastique.

Dans la Marche de Brandebourg le *Droit provincial* imposait aux curés des villages et des bourgs l'obligation d'enseigner personnellement dans les écoles au moins quatre heures par semaine. Pour Berlin, en particulier, un rescrit ministériel du 30 mars 1818 faisait aux ecclésiastiques un devoir strict de surveiller les écoles publiques et privées de leurs paroisses.

Mêmes dispositions en Poméranie. Un ordre de cabinet du 14 mai 1825 y accorde une part très large au clergé dans la direction de l'école.

Dans la Silésie catholique, le gouvernement prussien n'a pas hésité à conserver au clergé toute son influence à l'école. Un ordre de cabinet du 12 septembre 1800 laisse au prince-évêque de Breslau le soin de nommer les instituteurs et les inspecteurs des écoles de son diocèse. Un règlement du 18 mai 1801 confirme les concessions faites par le règlement scolaire catholique du 3 novembre 1765 : « Nous obligeons les curés et les vicaires, dit le § 48, de diriger l'instituteur, d'assister souvent à sa classe, de faire respecter le maître, de maintenir l'ordre à l'école ». Le curé ou son remplaçant assistera au grand examen annuel comme aux examens hebdomadaires. A cette occasion, il enseignera lui-même la religion, il interrogera les enfants, soit pour donner un exemple à l'instituteur, soit pour s'assurer des progrès des écoliers. Les archiprêtres sont inspecteurs, lorsqu'ils ont les qualités nécessaires, sinon l'évêque confèrera cette charge à d'autres ecclésiastiques plus capables. L'évêque a la haute direction de l'enseignement populaire dans son diocèse, tant pour la nomination des inspecteurs que pour l'élaboration des programmes, et des horaires. « Le roi a pleine confiance en sa sagesse et en sa loyauté ».

En Hanovre, la loi scolaire du 26 mai 1845 désigne l'école populaire sous le nom d'*école chrétienne*. C'est assez dire l'esprit qui y règne. Le § 1er charge le curé et les autorités ecclésiastiques de surveiller l'enseignement des écoles du peuple. Si le programme,

l'horaire et la méthode sont fixés par le ministre des cultes, ce n'est qu'après l'avis préalable des autorités ecclésiastiques. Ces dispositions législatives sont expliquées par *l'Instruction* du 26 mai 1845. D'après l'article 1er, la surveillance des autorités ecclésiastiques s'étend à la méthode d'enseignement, à la discipline, à la fréquentation de l'école, et même à la conduite morale de l'instituteur.

Il est à remarquer que cette loi de 1845 est bien antérieure à l'annexion du Hanovre ; ce n'est donc pas la Prusse seule qui plaçait l'école sous la tutelle de l'Église. La même tradition régnait à travers le reste de l'Allemagne. Dans tous les États germaniques, le pasteur des âmes était regardé comme l'éducateur le plus autorisé de l'enfance. L'instituteur était pour ainsi dire son aide : il le suppléait, préparait les jeunes intelligences à l'enseignement qu'elles recevaient plus tard du haut de la chaire. On ne croyait pas porter atteinte à la dignité du maître, en faisant du clergé l'arbitre de l'école. Par son éducation et ses connaissances, le pasteur ou le curé avait une supériorité incontestable sur l'instituteur. Son influence ne pouvait donc humilier ce dernier. D'autre part, elle était très salutaire et offrait une garantie inappréciable aux parents et à l'État. L'instituteur, qui, deux fois par semaine, était honoré de la visite de l'inspecteur local, s'acquittait de ses devoirs avec un tout autre empressement que s'il avait été abandonné à lui-même. Il était tenu continuellement en haleine.

Il se montrait aussi plus réservé et plus digne dans les actes de sa vie privée. Personne ne contestera l'importance de la conduite morale de l'instituteur vis-à-vis des enfants. Cet âge est sans pitié ; il aime toujours à s'autoriser de l'exemple de ses maîtres, quand il s'agit de céder à de mauvais penchants. De même un instituteur vertueux exercera autour de lui une action très heureuse et, par son exemple, refoulera plus d'un instinct pervers. Que l'instituteur soit un chrétien sincère, et la plupart de ses élèves le seront à leur tour. Or, l'homme est faible et l'instituteur ressemble, sous se rapport, à tout le monde. La résistance au mal ne lui sera-t-elle pas facilitée par le voisinage de son chef hiérarchique, le pasteur ou le curé ? Ne sera-t-il pas maintenu dans le droit chemin à la pensée que l'inspecteur est à deux pas de lui et que, partant, son avenir est en jeu ? Son attitude ne sera-t-elle pas souvent toute différente de ce qu'elle serait s'il pouvait se dire qu'en vexant le curé par son inconduite, il aurait des chances sérieuses d'avancement ?

Les législateurs allemands l'ont sans doute pensé et de là cette préoccupation constante à assurer partout au clergé une grande influence sur l'école. Ce que nous avons constaté dans les États de l'ancienne Prusse et en Hanovre, nous le retrouvons dans le duché de Hesse-Nassau. Un édit du 24 mars 1817 crée dans chaque commune un comité scolaire, dont le curé est le président. Les inspecteurs d'éco-

le sont choisis parmi les ecclésiastiques retraités.

Dans les duchés de Schleswig-Holstein, le *Règlement scolaire* du 24 avril 1824 « place toutes les écoles populaires sous la surveillance des *visiteurs ecclésiastiques* » ; chaque pasteur est inspecteur local de l'école de sa paroisse. Il est tenu de la visiter fréquemment (§ 74). Les livres de classe sont choisis par lui (§ 75). Que l'instituteur soit nommé par la commune ou le *patron*, il ne pourra entrer en fonctions qu'après avoir subi un examen devant le prévôt ecclésiastique (§ 34). Des lettres patentes du 16 juillet 1864 maintiennent cette obligation de passer l'examen devant le prévôt. Elles modifient sur certains points la nomination même des instituteurs : c'est la « commune scolaire » qui les choisit entre trois candidats présentés par les *visiteurs* ecclésiastiques (1).

(1) Nous lisons dans la *Défense* du 24 février 1892 les détails suivants sur l'influence scolaire du clergé dans le duché d'Oldenbourg.

L'ÉCOLE DANS LE DUCHÉ D'OLDENBOURG.

La question scolaire est à l'ordre du jour en Allemagne. Pendant qu'elle passionne la Prusse, il sera intéressant de savoir quel est le rôle de la religion dans les écoles des autres provinces de l'empire. Prenons par exemple le duché d'Oldenbourg qui constitue, comme l'on sait, la majeure partie du grand-duché de ce nom.

Dans le duché d'Oldenbourg, dont le gouvernement est notoirement libéral, l'école est strictement confessionnelle. Ce petit pays possède trois gymnases : ceux d'Oldenbourg et de Jever sont protestants, celui de Vechta est catholique. Ce dernier a pour directeur un prêtre et la plupart des professeurs sont des ecclésiastiques.

La situation qu'occupait le clergé prussien à l'école souleva peu à peu des mécontentements dans les milieux où le christianisme perdait pied. Les libéraux trouvaient cette autorité exorbitante et ils réso-

On se rappelle que l'évêque de Munster avait été professeur de quatrième de ce gymnase de l'État. Toutes les autorités scolaires sont marquées du caractère confessionnel, même les autorités supérieures

Ainsi, il y a dans le duché deux *Ober-Schulcollegium*, un protestant à Oldenbourg, un catholique à Vechta. Le premier compte d'ordinaire deux à trois pasteurs protestants sur les cinq membres qui le composent. Le second compte trois membres : le président, qui est toujours l'ecclésiastique le plus haut placé du pays (pour le moment le chanoine Grobmeyer, Official de Munster) et deux assesseurs, savoir un juriste et un autre ecclésiastique.

Ces deux Collèges administrent et règlent tout ce qui concerne l'école de leur confession respective. Ils nomment et déplacent les instituteurs, nomment également les inspecteurs de districts.

Le curé catholique et le pasteur protestant sont de droit inspecteurs locaux de l'école de leur paroisse, et il ont des pouvoirs très étendus. Le collège catholique ne confie l'inspection de district qu'à des prêtres : le collège protestant partage ces fonctions entre le clergé et les instituteurs.

Dans le duché d'Oldenbourg se trouvent deux écoles normales, l'une pour les catholiques, l'autre pour les protestants L'école normale catholique est dirigée par un prêtre. Les écoles privées jouissent d'une liberté presque illimitée. Mais il faut ajouter que personne ne songe à profiter de cette liberté.

Les écoles gouvernementales offrent aux familles chrétiennes toutes les garanties désirables, de sorte qu'on n'éprouve nullement le besoin d'ouvrir des écoles libres.

Cette rapide analyse que j'emprunte à la *Kreuzzeitung* montre que le projet de loi de M. Zedlitz reste encore bien au dessous de ce qui existe dans le duché d'Oldenbourg. Et ce qu'il y a d'admirable et d'instructif, c'est que nulle part en Allemagne la paix religieuse n'est aussi profonde que dans ce pays où chaque culte a ses écoles

lurent de l'anéantir ou du moins de la diminuer. On s'en aperçut surtout lorsque fut discutée la constitution de 1850. Si l'article 26 promet une législation scolaire qu'on sera longtemps à attendre, on s'efforce dès lors par d'autres articles de réduire l'influence du prêtre. Les éléments antichrétiens de l'Assemblée auraient voulu lui retirer absolument l'inspection de l'école. Dans le projet de constitution du 20 mai 1848, l'article 23 s'exprimait en ces termes : « Les écoles populaires publiques sont placées sous la surveillance d'autorités *spéciales* nommées par l'État ». On voit que du coup le curé ou le pasteur cessait d'être l'inspecteur de *droit* ; bien plus, l'État ne pouvait même pas lui confier l'inspection, puisque l'article demandait des inspecteurs *spéciaux*. A la discussion de la Chambre, le ministre des cultes, M. de

et où le clergé exerce une influence si profonde sur l'enseignement. Dans le grand-duché de Bade, les libéraux ont sécularisé l'école, il y a un demi-siècle ; depuis lors, le « pays modèle » est le théâtre d'incessantes luttes confessionnelles.

A Oldenbourg, l'école est restée chrétienne et les habitants vivent dans la concorde la plus parfaite, en dépit des divergences de doctrine et de culte qui les divisent. Ce contraste est la meilleure réfutation des libéraux qui considèrent la confessionnalité scolaire comme un élément de discorde religieuse.

La *Kreuzzeitung* conclut avec raison : Voulez-vous que protestants et catholiques vivent dans une parfaite harmonie ? Confiez-leur la direction de leurs écoles. L'exemple du duché d'Oldenbourg comme celui du grand-duché de Bade prouve, jusqu'à l'évidence, que le triomphe du principe confessionnel à l'école est la garantie la plus sérieuse de la paix véritable et durable.

Ladenberg, qui ne voulait pas de cette révolution radicale, parvint à faire modifier l'article. On rejeta le mot *spécial*, et l'article obtint la forme suivante : « Tous les établissements d'instruction publique et privée sont placés sous la surveillance d'autorités nommées par l'État ». M. de Ladenberg motiva ce changement en disant que l'État désirait se réserver le droit de nommer des inspecteurs ecclésiastiques. Or, ajouta-t-il, si le mot *spécial* est maintenu, on prétendra que constitutionnellement le clergé ne saurait être chargé de l'inspection des écoles.

Le ministre avait deviné la tactique des adversaires de l'école chrétienne et voulait échapper à leur piège. Comme la majorité de la Chambre n'était pas encore mûre pour l'éducation athée, elle se rangea du côté du ministre, et la constitution de 1850 ne ferma point au clergé la porte de l'école.

Est-ce à dire qu'elle n'ait point modifié le caractère de l'école au point de vue de l'inspection ecclésiastique ? Ici, il faut distinguer entre le droit et le fait. Nous avons vu que l'*Ordonnance générale* de 1763, le *Règlement scolaire* de 1765, le *Code général* de 1794, tous les rescrits ministériels, toutes les instructions comme toutes les législations provinciales, accordaient explicitement au clergé l'inspection des écoles. Le curé ou le pasteur était inspecteur local de sa paroisse, l'archiprêtre ou le surintendant inspecteur de son district : les uns et les autres remplissaient ces fonctions de droit. Elles étaient, en

quelque sorte, inhérentes à leur ministère. Le curé et le pasteur étaient inspecteurs *parce qu*'ils étaient curé et pasteur et non pas *quoique*. La constitution de 1850 enlève au clergé ce privilège exclusif. L'école est toujours confessionnelle, chrétienne; l'État s'arroge le droit de la surveiller. L'Église ne remplira sa mission qu'avec l'assentiment et au nom de l'État. Voilà le droit, et il faut reconnaître qu'on faisait un pas sérieux vers la sécularisation de l'école.

En fait, le *statu quo* fut à peu près maintenu. Le clergé était partout en possession en 1850. On se trouvait bien de son inspection, et le ministre des cultes n'eut aucune envie de mécontenter les populations en créant des inspecteurs de carrière. La seule différence qui existait, c'est que le gouvernement nommait les inspecteurs ecclésiastiques. Mais, qu'il fût nommé par l'État ou qu'il exerçât ses fonctions en vertu de son ministère pastoral, le curé ou le pasteur conservait l'inspection locale. Il en fut de même des inspecteurs de districts. Ainsi que M. de Ladenberg l'avait annoncé, le gouvernement, qui avait la surveillance suprême de l'école, déléguait, autant que possible, ses pouvoirs au clergé pour tout ce qui concernait soit l'instruction religieuse, soit l'organisation intérieure et l'administration de l'école. Dans l'esprit de ce ministre, il ne devait y avoir d'autre inspecteur local que le curé ou le pasteur. Dans chaque commune, l'État chargeait le comité scolaire de l'inspection de l'école, et, à son

tour, le comité devait choisir pour inspecteur le membre le plus instruit c'est-à-dire le pasteur ou le curé. Si l'un ou l'autre comité scolaire refusait de nommer le curé ou le pasteur, le ministre examinerait les motifs de ce refus, et dans le cas où il ne s'agirait que d'une opposition de coterie, le gouvernement imposerait d'office le curé ou le pasteur.

Ces explications de M. de Ladenberg montrent quel souffle régnait dans les sphères gouvernementales au sujet de l'inspection des écoles. Les libéraux avaient échoué dans leur entreprise. Leur heure n'avait pas encore sonné. De 1850 à 1872, le clergé fut à l'école ce qu'il avait été pendant la première moitié de ce siècle. Il surveillait et dirigeait l'enseignement religieux : il intervenait dans la vie journalière de l'école.

Ajoutons que, si l'Église en profita, l'école n'y perdit rien. Loin d'être amoindrie, l'autorité de l'instituteur ne fit que gagner par ces relations qui existaient entre lui et le curé. Les enfants avaient plus de considération pour sa personne, parce qu'ils le savaient soutenu au presbytère. Ce respect des écoliers passait aux parents eux-mêmes. La discipline scolaire s'en trouvait à merveille et les études aussi. Les écoles primaires de la Prusse étaient les premières de l'Europe. On a parlé de l'instituteur de Sadowa et de son influence décisive sur les destinées de l'Allemagne. On oublie trop que cet instituteur a été en quelque sorte façonné et, en tous

cas, dirigé par le clergé. Ce qui a fait en grande partie l'excellence de ces écoles prussiennes, c'est le régime de l'inspection ecclésiastique. L'école, placée sous la direction du clergé, a élevé des générations de vaillants soldats qui se sont couverts de gloire sur les champs de bataille de la Bohême et de la France. L'école d'où l'on a chassé, pendant le *Kulturkampf*, les inspecteurs ecclésiastiques a élevé des millions de révolutionnaires qui rêvent la destruction de l'ordre social et de la patrie. Il semble que que l'on ne devrait pas hésiter entre les deux. Je n'ignore pas qu'aujourd'hui le clergé prussien rencontre plus d'un adversaire à l'école même. La fièvre libérale a gagné un assez grand nombre d'instituteurs protestants et catholiques. Ces trop modernes éducateurs se croient déshonorés par l'inspection du pasteur ou du curé. Mais, avant le *Kulturkampf*, cette tension n'existait guère entre l'instituteur et l'ecclésiastique chargé de l'inspection. Tout au contraire, des rapports sympathiques unissaient l'école et le presbytère. Le curé était l'ami de l'instituteur et réciproquement. Je n'en veux pour preuve que ce seul fait : sur le petit nombre des évêques allemands il y en a aujourd'hui *six* qui sont fils d'instituteurs. Ce chiffre est la meilleure réfutation de ceux qui soutiennent que l'instituteur souffrait du prétendu joug des curés.

II

LA RUPTURE PARTIELLE ENTRE L'ÉGLISE ET L'ÉTAT.

Les armées de Guillaume Ier venaient de rentrer triomphantes en Allemagne. Dans l'empire qu'on « avait mis rapidement sous toit » régnait une atmosphère libérale très prononcée. A voir ce qui s'écrivait dans les journaux et ce qui se disait dans les réunions, de graves évènements se préparaient. En politique comme en littérature, les rationalistes de toutes nuances parlaient haut et levaient fièrement la tête. L'orientation de toute la *culture* allemande était en train de changer. Le libéralisme politique et religieux faisait son avènement avec la connivence du chancelier de fer. Sous couleur d'entrer en campagne contre le parti ultramontain, on attaquait toute religion positive. Pour jeter de la poudre aux yeux des naïfs, on prétendait, il est vrai, ne viser que les papistes ; en réalité, on frappait tout ce qui, de près ou de loin, se rattachait encore à l'œuvre du Christ. En effet, des loges maçonniques partait une formidable poussée contre le christianisme tout entier et ses institutions. Protestants orthodoxes et catholiques étaient presque au même titre le point de mire des assaillants.

Les libéraux allèrent au plus pressé, à l'école. Ceux qui avaient échoué en 1850 dans leur tentative

de sécularisation revinrent à la charge avec toute l'impétuosité que leur donnait le souvenir des récentes victoires. Ils crurent le moment propice pour la réalisation de leur rêve. Cette école confessionnelle, religieuse, qui formait la jeunesse prussienne depuis un siècle, les irritait. Ils voulaient surtout en finir avec l'école dirigé par le clergé. Sus aux inspecteurs ecclésiastiques : ce fut le cri de ralliement de toutes les sectes libérales. On pensait que, le prêtre une fois écarté de l'école, il serait plus facile de s'en rendre maître. Même en conservant théoriquement le caractère confessionnel à l'éducation populaire, on parviendrait à déchristianiser insensiblement l'enfance. On fausserait l'instrument, et les discordances religieuses qui en résulteraient finiraient par entamer le christianisme lui-même.

Le calcul était juste et la tactique extrêmement habile. Attaquer l'école chrétienne de front n'eût pas été chose aisée. On se heurtait à la fois à la résistance du souverain, aux protestations énergiques de l'Église officielle et au mécontentement de beaucoup d'électeurs. Pour entrer dans la place, il fallait donc la tourner et user de subterfuges. Les libéraux firent semblant de n'avoir en vue que la surveillance de l'école. L'école, disait-on, est une institution de l'État. C'est à l'État, par conséquent, d'en avoir la direction réelle et efficace. Il ne fut pas question de toucher à la confessionalité. Grâce à cette stratégie savante, le vieil empereur fut gagné aux idées libérales et,

dans son discours du trône du 28 novembre 1872, il annonça qu'une loi relative à la surveillance de l'école serait soumise à la Chambre.

---

§ 1

LA LOI FALK SUR LA SURVEILLANCE DE L'ÉCOLE.

(1872-74).

La constitution de 1850 avait promis que l'enseignement public serait réglé par une législation spéciale. Le ministre des cultes, M. de Muller, avait élaboré un projet de loi scolaire dès 1869, mais il ne fut jamais discuté. Au lieu d'y revenir et de présenter ainsi une loi d'ensemble, le gouvernement jugea à propos d'éviter les grandes querelles doctrinales et d'ouvrir la lutte par la loi de surveillance.

M. de Muller était conservateur par tempérament. Quoique le chancelier eût de la peine à l'entraîner dans la voie fatale, il accepta quand même de préparer le nouveau projet de loi dont il comprenait d'ailleurs le caractère agressif. Le document rédigé, il le soumit à l'empereur. A peine le malheureux papier fut-il entré dans le cabinet impérial, que M. de Muller fut pris de remords. Il écrivit à Guillaume Ier pour lui déclarer qu'il se sentait incapable de motiver son projet de loi. Ce fut un coup de théâtre. Le prince de Bismarck ne se laissa pas déconcerter. Il eut hâte de se débarrasser de ce collègue scrupuleux et encombrant, et donna sa succession à M. de Falk.

Le nouveau ministre des cultes, lui, n'avait au-

cun scrupule, pas plus que son maître. Sous ce rapport, le chancelier avait eu la main heureuse en le choisissant. Son flair de *Kulturkæmpfer* ne le trompait point. M. de Falk était prêt à toutes les besognes. Il adopta le projet de loi scolaire, bien résolu de le faire passer à la Chambre.

La loi de M. de Muller était courte.

« § 1. Il appartient à l'État de surveiller tous les établissements d'instruction et d'éducation publics et privés. Par conséquent, toutes les autorités et tous les fonctionnaires qui sont chargés de cette surveillance agissent au nom de l'État.

« § 2. La nomination de tous les inspecteurs locaux et de tous les inspecteurs de districts, ainsi que la délimitation de leurs ressorts, appartient à l'État seul. Les fonctions que l'État confie aux inspecteurs des écoles primaires, en tant qu'elles sont une charge accessoire ou honorifique, sont révocables à volonté ».

Il suffit d'énoncer ces deux paragraphes pour en montrer l'immense portée. Le projet de loi était une véritable révolution dans le domaine de l'école. Il impliquait la rupture du lien organique qui unissait jusqu'ici l'école et l'Église et, comme le disait Mallinckrodt, il proclamait « la dictature du ministre ».

Le Rubicon était franchi.

Le ministre ne craignit pas d'avouer que la loi était révolutionnaire. « Le *Code général*, est-il dit dans

les motifs accompagnant le texte de la loi, aussi bien que le *Droit provincial*, accorde aux curés et aux pasteurs, aux surintendants et aux doyens, à côté du devoir, le *droit* de surveiller les écoles populaires en qualité d'inspecteurs locaux et d'inspecteurs de districts ». — « Cette situation, ajoute le ministre, est intolérable. Pour que l'État puisse remplir ses obligations, il faut qu'il ait l'inspection des écoles entre ses mains et qu'il puisse choisir ses inspecteurs sans dépendre, dans ses préférences, des autorités ecclésiastiques ».

Mais il fallait tout prévoir. Une laïcisation complète et trop brusque pouvait choquer le peuple. Le ministre déclare qu'il n'entend pas se passer absolument des services du clergé. Au contraire, il se réserve également à l'avenir de remettre l'inspection des écoles au clergé partout où les circonstances le permettraient. Toutes ces clauses et toutes ces restrictions cauteleuses étaient d'une rare perfidie. On voulait atteindre l'influence chrétienne tout entière. Mais il s'agissait de procéder avec mesure. Deux grandes confessions étaient en présence. On ne pouvait attaquer les deux à la fois. Restait à les diviser pour les écraser successivement. Au point de vue rationaliste et libéral, le catholicisme était le principal ennemi. On le frapperait d'abord. Le projet de loi qui rendait le ministre maître absolu de l'école suffisait pour détruire l'influence du clergé catholique. Mais, pour avoir la majorité dans les Chambres,

nécessité était de rassurer les protestants. Il fallait insinuer aux pasteurs évangéliques que, malgré son caractère général, la loi n'atteindrait de fait que les inspecteurs catholiques. Le clergé protestant serait partout maintenu dans sa charge. Ces explications et ces promesses qui se trouvent dans les motifs de la loi ne manquèrent pas leur effet. La haine du catholicisme obscurcit la raison de la plupart des protestants. Ils s'endormirent sur l'oreiller de ces vagues assurances et votèrent la loi ministérielle.

La discussion fut très vive à la Chambre des députés. Elle commença le 8 février 1872. Ce jour-là, le projet de M. de Falk fut défendu par Richter (Sangershausen), Virchow et Lasker. Le premier était un pasteur protestant incrédule, partisan acharné du *Protestantenverein* ; le second, un progressiste radical qui ne faisait pas mystère de son athéisme ; le troisième, juif d'origine, mais sans aucune croyance positive. Les protestants chrétiens auraient dû se défier d'une loi que prônaient de tels avocats. Rien de bon ne pouvait venir de ce trio rationaliste. Les discours prononcés par ces orateurs trahissaient les visées du parti libéral. Richter tonna contre le joug ultramontain et conclut en disant : « Messieurs, nous ne le supporterons pas ». Virchow affirma que l'Église catholique n'avait plus aucune mission civilisatrice ; et Lasker proclama l'omnipotence de l'État, « d'où tout droit découle ».

A la séance suivante, le ministre de Falk, le prince

de Bismarck et le docteur Gneist, « l'homme qui sait tout prouver », revinrent à la charge pour entraîner la majorité. M. de Falk fut très adroit ; il termina en disant : « Il est possible que dans l'état actuel des choses tous les pasteurs protestants restent en fonctions comme inspecteurs scolaires, et cela pendant de longues années ». Autant dire que la loi n'était faite que contre les catholiques. Malheureusement, la plupart des protestants entrèrent dans cet odieux calcul, sans prévoir que l'arme à deux tranchants serait un jour tournée contre eux. Bismarck fit une sortie virulente contre Windthorst, dans lequel il flairait un redoutable antagoniste. C'est à cette occasion que Mallinckrodt a appelé son ami « la Perle de Meppen », et que Windthorst a lui-même répliqué modestement au chancelier : « Je ne suis rien et ne puis rien. Vous faites quelque chose de moi » !

Ce que Bismarck a fait de Windthorst, l'histoire le dira un jour. Mais à l'époque où fut discuté le projet de loi scolaire, le tout puissant ministre ne se doutait pas que, vingt ans plus tard, sa gloire serait éclipsée par celle du petit Hanovrien.

Mallinckrodt, Reichensperger, Windthorst, défendirent les droits de l'Église avec une haute éloquence. Ils démasquèrent les batteries du libéralisme athée et montrèrent avec une logique impitoyable les conséquences que cette loi aurait pour la société. Quelques protestants, ou plus courageux ou plus

clairvoyants que les autres, vinrent se ranger du côté du Centre et combattirent avec lui le projet ministériel. De ce nombre fut le docteur Bruel, qui n'hésita pas à dire que, par cette loi, « l'Allemagne était menacée d'un retour vers le paganisme ».

En d'autres temps, des voix si autorisées, des raisons si décisives, auraient réveillé plus d'une conscience évangélique et empêché M. de Falk de triompher. Au début du *Kulturkampf*, il semble qu'il y ait eu en Prusse comme une éclipse du bon sens germanique. On se jetait tête baissée dans toutes les aventures, sans se préoccuper de ce qui pourrait en résulter. Sur un signe du chancelier, les Chambres votaient les plus grandes monstruosités. De rares protestants, comme M. de Gerlach, M. de Manteuffel, M. Bruel, essayèrent de résister au courant, d'arrêter cette débâcle de la conscience publique. Ce fut peine perdue. Ils ne trouvèrent point d'écho parmi leurs amis et on vit des protestants loyaux et sincères obligés de chercher un refuge dans les rangs du Centre.

A la Chambre des députés, la loi scolaire passa avec 216 voix contre 174. L'abnégation de la Chambre des Seigneurs fut encore plus forte. Non pas que l'élément libéral y fût prépondérant ; les conservateurs y sont, au contraire, maîtres de la place. Mais Bismarck sut dompter les conservateurs du *Herrenhaus* en les menaçant de les lâcher et de gouverner avec les libéraux. Ce n'est pas tout. Il flatta les

uns, en déployant fièrement le drapeau de l'*Empire évangélique*, — ce fut la première fois qu'il lança ce mot. — Il effraya les autres, en lisant une dépêche de l'un de ses agents diplomatiques qui prétendait savoir que les catholiques allemands favorisaient le plan de revanche de la France. N'était-ce pas assez pour vaincre toutes les oppositions ? La Chambre des Seigneurs donna au chancelier la majorité considérable de 49 voix : 125 votèrent pour, et 76 contre le projet de loi.

Le libéralisme s'emparait de l'éducation populaire, en assurant le monopole à l'État. La Prusse rompait avec une tradition plus que séculaire et s'aventurait sur une pente au bout de laquelle s'agitait le spectre du socialisme. Dans le camp des protestants orthodoxes, on s'imaginait que la loi visait exclusivement les curés catholiques ; les libéraux rêvaient de mettre tout clergé à la porte de l'école : les uns et les autres travaillaient pour Bebel et Liebknecht.

§ 2

PROTESTATIONS ET RÉSISTANCES DES CATHOLIQUES.

Une grande iniquité était commise. La population catholique de la Prusse l'accueillit avec de vives protestations.

Ce qui a fait la force des victimes du *Kulturkampf* c'est la spontanéité et l'universalité avec laquelle on savait organiser la résistance dans le pays. Une mesure persécutrice paraissait-elle à l'horizon, aussitôt tous les catholiques, prévenus et instruits par la presse, se mettaient en mouvement. On n'attendait pas pour élever la voix que les conséquences funestes d'une loi eussent éclaté au grand jour. On ne perdait pas un temps précieux à tergiverser, à discuter, à atténuer l'importance des actes gouvernementaux, à endormir la vigilance ou le zèle des uns et des autres, à empêcher toute action commune. Dès le premier moment tout le monde courait à la brèche. Les évêques se réunissaient, se concertaient, puis adressaient un manifeste vibrant aux catholiques.

Le clergé s'empressait de renseigner les fidèles, de leur expliquer le péril qui menaçait leur foi. Les députés du Centre, en contact incessant avec le peuple, le clergé et l'épiscopat, défendaient les intérêts religieux et moraux à la tribune des Chambres. Cette unité de direction et d'action a permis aux catho-

liques allemands de résister efficacement à la prépotence du chancelier de fer et d'assurer le succès à leurs héroïques efforts. Le gouvernement de Berlin eût eu cent fois raison du Centre, de l'épiscopat et du clergé, s'il avait pu, comme il l'a essayé, diviser ces divers éléments et neutraliser les uns par les autres. Réunis en faisceaux, les catholiques furent invincibles !

Quoique la loi scolaire de M. de Falk ne fût encore que la préface de la persécution, elle opéra merveilleusement la concentration catholique. Il n'y eut ni une hésitation, ni une note discordante, ni une démarche inconsidérée.

Le peuple catholique, qui se sentait frappé dans la foi de ses enfants, s'éleva contre le projet de loi par un vaste pétitionnement, même avant qu'il ne fût discuté à la Chambre. En Silésie seul, 500 pétitions couvertes de 80 000 signatures furent remises au député Peters. On peut dire qu'il n'y eut qu'un seul cri de douleur à travers toutes les populations catholiques du royaume.

Le troupeau était en émoi, les pasteurs devaient parler. Au mois de janvier 1872, les évêques prussiens écrivirent individuellement à la Chambre des députés et à la Chambre des Seigneurs, conjurant le Landtag de repousser cette loi néfaste. « Nous sommes persuadés, disaient-ils, que ce projet est un pas décisif vers l'école non confessionnelle et qu'il est au plus haut degré dangereux pour l'éducation chré-

tienne de la jeunesse ». Comme le Parlement passa outre, l'épiscopat essaya d'empêcher la ratification de la loi. Le 12 mars 1872, il recourut à l'empereur dans une lettre très digne, et déclara que la loi Falk était en contradiction avec les principes du christianisme et avec les traditions historiques de la Prusse. En conséquence, les signataires de l'adresse suppliaient le Souverain de refuser son adhésion à la loi. Guillaume Ier resta insensible à ces objurgations, et la loi fut appliquée dans toutes les provinces prussiennes.

On voulait la lutte, les évêques l'acceptèrent sans vaine ostentation comme sans tremblement. « Malgré nos efforts, dirent-ils dans une déclaration admirable envoyée au ministère, malgré nos efforts, la loi a passé ; *mais nos convictions sont restées les mêmes.* Aussi déclarons-nous solennellement au gouvernement que nous considérons cette loi comme une atteinte portée aux droits imprescriptibles de l'Église sur l'école, et que nous en voyons découler les conséquences les plus fâcheuses pour l'Église et l'État ».

L'énergie n'exclut pas la sagesse. Après avoir condamné la loi, les évêques continuent avec la même dignité de langage : « Nous n'en persisterons pas moins à remplir notre devoir, — notre devoir relativement à la conservation de la paix religieuse entre l'Église et l'État, en tant qu'il dépendra de nous ; — notre devoir aussi envers nos ouailles et spéciale-

ment envers les enfants dont Dieu a confié l'éducation à l'Église. Que le gouvernement daigne accueillir avec bienveillance cette déclaration solennelle qu'exigeaient de nous les obligations de notre charge pastorale. Les convictions des évêques catholiques ne sauraient dépendre des opinions changeantes du jour, elles reposent sur les principes immuables de la vérité éternelle ». Des hommes qui parlaient de la sorte et qui agissaient avec cette promptitude et cette possession d'eux-mêmes n'avaient pas à craindre la lutte. Quelques jours leur avait suffi pour s'entendre et combiner leur plan de résistance. La loi est du 13 mars ; la déclaration est du 11 avril, et le même jour parut une lettre pastorale collective qui est un chef-d'œuvre de modération, de prudence et de fermeté.

Dans cette lettre, les évêques rendent compte au clergé des démarches qu'ils ont inutilement tentées auprès des Chambres et jusqu'au pied du trône, de la déclaration qu'ils ont fait parvenir au ministère. Ils désapprouvent hautement la loi, disent-ils, mais leur mission éducatrice ne cesse pas pour cela, et, autant qu'ils pourront, ils rempliront leur devoir à l'égard de l'école populaire en principe séparée de l'Église. D'une main ferme autant que sage, ils tracent une ligne de conduite très précise au clergé. « Le devoir des prêtres, expliquent-ils, est très simple. Les curés pourront exercer leurs fonctions d'inspecteurs locaux sans qu'ils aient besoin d'une autorisa-

tion spéciale de l'Ordinaire. Les inspecteurs de districts, par contre, devront en référer à l'évêque avant d'accepter. Cette disposition, cependant, n'a aucun effet rétroactif pour les archiprêtres déjà en fonctions. Dans le cas où les inspecteurs ecclésiastiques seraient mis en demeure de poser un acte inconciliable avec leurs devoirs de prêtres, ils prendront conseil de leurs supérieurs avant de donner leur démission. Ils préviendront aussi l'administration diocésaine lorsqu'on les révoquera ».

Comme on le voit, les évêques ont cherché à sauvegarder ce qui pouvait l'être. Le curé devait rester à son poste tant que sa conscience ne l'obligeait pas à l'abandonner. Pas de compromission louche, mais pas de sotte incartade non plus. « Nous avons la ferme confiance, continuent les évêques, que désormais vous enseignerez la religion aux enfants avec un redoublement de zèle et que vous vous occuperez de l'éducation chrétienne avec une ardeur que rien ne lassera ... Aux instituteurs qui sont vos collaborateurs, vous témoignerez de l'estime, de l'intérêt, de l'affection, et vous leur donnerez le bon exemple par vos paroles, vos actes et votre vie tout entière ».

Ainsi guidés et encouragés par l'épiscopat, les curés surent se montrer dignes de tels pasteurs. Ils ne cédèrent qu'à la violence. Le gouvernement ne fut pas long à les expulser de l'école. Ce fut d'abord le tour des inspecteurs de districts que dans les provinces catholiques on remplaça partout par des laïques.

M. de Falk se mit à réformer l'école avec un véritable enthousiasme. Dès le 13 mars, un rescrit ministériel indiquait aux présidents des provinces dans quel esprit la loi nouvelle allait être appliquée. Pour dissimuler ses intentions, le ministre commença par confirmer tous les inspecteurs dans leurs fonctions. Mais il ajouta aussitôt dans un rescrit : « Je tiens à ce que l'on me fasse connaître le plus vite possible quels inspecteurs ecclésiastiques ne possèdent pas la confiance du gouvernement royal, afin qu'on puisse les révoquer ». Or on n'avait cette confiance que si l'on approuvait toutes les mesures ministérielles. L'enquête équivalait donc à la révocation de tous les inspecteurs ecclésiastiques. En effet, chaque jour, de nouvelles mesures persécutrices atteignaient l'Église, et un prêtre catholique ne pouvait pas demeurer l'ami du gouvernement. Avec les lois de mai qui furent votées les années suivantes, la rupture était complète entre l'État et l'Église. Le clergé tout entier pouvait être banni de l'école. Il le fut peu à peu, à mesure qu'on trouva d'autres éléments pour remplacer les éléments ecclésiastiques. Au bout de quelques années, il n'y eut plus que de très rares curés qui conservassent l'inspection locale de leur école. Les libéraux triomphaient et trouvaient que « c'était une joie de vivre » !

§ 3

CONSÉQUENCES DE LA LOI DE SURVEILLANCE.

Plus d'un lecteur français se demandera peut-être pourquoi la loi de surveillance a provoqué dans la Prusse catholique une telle levée de boucliers. Car enfin, dira-t-on, cette loi était désagréable au clergé, mais avait-elle donc une importance religieuse si capitale? L'école restait confessionnelle, l'enseignement religieux figurait comme par le passé en tête du programme scolaire. Que de pays catholiques qui pourraient envier cette école à la Prusse! En vérité, il semble qu'il y ait eu disproportion entre le mécontentement des catholiques et l'injure qui leur était faite. Les curés n'étaient plus inspecteurs des écoles; de grâce, le sont-ils en France et ailleurs?

Cette objection n'aurait, je crois, pas rassuré les catholiques allemands. Hélas! oui, auraient-ils répondu, il y a beau temps que le prêtre catholique a été mis à la porte de l'école en France. On pourrait même ajouter qu'on le chasse peu à peu de toutes ses positions. Bientôt il ne paraîtra plus, — en dehors de l'église, — qu'aux convois funèbres et peut-être aux dîners des familles bien pensantes. Cet humble effacement a-t-il beaucoup favorisé les intérêts religieux du peuple? La moralité publique a-t-elle fait des progrès sensibles depuis que le prêtre,

exilé de partout, se trouve confiné entre les murs un peu étroits de la sacristie? N'est-ce pas plutôt le contraire qui arrive? Soyez-en sûrs, le clergé allemand n'aurait pas eu une légion aussi compacte derrière lui, s'il ne s'était pas mêlé à la vie sociale, économique et politique de son pays, et s'il n'avait pas exercé une influence tellement profonde sur l'école.

J'exagère peut-être un peu la thèse; mais je l'ai entendu exposer maintes fois en Allemagne, dans des conversations où l'on discutait les problèmes religieux communs aux deux pays. Les catholiques allemands tenaient à voir l'inspection de l'école aux mains du prêtre, parce qu'ils étaient persuadés que c'est la vraie, sinon la seule garantie d'une solide éducation chrétienne. De là cette résistance vigoureuse que la loi de Falk rencontrait dans l'épiscopat, le clergé et le peuple. On prévoyait que cette loi amènerait un affaiblissement certain du sens chrétien parmi la jeunesse. Saurait-on être trop vigilant, j'allais dire trop fanatique, quand il y va de l'âme des enfants?

Mais il y avait plus, et la nouvelle loi impliquait des conséquences d'une gravité exceptionnelle. L'instruction religieuse faisait partie intégrante du programme scolaire. Elle était *obligatoire*, au même titre que l'arithmétique et la lecture. Tant que le curé était inspecteur local de l'école, on pouvait considérer cette disposition législative comme un bienfait. L'instituteur enseignait la religion aux enfants

et facilitait la tâche au curé. Celui-ci avait, en vertu du droit historique de la Prusse et de la Constitution de 1850, la direction de l'enseignement religieux. Il intervenait quand bon lui semblait, rectifiait et complétait ce que disait l'instituteur, et veillait à la parfaite orthodoxie de sa doctrine. Qu'arriverait-il sous le régime Falk ? Quelle garantie serait offerte aux parents et à l'Église ? L'école athée est une infamie, puisqu'elle empêche la foi de germer dans le cœur de l'enfant. L'école confessionnelle, livrée au caprice d'un ministre des cultes protestant, n'avait-elle pas aussi ses périls pour les catholiques ? La foi des enfants ne risquerait-elle pas d'être dévoyée par un enseignement religieux erroné ou indécis ? Le danger était d'autant plus terrible que l'État était visiblement hostile à l'Église catholique et soutenait de toutes ses forces la secte du vieux catholicisme. Qui empêchait le ministre d'imposer aux écoles catholiques des instituteurs ou des inspecteurs inféodés au parti de Dœllinger ? De par la loi, les enfants catholiques se trouvaient donc obligés de recevoir l'instruction religieuse de maîtres hérétiques.

Les catholiques exprimèrent ces craintes dès l'origine du *Kulturkampf*. Elles ne furent que trop justifiées dans la suite. Il est vrai que la loi de Falk ne parlait que de l'inspection en général. En politique astucieux qu'il était, le ministre des cultes ne toucha pas un mot de l'instruction religieuse. Il se contenta de poser le principe de la non-intervention

de l'Église, sauf à en déduire plus tard tout ce qu'il voudrait. Au moment opportun, lorsque le *Kulturkampf* battit son plein, le félin montra ses griffes, jusque-là plus ou moins dissimulées.

Les inconvénients qu'on avait prévus se présentèrent dans plus d'une école. Le gouvernement institua des inspecteurs vieux catholiques, et des instituteurs furent nommés, qui n'offraient nullement les garanties d'orthodoxie nécessaires. Obéissant à la consigne des évêques, les curés essayèrent de se maintenir à l'école. Ils ne réussirent pas, et, dans beaucoup de localités, les inspecteurs nouveaux leur fermèrent la porte. Il y eut des réclamations très vives de la part des parents. Le gouvernement en profita pour lancer le fameux rescrit relatif à l'enseignement religieux dans les écoles populaires.

Déjà, le 3 février 1875, le gouvernement royal de Dusseldorf fit entrevoir aux catholiques ce qui les attendait. Dans une circulaire publiée avec grand fracas, il communiqua les décisions suivantes du ministre des cultes. « Il n'y a aucune disposition législative en vertu de laquelle le prêtre *doive* ou *ait le droit* d'enseigner la religion à l'école populaire ». — Ainsi toutes les lois antérieures au *Kulturkampf* sont non avenues. — « L'instruction religieuse, continue le ministre, faisant partie des matières obligatoires du programme scolaire, revient, au contraire, à l'instituteur ». Et comme il fallait couvrir d'un voile hypocrite ce despotisme odieux, il ajoute : « Les so-

ciétés religieuses, et en leur nom leurs organes, le clergé, *dirigent* l'enseignement religieux, d'après l'article 24 de la Constitution. En lui-même cet article ne constitue pas encore un *droit*, mais de fait, il sert de norme ». Qu'on ne se hâte pas de se rassurer. Les lois sont faites pour être tournées. M. de Falk s'y entend à merveille, et il trouve moyen d'écarter complètement le clergé catholique. « La *direction* de l'enseignement religieux, dit-il, n'implique pas le droit d'enseigner ». Il oubliait ce qu'avait dit, en 1850, son prédécesseur, M. de Ladenberg, à savoir : que le mot *leiten* renferme le même sens que les mots *besorgen* et *bewachen*. Mais cette vague direction elle-même, le ministre se réserve la faculté de la retirer au clergé à la première occasion. « Le gouvernement royal de chaque province, dit-il, est autorisé à enlever la direction de l'enseignement religieux au prêtre qui en est chargé, dès que, par son attitude, ce dernier compromet le but que poursuit l'État à l'école primaire ». En 1875, cela signifiait que l'inspecteur avait le droit de mettre à la porte tout prêtre qui ne se soumettait pas aux lois de mai. Or, l'on sait qu'à cette époque tout le clergé catholique en était réduit là.

Le curé n'avait pas le droit, — ou très peu, — de contrôler l'enseignement religieux de l'instituteur. Par contre, l'inspecteur de districet, — qu'il fût vieux-catholique, juif ou protestant, — devait contrôler celui du curé. La circulaire de Düsseldorf n'y met

qu'une restriction insignifiante. Ce contrôle ne s'étendrait pas au fond dogmatique de l'enseignement, mais s'arrêterait à la forme. Distinction purement nominale, car avec cette concession l'inspecteur pouvait chicaner le curé à volonté. L'instruction religieuse était livrée au ministre ou, suivant le mot énergique de Dahlmann, un libéral de 1848, l'âme des enfants était vendue à l'État.

---

§ 4

LE RESCRIT DE 1876.

La ligne de conduite que le gouvernement de Düsseldorf recommandait à la bureaucratie rhénane, un rescrit ministériel, du 16 février 1876, l'imposa aux gouvernements des provinces de Prusse, de Posen, de Sibérie, de Brandebourg, de Saxe, de Hesse-Nassau, de Westphalie, de Sigmaringen, bref à presque tout le royaume. Si les catholiques avaient encore conservé le plus léger doute sur les intentions véritables de M. de Falk, son rescrit l'aurait dissipé. Le ministre des cultes, qui n'avait plus rien à ménager, proclama carrément que l'État est maître de l'enseignement religieux comme du reste du programme scolaire.

« 1. L'instruction religieuse, dit le rescrit, est donnée aux enfants par les organes nommés et autorisés par l'État et sous sa surveillance.

« 3. Dans les paroisses où l'enseignement religieux est divisé de telle façon que l'instituteur soit chargé de la Bible, le curé du catéchisme, on pourra tolérer cet état de choses, si toutefois l'attitude du curé vis-à-vis de l'État ne donne pas à réfléchir. Dans ce dernier cas, on retirera l'enseignement du catéchisme au prêtre ».

Je n'ai pas besoin de faire remarquer, qu'avec cet

article, on pouvait éliminer tous les membres du clergé.

« 5. En cas de conflit entre le curé et l'instituteur relativement à l'instruction religieuse, la cause est portée devant l'autorité civile, et l'État décide en dernier ressort ».

Dans un langage plus explicite, cette clause signifie que si l'instituteur est accusé par le curé d'avoir attaqué un dogme catholique, le ministre protestant ou athée se réserve de l'approuver sans appel. Le Pape n'est pas infaillible, M. de Falk l'était.

« 7. La constitution de 1850 accorde aux sociétés religieuses le droit de diriger l'enseignement religieux de leur culte . . . Aucun prêtre *en particulier* ne peut revendiquer ce droit . . . Règle générale, cependant, les curés restent investis de ce droit aussi longtemps que l'État jugera à propos de les laisser à l'école ».

Et après avoir ainsi exclu tous les curés de l'école et leur avoir retiré partout l'enseignement religieux, M. de Falk ajoute un article qui est une vraie dérision :

« Le catéchiste (curé ou tout autre prêtre) qui aura été reconnu comme l'organe légitime de sa confession est autorisé à assister à l'instruction religieuse prescrite par le programme, à intervenir en posant des questions aux enfants, à constater ainsi si l'instituteur est en règle et si les écoliers font des progrès. Il pourra même rectifier les erreurs qui auront

échappé à l'instituteur, mais pas devant les enfants ».

Cet article visait évidemment le bon public qu'il s'agissait de tranquilliser, car, dans la pratique, il n'était applicable nulle part. Le curé ne pouvait ni assister à l'instruction religieuse ni reprendre l'instituteur, par la raison bien simple que les autorités lui interdisaient l'entrée de l'école. Au bout de peu d'années, il n'y eut presque plus d'inspecteurs locaux ecclésiastiques. On alla même jusqu'à défendre aux prêtres de faire le catéchisme aux enfants en dehors de l'école. L'âme de l'enfant appartenait à l'État. A lui de la façonner à son image et de la façonner sans que l'Église eût le droit de s'en occuper. Le tribunal supérieur rhénan statua, le 14 juin 1877, qu'en Prusse les instituteurs et les institutrices avaient à enseigner la religion indépendamment de la *mission canonique* exigée par l'Église.

En face d'un ministre aussi résolument sectaire, la situation des catholiques devenait délicate et douloureuse. Elle paraissait presque désespérée. On ne se laissa pas néanmoins aller au découragement. Le devoir des catholiques était double : il fallait parer aux difficultés présentes et préparer un meilleur avenir. Ils surent faire l'un et l'autre avec rapidité et énergie.

Dans le présent, le premier péril était que les enfants fussent déroutés dans leurs croyances par un enseignement religieux faussé. Comment prévenir ce malheur et comment y remédier ? Impossible de

créer des écoles libres, puisque l'État avait le monopole de l'enseignement. Bon gré mal gré, les enfants étaient forcés de boire à une source qu'il était loisible à l'État d'empoisonner. Les parents et le clergé déployèrent un zèle infatigable pour déjouer la stratégie gouvernementale. Le prêtre fut la sentinelle vigilante qui observe l'ennemi et dénonce ses marches et ses contre-marches. Grâce à Dieu, il y eut en Prusse un grand nombre d'instituteurs excellents qui mirent leur foi au dessus des exigences de l'inspecteur laïque et qui furent les meilleurs alliés du clergé. Là où le clergé, au lieu d'être secondé, trouvait à l'école un lâche ou un adversaire, il tâchait d'être renseigné sur les doctrines de l'instituteur, et en même temps il mettait les familles au courant de ses découvertes. Cette vigilance du curé donnait d'excellents résultats. D'un côté, elle cimentait les liens entre les pasteurs et les fidèles, et de l'autre, elle imposait une certaine réserve aux instituteurs chancelants. Le maître d'école a beau être soutenu par le gouvernement, s'il encourt la réprobation de sa localité, la vie lui devient presque insupportable. Placés dans l'alternative ou de mécontenter la population au milieu de laquelle ils vivaient ou de ne pas mériter les faveurs de M. de Falk, bien des instituteurs prussiens préférèrent encore rester en bons termes avec leurs voisins. A défaut de sympathique coopération, le curé en obtenait du moins une prudente neutralité. C'était quelque chose quand on

songe combien l'aplatissement est naturel à l'homme en présence du pouvoir, et en ce temps-là le pouvoir s'appelait Bismarck et il avait pour devise ces mots : *Cum ferro et sanguine.*

Les familles catholiques de la Prusse furent à la hauteur de leur clergé, et ceci est à remarquer. Elles comprirent que, pour prémunir l'enfant contre un enseignement funeste, il était indispensable de transformer l'éducation du foyer en un véritable apostolat. Chaque maison chrétienne devint un local de catéchisme. J'ai connu de braves ouvriers rhénans et westphaliens qui, après leur journée de travail, faisaient réciter régulièrement le catéchisme à leurs enfants et les interrogeaient sur ce qu'on leur avait dit à l'école. On pouvait assister à des scènes qui rappelaient les plus beaux jours du christianisme primitif. Quels récits, en effet, et quels enseignements dans ces familles catholiques ! « Notre saint évêque, racontait la mère, les larmes aux yeux, est là-bas, au loin, sur la terre d'exil. M. le curé vient d'être arrêté par les gendarmes, au milieu de la nuit, et conduit dans cette affreuse prison où sont déjà renfermés tant de prêtres ! . . . Priez, mes chers enfants, pour la sainte Église romaine » ! Et les petites mains se joignaient pieusement, et les yeux bleus candides se levaient vers le crucifix suspendu au dessus de la table, et une ardente prière montait vers le ciel pour le Pape et pour M. le curé. Pendant ce temps, le père, silencieux, crispait ses mains calleuses et, dans

un sanglot qui étreignait sa gorge, il murmurait avec rage : « Non, ils n'auront pas l'âme de ces chers petits » !

Ils ne l'ont pas eue. Le peuple catholique a tenu tête à ses persécuteurs. Disgrâce, amende, prison, rien n'a pu briser son héroïque résistance. La loi sectaire de 1872 et le rescrit ministériel de 1876 n'eurent pas les résultats que poursuivaient leurs auteurs, M. de Falk avait compté sans la vigilance du clergé et sans la fermeté des parents catholiques.

---

§ 5

CAMPAGNE DE RÉSISTANCE DES CATHOLIQUES.

Mais, pour impuissantes qu'elles fussent dans le moment, ces mesures n'en étaient pas moins scélérates. Il fallait à tout prix les effacer de la législation prussienne.

La campagne que les catholiques menèrent contre la loi de Falk fut longue, opiniâtre, pleine de péripéties, glorieuse dans ses sacrifices et salutaire dans ses effets. On est en droit de se demander, de prime abord, en quoi pouvait consister leur résistance. La majorité des Chambres était contraire à leurs revendications, le gouvernement les persécutait sur toute la ligne, et le Souverain lui-même opposait à leurs plaintes une éternelle fin de non-recevoir. Quelle tactique adopter, dans ces conditions ? Les catholiques n'avaient plus qu'un recours, la protestation. Napoléon Ier disait un jour que dix personnes qui crient font plus de bruit que dix mille qui se tiennent coi. Or, faire du bruit finit toujours par agir sur l'opinion publique. Les catholiques allemands furent des millions à crier. Ils protestèrent en toute circonstance contre l'esprit antichrétien qu'on introduisait à l'école. Leurs protestations revêtirent les formes les plus multiples : presse, réunions populaires, pétitions, il n'est rien qu'ils n'aient employé.

Les journaux catholiques se multiplièrent avec une fécondité prodigieuse, et une rubrique scolaire spéciale tenait le public en éveil.

Dans les congrès annuels, les vœux et les revendications publiés par les journaux étaient formulés avec plus de précision et portés ensuite à toutes les extrémités de la patrie allemande.

A la fin du mois de septembre 1875, l'assemblée générale des catholiques siégeait à Mayence. Elle adopta par d'unanimes acclamations les résolutions suivantes :

« 1° Le congrès invite les familles catholiques, fortes de leur droit inaliénable, à s'opposer de toute leur énergie morale aux tendances antichrétiennes de l'école actuelle, et à ne jamais oublier que, à moins de forfaire à leurs devoirs et de violer les droits de leurs enfants, elles ne peuvent les confier à des écoles où leur foi et leurs mœurs ne seraient pas sauvegardées.

« 2° L'État n'a pas le droit de s'arroger le monopole de l'école.

« 3° En présence de la déchristianisation croissante des écoles publiques, les parents ont plus que jamais le devoir d'enseigner eux-mêmes la religion à leurs enfants, et de leur donner à la maison une éducation vraiment chrétienne ».

Des résolutions analogues furent votées quelques semaines plus tard dans une grande réunion catholique de Munster, en Westphalie :

« 1° Nous demandons que, conformément à l'article 24 de la Constitution et aux règlements scolaires de la Westphalie, l'Église puisse, comme par le passé, diriger et donner l'enseignement religieux dans les écoles populaires... En particulier, nous demandons que la religion soit enseignée par le clergé paroissial, et par les instituteurs que l'Église y autorise, et que cet enseignement soit donné pendant les heures de classe, à l'école, d'après les livres approuvés par l'Église.

« 2° Nous voulons l'école confessionnelle, parce que, seule, elle garantit l'éducation de nos enfants d'après les doctrines de notre foi.

« 3° Nous le déclarons hautement: si droit n'est pas fait à ces revendications, les catholiques devront mettre tout en œuvre pour faire disparaître le monopole scolaire et conquérir la liberté d'enseignement ».

Ces mêmes résolutions furent renouvelées à tous les congrès et dans toutes les réunions politiques. On savait bien que la goutte d'eau creuse le rocher.

En même temps, les griefs des catholiques furent relatés dans des pétitions que les fidèles et le clergé adressaient tour à tour aux Chambres, à l'empereur et au ministre des cultes.

Une pétition de ce genre fut envoyé au *Landtag* par les catholiques rhénans, vers la fin de 1875. « La loi de 1872, y est-il dit, soumet l'enseignement religieux exclusivement aux organes de l'État...

Dans bien des paroisses, le curé ne peut plus mettre le pied à l'école. Des instituteurs qui n'avaient pas reçu la *mission canonique* de l'Église ont été obligés quand même de faire le catéchisme aux enfants. Il en est résulté pour l'instituteur des troubles de conscience, et pour les parents une insupportable tyrannie. On est allé jusqu'à permettre à des instituteurs vieux-catholiques d'enseigner la religion aux enfants catholiques. Ce sont là des faits qui sont en contradiction flagrante avec le droit actuel, avec l'esprit et les termes de la Constitution ». Après avoir exposé l'état juridique et historique de la question scolaire, les signataires de la pétition émettent le vœu que le Landtag intervienne auprès du gouvernement pour modifier la situation. Ce qu'ils veulent, c'est que l'école soit confessionnelle dans la mesure garantie par la Constitution et que l'enseignement religieux soit abandonné aux confessions respectives, comme autrefois.

Les catholiques de Westphalie firent parvenir au Landtag une pétition conçue dans les mêmes termes. Ils réclamèrent pour le clergé la direction effective de l'enseignement religieux, sinon la liberté d'enseignement.

Les voix catholiques crièrent dans le désert. Leur insuccès ne les arrêta point. Pour varier la forme des revendications, le clergé prit, à son tour, l'initiative d'un pétitionnement.

Au mois d'octobre 1876, les curés des diocèses de

Paderborn et de Munster adressèrent au ministre des cultes une protestation très vigoureuse et très digne contre l'arbitraire qui les excluait de l'enseignement religieux. Leur lettre fut une paraphrase éloquente du *Non licet* de l'Écriture.

Comme la persécution gagnait en acuïté chaque année, les démarches des catholiques devinrent aussi plus pressantes. Dans le courant du mois d'octobre 1877, ceux des pays rhénans présentèrent à l'empereur lui-même leurs respectueuses doléances : « Presque tous les ecclésiastiques, dirent-ils, qui remplissaient les fonctions d'inspecteurs de districts ont été révoqués, et c'est à titre exceptionnel seulement, que quelques curés ont conservé leur situation d'inspecteurs locaux. On est allé plus loin encore. Dans certaines communes, on a nommé inspecteurs d'enfants catholiques des hommes qui n'étaient pas catholiques. On abandonne de plus en plus le caractère confessionnel de nos écoles rhénanes, et le gouvernement royal favorise les écoles mixtes, au grand détriment des populations catholiques ». L'adresse finit en conjurant l'empereur de protéger d'une main énergique les traditions séculaires de la province rhénane et d'écarter avec un soin paternel les dangers qui menacent le repos de plusieurs millions de sujets catholiques.

C'est à l'empereur également que s'adressèrent, deux mois plus tard (nov. 1877), les catholiques silésiens et à peu près dans le même sens. Eux aussi

constatent que l'inspection scolaire a été retirée partout au clergé catholique, que la confessionalité des écoles est fréquemment violée, que l'instruction religieuse est laissée sans contrôle à des instituteurs dépourvus de la mission canonique. A l'instar des Rhénans, ils supplient l'empereur de mettre fin à cette situation qui bouleverse les consciences et compromet l'éducation des enfants.

Tandis que Rhénans et Silésiens eurent recours à la plus haute autorité du pays, les Westphaliens portèrent leur cause devant le ministre des cultes. Leur pétition (sept. 1877) formula des griefs identiques : suppression de l'inspection ecclésiastique, extension des écoles mixtes, déformation de l'enseignement religieux, en un mot, déchristianisation de l'éducation populaire. Dans tout le royaume, il n'y eut qu'une voix, parmi les catholiques, pour critiquer la politique scolaire de M. de Falk et demander que l'État revînt aux vieilles traditions prussiennes.

Lorsque, le 22 novembre 1877, Reichensperger prononça au Landtag son célèbre réquisitoire contre M. de Falk, il fut l'écho de tous les catholiques, bien plus de tous les protestants qui prenaient à cœur les intérêts chrétiens de leur patrie. Ce fut une journée mémorable que celle où le grand orateur catholique attaqua le ministre libéral, et l'accabla sous le poids de son irrésistible éloquence. Le tableau qu'il traça des ruines accumulées par le *Kulturkampf* produisit une vive sensation à droite. Rei-

chensperger montra que la politique de cet homme néfaste avait conduit le pays au bord de l'abîme. Il cita des paroles du ministre où celui-ci avouait indirectement qu'il avait fait fausse route. Seulement, M. de Falk n'avait ni assez de désintéressement ni assez d'humilité pour « battre en retraite », selon sa propre expression. Il oubliait ce qu'il avait dit lui-même dans une autre circonstance, « que le fonctionnaire doit remplir jusqu'au bout son devoir, quelque pénible qu'il soit ». — « Eh bien, s'écria Reichensperger, dans une superbe péroraison, il peut être pénible pour le ministre de reculer, mais c'est son devoir de le faire, du moment qu'il reconnaît avoir provoqué des rigueurs et des embarras inutiles. Messieurs, je termine en disant que si M. de Falk ne peut se résoudre à ce pas, il n'a plus qu'un seul service à rendre à la Prusse, c'est de prier Sa Majesté de lui donner un successeur » !

Ces paroles de Reichensperger furent accueillies par des sifflements sur les bancs de la gauche : les libéraux se trouvaient à l'apogée de leur puissance; ils avaient le vent en poupe et naviguaient fort gaiement dans les eaux du *Kulturkampf*. Comment un député de la minorité catholique avait-il osé inviter le ministre à déposer son portefeuille? M. de Falk répondit à l'injonction de Reichensperger par un sourire de méprisante ironie. Hélas! il ne devait pas rire le dernier! Le jour n'était plus loin où le *leader* catholique put assister à la chute du ministre.

§ 6

LE GOUVERNEMENT COMMENCE A BATTRE EN RETRAITE.

Peu de semaines après cette séance du Landtag, Pie IX mourut, et, le 20 février 1878, Léon XIII notifia à l'empereur d'Allemagne son avènement au trône pontifical. Le pays, qui s'était jeté d'un cœur léger dans les hasards du *Kulturkampf*, éprouvait une grande lassitude. D'autre part, le Centre s'était fortifié dans la lutte et aux élections législatives du 30 juin 1878, il remporta un véritable triomphe. Il obtint cent trois sièges, et devint, par conséquent, le parti le plus puissant du Reichstag. A la vue de ce revirement de l'opinion, l'empereur fit comprendre qu'il en avait assez du *Kulturkampf*. Des négociations furent entamées entre Bismarck et le nonce de Munich, Mgr Masella. Un an plus tard, le 14 juillet 1879, M. de Falk, l'auteur de la loi scolaire de 1872 et du rescrit de 1876, offrit sa démission au roi, et elle fut acceptée avec empressement. Il apprit à ses dépens qu'il est toujours dangereux pour un homme d'État de ne pas vouloir réparer une faute, par une sotte vanité. Reichensperger eut le dernier mot.

Il n'entre pas dans mon dessein de redire ici les étapes diverses de la retraite sur Canossa. Elle fut longue, elle dure encore, car les catholiques alle-

mands n'ont pas reconquis toutes leurs positions d'autrefois. Mais, depuis 1879, la marche en arrière du gouvernement prussien a été constante. Chaque année a vu disparaître quelques-unes des mesures vexatoires que le libéralisme avait inventées pour énerver, paralyser et anéantir l'Église catholique.

Sur le terrain scolaire qui nous intéresse, surtout en ce moment, la reculade a été plus lente, parce que les résistances étaient plus opiniâtres. Le principe hégélien de l'État-dieu s'était si bien enraciné dans les esprits, que le gouvernement ne pouvait se résoudre à abandonner même la moindre parcelle de son monopole. Libéraux et conservateurs s'accordaient sur ce point contre le Centre. On voulait bien retirer les lois ecclésiastiques persécutrices : on ne se résolvait pas à restituer à l'Église la place qu'elle revendiquait à l'école. Falk avait créé le monopole scolaire, son successeur, M. de Puttkammer, entendait ne pas y renoncer.

Le 13 août 1879, le clergé des diocèses de Munster et de Paderborn s'adressa de nouveau au ministre des cultes pour le prier de « supprimer les obstacles que le gouvernement a opposés jusqu'ici à l'Église dans la direction de l'enseignement religieux ». Le 1er septembre de la même année, le clergé de Trèves fit une démarche semblable. Dans un exposé complet et lumineux, les curés trèverois résumèrent tout ce qui avait trait à la question scolaire, et exprimèrent l'espoir que M. de Puttkammer « userait de

sa haute influence pour supprimer les mesures législatives et administratives qui violaient les droits de l'Église ».

Le ministre, un peu embarrassé, répondit d'abord au clergé westphalien (5 sept.) par un refus catégorique, enveloppé d'ailleurs des assurances les plus bienveillantes. Mais bientôt après (5 nov. 1879), il changea d'avis et publia un rescrit dans lequel la politique de M. de Falk était sinon condamnée, du moins atténuée. Il ordonna une enquête scolaire et fit entendre à ses fonctionnaires que, « dans les conjonctures présentes, on pouvait de nouveau confier l'enseignement religieux à un plus grand nombre de prêtres ». Évidemment l'ère de la persécution sectaire était close, et pour l'école elle-même un régime nouveau se préparait.

III

TENTATIVES DE RAPPROCHEMENT ENTRE L'ÉGLISE ET L'ÉTAT.

Durant les dix premières années qui suivirent la chute de M. de Falk, la législation scolaire du *Kulturkampf* subsista théoriquement, alors qu'on vit tomber la plupart des lois de mai. En pratique, néanmoins, les ministres y apportèrent de nombreux adoucissements; la loi de 1872 était rédigée de façon à laisser une grande latitude au gouvernement. Celui-ci pouvait à volonté ouvrir ou fermer l'école aux curés, leur retirer ou leur rendre la direction de l'enseignement religieux, voire même revenir aux inspecteurs ecclésiastiques. Il usa largement de ces dispositions législatives qui lui permettaient à la fois de tranquilliser les populations catholiques et d'exclure des écoles le clergé mal pensant. Beaucoup de curés reprirent l'inspection locale de l'école de leur paroisse; et si, en général, l'existence des inspecteurs de carrière interdisait le retour des inspecteurs de districts ecclésiastiques, il y en eut cependant quelques-uns de nommés.

Les plaies se refermaient. Mais il est facile de voir que c'était là une tolérance plutôt que la reconnaissance d'un droit. La dictature ministérielle planait toujours comme une épée de Damoclès au des-

sus des catholiques. Un changement de cabinet, une nouvelle évolution vers la gauche, un caprice du chancelier, remettaient tout en question. On était à la discrétion d'un homme, au lieu d'avoir une garantie légale. C'est contre ces pouvoirs discrétionnaires que le Centre s'insurgea, et c'est pour les supprimer qu'il demanda la loi scolaire promise par l'article 24 de la Constitution de 1850.

---

§ 1

LA MOTION WINDTHORST (1888).

Cette loi, il y avait quarante ans que la Prusse l'attendait et elle ne venait pas. Las d'attendre, les catholiques résolurent d'aller de l'avant. Le 1er septembre 1887, Windthorst disait, au congrès catholique de Trèves : « Le Sauveur a confié à son Église le soin d'enseigner la religion aux peuples. Ce droit est absolu et nous devons le revendiquer au sein de nos assemblées législatives. N'y eût-il personne pour le faire, je suis prêt à prendre l'initiative et à présenter un projet de loi nettement formulé ». La Petite Excellence tint parole et, au mois de février 1888, elle déposa au bureau du Landtag, non pas une loi scolaire complète, mais une motion destinée à garantir aux catholiques l'enseignement religieux dans les écoles. La motion Windthorst contenait les quatres articles suivants :

« 1. Aux fonctions d'instituteurs ne peuvent être admises que des personnes contre lequelles l'autorité de l'Église n'aura rien à objecter au point de vue ecclésiastique et religieux. Si un instituteur, une fois en place, laisse à désirer sous ce rapport, l'enseignement religieux devra lui être retiré.

« 2. L'autorité ecclésiastique, seule, a le droit de

déterminer quels organes ont le droit d'enseigner la religion dans chaque école primaire.

« 3. Les prêtres chargés par l'autorité ecclésiastique de diriger l'enseignement religieux peuvent à leur gré enseigner eux-mêmes la religion conformément au programme, ou assister aux instructions religieuses de l'instituteur, intervenir et munir l'instituteur de prescriptions qu'il sera obligé de suivre.

« 4. Les autorités ecclésiastiques détermineront quels seront les livres à employer par l'instituteur et les élèves dans l'étude de la religion ; elles indiqueront les exercices religieux à pratiquer, fixeront les matières du programme de l'enseignement religieux et leur répartition pour chaque classe » .

Dans ces quatre articles se trouvaient résumées toutes les revendications des catholiques, relatives à l'éducation religieuse du peuple. En les comparant aux *Ordonnances* de 1763 et de 1765, aux dispositions du *Landrecht* de 1794, aux engagements formels de la Constitution de 1850, enfin à toutes les traditions scolaires de la Prusse, on constatera sans peine qu'ils ne contiennent aucune innovation. Ils passent simplement l'éponge sur les actes du ministère de Falk. La motion n'avait donc rien que de très naturel et de très légitime. Un peu de bonne foi aurait suffi pour le faire reconnaître. Pourquoi faut-il ajouter que cet esprit de justice manquait encore à la majorité gouvernementale de cette époque ? Les propositions de Windthorst furent ac-

cueillies par la presse anticatholique avec une hostilité très vive. Suivant leur habitude, les nationaux-libéraux les combattirent avec toute l'énergie que la haine religieuse prête aux flagorneries officielles. La *Gazette de Cologne* les traita d'exagération démesurée et refusa même de les prendre au sérieux. Les dissidents du libéralisme, les progressistes, ne paraissaient pas non plus disposés à soutenir leurs alliés de la veille, et l'organe de M. Richter s'efforça de mettre les quatre articles en contradiction avec la Constitution, invoquée par Windthorst. Les conservateurs libéraux, c'est-à-dire ceux qui étaient toujours de l'avis du chancelier, se traînèrent à la suite de M. de Benningsen. La *Post*, leur porte-voix, avait les yeux fixés sur la droite et elle avertit les frères orthodoxes de ne pas incliner vers le Centre. « Si vos principes chrétiens, insinuait-elle, vous poussent à vous joindre aux catholiques, que votre patriotisme vous arrête sur cette pente fatale ». Ce qui revenait à dire : Si vous voulez être soutenus aux prochaines élections, gardez-vous d'agir selon vos convictions. L'alternative était pénible, et la *Kreuzzeitung*, le grand organe conservateur, se sentait acculée dans un impasse difficile. Elle n'aimait pas être en opposition avec ses doctrines chrétiennes ; et, d'autre part, perdre l'appui des frères libéraux eût été payer trop cher l'accomplissement d'un devoir de conscience. Les deux âmes qui habitent la poitrine de chaque conservateur chrétien étaient en

lutte, et l'on pouvait prévoir que la victoire resterait à l'âme gouvernementale.

De quelque côté que les catholiques tournassent les regards, ils rencontraient des adversaires ou des indifférents, presque point d'amis.

Les sentiments hostiles se manifestèrent aussitôt que la motion Windthorst fut connue. L'échec du Centre pouvait être considéré comme probable déjà au mois de mai. Quelques semaines plus tard, il fut certain. Tant que le prince de Bismarck ne s'était pas prononcé, le doute était possible. En jetant son épée dictatoriale dans l'un des plateaux de la balance, il pouvait la faire pencher de côté des catholiques. Y consentirait-il ? On se le demandait, — les palinodies ne lui coûtaient pas, — lorsqu'au mois d'août, il prit la peine de renverser le château de cartes des illusions conservatrices. La *Norddeutsche* fut chargée de révéler la pensée secrète du maître. Elle remplit son message avec une franchise brutale. « Dans le pays de Frédéric le Grand, dit-elle, il est impossible d'appliquer les principes scolaires de la motion Windthorst. Le Centre le sait très bien ; mais son but est de verser de l'huile sur le feu assoupi du *Kulturkampf* ». Le refus était formel, comme le disait l'*Echo der Gegenwart*. Les catholiques étaient fixés sur le sort de leur projet de loi. On ne le discuta point pendant la session de 1888. Le Centre le maintint, et son tour arriva, enfin, l'année suivante, le 27 février 1889.

La bataille s'annonçait ardente comme jamais. A part de très honorables exceptions, toutes les nuances du protestantisme s'étaient déclarées contre Windthorst. Les chefs les plus en vue du parti conservateur, Rauchhaupt, Stœcker, baron de Zedlitz, Kardorff, figuraient sur la liste des orateurs hostiles au Centre. A ceux-ci s'étaient joints les progressistes Rickert et Virchow ; et parmi les nationaux-libéraux, Gneist, Eynern, etc. Du côté de Windthorst, on devait entendre des *debatters* non moins brillants. Reichensperger, l'abbé Mosler, Mgr Stablewski (1), Lieber et le protestant hanovrien Bruel étaient prêts à monter à la tribune pour soutenir la Petite Excellence.

Le feu fut ouvert par Windthorst. Son exposé juridique et historique de la question aurait persuadé une Chambre moins prévenue. « Nos revendications actuelles, s'écria-t-il en terminant, demeurent au dessous de ce que nous possédions avant 1872. Rendez-nous le *statu quo*, et moi, pour ma part, j'en serai satisfait. J'insiste sur ce point ; il faut que l'on sache que nous demandons moins que ce que nous avions avant le *Kulturkampf*. Or le système scolaire, antérieur à 1872, a suffi pour faire non seulement du peuple prussien, mais du peuple allemand, ce qu'il est aujourd'hui. C'est dans les écoles d'alors qu'ont été élevés les hommes qui ont rendu l'Allema-

(1) Ce prélat a été nommé récemment archevêque de Posen, quoiqu'il soit Polonais et que le libéralisme allemand ait été hostile à toute candidature polonaise.

gne grande, et je suppose que les résultats obtenus avant 1872, on les obtiendra encore en adoptant le même régime scolaire. Eh bien, en ce temps-là, la religion était à la base de l'éducation populaire. Elle ne l'est plus avec le système actuel, si ce n'est dans les limites que veut bien tracer la volonté ou le caprice ministériel. Une telle situation, nous ne pouvons la tolérer, et voilà pour quel motif nous avons présenté notre projet de loi. Il n'a point d'autre tendance. Je vous prie de le voter ou tout au moins de l'étudier, pour le voter ensuite l'année prochaine ».

Le pasteur Stœcker essaya de réfuter Windthorst. Il parla comme d'ordinaire avec une certaine véhémence, ce qui n'est pas toujours de l'éloquence. Au fond, il était, lui aussi, partisan de l'école chrétienne ; mais deux raisons le déterminèrent à combattre le Centre. Stœcker était de ces conservateurs pour qui la volonté du chancelier constituait la loi et les prophètes. Ensuite il détestait Windthorst et tâchait de lui être le plus désagréable qu'il pouvait. Il n'en fallait pas davantage pour le faire paraître à la tribune.

Ce qu'il y avait de piquant, c'est qu'un protestant, M. Bruel, se chargea de donner la réplique au pasteur Stœcker. Cette réplique est un petit chef-d'œuvre de logique, de science, de fine ironie.

« Le pasteur Stœcker, s'écria-t-il, a déclaré que son parti n'avait nulle envie de venir en aide au Centre, chaque fois que celui-ci proposait une me-

sure favorable à l'Église catholique ; il ne voulait pas « rendre service » aux catholiques. Eh bien ! à supposer même qu'une loi fût dans l'intérêt du catholicisme, je me croirais obligé de l'appuyer et de « rendre service », parce que je représente ici les droits de tout le monde ». Puis l'orateur démontre que la motion Windthorst n'est pas moins nécessaire à l'Église protestante, qu'elle est conforme au droit constitutionnel et historique de la Prusse, comme au droit particulier des provinces annexées, telles que le Hanovre, que la loi de 1872 et le rescrit de 1876 ont violé ces droits. Il fait voir la contradiction et l'incohérence qu'il y a à faire de l'État le professeur de religion, puisque l'État sera obligé d'enseigner dans une école que la messe est la plus auguste des fonctions, dans l'autre qu'elle est une action idolâtrique ; dans l'une que le Pape est le représentant infaillible de Dieu sur la terre, dans l'autre qu'il est l'antechrist ». Au nom de la liberté de conscience, il faut effacer de la législation prussienne la loi de 1872 et se rallier à la motion Windthorst. « Vous pouvez, conclut M. Bruel, repousser cette motion par une forte majorité, vous ne la tuerez point ; elle reviendra, car elle est fondée sur la liberté religieuse et placée sous la garantie de la Constitution prussienne ».

Il était difficile, pour un protestant, de répondre au docteur Bruel. M. de Kardorff, qui le tenta, fut d'une faiblesse extrême. La colère et la présomption

l'emportèrent dès les premiers mots. Il mit, — qu'on me passe le mot, — les pieds dans le plat, en cherchant dans l'arsenal du *Kulturkampf* la vieille thèse de l'*Empire évangélique*. Au mépris de toutes les conventions, il fit abstraction de 15 millions de catholiques allemands, et nia la parité confessionnelle solennellement promise. Par cette distraction fâcheuse, il provoqua, de la part de Windthorst, des déclarations qui embarrassèrent singulièrement la droite et la gauche. « M. de Kardorff, dit la Petite Excellence, a prétendu que la Prusse était un État évangélique qui pouvait, à son gré, régler le régime scolaire des catholiques. — Un simple lapsus, objecte-t-on. — Mais les lapsus de ce genre prouvent généralement ce qui se passe au fond du cœur. On ne les commet que quand on s'occupe tous les jours de telle ou telle pensée. Je tiens à le publier hautement devant toute l'Allemagne et au delà de nos frontières. Nous repoussons énergiquement la prétention d'un État prussien évangélique. La Prusse est un État mixte, et, s'il cesse de l'être, il ne conservera pas l'hégémonie en Allemagne. C'est tout juste, parce que le roi Frédéric-Guillaume IV a su régler les affaires religieuses avec tant de tact et inspirer une telle confiance à l'Allemagne, que la Prusse est arrivée à ce degré de grandeur. Détruisez l'œuvre de Frédéric-Guillaume et vous verrez les conséquences de votre acte. Croyez-vous donc que 15 millions de catholiques allemands soient disposés à accepter,

en quelque manière, la suprématie d'un État exclusivement protestant? Jamais » !

Avant que ces paroles significatives ne fussent tombées des lèvres du grand *leader* catholique, la Chambre avait entendu une belle harangue de l'abbé Mosler, quelques déclarations assez plates des nationaux-libéraux Seyffart, von Eynern, et du progressiste Virchow, deux petits discours de Reichensperger et de Mgr Stablewski. Le ministre des cultes, M. de Gossler, intervint à son tour pour apporter à la tribune des chiffres et des explications destinés à montrer l'inutilité de la motion Windthorst. A l'en croire, tout était pour le mieux à l'école primaire en Prusse. « Les instituteurs catholiques, dit-il, sont élevés dans des écoles normales confessionnelles ; l'instruction religieuse leur est donnée par des prêtres, et un commissaire épiscopal assiste à leur examen. Dans les écoles mêmes, — la plupart sont confessionnelles, les écoles simultanées disparaissant de plus en plus — on n'autorise que des livres approuvés par l'évêque. Les matières de l'enseignement religieux sont distribuées comme le désirent les autorités ecclésiastiques. Dans les basses classes, le catéchisme et l'histoire de l'Église sont enseignés par l'instituteur ; dans les classes supérieures, par un prêtre . . . Il ne faut pas perdre de vue les difficultés qui étaient à surmonter. Lorsque M. de Puttkammer est arrivé au ministère, la situation était très compliquée. Plus de 2000 prêtres étaient exclus de la direction de l'en-

seignement religieux. Aujourd'hui, cette exclusion ne pèse plus que sur 190, dont 140 dans le diocèse de Posen. Sur ces 140, la moitié, au moins, rentrera à l'école » ! C'étaient là, incontestablement, des preuves manifestes de la pacification religieuse. On avait fait du chemin depuis le règne de M. de Falk. Mais, dans son discours final, Windthorst répondit au ministre avec beaucoup d'esprit : « J'admets que tout cela soit vrai, et je rends justice à votre bon vouloir. Mais garantissez-moi que vos principes de conduite seront toujours suivis par le ministre qui sera à la place où vous êtes. Si vous ne le pouvez, permettez-moi de demander cette garantie à une loi. Aujourd'hui, nous vivons de l'aumône de votre faveur ; nous ne savons combien de temps vous pourrez nous la continuer. Et puis je dois ajouter que, quelque plaisir qu'il y ait à obtenir une amabilité de vous, nous aimons mieux quand même avoir le droit d'exiger de vous ce que nous réclamons ».

Windthorst avait parlé admirablement. Il n'en fut pas moins vaincu. La motion fut repoussée à une très forte majorité. Le pasteur Stœker, qui triomphait, ne put s'empêcher de renouveler contre la Petite Excellence le procédé héroïque de certain personnage de la fable. Il railla Windthorst, en appelant son discours « une canonnade spirituelle après une bataille complètement perdue ».

Perdue, elle l'était, en effet, pour le moment. Mais le Centre ne s'en émut pas outre mesure, et Windt-

horst déclara même qu'il était très content de la journée. Il y a des défaites à travers lesquelles on entrevoit la victoire. Pendant tout le *Kulturkampf*, le Centre n'a fait que perdre des batailles, et, en apparence, les canonnades retentissantes de Windthorst étaient toutes inutiles. Pourtant ce sont ces canonnades inutiles qui ont eu raison du chancelier de fer et du libéralisme. M. de Falk et le prince de Bismarck ne soupçonnaient pas, en 1875, que le Centre contribuerait à leur chute et resterait maître de la place. De même, il y a trois ans, le pasteur Stœcker ne prévoyait pas qu'un autre ministre des cultes abonderait dans le sens de Windthorst et que lui-même deviendrait l'allié du Centre. Il doit se dire aujourd'hui qu'il y a des « canonnades spirituelles », qui sont plus puissantes que les coalitions éphémères des partis politiques.

---

§ 2

LE PROJET DE LOI DU MINISTRE DE GOSSLER.

« Un vote négatif de la majorité ne tuera pas la question », avait dit le docteur Bruel, dans son discours du 27 février 1889. « Nous reviendrons à la charge », s'étaient écriés tous les orateurs du Centre. Libéraux et conservateurs souriaient de ces menaces car ils croyaient bien avoir enterré tout projet de loi. Ils se faisaient illusion. Windthorst, qui disait que les crânes les plus réfractaires finissaient par céder aux coups de marteau, continua de frapper. Après les débats de la Chambre, la presse catholique reprit sa campagne et démontra, par des documents innombrables, qu'il régnait beaucoup d'arbitraire à l'école et qu'une loi était indispensable. Les faits qu'on révéla ne laissèrent pas subsister de doute à cet égard.

Il fallait remédier à de tels maux ; l'opinion publique se manifesta dans ce sens. M. de Gossler, qui se sentait forcer la main, éprouva une irritation facile à comprendre. Il en voulut aux catholiques d'avoir soulevé ce problème et troublé la quiétude de son fromage scolaire. Assez vindicatif de sa nature, il résolut de se venger des catholiques, en les écrasant sous le projet de loi qu'ils avaient invoqué

si inconsidérément. « Ils veulent une loi, pensait-il, pour échapper aux mesures purement administratives ; on leur en donnera une qui leur fera regretter le régime des pouvoirs discrétionnaires ». Au commencement de novembre 1890, il déposa au bureau de la Chambre un projet de loi digne de M. de Falk. Quand le texte fut publié, ce fut à travers l'Allemagne catholique un douloureux étonnement, dont on eut de la peine à se remettre. Une déception cruelle venait renverser les plus chères espérances des catholiques et détruire dans son germe l'optimisme qu'avaient fait naître les généreuses initiatives de Guillaume II et les amabilités de M. de Caprivi. On attendait une loi de concorde et d'apaisement, M. de Gossler répondit « par la plus violente des déclarations de guerre », suivant le mot de la *Germania*. Tous les journaux catholiques considérèrent le projet de loi comme une reprise des hostilités, et avec raison. En effet, il était aussi odieux que tout ce qu'avait inventé le *Kulturkampf*, ou plutôt c'était la législation du *Kulturkampf* aggravée par de nouvelles perfidies. Plusieurs des mesures législatives et administratives des années 1872, 1875, 1876 avaient eu un caractère purement transitoire, de l'aveu même de leurs auteurs. M. de Gossler adopta ce qu'avait décrété M. de Falk, mais en le rendant définitif.

Pour éviter des redites, je ne signalerai que certains points de la loi Gossler.

« 1. L'école populaire a pour but de donner à la jeunesse une formation *religieuse*, morale et patriotique par l'instruction et l'éducation.

« 2. Les matières de l'enseignement sont la *religion*, la langue allemande, etc.

« 12. En établissant des écoles, on tiendra compte, autant que possible, de la confessionalité.

« Tout enfant, en principe, doit recevoir l'instruction religieuse conforme à sa confession. Dans les écoles mixtes, on s'efforcera d'assurer l'enseignement religieux aux élèves de chaque culte lorsque leur nombre ne sera pas au dessous de seize.

« 15. Les enfants appartenant à une confession dépassent-ils le nombre de soixante ? L'autorité compétente *peut* créer une école spéciale pour eux.

« 16. L'enseignement religieux de chaque confession doit être donné conformément aux doctrines de cette confession.

« 17. L'instruction religieuse à l'école primaire est dirigée par les confessions respectives. Par conséquent : 1° L'introduction de nouveaux programmes relatifs à l'enseignement religieux se fait de concert avec les organes de chaque confession ; 2° Avant d'introduire de nouveaux livres, information sera prise auprès des autorités ecclésiastiques pour savoir si elles n'ont rien à redire aux doctrines contenues dans ces livres ; 3° Les ecclésiastiques chargés par leurs supérieurs de l'enseignement religieux auront le droit d'assister au cours d'instruction reli-

gieuse de l'instituteur, d'intervenir par des questions qui leur permettent de vérifier la rectitude de la doctrine et les progrès des élèves ».

Le lecteur français, habitué à l'école athée et à l'enseignement antichrétien, trouvera peut-être cette loi très acceptable. Les catholiques allemands, qui tiennent à être maîtres de l'éducation religieuse de leurs enfants, la considéraient au contraire comme une violation de leurs droits et une tentative de protestantisation. Ils n'avaient pas tout à fait tort. Leurs adversaires avaient fait entendre assez clairement qu'ils voulaient exploiter l'école contre eux. Dans une harangue célèbre, Bismarck avait déclaré, en 1875, que sa politique scolaire serait une politique d'*agression*. Les lois de mai échouaient visiblement; le chancelier espérait être plus heureux sur le terrain de l'école. Avec des tempéraments divers, les successeurs de M. de Falk, M. de Puttkammer et M. de Gossler, poursuivirent encore cette campagne *agressive*, au moment où la presse officielle chantait les douceurs de la pacification religieuse, et où Bismarck traitait le Pape de *Sire* et le choisissait comme arbitre dans l'affaire des Carolines. Il fallait l'œil exercé des chefs du Centre pour découvrir le plan gouvernemental et démasquer le loup ravisseur sous la toison de l'innocente brebis.

Le loup y était et il montrait griffes et dents ! Ce qui se dégage nettement du projet de loi, c'est la monopolisation complète de l'éducation populaire.

Dans l'école de M. de Gossler, l'État est tout, la famille, la commune, l'Église, rien ou presque rien. Le comité scolaire, dont fait partie le clergé, est soumis à une bureaucratie supérieure qui est, en définitive, maîtresse absolue de l'école. L'État enseigne tout, même la religion. L'Église n'a qu'un droit de contrôle très restreint sur l'enseignement religieux. Elle n'a même pas le droit de *veto* en dernière instance, et c'est l'État qui décide si tel enseignement est conforme ou non à la doctrine catholique. Le catéchisme est enseigné, au nom de l'État, par des instituteurs formés et choisis exclusivement par l'État. Dans le cas où le curé et l'instituteur ne seraient pas d'accord sur un point doctrinal, le ministre des cultes, auquel il faut en référer, donnera la solution, et le curé devra s'y soumettre sous peine de sortir de la légalité.

Par ce qu'il tait, le projet de loi de M. de Gossler n'est pas moins dangereux. Il ne dit pas à quelle confession l'instituteur doit appartenir : l'Église n'a aucune garantie à cet égard. Il n'exclut pas suffisamment l'extension des écoles simultanées ; il ne supprime pas la loi de surveillance de 1872 ; il n'assure qu'un rôle très secondaire au clergé dans l'organisation scolaire.

Enfin, pour bien marquer le caractère dictatorial de sa loi, M. de Gossler couronnait son sytème, en confisquant les fonds ecclésiastiques destinés aux écoles.

La *Germania* disait avec raison qu'au plus fort du *Kulturkampf*, le gouvernement n'avait jamais proposé une loi aussi contraire aux principes de l'Église catholique. L'émotion fut si grande dans le pays, que l'épiscopat se réunit à Cologne et rédigea un Mémoire qui fut adressé au ministre des cultes.

C'est au milieu de cette agitation que, le 5 décembre 1890, le projet ministériel vint à être discuté à la Chambre des députés. M. de Gossler exposa les principes auxquels il avait obéi en rédigeant sa loi, et se défendit d'avoir fait la place trop belle à l'influence bureaucratique. Son exposé pâle, parfois obscur et indécis, indiquait assez à quelle mauvaise besogne il s'était attelé. Bruel, qui lui répondit, fit la pleine lumière. Il démontra que la loi ne donnait nullement ce que promettait la Constitution, et qu'au point de vue de l'éducation religieuse, elle n'offrait à l'Église qu'une garantie illusoire. Reichensperger, qui prit la parole après le national-libéral Seyffart, prouva à son tour, dans un discours très savant, que la loi Gossler contredisait la Constitution. Personne n'était plus à même de fournir cette preuve que lui, le vétéran du Parlement de 1848. N'avait-il pas pris une part très active aux débats de l'assemblée d'où est sortie la Constitution ? Après ce discours magistral, les amplifications et les plaisanteries de Wessel, de Zelle, de Friedberg, ne présentaient plus aucun intérêt. La première bataille était livrée.

Le lendemain (6 décembre), la lutte fut ouverte

par un discours de Mgr Stablewski, qui s'étendit sur les conséquences funestes d'une telle loi. Buch, qui parla ensuite au nom des conservateurs, ne fut ni chaud ni froid, tout en cherchant à être l'un et l'autre. Ses amis veulent la loi et ils ne la veulent pas. Elle leur déplaît sous bien des rapports, mais on n'aimerait pas être désagréable au gouvernement. L'éloquent député de droite déclara toutefois assez catégoriquement que le rôle assigné au clergé dans la direction de l'école lui semblait une *diminutio capitis.*

Mais voici Windthorst, qui intervient dans la discussion. La Petite Excellence se prononce avec beaucoup de netteté. « Sous sa forme présente, dit-elle, la loi est inacceptable. A mon sens, elle n'est qu'une tentative pour ébranler l'Église catholique dans son essence et dans ses fondements ». Et ce qu'il avance, le *leader* catholique le prouve par des faits et des raisons d'une grande force. Il résuma sa pensée dans une déclaration qui produisit une profonde sensation en Allemagne. « Si cette loi est votée, dit-il, c'est en vain que nous aurons soutenu le *Kulturkampf.* Par l'école qu'on veut créer, et grâce aux dispositions de ceux qui auront à la faire marcher, à la surveiller, à la diriger, l'Église catholique sera amenée au point où devaient la conduire les lois persécutrices. Et c'est ce que nous ne pouvons et nous ne voulons pas tolérer. Avec l'aide de Dieu, nous repousserons également ce nouvel assaut, et j'espère que nous aurons de notre côté

toutes les âmes droites et honnêtes de cette Chambre ».

Il était toujours scabreux de répliquer à Windthorst. Dans cette circonstance, M. de Gossler fut particulièrement embarrassé. Il esquiva la question, et pour cacher son jeu, il fut aussi melliflu, aussi modeste que possible. Olzen, Hergenhahn, le baron de Zedlitz, le soutinrent par des discours médiocres, n'apportant aucun élément nouveau à la discussion. Le projet de loi fut renvoyé à une commission de 28 membres.

Réussirait-on à l'améliorer au point de le faire accepter par les catholiques ? L'entreprise eût été difficile, car il eût fallu en chasser l'esprit qui l'avait inspiré, en d'autres termes, substituer un autre projet à celui de M. de Gossler. Comme le Centre seul ne pouvait pas non plus le faire échouer, la résistance des catholiques devait être désespérée au sein de la commission. Quelque ardue que pût être la tâche, elle ne fut pas au dessus de la volonté de Windthorst.

Ce fut une des plus belles campagnes de l'illustre octogénaire. Il se montra infatigable. Dès neuf heures du matin, il était sur la brèche jusqu'à onze heures du soir, paraissant successivement aux réunions privées du Centre, aux séances plénières du Landtag et du Reichstag, aux séances de la commission scolaire, parlant partout, prêtant partout l'attention la plus soutenue à ce qui se disait. Durant les vingt

neuf séances que la commission consacra au projet de loi scolaire, il proposa maints amendements, et fit des prodiges d'éloquence. Conservateurs et libéraux repoussèrent ses propositions. A en juger superficiellement, il était écrasé dans ce duel inégal de cinq contre un. Mais les apparences sont trompeuses. Si elles laissèrent la commission indifférente, les paroles de Windthorst agirent puissamment sur l'empereur et sur le chancelier : le projet de loi fut renvoyé aux calendes grecques.

Windthorst l'avait emporté une fois de plus. Hélas ! ce dernier coup de collier avait brisé les ressorts de son être. Le vaillant des vaillants est mort pour l'école chrétienne, dont la pensée le poursuivait encore dans le délire de l'agonie !

Le projet de loi scolaire, qui coûta la vie à Windthorst, tua aussi son auteur. M. de Gossler quitta le ministère des cultes, peut-être avec le regret d'avoir manqué une occasion excellente de rendre service à sa patrie.

§ 3

LE PROJET DE LOI DE M. DE ZEDLITZ.

Avec son successeur, M. le comte de Zedlitz, les chances de l'école chrétienne augmentèrent dans une notable mesure. Le nouveau ministre des cultes est, en effet, un convaincu, un croyant. On pouvait être certain que s'il présentait un projet de loi scolaire, l'influence religieuse serait fortifiée à l'école. Il était d'autant plus facile à M. de Zedlitz de virer de bord que la démoralisation croissante de ces derniers temps inclinait visiblement l'empereur vers une réaction chrétienne. Berlin a été récemment le théâtre de crimes et de spectacles monstrueux qui coïncidaient, d'autre part, avec de nombreuses escroqueries de la haute finance. En rapprochant ces faits de l'expansion rapide du socialisme, les âmes honnêtes devaient se dire avec Hamlet :

Something is rotten in the State of Danemark !

Ce quelque chose de pourri, c'était avant tout l'éducation publique faussée et pervertie par le régime de M. de Falk. Pour s'en convaincre, il suffirait d'examiner à quelle génération appartenait la plupart des scélérats dont les crimes et la dépravation épouvantaient la capitale. Ces *Struggler for life* étaient presque tous sortis des écoles d'où l'on avait expulsé les inspecteurs ecclésiastiques et le christianisme. La

conclusion s'imposait. Il fallait atteindre à la racine du mal et assurer de nouveau à la jeunesse une éducation capable de former la conscience et d'élever le cœur. Ce fut la pensée de l'empereur, ce fut celle du chancelier. Fort de ce double appui, M. de Zedlitz se mit à l'œuvre, et rédigea son projet de loi qui devait rendre l'école populaire vraiment chrétienne.

La seule annonce de cette loi souleva une tempête dans les milieux libéraux de la Prusse. Quand le texte fut connu , il y eut des explosions d'indignation, des cris de colère, des menaces et des pronostics terribles, une véritable révolution . . . sur le papier. Cette émotion était-elle justifiée, ou bien, comme on l'a dit, n'était-elle qu'un prétexte, un complot politique, une sorte de chantage libéral? Un coup d'œil rapide jeté sur la loi nous permettra de nous orienter dans la question.

M. de Zedlitz a conservé du projet de loi Gossler tout ce qu'il renfermait de bon au point de vue de la confessionalité de l'école. Je me dispenserai donc de reproduire ces parties, me contentant d'indiquer les améliorations qu'il y a apportées.

La principale de ces améliorations concerne la formation des instituteurs. — Les écoles normales sont confessionnelles. Directeur (1) et maîtres doivent ap-

(1) Règle générale, les directeurs des écoles normales catholiques sont des prêtres. Détail intéressant à noter, le directeur de l'école normale de Metz est également un prêtre. Est-ce que nos journaux républicains et radicaux ont jamais relevé ce fait ?

partenir à la confession des élèves (§ 105). Le commissaire ecclésiastique a le droit, en tout temps, de prendre connaissance de l'enseignement religieux des écoles normales (§ 110). — A l'examen qui a lieu dans ces écoles à la fin de chaque année assiste le commissaire ecclésiastique, qui a le droit de vote. Un candidat que le commissaire juge impropre à l'enseignement religieux peut obtenir quand même le certificat d'aptitude, mais n'est pas autorisé à enseigner la religion (§ 112).

On voit que M. de Zedlitz accorde à l'Église une certaine influence sur l'éducation des instituteurs. Si son projet reste bien en deçà de la motion Windthorst, il est incomparablement préférable à celui de M. de Gossler. M. de Zedlitz renonce également à la confiscation des fonds ecclésiastiques scolaires et accorde la liberté d'enseignement. Enfin, dans le comité scolaire de chaque école, il assigne le second rang au prêtre chargé de la direction de l'enseignement religieux, lorsque ce prêtre n'est pas inspecteur local. S'il est inspecteur local, il occupe naturellement le premier rang (1).

(1) Je m'empresse d'ajouter que les *curés* et les *pasteurs* sont de nouveau partout inspecteurs locaux. On ne cite que peu d'exceptions. Lorsque le gouvernement retire l'inspection locale à un curé, il cherche toujours à la confier à un curé du voisinage. On est donc revenu, sous ce rapport, aux vraies traditions prussiennes. Il n'en est pas de même des inspecteurs de districts. Il n'y a que de très rares archiprêtres qui soient inspecteurs de districts. Quant aux surintendants protestants, ils ont conservé très souvent cette charge.

Le ministre des cultes organise donc véritablement l'école confessionnelle. Mais il est à remarquer, — et j'insiste sur ce point, — que son projet de loi n'est en quelque sorte que la codification de ce qui se pratique actuellement, et par conséquent il ne rétablit pas le *statu quo* antérieur à 1872. L'inspecteur local n'est pas nécessairement le curé, et l'inspecteur de district peut être juif ou vieux-catholique : on ne se préoccupe pas de ses croyances.

Les libéraux le savaient, ce qui ne les a pas empêchés de pousser des cris de paon.

« Feu M. Muller, glapissait la *Freissinnige*, ressuscite avec M. de Zedlitz » ! — « Le projet de loi respire l'esprit des Muller et des Raumer », ajouta la *Vossische*. Les nationaux-libéraux ne se montrèrent pas moins hostiles. C'était à qui invectiverait avec le plus de véhémence. L'impatience d'en venir aux mains était si vive, qu'on ne pouvait attendre le jour de la discussion. On le devança. Le 21 Janvier, Rickert interrompit tout à coup son discours financier pour se jeter dans la question scolaire. D'autres imitèrent son exemple. Il en fut de même le lendemain. Le chancelier de Caprivi et le comte de Zedlitz tinrent fièrement tête à ces escarmouches de la gauche et leur attitude décidée fut de bon augure.

Le 25 janvier, la bataille s'engagea sur toute la ligne. Ce fut une véritable bataille de Huns, suivant le mot de Stœcker, puisqu'elle dura sept jours. Que d'admirables coups d'épée furent portés ! quels pro-

diges de valeur d'une part et quels excès de fureur de l'autre ! Et pendant qu'au Landtag se poursuivaient ces combats homériques, M. de Benningsen, le chef des nationaux-libéraux, renouvelait au Reichstag *la Scène du Ruttli*, — l'expression est de M. de Zedlitz, — et appelait de ses vœux une grande coalition libérale. En vérité, depuis vingt ans, les annales parlementaires n'avaient pas eu à enregistrer un évènement politique de cette gravité. On sentait que la Prusse était arrivée à un tournant de l'histoire décisif pour l'avenir du pays. Le chancelier a merveilleusement caractérisé la nature de la lutte en disant au milieu d'un tumulte indescriptible : « La lutte est engagée non pas entre le catholicisme et le protestantisme, mais entre le christianisme et l'athéisme ».

Dès le premier jour de la bataille, la droite et le Centre prirent vaillamment la défense du projet de loi ministériel. M. de Buch revendiqua l'école confessionnelle au nom de tous les conservateurs, détruisant ainsi la dernière lueur d'espérance des libéraux. « Ils sont tous d'accord, écrivit mélancoliquement la *Nationllib. Correspondenz*, les Stœcker et les de Hammerstein, les Rauchhaupt et les Limburg-Stirum : l'école prussienne s'en ressentira jusque dans les moelles ». Reichensperger, qui répondit ensuite au libéral Ennecerus, dévoila les intrigues d'une certaine presse et adressa aux Juifs un avertissement qui fit sensation. « Qu'ils prennent garde à eux, s'écria le Nestor du Centre, la patience du peuple chré-

tien pourrait à la fin se lasser, et alors se produiraient des éventualités que je ne veux pas caractériser davantage. *Fata viam invenient*, s'ils persistent dans cette voie. Dans les années 50, c'est moi seul qui ai empêché la suppression de l'égalité civile et politique des Juifs. Vous savez comment ils nous ont témoigné leur reconnaissance. Mais je répète mon avertissement; les choses pourraient tourner autrement que ces messieurs ne le pensent ». Ces paroles furent couvertes d'applaudissements par la droite et le Centre. Non moins applaudi fut le discours du ministre des cultes, qui se révéla comme un *debatter* de premier ordre. Les libéraux étaient atterrés. « Il n'y a rien à faire avec cet homme », soupira le *Berliner Tagblatt*. Et en effet, l'école confessionnelle triomphait à la Chambre.

Les libéraux essayèrent de prendre leur revanche le lendemain. Ennecerus avait été pitoyable, Eugène Richter fut très brillant; il débita ses sophismes et distribua ses coups de boutoir avec une verve endiablée. Habile comme il l'est, il se garda bien de réfuter le discours de la veille et celui de l'abbé Dauzenberger, qui l'avait précédé à la tribune. Il préféra faire appel à toutes les figures de la rhétorique libérale sans exclure la menace. « Si la majorité cléricale, s'écria-t-il, passe outre, alors commencera un nouveau *Kulturkampf;* nous imiterons l'opiniâtreté du Centre et nous n'aurons de cesse que la loi n'ait disparu du code ». Le mouvement oratoire était su-

perbe ; mais on sait que les menaces libérales tombent même devant les grasses prébendes. Stœcker répondit avec raison : « Nous ne craignons pas le *Kulturkampf* dont vous voudriez nous effrayer. On ne lutte pas pour ce qui n'existe pas ». Stœcker et le ministre des cultes furent très éloquents et diminuèrent sensiblement l'effet produit par la harangue de Richter.

La séance du 28 janvier fut remplie en grande partie par un magnifique discours de M. Porsch. Cet orateur a été le disciple de prédilection, « le lieutenant » de Windthorst. Il a hérité du maître la vigueur dialectique, l'élévation de la pensée, la clarté et la précision du style, avec l'humour en moins, et le souffle et une certaine chaleur en plus. On le considère comme l'un des chefs les plus éminents du Centre, et comme le Windthorst de l'avenir. Son discours, dont d'innombrables exemplaires viennent d'être répandus en Allemagne, a été écrasant pour les libéraux. Aussi étaient-ils nerveux, et quand le terrible M. de Eynern monta à la tribune, il ne trouva rien de mieux que d'agacer le ministre des cultes par des coups d'épingle. Bien mal lui en prit. M. de Zedlitz le rabroua avec une vivacité qui troubla la gauche et enleva à M. de Eynern toute velléité de recommencer. Le baron de Hammerstein, qui parla après le ministre, confirma en termes excellents ce qu'avaient dit ses collègues de la droite et repoussa tout entente avec le libéralisme.

... Et la bataille des Huns continuait toujours. La

séance du 29 s'ouvrit par un discours de Virchow. L'illustre savant, qui ne croit ni en Dieu ni au monde surnaturel, trouva mauvais que l'on voulût donner une éducation chrétienne à l'enfance. Il exhala son fiel contre les catholiques et les conservateurs, contre les frères ignorantins et l'orthodoxie protestante. Par contre, il fit l'éloge du prince de Bismarck (1) et de la morale des sauvages. On voit qu'un professeur allemand est capable de bien des choses. Virchow, qui était visiblement satisfait de son discours ne se doutait pas que, par ses élucubrations haineuses, il venait de rendre un grand service à la cause de l'école chrétienne. Il fit intervenir le chancelier dans le débat. Or, le comte de Caprivi porta aux nationaux-libéraux un coup redoutable. Son discours est une admirable profession de foi chrétienne et une déclaration de guerre à l'athéisme. « Nous sommes menacés de l'athéisme », s'écria-t-il, et il affirma solennellement qu'il voulait combattre ce fléau par l'école confessionnelle. Si le professeur athée avait pu prévoir cette apostrophe, il est probable qu'il aurait mis une sourdine à son insolence. Par sa provocation maladroite, il a peut-être définitivement

(1) Par je ne sais quelle bizarrerie du sort, les progressistes, qui avaient voué à Bismarck une haine éternelle, chantent maintenant les louanges du grand homme. Il leur avait si souvent donné les étrivières que cette évolution étonne un peu. Mais le projet de loi scolaire a tout bouleversé en Prusse et porté le dernier coup à l'œuvre de Bismarck, en détruisant définitivement la majorité du *Cartel*, c'est-à-dire l'alliance hybride de la gauche et de la droite.

perdu la cause du libéralisme incrédule. Le député du Centre, Rintelen, corrobora la thèse de M. de Caprivi en montrant, par de nombreux arguments, les conséquences funestes de l'école neutre, et en dépeignant d'une manière saisissante les visées et les indulgences de la morale nouvelle. Après cette double « canonnade », les petites colères du baron de Zedlitz-Neukirchen et de Friedberg ne présentaient plus aucun intérêt.

La séance du lendemain, — la dernière, — fut rendue piquante par le duel des deux pasteurs protestants, Stœcker, le champion de l'orthodoxie, et Knoercke, le représentant du protestantisme libéral. Le premier parla avec une grande supériorité du *Geisterkampf* (bataille des esprits) qui s'était engagé à propos de la question scolaire. Knoercke se défendit de favoriser l'athéisme et le socialisme. A l'entendre, l'école chrétienne serait impuissante à arrêter la révolution. Les chefs des socialistes auraient reçu une éducation foncièrement catholique, etc. Avec d'aussi piètres raisons, il était difficile d'ébranler la majorité. Le chancelier et le ministre des cultes prirent une dernière fois la parole pour maintenir toutes leurs affirmations des jours précédents, et le projet de loi fut renvoyé à une commission de vingt huit membres. Les belligérants se quittèrent en se promettant de reprendre la lutte au sein de la commission scolaire.

§ 4

UN COUP DE THÉATRE.

Lorsqu'en 1848 le prince de Prusse eut terrassé l'insurrection badoise, il déclara à une députation de la Chambre qu'à ses yeux « la cause la plus profonde de la révolution politique et sociale du grand-duché de Bade résidait dans la déchristianisation de l'école ». Trente ans plus tard, ce même prince qui s'appelait alors Guillaume Ier, faillit être victime d'un attentat socialiste, et saisissant aussitôt le lien étroit qui rattache le mouvement révolutionnaire à l'athéisme théorique, il proclama hautement qu'il fallait « rendre et conserver la religion au peuple ».

Le petit-fils partage les vues que l'illustre aïeul avait exprimées devant le pays au début et à la fin de sa longue carrière. Guillaume II est chrétien et il a fait comprendre par une série de réformes et de déclarations qu'il voulait garder intact le patrimoine religieux de ses ancêtres. L'école confessionnelle est l'un des biens les plus précieux de ce patrimoine.

A en juger par les discours de ses fidèles paladins, le comte de Caprivi et le comte de Zedlitz, le jeune souverain y tenait par dessus tout. Dans ces conditions il semblait que l'issue de la grande bataille scolaire ne pouvait être douteuse. Le projet de loi

devait sortir de la commission sans subir de changement essentiel. D'autant plus que la majorité lui était acquise à la commission comme au Parlement. Sur les 28 membres de la commission il y en avait 16 (Conservateurs, Centre, Polonais) qui étaient favorables au projet ministériel, entre autres le président, M. le Comte Clairon d'Haussonville. Il n'en fallait pas davantage pour assurer la victoire à M. de Zedlitz.

Dès les premières séances de la commission, les libéraux eurent l'occasion de constater que leur échec était inévitable. Dans certains milieux on avait un peu compté sur la défection de l'un ou de l'autre conservateur. On savait par de nombreuses expériences que ces gardiens rigides des grands principes ne sont pas précisément des barres de fer. Un peu de faiblesse dans leurs rangs n'aurait pas étonné les habitués des coulisses parlementaires. Cette fois les mauvais prophètes n'ont pas eu raison. Les conservateurs se sont montrés fermes dans toutes les discussions et ils n'ont pas cédé un pouce de terrain. La majorité restait fidèle au projet de loi.

Exaspérés par cette attitude décidée, les libéraux essayèrent de l'obstructionisme. Leur tactique consistait à recommencer à chaque article du projet de loi d'interminables discussions, de multiplier les amendements de tout genre. En y allant de ce train, il eut fallu plus d'une année pour arriver à bout de la loi. Pendant ce temps les meneurs organisèrent

dans le pays un mouvement factice de protestation, et ceux d'entre eux qui fréquentent la cour usèrent de leur influence funeste auprès de l'empereur. Ces prétendus partisans du régime parlementaire eurent recours au procédé commode du coup d'État.

La commission scolaire continuait à siéger régulièrement, quand tout à coup le pays apprit avec surprise que le projet de loi était retiré et que le comte de Zedlitz donnait sa démission. Quel était le sens de ce coup de théâtre ? On ne tarda pas à connaître le mot de l'énigme. L'influence de M. de Helldorff et de quelques autres « conseillers irresponsables » avait amené l'empereur à provoquer cette crise. Le ministre des cultes qui est un homme de caractère en même temps qu'un orateur de premier ordre, ne crut pas ce désaveu immérité compatible avec sa dignité et il renonça à son portefeuille. Le comte de Caprivi atteint comme son collègue était résolu de le suivre dans sa retraite, et il fallut toute l'autorité de l'empereur pour le décider à conserver du moins la charge de chancelier.

Les libéraux l'emportaient, ayant contre eux la majorité de la commission, la majorité de la Chambre, la majorité du pays. Ils triomphaient parce que l'empereur le voulait bien. Ont-ils lieu de chanter victoire ? Peut-être ne le pensent-ils pas eux-mêmes. C'est en effet un triomphe fragile que celui qui repose exclusivement sur la manière de voir *actuelle* de l'empereur. Qui leur garantit que Sa

Majesté ne changera pas d'avis demain ? Le pétionnement des Universités prussiennes avait ému Guillaume II, et par respect pour la science, il a mieux aimé qu'on différât la solution du problème scolaire. Mais en politique réaliste qu'il est, il se jettera avec le même entrain dans la voie opposée si les progrès du socialisme ou d'autres motifs l'amènent à méditer sur la nécessité de l'éducation religieuse. Les libéraux sont hostiles à l'école chrétienne par principe; l'empereur a cédé à de simples raisons d'opportunité. Le pacte entre eux n'est rien moins qu'éternel.

Le projet de loi de M. de Zedlitz n'est donc pas enterré définitivement comme l'insinuaient les journaux français si ignorants des choses d'Allemagne. Tôt ou tard, prochainement peut-être, la question reviendra sur le tapis et elle sera résolue dans le sens chrétien. Les conservateurs et les catholiques ont éprouvé un échec momentané. Ils ne s'en inquiètent pas, l'avenir leur appartient. En attendant — et on n'a pas assez remarqué cela — l'école reste chrétienne pratiquement. Le nouveau ministre des cultes, M. de Bosse, est conservateur croyant comme M. de Zedlitz, et sous son administration on enseignera la religion à l'école dans la même mesure que par le passé.

Les libéraux n'ont rien gagné, l'école chrétienne n'a rien perdu. C'est le maintien du *statu quo* qui accorde à l'Église autant d'influence sur l'école que lui en assurait le projet de loi de M. de Zedlitz. En Prusse, on ne saurait assez le répéter, l'école offi-

cielle est chrétienne de fait, et la loi scolaire n'eut été que la codification de ce qui existe depuis Frédéric II.

CHAPITRE QUATRIÈME

LES
JÉSUITES ALLEMANDS

LES JÉSUITES ALLEMANDS

Il y a quelques semaines, un historien, le Dr Thœmes, publiait une brochure qui a beaucoup contrarié les libéraux allemands. Le titre de cet opuscule est déjà un scandale !

La part que les Jésuites ont prise à l'érection du royaume de Prusse en 1701 — d'après les documents des archives secrètes.

N'est-ce pas une injure sanglante, d'admettre un seul instant que la couronne de Prusse doive quelque chose aux Jésuites ? L'alliance évangélique, les professeurs d'université répètent sans cesse que les disciples de St Ignace n'ont jamais fait que du mal. Et ces mêmes Jésuites auraient rendu un service aussi immense à l'Électeur de Brandebourg ? Ils auraient forgé la couronne que portent les descendants de Frédéric Ier ?

Prétentions monstrueuses dignes de l'historiographie cléricale !

Malheureusement pour les ennemis des Jésuites, l'allégation de Thœmes n'est pas une simple prétention ; c'est la vérité même. Deux Jésuites, les PP. Vota et Wolff ont fait triompher, l'un à la cour de Varsovie, l'autre à la cour de Vienne, l'idée d'un royaume de Prusse. Là où la diplomatie de l'Électeur avait échoué, l'intelligence et l'obstination des

Jésuites eurent plein succès. Il y a plus. Quand il s'est agi de faire reconnaître le royaume nouveau-né par les États de l'Empire, et par les princes allemands, l'influence des Jésuites a été également prépondérante.

Tout cela est attesté par des témoins irrécusables qu'évoque Thœmes, je veux dire par les lettres du premier roi de Prusse. Frédéric Ier a été en correspondance suivie avec les Jésuites, et il leur a manifesté hautement son affection et sa reconnaissance pour tout ce qu'ils avaient fait en sa faveur.

Jusqu'ici ces lettres curieuses n'étaient guère connues, et les orateurs du Centre n'en ont pas pu faire usage en combattant la loi d'exil des Jésuites.

Le livre de Thœmes vient à son heure. Il parait au moment où la question du retour des Jésuites va être débattue avec plus de vivacité que jamais.

Quelle attitude prendra le gouvernement de Berlin maintenant que le pays sait la part que les Jésuites ont prise à l'érection du royaume de Prusse? La situation ne laissera pas que d'être embarrassante.

En attendant, il y aura sans doute quelque intérêt à rappeler ce que sont les Jésuites allemands et à raconter les injustices dont ils ont été victimes dans le présent.

§ I

DESTINÉE DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS.

Singulière destinée que celle des disciples de S[t] Ignace de Loyola ! On raconte qu'un jour le bienheureux fondateur demanda pour eux la grâce d'être toujours persécutés quelque part. Prière héroïque que le ciel aurait exaucée dans une large mesure ! Depuis son origine, en effet, la Compagnie de Jésus n'a presque jamais cessé d'être l'objet de persécutions ou violentes ou astucieuses, tantôt sur un point, tantôt sur un autre. On s'en prenait aux Jésuites alors que les anciens Ordres religieux vivaient dans une tranquillité parfaite. Leur suppression arrachée à la faiblesse d'un Pape a été, à la fin du XVIII[e] siècle, comme le dernier anneau d'une longue chaîne de vexations.

Ils avaient fourni à l'Église de grands saints : François Xavier, François Régis, Rodriguez, Louis de Gonzague, Stanislas Kostka, etc. ; à la science d'illustres savants : Kircher, Gaubil, Petau, Labbé, Tournemine, etc. ; à la pédagogie des maîtres incomparables : Porée, Larue, Rapin, Jouvency, etc. (1). Frédéric II les protégeait. Voltaire s'en souvenait avec reconnaissance. L'historien protestant Kern, profes-

(1) Je ne cite que des Jésuites français.

seur à l'université de Gœttingue reconnaît sans détour que « dans l'Église protestante les plus fortes têtes et les plus nobles cœurs se sont toujours exprimés en termes favorables sur le compte des Jésuites ». Et à l'appui de sa thèse il cite à côté de l'impératrice Catherine de Russie, Hugo Grotius, Leibnitz, Lessing, Herder, Jean de Muller, Spittler, Plank, Beckedorf, etc.

Malgré ces hommages venus de si haut, on persécute les « Ignaciens ». Aux époques même où la violence les épargne, la calomnie redouble d'audace contre eux et il n'est aucune monstruosité que les pamphlétaires ne leur attribuent. Ils seraient le rebut du genre humain qu'on ne pourrait pas les traiter d'une manière plus odieuse. On recourt aux armes franchement déloyales. Volontiers on les chargerait de tous les crimes, sauf à ne pas en croire un mot. Pascal a eu des précurseurs comme il a des disciples. On mentait sans pudeur, dans l'espoir très fondé qu'il en resterait quelque chose.

---

§ 2

LES JÉSUITES CALOMNIÉS EN ALLEMAGNE.

Ce quelque chose força la main à Clément XIV, et il signa le décret fatal.

Les philosophes en poussèrent des cris de joie comme si la société venait d'être sauvée d'un grave péril. Ils ne se doutaient pas que vingt ans plus tard, eux et la société sombreraient dans le plus effroyable des cataclysmes. Le célèbre historien Jean de Muller indiqua la corrélation de ces deux faits en disant qu'avec la suppression des Jésuites « tomba le boulevard commun de toute autorité ».

L'Europe se remit de sa secousse, et la Compagnie de Jésus, rétablie par Pie VII, put renaître à son tour dans ce monde où tout était presque nouveau.

Ses ennemis n'avaient pas désarmé ! A peine les Jésuites eurent-ils reparu que la campagne de calomnies et d'attaques recommença sur toute la ligne. Pour les combattre on s'arma de tout, du pamphlet, du roman, de l'histoire, de la chanson populaire.

En Allemagne, cette haine fut plus vivace que partout ailleurs, parce que les préjugés protestants lui fournissaient un terrain très propice. Parmi ces préjugés, il y en avait d'absolument fantastiques. Beaucoup de protestants, dans les campagnes du moins, s'imaginaient en toute sincérité que les Jé-

suites avaient des pieds de bouc. Aux yeux de quelques autres, ce mot était synonyme de bête de l'Apocalypse, et ils en parlaient avec une religieuse terreur. Toutes ces absurdités révoltantes ou ridicules étaient soigneusement entretenues par une littérature sectaire qui laissait loin derrière elle les *Lettres provinciales*. Il y a à peine un demi siècle, un des rares journaux du temps traçait des Jésuites ce charmant portrait que je me ferais un crime de ne pas reproduire. « Les Jésuites, écrivait l'*Oberamts-Intelligenzblatt* d'Aale, en 1839, les Jésuites sont la garde de bandits du Pape, les rejetons de la ciguë et des champignons tue-mouches, le ténia de l'abjection, les vampires des États, les bourreaux de la saine raison, l'inceste de la charité chrétienne, les porcs assis à la table de Dieu, les abcès du corps social, le ver qui ronge la charpente de l'édifice social, le fumier sur le champ du mensonge et de la calomnie, le feu follet sur les marécages de la superstition, les taupes et les orvets à la lumière du jour, le manche du balai des sorcières, les avocats de l'enfer, les fossoyeurs de la félicité humaine, les chevaliers des ténèbres, les chiens galeux à la chasse du bonheur, bref... l'*assa fœtida* de l'humanité » !

Évidemment, ce n'est ni le style ni l'esprit de Pascal, mais il paraît que ce langage savoureux ne déplaisait pas à l'*Intelligenzblatt* en question, et ses pieux lecteurs auront été confirmés dans leur haine contre le Jésuitisme.

Ce passage, je l'ai cité entre cent autres que j'ai sous la main. Tout théologien protestant capable d'aligner quatre phrases se croyait le droit de traiter ainsi les Jésuites, et un bon nombre en usaient largement. Ai-je besoin d'ajouter que de tous ceux qui écrivaient ou parlaient de la sorte il n'y en avait pas un qui eût seulement vu l'ombre d'un Jésuite? On avait les phrases toutes faites tirées des anciens et on les réchauffait à l'usage des protestants du XIXe siècle. Ce n'était sans doute pas le procédé le plus conforme à la critique historique. Mais écraser l'infâme — le Jésuite — était une bonne œuvre, et, suivant la morale libérale, la fin justifiait les moyens.

---

§ 3

ORIGINE DE LA PROVINCE D'ALLEMAGNE.

L'Allemagne devait les voir cependant, ces terribles Jésuites. Il y arrivèrent après la Révolution de 1848.

A vrai dire, la « *province germanique* » (1) existait bien avant cette date. Elle prit naissance au pied des Alpes, dans le Valais, où vivait en 1805 le Père Joseph Sineo della Torre, avec quelques *Pères de la Foi* (2). C'étaient des survivants de la Compagnie qui avaient traversé la tempête révolutionnaire en conservant un souvenir fidèle à leur pieux Institut. Lorsqu'en 1814 le Bref de Clément XIV fut abrogé, le P. Sineo réunit autour de lui à Sion cinq Pères qui formèrent ainsi la première résidence et le noyau de la future province germanique.

Durant les quatre premières années qui suivirent, la petite communauté s'accrut au point de compter 58 membres. Dieu bénissait visiblement leur œuvre. En 1814, ils ouvrirent le collège de Brieg, en 1818 celui de Fribourg, ce qui faisait trois établissements avec la résidence de Sion. Tous ces Jésuites

(1) On sait que la Compagnie de Jésus, comme d'autres Ordres religieux, se divise en un certain nombre de provinces ayant chacune un supérieur provincial.

(2) C'est le nom qu'ont pris les Jésuites après la suppression de l'Ordre.

avaient un supérieur commun qui en 1821 obtint le titre de vice-provincial.

Le collège de Brieg a joué un certain rôle dans l'histoire de la Compagnie durant la première moitié de ce siècle. Le P. Roothaan, plus tard général de l'Ordre, y passa trois années de sa vie (1821-23) après avoir été exilé de Russie. Un autre Général, le P. Anderledy y a fait ses études classiques et commencé son noviciat. A Brieg enfin, ont enseigné quelques-uns des maîtres les plus distingués de la Compagnie, entre autres le P. Kleutgen, le restaurateur de la philosophie et de la théologie scolastiques.

La Compagnie de Jésus une fois réorganisée vit accourir de nouvelles recrues de tous les points de l'Allemagne. Il furent bientôt légion, et en 1826 ils constituèrent une province spéciale qui prit le titre de *Province de l'Allemagne supérieure — Germania superior*. Le P. Sineo della Torre en fut l'un des premiers provinciaux, et il la gouverna de 1830 à 1836 avec une sagesse, une énergie et une habileté qui ne contribuèrent pas peu à sa rapide efflorescence. Le collège de Fribourg avec son pensionnat international, son gymnase allemand et son gymnase français, devint l'un des principaux établissements de l'Europe. Il avait des élèves appartenant aux plus grandes familles de la France, de l'Autriche et de l'Allemagne.

D'autre part, Brieg et Sion se maintinrent à leur hauteur ; et au bout de quelques années, de nouvelles

maisons furent créées à Lucerne, à Estawayer et à Schwytz. N'était-ce pas trop de prospérité dans un pays où les ennemis du catholicisme aspiraient à la domination ? On ne tarda pas à s'en apercevoir. L'orage s'élevait à l'horizon, menaçant, terrible comme les tempêtes des Alpes.

---

§ 4

LES JÉSUITES ET LES RADICAUX SUISSES.

Les radicaux sont les plus tyranniques et les plus intransigeants des hommes politiques. Ils s'empressent de le prouver eux-mêmes dès qu'ils arrivent au pouvoir dans un pays. Ces prétendus apôtres de la liberté ne savent jamais la respecter chez les autres. Pour eux gouverner et opprimer c'est tout un.

Les radicaux suisses empruntant aux montagnes qui les nourrissent leur rudesse et leur âpreté, et réunissant à dose égale le fanatisme irréligieux et la grossièreté native, devaient être et sont en effet les ennemis les plus odieux de l'Église catholique. Comparés à leurs frères de l'Helvétie, les radicaux français sont des moutons, et le spirituel et sceptique Doudan pouvait écrire avec raison : « Les chiens du St-Bernard sont très supérieurs à ces radicaux-là, quoi qu'on en puisse dire ».

« Ces indignes sauvages », le mot est encore de Doudan, conçurent une haine féroce contre les Jésuites, et ils voulurent à tout prix les exterminer ou du moins les chasser de la Suisse. Tel n'était pas l'avis des cantons catholiques. Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwalden, Zug, Fribourg, le Valais résistèrent à la pression du parti radical, et lorsque celui-ci fit assassiner dans son lit un de leurs chefs, le paysan

Leu, de Lucerne (20 juillet 1845), ils s'unirent, le 11 décembre 1845, en *confédération particulière* (1), « s'engageant à se porter mutuellement secours aussitôt que l'un d'entre eux serait attaqué dans son territoire ou dans ses droits de souveraineté ».

On sait le reste. A force de violence, les radicaux parvinrent à s'emparer du pouvoir central et ils en profitèrent de suite pour déchaîner la guerre civile sur le pays. La diète fédérale ordonna le rassemblement d'une armée de 50 000 hommes, en confia la direction au général Dufour, et décréta, le 5 novembre 1847, l'exécution contre le *Sonderbund*.

Grâce à l'odieuse et équivoque attitude de l'Angleterre et de son premier ministre lord Palmerston, l'Europe laissa écraser les cantons catholiques. Pilate se lava les mains. Il ne prévoyait pas qu'il serait victime de sa déplorable faiblesse. Il oubliait qu'on ne fait pas à la Révolution sa part, et que, si on lui permet de triompher sur un point, elle ne manquera pas de lever la tête partout ailleurs. La victoire des radicaux suisses n'était que le prologue du drame sanglant qui allait se jouer en France, en Allemagne, en Autriche et en Italie.

Les vainqueurs du *Sonderbund* s'acharnèrent sur les Jésuites dont quelques-uns faillirent être assassinés. Le frère Anderledy qui était alors scolastique tomba entre les mains d'une bande de soldats vaudois,

(1) Le *Sonderbund*.

et, sans une présence d'esprit extraordinaire, il eût été massacré par ces brutes. Plusieurs de ses collègues coururent le même danger. « Les sauvages » les harcelèrent avec une férocité de cannibales. C'en était fait de cette florissante province de la Germanie supérieure ! Les maisons de Fribourg, de Brieg, de Sion, de Schwytz, de Lucerne, d'Estawayer furent fermées et pillées en partie, et les 264 membres de la province furent dispersés dans toutes les parties du monde.

Au lendemain de la catastrophe, les jeunes théologiens et leurs professeurs se réfugièrent à Chambéry et à Oleggio. Mais le Piémont fut à son tour assailli par la tempête révolutionnaire, et ils durent changer d'exil. Le sol de l'Europe vacillait sur ses fondements. Les supérieurs de la Compagnie de Jésus jugèrent à propos de diriger une partie de leurs religieux sur les États-Unis. Ainsi 14 se rendirent à la Nouvelle-Orléans, 16 au Maryland, 18 au Missouri. Les Pères restés en Europe avaient trouvé un asile en Belgique et en Autriche.

---

§ 5

LES JÉSUITES RENTRENT EN ALLEMAGNE.

La dispersion était complète. Néanmoins la Province continua son existence sous l'habile administration du P. provincial Minoux (1). La prudence et la fidélité de cet excellent supérieur maintenaient les liens qui unissaient les membres si cruellement détachés les uns des autres.

L'orage s'apaisa peu à peu, et en 1851 l'ordre régna de nouveau en Europe. A ce moment la province de la Germanie supérieure comptait 255 membres ; elle n'avait donc guère diminué. Sur ce nombre 32 (scolastiques) se trouvaient à Tronchiennes en Belgique, où ils poursuivaient le cours de leurs études.

L'Allemagne, fortement secouée par la Révolution, leur ouvrit ses portes. Le gouvernement prussien trouvait qu'il valait mieux avoir affaire aux Jésuites qu'aux socialistes, et il les autorisa à s'établir sur son territoire. Un noviciat fut ouvert à Munster en Westphalie, et 13 jeunes gens fournirent pour ainsi dire une nouvelle volée. A Ostenfeld, dans la même province, quelques Pères se vouèrent à l'apostolat de la parole. Une maison analogue avait été créée à Fri-

(1) Le P. Minoux était alsacien.

bourg en Brisgau pour l'Allemagne du Sud, et cette maison compta un certain nombre d'orateurs devenus célèbres : les PP. Roh, Roder, Schlosser. Il est vrai que le libéralisme du grand-duché de Bade ne put supporter longtemps la présence de ces vaillants religieux. Ils durent s'exiler et interrompre ainsi le cours de leurs salutaires prédications.

Par contre, l'Ordre jeta des racines de plus en plus profondes dans les pays rhénans. Les foyers de vie apostolique créés à Munster, à Ostenfeld, ne suffirent plus. Il fallut coup sur coup fonder de nouvelles résidences à Bonn, à Coblenz, à Mayence, à Cologne, à Aix-la-Chapelle, à Paderborn, sans même parler d'un second noviciat à Gorheim (Sigmaringen) et du gymnase public de Feldkirck que l'empereur François-Joseph confia à la Compagnie. A part ce dernier établissement, les Jésuites n'eurent pas à s'occuper de l'éducation en Allemagne. Leur champ d'action, c'était surtout la chaire chrétienne.

Ils prêchaient partout des missions populaires. Le gouvernement prussien, d'ordinaire si soupçonneux, encouragea cette évangélisation des masses. Les évènements de 1848 lui avaient prouvé qu'un peuple sans religion est un animal difficile à dompter. Les Jésuites lui parurent d'admirables dompteurs, et dans le monde administratif on se réjouit beaucoup de leurs succès.

Il faut dire que ces succès furent énormes. L'éloquence des PP. Roh, Pottgiesser, Anderledy, Has-

lacher, Dosenbach, Frey, de Doss, pour ne citer que quelques-uns des plus connus, produisit de vrais miracles. Apôtres pleins de zèle qui avaient une foi à transporter des montagnes ! Les conversions qu'ils opéraient dans leurs missions se comptaient par milliers.

Il ne faut pas croire en effet qu'à cette époque la population catholique de la Prusse ait présenté le même spectacle que plus tard sous le Kulturkampf. L'indifférence religieuse fomentée par le joséphisme avait étendu ses ravages jusque dans les campagnes des pays rhénans. La religion était aussi peu pratiquée dans certaines régions que dans les mauvais diocèses français. Bien des localités n'étaient plus catholiques que de nom. Les grands pèlerinages qui en 1844 amenèrent plus d'un million de fidèles à Trèves, furent le point de départ d'une sérieuse rénovation. Les missions des Jésuites firent le reste. Dans l'espace de 20 années, ils en prêchèrent plus de 1600, et leur activité évangélique embrassa non seulement la Prusse, mais tous les pays allemands, le Wurtemberg, la Hesse, la Bavière. Ils s'adressèrent aux grands centres tels que Munich, Stuttgard, Cologne, Francfort, Essen, comme aux plus humbles et aux plus obscurs villages. Leur parole chaude, vibrante, originale, attirait les foules par la curiosité, et ces foules s'en retournaient transformées. Riches et pauvres, lettrés et ignorants s'enflammaient au contact du P. Roh et de ses collaborateurs. La jeu-

nesse des écoles était enthousiasmée, et l'on vit éclore durant ces missions un grand nombre de vocations religieuses et sacerdotales. Les Jésuites Kurto, Brambring, Koerling. Althoff, Lœffler, Lohmann, Dalhoff (nommé récemment archevêque de Bombay) trouvèrent leur voie à la lumière des prédications de ces apôtres de l'Allemagne.

---

§ 6

FONDATION ET PROSPÉRITÉ DE MARIA-LAACH.

Comme il arrive toujours, la fécondité même de cet apostolat rendait nécessaire une plus grande expansion de l'œuvre. La moisson devenait immense; il fallait songer à multiplier les ouvriers et à améliorer leurs instruments de travail. Le moment était venu où les deux noviciats de Munster et de Gorheim, et les scolasticats de Paderborn et d'Aix-la-Chapelle ne suffirent plus à la province germanique. Une nouvelle maison était indispensable.

En même temps, on s'aperçut qu'à côté des missions populaires il restait un autre champ à cultiver. Convertir le peuple, c'est très bien. Mais la science athée enlevait à l'Église ou retenait loin d'elle une foule d'intelligences que le prédicateur n'atteignait pas. Ne fallait-il pas penser également à ces brebis égarées? Les rationalistes sapaient la religion par la base; ne pouvait-on pas opposer à leur science une science imprégnée d'esprit chrétien? En d'autres termes, l'apostolat de la parole n'appelait-il pas l'apostolat de la science à son secours? Les esprits éminents qui dirigeaient alors la province germanique pensèrent qu'il y avait quelque chose à faire sur ce terrain. Le Père Anderledy qui était provincial conçut un plan grandiose digne de la Compagnie. Il ré-

solut de créer une école d'apologistes, un foyer d'études d'où allait sortir une pléïade de savants et de lettrés capables de tenir tête aux adversaires de l'Église catholique.

A quelques kilomètres d'Andernach, dans un site magnifique, au milieu de superbes forêts de sapins, s'élève l'antique abbaye bénédictine de Maria-Laach. L'église, un chef-d'œuvre d'architecture romane, émerge avec six tours d'un grand massif de constructions qui abritaient pendant de longs siècles le peuple de moines réunis pour étudier et prier dans cet asile solitaire. En passant sur les pays du Rhin, le torrent de la Révolution française emporta les moines de Maria-Laach avec toutes leurs richesses littéraires et artistiques. L'église abbatiale fut désaffectée et abandonnée au génie de la destruction sous prétexte d'être conservée comme monument historique. Le couvent lui-même fut vendu au plus offrant et devint ainsi une propriété privée.

Il se trouva qu'en 1863 l'abbaye de Maria-Laach fut à vendre. Le P. Anderledy comprit quel parti merveilleux il pouvait tirer de ces vastes bâtiments et il s'empressa de les acquérir. Lorsqu'ils furent un peu aménagés pour les besoins de la Compagnie, on y transporta les scolastiques d'Aix-la-Chapelle et de Paderborn. Les fondements d'une grande œuvre étaient posés.

Ce fut pour cette jeunesse studieuse un véritable enchantement d'être transplantée tout à coup au

sein de cette nature féerique où tout élevait l'âme, où le silence invitait au travail, où l'air embaumé des forêts dissipait les fatigues de l'esprit. Tout conspirait à faire de Maria-Laach une délicieuse retraite pour quiconque voulait se livrer à l'étude.

Naturellement le livre de la nature ne suffit pas quand il s'agit de former des savants. Pour réaliser le projet du P. Anderledy, il fallait une bibliothèque bien assortie. Celle de Maria-Laach comprenait plus de 20.000 volumes. Et comme on voulait explorer tous les domaines de la science, le P. provincial eut soin d'installer au couvent une grande collection d'histoire naturelle, un cabinet de physique et un excellent laboratoire de chimie. Rien ne manquait à la jeune école; les maîtres moins que tout le reste. Bien que les Jésuites allemands fussent très absorbés par le ministère de la parole, ils n'avaient pas cru devoir négliger la science. La province germanique possédait même un certain nombre de savants avantageusement connus par leurs travaux. Le P. Kleutgen avait inauguré une ère nouvelle pour les études philosophiques et théologiques en publiant ses deux œuvres magistrales: *La Philosophie du Moyen Age* et la *Théologie du Moyen Age*. Les universités allemandes avaient complètement oublié les Scolastiques. Au P. Kleutgen revient l'honneur d'avoir ramené les esprits vers les illustres maîtres du Moyen Age et d'avoir été ainsi le précurseur de Léon XIII.

A côté du P. Kleutgen (1), il y aurait à citer plusieurs autres Jésuites que les travaux de l'apostolat n'ont pas empêchés de cultiver la science. Le Père Deharbe, un alsacien, a condensé sa vaste érudition théologique dans un Manuel catéchétique qui jouit encore aujourd'hui d'un grand crédit. Cette explication du catéchisme est classique en Allemagne. Le Père Wilmers (2), reprenant le travail du P. Deharbe (3), en a fait un vrai cours de théologie. Sa science de bon aloi lui valut l'amitié de Mgr Pie, et le docte cardinal lui confia même une chaire de sa faculté théologique de Poitiers. Nommons encore parmi les anciens, le P. Damberger (4), qui s'occupa

(1) Le P. Kleutgen, né à Dortmund le 9 septembre, mort en Tyrol le 13 janvier 1883, a publié outre les 2 ouvrages cités, les livres suivants: *Condamnation de l'ontologisme par le St-Siège* (1868). *Ma justification* (1868). *Le concile du Vatican* (1869). *Magistère suprême des évêques romains* (1870). *Institutiones theologicæ* (1881). *Commentaire de l'Évangile selon St Matthieu*, 1882.

(2) Le P. Wilmers, né le 30 janvier 1817 à Bocke en Westphalie. *Son Lehrbuch der Religion* parut en 4 volumes à Paderborn (1851-56). Il y ajouta en 1851 une *Histoire ecclésiastique* qui fut réimprimée en 1891 en 2 volumes. Il a assisté au Concile du Vatican et publié à cette occasion : *Animadversiones in-4 contra Roman. Pontif. infallibilitatem editos libellos*. Il vit encore au collège de Ditton Hall.

(3) Deharbe, né à Strasbourg le 1er avril 1800, a rédigé des catéchismes excellents pour presque tous les diocèses d'Allemagne. Outre sa grande Explication parue de 1857 à 1863, il a publié un Traité sur la Charité. Il est mort à Maria-Laach, le 8 nov. 1871.

(4) Joseph Ferdinand Damberger, né le 1er mars 1795 à Passau en Bavière, a écrit: *Furstentafel der europaïschen Staatengeschichte* (paru à Ratisbonne 1830) avec 60 tables chronologiques et généalogiques qui sont expliquées dans son *Fürstenbuch*. Son *Synchronistische Geschichte des Kirche und der Weldt im Mittelaeter bis 1378* — comprend 15 volumes parus à Ratisbonne de 1850-1864. Damberger est mort à Munich, le 1er mai 1859. Son ouvrage fut achevé par le P. Rattinger.

surtout de l'histoire du Moyen Age et de la généalogie des princes de l'Europe. Si ces œuvres de longue haleine ne sont plus à la hauteur de la critique actuelle, elles n'en ont pas moins été très utiles en leur temps. Elles ont poussé les Jésuites allemands du côté des études historiques, et ouvert ainsi de vastes horizons à des pionniers plus jeunes qui devaient porter fièrement le drapeau de la science.

Les PP. Wilmers et Deharbe furent appelés à Maria-Laach lorsque le scolasticat y fut transféré. A ces deux vétérans furent joints d'autres maîtres qui ne tardèrent pas à se faire un nom dans la science. Lehmkuhl, Théodore Meyer, Tilman Pesch, Schneemann, Riess (1), Wiedemann, Cornely, Kolberg, y enseignaient qui la philosophie, qui le dogme, qui la morale, qui les sciences, qui l'histoire ecclésiastique. Les jeunes Jésuites eurent des professeurs éminents pour chaque branche.

Aussi l'on travaillait avec une ardeur inconcevable à Maria-Laach. Les anciens bénédictins qui dormaient sous les dalles de l'église abbatiale pouvaient être contents. Ils avaient trouvé des héritiers dignes d'eux, comme eux passionnés pour l'étude et la science. Les vastes salles du couvent retentissaient de savantes discussions théologiques; les grandes allées de

(1) Florian Riess, né le 5 février 1823 à Tiefenbach (Wurttemberg), a publié un travail de chronologie biblique intitulé *Geburtsjahre Christi* Il est mort à Feldkirck le 30 décembre 1882.

sapins longtemps silencieuses entendaient avec étonnement raconter l'histoire du sol où elles enfonçaient leurs racines ; le beau lac qui réfléchit le ciel bleu à quelques centaines de mètres de l'abbaye voyait sur ses bords une ardente jeunesse qui se promenait en discutant les sujets les plus élevés de la philosophie et de la science. Un peu plus loin, dans quelque solitude écartée, des jeunes lettrés comme Diel et Kreiten méditaient les harmonies poétiques qu'ils allaient ensuite semer « le long du chemin ».

Tous ces scolastiques abrités à Maria-Laach devaient un jour marquer dans la science et la littérature allemandes. Plusieurs étaient même destinés à arriver au premier rang. Dans leur nombre, il y avait en effet Baumgartner, Kreiten, Diel, Gietmann Knabenbauer, de Hummelauer, Cathrein, Dressel, Langhorst et beaucoup d'autres. Les écrivains, et ils sont nombreux comme nous le verrons, les écrivains qui, depuis 20 ans, sont la gloire de la *province germanique*, ont tous passé par Maria-Laach. C'est là que leur talent s'est réveillé ; c'est là que les enseignements et les encouragements de maîtres distingués ont allumé le feu sacré dans leurs âmes ; là enfin, ils ont fait leurs premières armes en prenant part aux grandes luttes théologiques dont le *Syllabus* fut le point de départ.

§ 7

LES JÉSUITES ET LE SYLLABUS.

Les Jésuites habitaient Maria-Laach depuis un an, lorsque Pie IX publia le catalogue des erreurs fondamentales de notre temps. Ce fut une date mémorable que le 8 décembre 1864, jour où parut ce document. La publication du Syllabus, disait-on, et on avait des raisons de le craindre, le Syllabus, soulèvera une tempête furieuse dans le camp des rationalistes et des libéraux. Il s'agissait de le défendre contre la malveillance des uns, les fausses interprétations des autres. De toutes parts on attaquait le St-Siège et l'Église. Ces attaques multiples appelaient les défenseurs du catholicisme sur la brèche.

Les assaillants étaient légion. L'association décuplant les forces, seule une légion était à même de les repousser. Dans ses desseins admirables, la Providence avait préparé ce corps de troupes en inspirant au Père Anderledy l'idée de fonder Maria-Laach.

La communauté de Maria-Laach avait tout ce qu'il fallait pour tenter cette héroïque résistance et elle s'en acquitta avec succès. Ses principaux écrivains d'alors s'entendirent pour expliquer et défendre le Syllabus dans une série de brochures. Pie IX avait touché à tous les problèmes épineux de la science

et de la politique contemporaine. Il n'eût pas été possible de les élucider sans connaître à fond la théologie, la philosophie,le droit politique et social. Heureusement les PP. Riess, Schneemann, Roh, Rattinger (1) avaient tout ce qu'il fallait pour s'atteler à cette tâche.

Avant d'entrer dans la Compagnie, Riess qui était docteur en philosophie avait déjà vaillamment combattu pour les droits de l'Église en rédigeant le *Deutsche Volksblatt* de Stuttgard. Historien érudit en même temps que journaliste véhément, il connaissait à merveille les grandeurs et les misères des Universités allemandes. Dans une première brochure, il expliqua l'*Obligation du Syllabus*, puis il traita successivement la question du *Libéralisme en général*, celle de l'*École* et celle des *Rapports entre l'Église et l'État*.

Schneemann (2) était, comme son collègue, très au courant de la science allemande et, comme lui, il avait beaucoup étudié la scolastique. Quand il fut question de se partager les thèses du Syllabus, il en choisit 4 qu'il traita avec une grande habileté. Ses brochures sur le *Mariage,* sur la *Constitution et l'indépendance de l'Église*, sur le *Primat du Pape,* sur

(1) Daniel Rattinger né, à Bayreuth, le 26 avril 1826, s'était fait le collaborateur du P. Damberger. Il fut son biographe et son continuateur. Aujourd'hui, il vit à Louvain où il s'occupe d'un grand ouvrage statistique sur l'Église universelle.

(2) Gerhard Schneemann, né à Wesel en 1829, mort à Rome.

le *Magistère de l'Église* et l'*Infaillibilité de l'Église et du Pape*, firent sensation en Allemagne. Avec un flair remarquable, il avait du reste déjà soulevé cette dernière question auparavant dans un petit livre sur Honorius III, et il s'était mesuré avec Dœllinger.

De toutes ces brochures relatives au Syllabus, celle du P. Roh (1) fut la plus retentissante. Il étudia le matérialisme, le panthéisme, la tolérance, toutes questions de la plus haute actualité. La personnalité même de l'auteur ne contribua pas peu au succès de son livre. Le P. Roh était en effet le prédicateur le plus célèbre de l'Allemagne. Sa parole lucide, spirituelle, convaincue, véhémente, incisive, exerçait sur les multitudes une action irrésistible. Il avait surtout le don d'émouvoir et d'entraîner les hommes. On s'écrasait au pied de sa chaire et on ne se lassait pas de l'écouter. A l'époque du Syllabus, il était connu, dans tous les pays allemands, et il était naturel qu'on s'arrachât sa brochure. Elle fut dans toutes les mains.

Le P. Rattinger, le disciple, le continuateur et le biographe du P. Damberger choisit une thèse historique : Les *États pontificaux et le Pouvoir temporel.*

Enfin le P. Théodore Meyer, moraliste et philosophe, étudia les questions du Syllabus qui ont trait à

(1) Pierre Roh, né à Conthey dans le Valais en 1811, mourut en 1872.

la morale et au droit. Ce travail très sérieux fut repris plus tard par l'auteur.

Trois années avaient suffi aux savants de Maria-Laach pour rédiger ce commentaire du Syllabus. Ils se heurtaient à une foule d'idées erronées qui constituaient l'apanage de la science allemande. On leur répondit par une explosion de passions anticatholiques. Le libéralisme scientifique n'admettait pas qu'on pût le troubler dans sa quiétude et il jeta feu et flammes. Lors du fameux congrès des savants *catholiques*, tenu à Munich (1864), Dœllinger essaya de mettre les Jésuites au ban de la science et de revendiquer pour lui et ses amis le monopole de la théologie catholique. Maria-Laach et ses religieux gênaient visiblement ses opinions fébroniennes. Il eût voulu les réduire au silence. Vains efforts ! Au programme scientifique des Jésuites, programme net et précis, basé sur une doctrine solide, conforme aux meilleures traditions de l'Église, il ne sut opposer que des injures et des théories plus ou moins vagues. Dans ce premier duel entre la petite université indépendante de Maria-Laach et l'université de Munich, l'avantage resta aux Jésuites. L'idée du P. Anderledy porta ses premiers fruits.

---

§ 8

LES JÉSUITES ALLEMANDS ET LE CONCILE.

Des succès plus éclatants encore attendaient les défenseurs du Syllabus.

Les *Voix* de Maria-Laach (1), — c'est le nom générique que portaient les douze brochures — avaient à peine retenti dans le monde catholique, que Pie IX convoqua le concile du Vatican. L'initiative hardie du pape fut accueillie en Europe avec des sentiments très divers. Elle éveilla des craintes chez des catholiques d'ailleurs sincèrement attachés à l'Église — je citerai Windthorst, Reichensperger, etc., — et souleva des haines farouches dans le camp des libéraux. L'idée de ce concile œcuménique irrita encore plus que le *Syllabus*. L'émotion fut surtout très vive en Allemagne où le choc des idées était inévitable. Un ministre bavarois, frère d'un cardinal, entreprit d'ameuter contre le Vatican tous les cabinets de l'Europe, et Dœllinger, qui était l'inspirateur de ce ministre, prépara le schisme du vieux-catholicisme.

Les Jésuites ne partagèrent pas les appréhensions

(1) *Stimmen aus Maria-Laach.*

des uns et attendirent de pied ferme l'assaut des autres.

Les *Voix* de Maria-Laach allaient de nouveau se faire entendre. Au milieu de la confusion des idées entretenues par les adversaires de l'infaillibilité pontificale, elles avaient pour mission de porter la vérité catholique aux quatre coins de l'Allemagne, d'orienter les fidèles sur les préparatifs et l'activité du concile, de publier les documents les plus importants, de défendre la doctrine de l'Église contre l'hérésie nouvelle. Sans devenir une Revue proprement dite, les *Voix* prirent la forme d'une Revue avec un nombre de livraisons indéterminé. Leur titre principal était : Le *Concile œcuménique*.

Comme bien l'on pense, les rédacteurs des premières *Voix* ne suffirent plus. De nouveaux collaborateurs étaient indispensables. A Maria-Laach, on n'était pas embarrassé. Le grain de sénevé s'était développé rapidement et, à l'époque du concile, il n'y avait pas moins de 200 Jésuites réunis dans l'abbaye. Au sein de cette grande famille, les savants ne manquaient pas. Quelques-uns se joignirent aux PP. Riess, Schneemann, etc., entre autres Charles de Weber, un ancien officier pontifical, Henri Orth et le vieux P. Deharbe.

Quand le Concile fut interrompu, les *Voix* étaient trop connues et trop bien appréciées pour qu'on se résignât à s'en passer. Les Jésuites les transformèrent en une véritable Revue paraissant chaque mois,

avec plusieurs suppléments annuels. Le 1er numéro fut publié le 1er juillet 1871 (1).

(1) Les *Voix* arrivèrent rapidement à avoir près de 5.000 abonnés. Les Jésuites rédigent en outre l'édition allemande des Missions catholiques qui tire à 15. 000 exemplaires.

§ 9

LES JÉSUITES DEVANT LE PARLEMENT. PERSÉCUTION.

La fondation de Maria-Laach et le mouvement scientifique dont cette maison fut le centre n'arrêta point l'œuvre de l'apostolat populaire. De nombreuses missions continuaient d'être prêchées partout et avec un succès toujours croissant. Orateurs et écrivains rivalisaient de zèle, et leur double activité fortifia l'Allemagne catholique pour les grandes luttes de l'avenir.

J'ai raconté ailleurs que ces luttes — ce Kulturkampf — étaient chose décidée au moment du Concile. Aussitôt après la guerre franco-allemande, les hostilités devaient commencer sur toute la ligne.

Ce n'était un secret pour personne que les Jésuites seraient les premières victimes. On prétendait même qu'ils étaient sinon la cause, du moins le prétexte de la persécution. Le gouvernement prussien admettait très bien que par leurs prédications ils musèlent la bête humaine qui rugit dans les masses. Mais toucher à la science rationaliste, quel crime abominable ! Les catholiques timides murmuraient : Quelle imprudence ! En effet, les Jésuites étaient très imprudents de défendre l'Église contre les attaques de la science athée. Ils étaient imprudents de dénoncer les monstrueuses doctrines qu'on enseignait dans les universités. S'ils avaient fait les chiens

muets on les eût peut-être laissés tranquilles. Les pharisiens eussent aussi épargné le Christ s'il ne les avait pas traités de sépulcres blanchis et de race de vipères. Les empereurs romains auraient épargné les chrétiens si ceux-ci n'avaient pas *fait scandale*. Tout cela est très vrai. Mais si le Christ ne s'est pas tu, si les premiers chrétiens ont affirmé hautement leur foi, les Jésuites avaient-ils le droit de se taire et de permettre à Dœllinger de parler seul au nom du catholicisme ? Ils ne le croyaient pas, et voilà pourquoi leur attitude a été si nette et si courageuse. Ils sont l'avant-garde de l'Église catholique. A ce titre, ils avaient le devoir de signaler les marches et les contre-marches de l'ennemi.

Ce poste d'honneur leur valut les premières attaques. Dès 1869, l'assemblée générale du *Protestantenverein* demanda, à la Wartbourg, l'expulsion des Jésuites. En 1871, ce même *Protestantenverein*, en siégeant à Darmstadt, adopta une résolution analogue contre la Compagnie de Jésus.

Le point de départ de cette agitation antijésuitique se trouvait dans les loges. A la Wartbourg en effet, c'était Bluntschli qui avait pris l'initiative de la motion, et Bluntschli était le généralissime de toute la franc-maçonnerie allemande. Les loges tentèrent aussi de créer dans le pays un mouvement factice de pétitions réclamant la suppression des Jésuites. Pour stimuler le zèle des frères, la *Bauhutte*, le principal organe maçonnique, avait dénoncé les Jésuites comme

des corrupteurs et des ennemis de la civilisation. Ces pétitions furent adressées au Reichstag. Ajoutons qu'à la première alerte, les catholiques pétitionnèrent à leur tour en faveur des Jésuites, et leurs listes contenaient 20 fois plus de signatures que les autres.

Les pièces étaient réunies, le procès pouvait s'instruire. Pour des juges impartiaux, l'issue du procès n'était pas douteuse. On acquittait les Jésuites parce qu'on ne les convainquait que d'une chose, c'est qu'ils étaient Jésuites. Pour le Reichstag l'issue était également certaine, mais dans le sens opposé. Il ne s'agissait pas de savoir si les Jésuites étaient coupables ou non des crimes dont on les accusait. On n'en avait cure. Les Loges demandaient leur exil, la majorité du Parlement ne connaissait que le mot d'ordre de la *Bauhutte*, et elle se prononça en conséquence.

On le constata dès le 15 mai 1872, lorsque la question fut discutée en séance plénière du Reichstag.

Mgr Moufang, l'ami et le collaborateur de Mgr de Ketteler, pronnonça un plaidoyer magnifique en faveur des Jésuites. Il réfuta victorieusement les calomnies de ceux qui leur reprochaient de n'avoir pas de patrie et d'être un danger pour l'État. Il rappela un ordre de cabinet de l'empereur Guillaume qui, le 21 mai 1871, reconnaissait publiquement que les Jésuites avaient fait leur devoir. — Le député Wagener, monta à la tribune après Mgr Moufang et

demanda que le gouvernement présentât un projet de loi contre les Jésuites. Le prince de Hohenlohe, encore plus sévère que Wagener, opina pour l'expulsion de ces religieux. Langage inouï dans la bouche d'un catholique dont le frère siégeait au Sacré-Collège! Enfin le libéral Windthorst, le cousin du leader catholique, crut amuser la Chambre en prouvant l'immoralité des Jésuites par la lecture de certains passages de la morale de Gury. On sait avec quel succès ce procédé a été repris par les républicains du Palais-Bourbon, toujours à la remorque de l'Allemagne lorsqu'il s'agit de persécuter l'Église !

Le lendemain 16 mai, la discussion fut reprise. Le feu fut ouvert par le badois Kiefer qui accusait les Jésuites d'être des ennemis de la civilisation. Kiefer comme tous ses collègues badois préférait la famine à l'habit monastique. La famine pour les autres, cela s'entend ! Tous les libéraux repus en sont là. Le démocrate Gravenhorst prit la défense des Jésuites, non pas qu'il fût leur ami, mais il se plaçait sur le terrain de la liberté commune. Après ce défenseur inattendu, Pierre Reichensperger parut à la tribune. Il montra d'une façon très claire que l'État s'apprêtait à pousser l'Église hors la loi. Il mit le Parlement en garde contre la fâcheuse tendance des lois d'exception. Ce langage fut pénible à entendre. Afin d'empêcher toute récidive de ce genre, on ne laissa plus parler que des adversaires des Jésuites, Fischer, Lucius, Schultz-Delitzsch. — Windthorst,

Mallinckrodt, Ballestrem qui figuraient sur la liste des orateurs furent condamnés au silence par un vote précipité ; 224 voix contre 73 invitaient le gouvernement à présenter un projet de loi relatif à la question des Jésuites et des Ordres religieux.

Les catholiques considéraient cette invitation comme une simple comédie. Ils savaient en effet que le projet de loi était prêt dans les cartons du ministre. Quinze jours après on le soumit au Reichstag sous la forme suivante.

« § 1. Aux membres de la Compagnie de Jésus et des Congrégations affiliées, la police peut, même quand ils possèdent l'indigénat allemand, interdire le séjour dans n'importe quel endroit du territoire fédéral ».

« § 2. Le Conseil fédéral publiera les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi ».

A la première lecture qui eut lieu le 14 juin, Mallinckrodt montra ce que le projet ministériel avait d'inique et d'arbitraire. « Voilà 25 ans, dit-il ensuite, que les Jésuites vivent en Allemagne, et on n'a pas pu convaincre un seul d'entre eux du moindre délit ou de la moindre violation de la loi ». Et du moment qu'on n'a rien à leur reprocher, pourquoi les mettre hors la loi ? On objecte qu'ils obéissent à un chef étranger et qu'on ne saurait tolérer cette immixtion d'une puissance extérieure dans les affaires de l'Allemagne. « Cette répugnance, dit Mallinckrodt non sans malice, n'a pas toujours existé dans les

sphères gouvernementales. Pas n'est longtemps l'ambassadeur d'Allemagne fut chargé de faire intervenir le Pape et le cardinal Antonelli pour mâter le Centre ». Il y a donc deux poids et deux mesures ? — L'éloquent chef des catholiques conclut en priant la Chambre de repousser cette loi monstrueuse qui faisait du ministre un dictateur tout puissant.

Plusieurs orateurs de la gauche s'efforcèrent de rendre le *Syllabus* et le *Concile* responsables du conflit ecclésiastique. Windthorst rétablit la véritable genèse du Kulturkampf dans un discours magistral. « Lorsque l'Autriche et la France, dit-il, furent terrassés, on a aussitôt parlé d'un empire protestant, du triomphe du protestantisme, de la réalisation complète de la Réforme. En d'autres termes, on voulait cimenter l'unité politique par l'unité religieuse et étouffer le catholicisme. Il fallait trouver des *prétextes*. C'est alors que Gneist et les canonistes commencèrent leur campagne contre les Ordres religieux. . . Il s'agit, dit Windthorst en terminant, d'une guerre à mort dirigée contre l'Église catholique. Comme le vieux-catholicisme a échoué, on essaie de nous séparer de Rome à coups de lois : on veut nous annihiler en nous soumettant au knout de la police ».

Cette première lecture ne donna aucun résultat. Les catholiques et les socialistes repoussaient la loi parce qu'ils la trouvaient odieuse, attentatoire à la

liberté, et beaucoup de libéraux n'en voulaient pas parce qu'à leurs yeux elle n'était pas assez sévère. Besoin était de chercher une nouvelle rédaction pour obtenir une majorité à la Chambre.

Au dernier moment, les conservateurs, les conservateurs-libéraux, les nationaux-libéraux et une partie des progressistes adoptèrent le texte qui suit :

« § 1. La Compagnie de Jésus et les Congrégations similaires sont exclues du territoire de l'empire ».

« § 2. Elles ne pourront créer aucun établissement nouveau, et leurs Maisons existantes devront être dissoutes dans un délai fixé par le Conseil fédéral, délai qui ne pourra pas dépasser 6 mois ».

« § 3. Les membres de la Compagnie de Jésus et des Congrégations similaires pourront être expulsés s'ils sont étrangers, et, s'ils sont allemands, la police pourra leur interdire ou leur prescrire le séjour dans un endroit déterminé ».

C'est sous cette forme modifiée que la loi contre les Jésuites reparut au Reichstag le 17 juin.

Le député polonais Niegolewski défendit les Jésuites ainsi que le comte Ballestrem. Pour sauver du moins les apparences, Gneist argumenta contre eux ; mais le siège de la majorité était fait et on eut hâte d'en venir au vote. Le projet de loi fut adopté par 183 voix contre 101. Dans la minorité se trouvait le Centre, les Polonais, les démocrates, une partie des progressistes et l'un des chefs les plus éloquents du parti national-libéral, le Juif Lasker.

Lasker devait réserver une autre surprise à ses collègues deux jours plus tard à la 3e lecture. Il prononça contre les promoteurs de la loi un réquisitoire fulminant. Gneist, Wagener et consorts se tordaient sous les coups de trique dont Lasker leur cinglait le visage. Ils ne s'étaient pas attendus à trouver un avocat des Jésuites dans la peau de Lasker. A leur grande honte, les conservateurs et les libéraux protestants de la majorité durent constater que ce juif était plus libéral et plus chrétien qu'eux. L'inévitable Gneist et le canoniste Dove furent très médiocres dans leurs répliques, et la discussion ne se releva que quand les Reichensperger et Windthorst se mirent de la partie.

Ce jour-là les défenseurs des Ordres religieux furent plus éloquents que jamais, Lasker aussi bien que ses collègues du Centre. Mais que peut l'éloquence contre le fanatisme? La majorité adopta la loi, et le 4 juillet suivant elle fut publiée comme loi d'empire. Les Jésuites furent dispersés, et avec eux les Rédemptoristes, les Lazaristes, les Pères du St Esprit, la Société du Sacré Cœur de Jésus.

C'en était fait de la colonie savante de Maria-Laach des noviciats de Munster et de Gorheim, des maisons de Paderborn, d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Bonn, de Coblenz, de Mayence, de Ratisbonne, d'Essen. Ces prédicateurs dont la parole enflammée avait enthousiasmé les populations ouvrières des grands centres, ces écrivains dont la science

et le talent honoraient la patrie et l'Église, ces patriotes qui avaient passé leur vie à prêcher la soumission aux lois, et qui avaient soigné les blessés sur les champs de bataille de la Bohême et de la France, ces citoyens contre lesquels on n'avait pu formuler aucun grief précis ; ils furent expulsés comme des malfaiteurs et des ennemis de l'État. Il n'y avait point de place pour eux dans l'Empire évangélique.

Libéraux et protestants triomphaient ! Quelques centaines de Jésuites prirent le chemin de l'exil : quelle joie !

Mais les iniquités sociales se vengent cruellement, et 15 ans après, chaque centaine de Jésuites était remplacée dans l'empire par un million de socialistes. Avait-on gagné au change ? Valait-il mieux entendre les revendications des millions de prolétaires que l'apologie des dogmes catholiques ? A en juger par l'effarement qu'a provoqué l'extension rapide du socialisme, il est permis d'en douter. En présence de cette poussée formidable du flot révolutionnaire, le libéralisme, suivant son habitude, a essayé de tuer la liberté individuelle. Il a forgé des lois d'exception contre les socialistes. On sait quel a été l'insuccès de ces mesures désespérées. La démocratie sociale a prospéré sous le régime de la violence.

---

§ 10

LES JÉSUITES EN EXIL.

L'exil n'a pas tué non plus les Jésuites allemands comme on l'espérait. Les membres de la province germanique restèrent unis dans la dispersion. Les uns partirent pour le Nouveau Monde ; d'autres s'établirent en Angleterre, en Belgique, en Hollande. Ils fondèrent rapidement un collège en Angleterre, à Ditton-Hall près de Liverpool, et trois autres en Hollande, à Exaeten près de Ruremonde, à Blyenbeck près de Clèves, et à Wynandsrade près d'Aix-la-Chapelle. Bientôt d'autres établissements vinrent s'ajouter à ces quatre, et aujourd'hui ils ne comptent pas moins de 60 maisons en Europe, aux États-Unis, au Brésil, aux Indes et jusqu'au Zambèse. Le provincial fixé à Exaeten (1), dirige ce vaste corps, du fond de la Hollande, avec un zèle et un talent qui sont attestés suffisamment par la prospérité même de l'œuvre.

Windthorst avait deviné juste. Ce n'était pas seulement aux Jésuites qu'on en voulait, mais à l'Église catholique tout entière. Après le bannissement de la Compagnie de Jésus, ce fut le tour des autres Congrégations ; Dominicains, Capucins, Franciscains, tous furent englobés dans le Kulturkampf. Les Con-

(1) Le provincial actuel est le très distingué Père Langhorst dont il sera question plus loin.

grégations de femmes elles-mêmes furent frappées en Prusse en même temps que le clergé séculier remplissait les prisons ou allait en exil. L'hypocrisie libérale se démasqua complètement, et il était visible que la loi contre les Jésuites n'était que la première étape de la guerre religieuse. Après avoir dispersé les Ordres religieux et écrasé le clergé, on se croyait sûr de la victoire. La résistance du peuple semblait une impossibilité.

Grâce à Dieu, ces espérances ne se sont pas réalisées. Les catholiques allemands ont été réfractaires au bienfait de la fameuse « religion sans formule dogmatique » que leur avait promise le chancelier de fer. Ils sont demeurés fidèles à leur catéchisme romain.

Bon gré mal gré, il fallut songer à s'arranger avec eux, à trouver un *modus vivendi*, à conclure sinon la paix, du moins une trêve. Des négociations furent entamées entre Rome et Berlin ; le Landtag s'en occupa à son tour, et finalement on parvint à s'entendre sur quelques points essentiels.

Les catholiques demandèrent naturellement le retour de leurs religieux. Comme il s'agissait du Kulturkampf prussien, il ne fut pas question des Jésuites bannis par une loi d'empire. A Berlin, on hésita longtemps. Mais, devant les revendications obstinées du Centre, on céda, et la porte fut rouverte partiellement aux congrégations religieuses. Avec l'assentiment préalable du ministre, Capucins, Do-

minicains, Franciscains, Bénédictins, etc. purent rentrer en Prusse.

Ce fut une grande joie pour les populations catholiques très attachées aux Ordres religieux. Mais cette joie restait incomplète tant que la loi d'exil des Jésuites subsistait. Aussi à chaque congrès catholique, des voix éloquentes s'élevaient en faveur de la Compagnie de Jésus. « Il nous faut nos religieux, s'écriait Windthorst au Congrès de Coblenz en 1890, et *tous* nos religieux, y compris les Jésuites, surtout les Jésuites ». Ces paroles furent couvertes d'applaudissements frénétiques. Elles étaient l'expression des vœux unanimes du peuple catholique. Cela est si vrai que dans toutes les provinces de l'Empire, partout où il y a des catholiques, ceux-ci ont organisé des réunions et réclamé hautement le retour des Jésuites. Il y a eu peut-être une centaine de réunions de ce genre et d'innombrables pétitions furent adressées au Reichstag demandant l'abrogation de la loi de 1872.

Le Centre crut l'heure venue de soulever la question, et, au mois de décembre 1890, Windthorst déposa au bureau de la Chambre une motion en faveur des Jésuites.

Ce fut pour les libéraux et les membres de l'Alliance évangélique le prétexte d'une vaste levée de boucliers. L'Allemagne fut inondée d'un déluge de brochures, de feuilletons, de pamphlets anti-jésuitiques. Les vieilles calomnies mille fois réfutées

— *crambe sexcenties recocta* — furent rééditées et considérablement augmentées. Des professeurs d'université comme Ritschel, Nippold, Beyschlag, Harnack, Delbruck, Tschakert, écrivirent, eux les maîtres de la critique, des livres dans lesquels ils consignaient les plus grosses balourdises avec une crédulité de vieille femme ou une mauvaise foi de pamphlétaire. Une légion de pasteurs protestants s'empressèrent de ramasser les mensonges qui traînent depuis deux siècles dans tous les cabarets, et de les distiller à l'usage de leurs ouailles. L'indignation feinte ou réelle leur dictait non pas des vers, mais de longues pages pleines de fiel et de venin. Meurtres, adultères, faux serments, vols, il n'est rien dont ils ne crussent pouvoir accabler les Jésuites. Des journaux, qui passent pour être sérieux, exagérèrent encore ces outrances de couleurs, et poussèrent l'absurdité des attaques infamantes aux dernières limites.

Il pourra être piquant de citer ce que les *Hamburger Nachrichten*, l'organe actuel de Bismarck, disaient au mois de février dernier de la Compagnie de Jésus. On verra que si le chancelier a dû mentir effroyablement, selon le mot de Bluntschli, ses cosaques ne s'y entendent pas mal non plus. Voici ce que l'oracle de Hambourg révèle à l'Allemagne pour lui inspirer l'horreur des Jésuites : « Le Jésuitisme, écrit-il, est une grande puissance et il compte des membres même là où l'on s'attendrait le moins

à en trouver . . . La Compagnie a des affiliés partout, dans les administrations, dans les milieux bourgeois, *sans distinction de culte ; même des Juifs et des boursiers en font partie*. On *sait* qu'au besoin la Compagnie oblige ses membres à *passer au protestantisme et à faire leur carrière dans l'Église évangélique*. La vanité sert leurs desseins. La conscience d'appartenir à une puissante corporation répandue sur tout le globe exerce sur bien des gens un attrait irrésistible ».

Décidément les valets mentent encore avec plus d'aplomb que le chef ; car je suppose que le prince de Bismarck ne se serait jamais permis une fantaisie aussi stupéfiante. Ces lignes des *Hamburger Nachrichten* sont instructives. Elles montrent jusqu'où allaient l'audace et la désinvolture des ennemis de la Compagnie de Jésus. En vain, les écrivains et les journaux catholiques firent toucher du doigt la fausseté de ces assertions et vengèrent les Jésuites de ces injustices, il fallait provoquer dans le pays un courant antijésuitique pour paralyser le Centre, et à cet effet, on ne reculait devant aucun moyen. Les Jésuites retrouvaient même leurs pieds de bouc d'autrefois.

Ces polémiques violentes, iniques, perfides, occupèrent l'opinion publique pendant toute l'année dernière. L'alliance évangélique s'enhardit jusqu'à conjurer l'empereur de ne pas ratifier le vote du Reichstag dans le cas où la motion du Centre aurait la ma-

jorité. Depuis le souverain jusqu'au dernier paysan tout le monde protestant fut mobilisé contre les Jésuites, « ces excréments de la nature ».

Le fanatisme protestant, il était facile de le prévoir, arriva à ses fins. Au cours de la discussion du projet de loi scolaire, le chancelier de Caprivi déclara que le gouvernement était hostile au retour des Jésuites. Le Centre et les catholiques furent douloureusement affectés par cette fin de non-recevoir ministérielle. Mais on jugea à propos de ne pas nager contre le courant. Lorsque la motion du Centre vint à l'ordre du jour, le comte Ballestrem la retira au nom de ses amis. Tout en se maintenant sur le terrain du projet de loi, le Centre, pour des raisons de tactique, trouva bon de ne pas insister pour le moment, sauf à revenir à la charge en temps opportun.

Les catholiques allemands n'engagent jamais la bataille au hasard, inconsidérément. Ils ont la vertu de patience comme ils ont le don de force. Ils savent attendre le moment favorable, et ce moment venu, ils savent en profiter énergiquement. Quel que soit l'état des esprits à l'heure présente, la justice finira par l'emporter, dans cette Allemagne où la grande maxime: *Justitia fundamentum regni* reste gravée dans les cœurs.

II

ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE DES JÉSUITES ALLEMANDS.

Suivant le mot de H. Heine, le nom de Loyola produit sur les libéraux le même effet que le chiffon rouge sur les taureaux : il les exaspère. L'immense majorité n'a jamais vu, ni entendu, ni même lu un Jésuite ; mais les meneurs ont agité devant ses yeux la loque rouge de la calomnie, il n'en fallait pas davantage pour soulever la tempête antijésuitique dans le pays. On condamne les Jésuites sans les connaître, et afin de donner à ce verdict une apparence de justice, on leur endosse des crimes imaginaires.

Ce serait faire injure aux Jésuites allemands que de se constituer l'apologiste de leur vie religieuse et morale ; leurs vertus se défendent d'elles-mêmes. Mais il y a plus, loin d'avoir à rougir d'eux, l'Allemagne a tout lieu de s'en glorifier. « Dans tous les domaines de la littérature, écrivait Herder à la fin du XVIIIe siècle, la Compagnie de Jésus a compté des ouvriers pleins de talents et de mérites. A peu près toutes les sciences leur doivent quelque chose ». Cela est également vrai au déclin de ce siècle, et il pourra être intéressant de retracer à grands traits ce que la province germanique a fait dans ces derniers temps pour la science et la littérature.

§ 1

LES VOIX DE MARIA-LAACH.

Signalons d'abord la magnifique collection des *Voix de Maria-Laach*. Cette Revue commencée à la veille même de l'exil et continuée sur la terre étrangère, est devenue rapidement la Revue catholique la plus importante de l'Allemagne. Théologie, philosophie, sciences naturelles et physiques, histoire, art, littérature, politique économique et sociale, elle traite toutes les questions avec une haute compétence et une rare maîtrise. Presque toutes les études qu'elle publie sont de premier ordre. Rédigée exclusivement par les Pères de la Compagnie, la camaraderie n'en ouvre pas les colonnes à des travaux dont l'unique mérite serait la situation élevée ou la richesse de l'auteur. La rédaction tient avant tout à être solide, intéressante, et elle se montre impitoyable à l'égard de tout ce qui est médiocre. On a reproché à l'un de ses principaux critiques littéraires d'être d'une sévérité excessive pour les œuvres catholiques. Le reproche, si c'en est un, est fondé ; mais il faut ajouter que cette même sévérité est appliquée aux collaborateurs de la Revue ; de là, cette supériorité incontestable que lui reconnaissent amis et adversaires. Les « *Feuilles rouges* » jouissent d'une grande considération. La collection qui compte jusqu'ici une

quarantaine de volumes est une vraie mine scientifique où les plus savants puisent avec profit.

Commencée à Maria-Laach, la Revue eut ensuite son siège au château Robiano (Belgique) que le comte François Stolberg-Wernigerode avait gracieusement mis à la disposition de la Rédaction. En 1880, elle émigra en Hollande, au collège de Blyenbeck, et en 1885, au collège d'Exaeten.

Elle eut pour premier directeur le P. Pachtler (1), une nature de feu sur laquelle s'était greffé un philologue distingué. Pachtler était un lutteur fait pour l'action plutôt que pour les recherches scientifiques.

Aussi il céda de bonne heure la place au P. Cornely (2), un savant orientaliste qui a dirigé la Revue jusqu'en 1879, avec une science qui défiait toute critique. Cornely avait passé plusieurs années à Beyrouth, au Liban, au Caire; puis il avait étudié les langues orientales à Paris. Ses études préliminaires le préparaient naturellement à l'exégèse biblique dont il est aujourd'hui l'un des principaux représentants en Europe. Mais ce n'était pas un spécialiste pour lequel les autres domaines du savoir eussent été fermés. Il s'intéressait à tout, s'initiait à tout, et parvint

(1) Michel Pachtler, né le 14 sept. 1825 à Mergentheim en Wurtemberg. En 1866, il fut aumônier des troupes tyroliennes qui combattirent les Garibaldiens. En 1869 et 70, il fut aumônier des zouaves pontificaux à Rome.

(2) Rodolphe Cornely, né le 19 avril 1830, à Bregel, dans la Province rhénane.

ainsi à imprimer à la Revue ce cachet qui en fait aujourd'hui un périodique hors de pair.

Lorsque le P. Cornely fut appelé à l'Université grégorienne, il eut pour successeur le P. Schneemann, l'infatigable ouvrier de la première heure, à qui Maria-Laach était en partie redevable de son éclat.

Le P. Schneemann vouait à cette œuvre les restes d'une ardeur qui s'éteignait. Il demeura sur la brèche durant 6 ans (1879-1885) et remit ensuite la direction au P. Fæh, recteur du collège de Feldkirch. En 1889, le P. Fæh fût remplacé par le P. Langhorst, qui est encore aujourd'hui à la tête de la Revue.

Ces chefs furent secondés par le plus brillant état-major qu'une Revue puisse désirer. Je viens de parcourir les 25 premiers volumes de la collection et je n'ai pas relevé moins de 72 rédacteurs. Dans le nombre il y a d'illustres savants, de fins lettrés, des poètes, des historiens, des philosophes dont nous aurons l'occasion de parler. Avec une telle rédaction, la Revue avait tout ce qu'il fallait pour réussir et elle réussit au delà de toute attente. Les *Voix de Maria-Laach* parlent haut; elles se font entendre partout, et leurs ennemis sont souvent obligés de les écouter, peut-être à leur corps défendant.

§ 2

COLLECTION DES CONCILES MODERNES.

Les Revues ont pour but de vulgariser la science. Les Jésuites de Maria-Laach eurent une ambition encore plus haute. Ils se sentirent assez de force pour entreprendre de grands travaux scientifiques à l'instar des Jésuites et des Bénédictins des siècles passés.

Le P. Schneemann conçut le dessein de publier les Actes et les Décrets de tous les conciles des deux derniers siècles. Secondé par le P. Aymans (1), le P. Esseiva (2) et de plusieurs autres, il se mit hardiment à l'œuvre, et aujourd'hui cet immense travail est achevé à la grande satisfaction des savants.

Le recueil se compose de 7 énormes volumes, et embrasse tous les Conciles et les autres assemblées épiscopales qui, au point de vue de l'histoire ou du droit canon, offrent un certain intérêt. La Collection de Maria-Laach —*Collectio Conciliorum lacensis* (3) est une des plus correctes, des plus pratiques, des plus savantes qui existent. Elle complète les

(1) Mathias Aymans, né le 1er juillet 1834, près de Geldern.
(2) Joseph Esseiva, né le 10 décembre 1810, à Fribourg en Suisse.
(3) Cet ouvrage, ainsi que les Voix, paraît chez Herder, à Fribourg en Brisgau. Du reste, la plupart des ouvrages des Jésuites allemands paraissent chez Herder. Quant à ceux pour lesquels ce ne sera pas le cas, j'indiquerai chaque fois l'éditeur.

grands ouvrages conciliaires de Labbé, de Hardouin, de Coleti, de Mansi. J'ajouterai, pour le lecteur français, que le 4e volume reproduit tous les conciles français tenus de 1789 à 1869. Le synode national de 1811 y fait l'objet d'un travail très étendu où se trouvent réunis les actes de cette célèbre assemblée jusqu'ici épars dans des ouvrages français, belges, allemands et italiens, ou enfouis dans les archives nationales de Paris. Ils sont précédés d'une étude historique qui les résume et en donne la clef. Ce volume est un véritable code de l'Église française.

La *Collectio lacensis* trouva dans le monde savant l'accueil qu'elle méritait.

« C'est un des ouvrages les plus considérables de notre époque », disait le *Tijde* d'Amsterdam.

« Cette collection, écrivait la *Revue historique* de Paris, rendra des services inappréciables. Elle ne devra manquer ni dans la bibliothèque de l'homme d'État, ni dans celle du théologien ».

Le *Litterarische Handweiser* de Munster l'appelle « un monument plus durable que l'airain » et d'après un journal américain « elle vaudra à la communauté de Maria-Laach un nom immortel ».

On pourrait multiplier les témoignages de ce genre.

L'œuvre du P. Schneemann recueillit partout des éloges. Le vaillant ouvrier mourut à la tâche le 20 mai 1885. Il venait de finir le 6e volume.

Le 7e volume fut soigné par le P. Granderath que

le Pape autorisa à consulter les archives du Concile du Vatican.

L'œuvre a sa place marquée à côté des grandes collections conciliaires des temps passés.

---

§ 3

LE GRAND COURS D'ÉCRITURE SAINTE (1).

Les Jésuites allemands ne s'arrêtèrent pas en si beau chemin. Au XVII[e] siècle, leurs devanciers avaient formé une école exégétique célèbre. Trois savants de la Compagnie de Jésus, les PP. Cornely, de Hummelauer, Knabenbauer résolurent de faire revivre ces glorieuses traditions. Assurés du concours de leurs collègues, ils entreprirent la publication d'un *Cours complet d'Écriture sainte* qui aura au moins 60 volumes.

Il faut avoir l'éternité des chênes et des moines pour se lancer dans une pareille aventure. L'évènement prouve que les Jésuites allemands n'ont pas trop présumé de leurs forces. Une vingtaine de volumes ont déjà paru, et les autres sont sous presse ou en voie de préparation.

L'apparition de ce travail colossal marque une date importante dans les annales scientifiques de ces dernières années. Par son étendue comme par sa valeur, cette œuvre exégétique s'impose à l'attention du monde savant. L'auteur de l'*Introduction critique et historique*, de même que les auteurs des *Commen-*

(1) Ce *Cursus Scripturæ Sacræ* (écrit en latin) paraît à Paris chez l'éditeur Lethielleux, rue Cassette, 10. L'ouvrage fait honneur aux auteurs et à l'éditeur.

taires, ont déployé une somme prodigieuse d'efforts, une critique d'une rare sagacité, une exactitude théologique parfaite. A chaque page, on constate leur vaste érudition patristique, leur connaissance approfondie de tous les travaux anciens et modernes consacrés à la Bible, leur initiation aux arcanes des langues orientales.

L'ouvrage comprendra trois parties.

La première donnera une édition critique des textes sacrés, — hébreu, grec, latin — (en 5 volumes).

La seconde intitulée : *Libri introductorii* renferme l'introduction à la Bible, l'archéologie sacrée, les grammaires et les dictionnaires spéciaux des langues et des antiquités bibliques (environ 16 volumes).

La troisième fournira les Commentaires de tous les livres de l'Ancien et du Nouveau Testament.

C'est le P. Cornely qui s'est chargé des volumes relatifs à l'introduction biblique. Par ses études et ses voyages, par son enseignement au Collège romain, il était merveilleusement préparé à ce travail. Il a réussi. Dans les 4 volumes qui ont paru, il a condensé la substance de toutes les théories qui ont germé dans la tête des exégètes allemands. Il les réfute pied à pied avec une lucidité et une force qui doivent contenter les juges les plus sévères.

Outre l'introduction, le P. Cornely entreprendra aussi quelques commentaires, entre autres ceux sur les Psaumes, et ceux sur toutes les Épîtres de saint Paul.

Les autres livres seront expliqués par le P. Knabenbauer (1) qui s'occupe des Livres prophétiques, du livre de Job et des Évangiles. Comme le dit Mgr Grandclaude, ces commentaires de Knabenbauer sont clairs, précis, complets, toujours justifiés. Toutes les découvertes philologiques et historiques y sont utilisées, de sorte qu'on a le dernier mot de la science exégétique.

Le P. de Hummelauer (2), fils de l'homme d'État autrichien de même nom, a choisi pour sa part les Livres historiques dont quelques volumes ont déjà paru, entre autres les 2 livres de Samuel, les livres de Ruth et des Juges. Le baron de Hummelauer s'était déjà signalé par son essai sur le *Récit de la création.*

A ces trois noms, il faut joindre celui du P. Gietmann (3), professeur de morale au collège de Wynandsrade dans le Limbourg hollandais. Gietmann, qui est philosophe, a traduit en latin les *Controverses* du P. Schneemann et publié une série d'autres ouvrages. Dans le *Cursus Scripturæ*, il a commenté jusqu'à présent le Cantique des Cantiques et l'Ecclésiaste.

(1) J. Knabenbauer, né le 19 mars à Deggendorf en Bavière.

(2) F. de Hummelauer, né à Vienne le 14 sept. 1842, missionnaire en Angleterre.

(3) G. Gietmann, né le 21 mai 1845 à Birten, dans la Prusse rhénane.

§ 4

LES JÉSUITES ALLEMANDS ET LA THÉOLOGIE.

Le cours d'Écriture sainte appelle de toute nécessité un cours complet de théologie. Il est à souhaiter que les Jésuites allemands de Maria-Laach attachent leur nom à cette autre œuvre. Ils sont de taille à l'entreprendre. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à prendre connaissance des études théologiques éparses dans les *Voix*. Les théologiens dont nous avons déjà parlé, les Kleutgen, les Schneemann, les Deharbe, les Wilmers ont fait école.

Le P. Granderath (1), à qui l'on doit le dernier volume de la collection conciliaire, a publié dans les *Voix* et dans le *Katholik* de Mayence des travaux qui supposent un théologien dogmatique très subtile et un vigoureux dialecticien. Le dogme pourra également être traité de main de maître par le P. Wiedemann (2), le P. Frins (3), le P. Sasse (4), et surtout le P. Langhorst, l'éminent supérieur de la province d'Allemagne. Ce sont des têtes spéculatives admirablement organisées.

(1) Théod. Granderath, né le 19 juin 1839, à Giesenkirchen (Prusse rhénane) est professeur à Ditton Hall.

(2) Ch. Wiedemann, né le 25 avril 1837 en Wurtemberg, professeur à Ditton Hall.

(3) Victor Frins, né le 17 sept. 1840 à Aix-La-Chapelle, écrit dans la *Revue d'Innsbruck* et dans le *Kirchenlexikon*.

(4) Jean Sasse, né le 3 oct. 1831 à Dorsten (Wesphalie).

La théologie morale est représentée par le P. Lehmkuhl (1) dont le grand ouvrage est devenu classique dans le monde catholique tout entier.

La théologie homilétique semble avoir été cultivée davantage par la génération précédente.

Le P. Schleininger (2) a laissé une série d'ouvrages de rhétorique sacrée qui sont encore dans toutes les mains. Des PP. Roh, Roder, Lamezan, Rive, Grœning, Pottgeisser, il nous reste des sermonaires que le jeune clergé consulte encore avec fruit. Ce sont comme des échos affaiblis des grandes prédications qui ont remué l'Allemagne il y a 30 ans. Actuellement, les Jésuites allemands prêchent moins parce que les missions leur sont interdites en Allemagne.

Mais si l'éloquence sacrée leur est fermée, ils restent toujours des maîtres incontestés sur le terrain de l'ascétique chrétienne. Les livres du P. Meschler (3) sont des modèles du genre. Sa *Vie de Notre Seigneur en méditations* (2 volumes), *les Dons du St Esprit*, la *Vie de St Louis de Gonzague*, les *Études sur le Sacré Cœur* ont eu plusieurs éditions. Tous ces ouvrages sont écrits avec une onction, un charme de style, une poésie inimitables ; en même

(1) Aug. Lehmkuhl, né à Hagen (Wesphalie) le 23 sept. 1834.

(2) Nicolas Schleininger, né le 14 oct. 1817 dans le canton d'Argovie. Il a publié : *Das kirchliche Predigtamt — Abriss der Rhetorik — Die Bildung des jungen Predigers — Grundzüge der Beredsamkeit.*

(3) Maurice Meschler, né le 16 sept. 1830 à Brig en Suisse ; actuellement à Blyenbeck.

temps ils sont basés sur des connaissances théologiques très profondes. Ils n'ont rien de ces livres de dévotion à l'eau de rose qui sont le fléau de l'ascétique français (1).

A côté du P. Meschler, qui a été maître des novices pendant 20 ans, citons encore le P. Lohmann (2) dont on connaît l'Harmonie des Évangiles et la Vie de Notre Seigneur, les Pères Dolfinger (3), de Doss, Frey, de Hammerstein, Dosenbach (4).

(1) Une traduction française de la *Vie de saint Louis de Gonzague* du P. Meschler a été publiée chez Lethielleux ; chez le même éditeur paraîtront prochainement des éditions françaises des autres ouvrages du P. Meschler.

(2) Jean Lohmann, né le 23 mai 1834 à Etteln près de Paderborn, actuellement supérieur de la résidence de Aarhus en Danemark.

(3) Charles Dolfinger, né le 13 janvier 1819 à Weildiestadt ; a publié : *Das Kind der Kirche* ; réside actuellement à Wynandsrade.

(4) Étienne Dosenbach, né le 24 août 1822 à Bremgarten en Suisse, a publié un assez grand nombre d'excellents petits livres — il réside à Paris.

§ 5

LES JÉSUITES ALLEMANDS ET L'APOLOGÉTIQUE.

En passant à l'Apologétique, nous trouvons ce genre très bien cultivé par les Jésuites allemands. En tête des apologistes paraît un protestant converti lequel, ce qui ne gâte rien, porte un des beaux noms de l'aristocratie allemande. Le P. de Hammerstein (1) raconte les étapes de sa conversion dans un petit livre d'un intérêt poignant, intitulé : *Souvenirs d'un vieux luthérien* (2). — Inutile de dire que cet ouvrage produisit une vive sensation dans les milieux protestants. Plusieurs pasteurs — lui-même avait été pasteur — et beaucoup de laïques, visiblement troublés par ces curieuses révélations, entrèrent en rapport avec l'auteur, et on a su que les *Souvenirs* avaient même provoqué des retours vers le catholicisme. D'autre part, le P. de Hammerstein fut l'objet des attaques les plus acrimonieuses et poursuivi des injures les plus grossières. Il a répondu par un second opuscule excellent « *Sincerus, un théologien protestant dans la primitive Église* », opuscule qui met en relief les contradictions flagrantes qu'il y a

(1) Louis de Hammerstein, né au château de Gesmold le 1er sept. 1832.
(2) Les ouvrages du P. de Hammerstein se publient à Trèves chez Dasbach. Ils ont eu un grand succès.

entre les enseignements de l'Église primitive et ceux du protestantisme.

Le P. de Hammerstein ne restreignit pas ses études aux rapports du catholicisme et du protestantisme, il réfuta sous une forme populaire l'athéisme lui-même. Son livre : *Edgar ou comment l'on revient de l'athéisme à la vérité complète*, a eu en très peu de temps 7 ou 8 éditions, ce qui en montre assez la valeur. Il vient de le compléter par un nouveau volume qui a pour titre : *Preuves de l'existence de Dieu*.

Un autre ouvrage qui a eu plus de succès encore qu'Edgar, c'est *Winfrid ou l'action sociale de l'Église*. On pourrait l'appeler une apologie du catholicisme par les faits. Le P. de Hammerstein montre ce que l'Église catholique a accompli dans le domaine de la charité, des œuvres, etc., et la conclusion du livre se présente d'elle-même : à moins d'être divine, l'Église ne pourrait pas réaliser toutes ces merveilles. Les ouvrages du P. de Hammerstein rendent les plus grands services à la cause du catholicisme.

Son confrère Paul de Hœnsbrœck (1), également de grande naissance, a défendu l'Église dans la personne de ses plus vaillants soldats : « *Pourquoi les Jésuites ne doivent-ils pas rentrer en Allemagne* » ? tel est le titre de son livre qui a eu rapidement plu-

(1) P. de Hœnsbrœch, né le 29 juin 1852, au château de Haag près Geldern. Il a encore publié : *Der Kirchenstaat — Briefe an einen Protestanten*.

sieurs éditions. Le P. de Hœnsbrœch réfute victorieusement tous les sophismes et toutes les calomnies qu'on a accumulés contre la Compagnie. A en juger par la rage qu'il a soulevée parmi les libéraux, il a lieu de se féliciter ; son but est atteint.

Le même thème a été repris et développé par le P. Duhr (1) dans ses *Fables jésuitiques*. L'ouvrage est publié par livraisons et les 3 premières qui ont paru ont déjà été traduites en plusieurs langues étrangères.

On peut aussi ranger parmi les apologistes le P. Tilmann Pesch (2) dont il sera question plus loin. Sous le pseudonyme de Gottlieb, le P. Tilmann Pesch a publié 2 volumes extrêmement curieux sur le protestantisme contemporain. Les *Lettres de Hambourg* et le *Krach de Wittemberg*, constituent la condamnation la plus péremptoire de la Réforme du XVI[e] siècle.

Avant de finir avec les sciences ecclésiastiques, il faudrait encore parler des ouvrages de *Droit canon* et d'*Histoire de l'Église*.

L'Église et l'État au point de vue du droit par le P. de Hammerstein ; *Les devoirs du pouvoir politique* par le P. Cathrein ; *Le Droit politique chrétien d'après l'encyclique du 1[e] novembre 1885* par le P. Chr.

(1) Bern. Duhr, né à Lainz, près de Vienne, le 2 avril 1852.

(2) Tilmann Pesch, né à Cologne, le 1[er] février 1836. Il a publié, outre les ouvrages cités : *Luther et le mariage ; La vie religieuse ; Lettres de l'alliance évangélique*.

Pesch (1); *Les États de l'Église* par le P. de Hœnsbrœch méritent d'être signalés.

Il en est de même des travaux historiques des PP. Schneemann, Riess, Renward, Bauer, Niemœller, Braunsberger, Pfülf, etc. Ils indiquent que l'histoire de l'Église est étudiée soigneusement par les Jésuites. Mais j'aurai l'occasion de parler de l'un ou l'autre historien de la Compagnie de Jésus et j'ai hâte de passer à la philosophie.

(1) Chrétien Pesch, né à Mulheim, le 25 mai 1853.

§ 6

LES JÉSUITES ALLEMANDS ET LES ÉTUDES PHILOSOPHIQUES.

Qu'on ouvre les *Voix* et on verra du premier coup d'œil que la philosophie était en honneur à Maria-Laach. C'est un des traits distinctifs de la docte colonie. Kleutgen semble avoir communiqué à ses collègues quelque chose de son génie spéculatif; il leur a laissé en guise de testament scientifique l'amour et l'intelligence de la philosophie scolastique. Rien d'étonnant que dans ces conditions il y ait une philosophie de Maria-Laach comme il y a une collection conciliaire, un cours complet d'Écriture sainte, et comme il y aura une *theologia lacensis*.

Le créateur, si j'ose ainsi m'exprimer, de la *Philosophia lacensis* n'est autre que le P. Tilmann Pesch. Le nom de ce savant Jésuite est connu de tous ceux qui s'occupent d'études philosophiques. Il a publié une série d'ouvrages très remarquables et très remarqués. *La Science moderne*, *Faiblesse de la Science moderne*, *Les grandes énigmes de l'univers*, *Le phénomène de l'univers*, sont des monographies qui ont pénétré dans les sphères les plus hostiles au catholicisme.

Le P. Tilmann Pesch qui est un scolastique, a cet

avantage de connaître à fond les philosophes modernes et d'être très versé dans les sciences naturelles. S'il s'attache à la philosophie chrétienne du moyen âge, c'est après avoir constaté l'inanité de tous les systèmes des philosophes plus récents. Il a étudié et réfuté dans des articles excellents : Kant (1), Schopenhauer, Hartmann. Avec de telles études et une telle science, le P. Pesch pouvait hardiment se mettre à l'œuvre et réaliser son idée d'une *Philosophia lacensis*.

Malgré bien des traverses — des morts et des maladies — l'ouvrage est en bonne voie. Cinq volumes sont édités et plusieurs autres sont en préparation. De la plume du P. Tilmann Pesch sont sortis les 3 volumes de la *Logique — Institutiones logicales* — et un volume de *Cosmologie*. Sous peu paraîtra sa *Psychologie*.

Un de ses confrères, le P. Théodore Meyer, publie les *Institutions du Droit naturel*, dont le premier volume est déjà en vente. Le P. Meyer a été l'un des meilleurs professeurs de Maria-Laach où il a enseigné l'Éthique pendant plusieurs années. Éveilleur de grand talent, il a formé des disciples comme Pesch, Lehmkuhl, Cathrein, bref la plupart des philosophes de la province germanique.

Ces *Institutions*, écrites en latin pour en rendre

(1) On trouvera une excellente étude — (la meilleure que je connaisse) — du système de Kant dans un ouvrage fort remarquable de

l'usage plus universel, se distinguent par la solidité du fond, la rigueur des démonstrations, le choix des matériaux et la parfaite ordonnance de l'ensemble. Le P. Pesch a rendu un vrai service à la science catholique par cette entreprise grandiose.

Si deux Jésuites seulement ont collaboré jusqu'ici à la *Philosophia lacensis*, ce n'est pas qu'il y eût manque d'ouvriers. Parmi les collègues du P. Pesch, je trouve en effet une pléiade d'autres philosophes au moins d'égale valeur.

Les ouvrages du P. Cathrein sont connus au delà des frontières de l'Allemagne. L'un ou l'autre est même traduit en français. En tout cas, nous pouvons citer : « *Le Socialisme, ses principes fondamentaux et son impossibilité pratique* (1). Ce travail est tiré de ses deux volumes : *Philosophie morale* (Moral-Philosophie), l'ouvrage le plus considérable de ce genre qui ait paru depuis Taparelli. C'est une réfutation très solide de tous les systèmes de morale indépendante, et indirectement, par conséquent, une apologie de la philosophie chrétienne, la seule qui soit à même de fonder une vraie morale.

Le P. Cathrein, qui est encore jeune, a écrit plusieurs autres ouvrages de philosophie et de politique,

M. l'abbé Merklen : *Les Philosophes illustres*. Ces deux volumes devraient être entre les mains de tous les jeunes gens qui s'occupent de philosophie. (Paris, librairie Bloud et Barral, 4 rue de Madame).

(1) Cet ouvrage a été également traduit en anglais, en italien, et en flamand.

tous très appréciés : la *Constitution anglaise*, la *Morale du Darwinisme*, etc.

Voici un autre philosophe qui, comme le P. Pesch, s'est beaucoup familiarisé avec les sciences naturelles. Le P. Dressel est un savant de premier ordre, un géologue très estimé en Allemagne. Son dernier ouvrage : La *Matière animée et inanimée*, est une étude biologique où l'existence du principe vital dans les êtres organiques est démontrée avec beaucoup de force. Le *Centralblatt* de Leipzig est obligé de reconnaître que « le P. Dressel est très au courant de toutes les découvertes les plus récentes de la chimie » et que « sa réfutation de la conception mécanique du monde ne laisse rien à désirer ».

Le P. Epping, dont nous aurons à reparler tout à l'heure, a fait paraître, il y a une dizaine d'années un travail philosophique sur l'*Évolution dans le monde*. Nous possédons là une excellente critique du matérialisme qui repousse l'existence d'une cause suprême et admet « l'éternelle évolution du monde ».

L'existence de Dieu chez tous les peuples de la terre a été traitée par le P. Chrétien Pesch dans 3 attachantes monographies qui sont : 1) L'idée de Dieu dans les religions païennes de l'antiquité ; 2) L'idée de Dieu dans les religions païennes des temps modernes ; 3) Dieu et les dieux. Ces volumes forment trois pages importantes de l'histoire des religions.

C'est à l'histoire également qu'un autre Jésuite, le P. Knabenbauer demande la solution du problème de l'immortalité de l'âme. Son « *Témoignage de l'humanité* » en faveur de cette vérité fondamentale mérite d'être cité.

En terminant cette trop rapide revue des études philosophiques chez les Jésuites, il faut s'arrêter un instant à un ouvrage qui a fait quelque bruit en France et en Allemagne.

Le P. Gruber, qui vit à Exaeten parmi cette élite dont font partie Dressel, Epping, Langhorst, Baumgartner, Dreves, Cathrein, Lehmkuhl, H. et T. Pesch, Spillmann, Wasmann, Meyer, Hœnsbrœch, Beissel, le P. Gruber, dis-je, a consacré ses recherches au Positivisme. Quelques-uns de ses collègues s'étaient plus spécialement occupés des philosophes allemands et anglais. Gruber se tourna vers le mouvement philosophique parti de la France.

Dans un 1er volume, il exposa la vie et les doctrines d'Auguste Comte, le fondateur du Positivisme. Un second volume, qui a paru l'année dernière, conduit le Positivisme de la mort de Comte jusqu'à nos jours. Nous voyons défiler sous nos yeux les positivistes français (orthodoxes et dissidents) Littré, Laffitte, Taine, Ribot, de Roberty ; les anglais St Mill, Herbert Spencer ; les allemands Dühring, Riehl, Laas, Lange, Wundt ; les italiens Siciliani, Ardigo, Angiulli, etc.

Ces études consciencieuses trouvèrent grâce même

devant les positivistes français. La *Revue occidentale* a consacré au 1er volume du P. Gruber un article trop curieux pour n'être pas reproduit en partie. « Quelle n'a pas été notre surprise, dit-elle, en reconnaissant dès les premières pages une étude sérieuse, faite sur les documents originaux, disposée avec goût et intelligence, écrite d'un style mesuré et digne, montrant constamment la préoccupation de présenter une exposition parfaitement impartiale.

« De page en page, jusqu'à la fin du livre, notre étonnement a été grandissant, notre impression se confirmant. Nous avions bien sous les yeux un exposé très complet et remarquablement exécuté de la vie et de l'œuvre de Comte. Partout une érudition puisée aux meilleures sources, un tact qui reconnaît avec sûreté le point principal, l'idée maîtresse à mettre en lumière, une conscience irréprochable qui expose sans défigurer.

« M. Gruber a écrit le meilleur résumé qui existe jusqu'à présent de la doctrine positiviste, un résumé qui fera beaucoup pour faire connaître le Positivisme en Allemagne et qui, traduit, pourrait rendre de grands services en France.

« Nous ne savons si la Société de Jésus compte beaucoup de membres de la valeur intellectuelle de M. Gruber. Si cela était, la considération toute particulière que Comte professait pour l'Ordre des « Ignaciens » se trouverait justifiée. Il est curieux en tout cas que la première appréciation sérieuse du

Positivisme, émanée du milieu catholique, soit due à la plume d'un Jésuite »(1).

Et dans un autre article Laffitte ajoute : « Cet ouvrage est véritablement remarquable par l'étendue des recherches, la sûreté habituelle des informations et la haute impartialité dont l'honorable auteur donne toujours l'exemple ».

Après avoir lu ces lignes on ne s'étonnera plus qu'un critique autrichien ait appelé l'écrit du P. Gruber « un vrai chef-d'œuvre de monographie scientifique » (2).

(1) Une édition française des deux ouvrages du P. Gruber, parue chez Lethielleux, a obtenu chez nous un bon succès.

(2) N'oublions pas la *Bibliotheca scolastica* que publie le P. Ehrle. Jusqu'ici ont paru *Aristotelis opera omnia quæ exstant* et le très curieux ouvrage d'Alamannus : *Summa philosophiæ Divi Thomæ Aquinatis*. Cette collection se publie chez Lethielleux à Paris.

§ 7

LES JÉSUITES ET LES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES.

La philosophie et les sciences physiques et naturelles se touchent par plus d'un côté ; parmi les Jésuites de Maria-Laach, il en est plusieurs qui ont marqué dans l'une et l'autre de ces deux branches. Nous avons vu que le P. Dressel était à la fois philosophe, géologue et chimiste. Les *Voix* et la Revue *Natur und Offenbarung* contiennent de nombreux articles scientifiques des Jésuites allemands.

Au P. Jurgens, supérieur de la mission de Bombay, on doit de bons travaux sur le Darwinisme, sur la vie organique, sur la couleur des fleurs, etc.

Un autre missionnaire des Indes, le P. Kemp, a publié des études remarquables sur le Darwinisme, sur la descendance de l'homme d'après Hæckel.

Le P. Kolberg, envoyé à l'Équateur, a raconté son voyage dans un livre — *Nach Ekuador* — d'une valeur scientifique incomparable. Une Revue protestante — le prince Radziwill a rapporté le fait au Reichstag — n'a pas craint de dire que l'ouvrage du P. Kolberg était le meilleur du genre qui ait paru depuis Humboldt. Le chapitre sur la théorie des

tremblements de terre et des éruptions volcaniques fait en quelque sorte autorité (1).

On sait que l'astronomie est une science où les Jésuites ont excellé en ce siècle. L'italien Secchi, l'anglais Perry sont mis au rang des plus éminents astronomes de notre époque. Les Allemands n'ont pas voulu rester en arrière sur ce terrain. Le P. Hargen, professeur d'astronomie à l'université de Washington, a publié une série de travaux astronomiques (2) qui n'ont pas passé inaperçus dans le monde savant.

Le P. Epping, aidé de son confrère l'illustre assyriologue Strassmeier, a publié un ouvrage astronomique qui a été un véritable évènement. Ce livre est intitulé : *Astronomie babylonienne* — Astronomisches aus Babylon. Voici comment le professeur Hoffmann — un protestant — en parle dans la Revue scientifique *Natur* : « Récemment, dit-il, les PP. Epping et Strassmeier, en réunissant leurs efforts, sont parvenus à traduire et à expliquer quelques-unes des tablettes assyriennes qui se trouvent au *British Museum*. On ne se figure pas les difficultés énormes que présentait un tel travail. Ces deux savants ont rendu par là un service incalculable à l'astronomie ; car bien que ces tablettes ne remontent qu'à l'époque des Séleucides et des Arsacides, leur contenu est

(1) Kolberg a publié en outre plusieurs manuels scientifiques en espagnol.

(2) Hargen a aussi publié des ouvrages de mathématiques.

assez important pour qu'on puisse, à l'aide de ces documents, reconstruire le système de l'astronomie chaldéenne ».

Quittons l'infiniment grand du monde sidéral et allons à l'infiniment petit de la biologie animale.

Le P. Wasmann a été appelé le « père des fourmis », et en dépit de son jeune âge, il passe déjà à juste titre pour l'un des entomologistes célèbres d'Allemagne. Dans la Revue suisse *Humboldt*, le professeur Forel de Zurich parle des recherches et des découvertes admirables du P. Wasmann, et il les considère comme « l'un des chapitres les plus merveilleux et les plus attrayants de la psychologie animale ». Il fait grand éloge de l'esprit critique du savant religieux et déclare que ce « petit Jésuite » pourrait servir de modèle à beaucoup de ses adversaires métaphysiques.

Astronomie, biologie, géologie, physique, chimie, etc., les Jésuites allemands ont exploré tous ces domaines de la science, et nous avons vu avec quel succès. Les noms d'Epping, de Kolberg, de Wasmann, sont la gloire de l'Église, et nos ennemis sont obligés de les prononcer avec respect.

---

§ 8

LES JÉSUITES ALLEMANDS ET LA PHILOLOGIE.

Avec plus de respect encore, on prononce le nom du P. Strassmeier. Incontestablement, ce Jésuite est l'un des grands assyriologues de ce siècle. Il a fait plus pour cette science, du reste très jeune, que beaucoup d'autres savants ensemble. Depuis 15 ans, il travaille au *British Museum* où il copie, déchiffre, compare les anciennes inscriptions découvertes dans les fouilles de Ninive et de Babylone. Prodigieusement doué pour l'étude des langues orientales et des caractères cunéiformes, il a obtenu des résultats tout à fait surprenants (1).

Ces découvertes qui font l'admiration de tous les assyriologues sont publiées dans deux grands ouvrages.

Le premier, qui porte le titre trop modeste de *Table alphabétique des mots assyriens et akkadiques*, est un dictionnaire assyrien qui ne compte pas moins de 1144 pages.

Le second est un recueil de textes et d'inscriptions publié sous le titre général : *Textes babyloniens*.

(1) En France, nous n'avons actuellement qu'un jeune religieux dominicain que nous puissions mettre en parallèle avec le P. Strassmeier. C'est le P. Scheil, très connu du monde savant, qui passe pour un assyriologue des plus distingués.

Jusqu'à présent, il a paru sept volumes contenant environ 2000 inscriptions. La continuation est attendue avec la plus vive impatience.

Les assyriologues ont besoin du P. Strassmeier. Son *Lexique* et ses *Textes* sont deux de leurs livres fondamentaux. Aussi, les plus illustres sont fiers de l'amitié de cet humble religieux. Le grand assyriologue français Oppert l'élève aux nues, le professeur allemand Schrader est en rapport constant avec lui. Il faut que le P. Strassmeier assiste aux congrès des Orientalistes allemands, même lorsqu'ils se tiennent à Berlin. Le moine exilé peut alors rentrer dans son pays parce qu'on ne saurait se passer de ses lumières.

Il va de soi que la philologie classique n'est point négligée par les Jésuites allemands. Toutefois, ils n'ont guère de nom à mettre en avant si ce n'est celui du P. Fox qui est l'un des meilleurs connaisseurs de Démosthène.

Citons encore parmi les philologues le P. Gietmann dont on estime le *De re metrica Hæbraeorum*, le P. Scheid, auteur de l'un ou l'autre essai qui n'est pas sans valeur, le P. Dahlmann, un jeune, qui a déjà à son actif quelques études sérieuses sur les travaux linguistiques des missions catholiques (1).

(1) On devine pourquoi les Jésuites allemands ont moins cultivé la philologie classique. C'est qu'en Allemagne ils n'ont jamais eu de collège à diriger.

§ 9

LES JÉSUITES ALLEMANDS ET LES ÉTUDES HISTORIQUES.

Comme de raison, les Jésuites allemands ont fait la part très large aux études historiques. La collection de leur Revue renferme une foule d'articles très importants sur des problèmes d'histoire ecclésiastique et profane. Mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas eu l'occasion, ni le temps, ni sans doute le désir d'entreprendre quelque œuvre de longue haleine. Ils sont encore, pour ainsi dire, dans la période d'analyse. Le moment des grandes synthèses historiques comme celle du *Cours d'Écriture sainte* n'est pas venu.

Ce que deviendraient entre leurs mains des travaux de ce genre, nous le voyons par les nombreuses monographies que nous ont données les Jésuites allemands. Ce sont en général des études qui ont un caractère rigoureusement scientifique.

L'exil ayant jeté plusieurs Jésuites allemands sur le sol de l'Angleterre, ils en ont profité pour étudier l'histoire de ce pays. Le P. Zimmermann a publié deux ouvrages, l'un sur les *Universités anglaises du XVIe siècle* et l'autre sur *Marie la Catholique*.

Au P. Spillmann, nous devons les *Martyrs anglais sous Henri VIII et Elisabeth*, une monographie qui est, comme les précédentes, le fruit de vastes et pa-

tientes recherches. Je m'empresse d'ajouter que le P. Spillmann, qui a beaucoup voyagé, n'a pas concentré ses études sur l'Angleterre ; il nous a donné une histoire de la mission du Zambèse, des récits de voyage, enfin des essais historiques sur les sujets les plus variés ; biographies : — Ch. Antoniewicz, Ch. Rutski, et Josaphat Kuncewicz ; — épisodes de l'Église ruthène, épisodes de la Révolution française et de l'histoire de l'Église écossaise.

Le P. Renward Bauer, professeur à Maria-Laach et à Louvain, a été l'un des collaborateurs les plus actifs des *Voix*. Il a surtout étudié le *Grand schisme* et le *Jansénisme*, et contribué à éclaircir plus d'un problème resté obscur ou insoluble jusqu'ici.

Le P. Brischar a été l'un des collaborateurs du Cardinal Hergenrœther dans la publication des *Regestes de Léon X*. Écrivain plein de talent qui s'était signalé par ses monographies sur les PP. Kircher et Contzen, il donnait les plus grandes espérances, lorsque, en 1885, la mort l'enleva à la fleur de l'âge.

Le P. Plenkers, qui a vécu plusieurs années à Copenhague, s'est beaucoup occupé de l'histoire des pays du Nord. Il a laissé une étude sur le danois Niels Stenson.

Du P. Duhr, dont nous avons déjà indiqué les *Jésuitenfabeln*, a écrit une monographie dont Pombal est le héros.

Le P. Wernz a fait paraître dans les *Voix* un article curieux sur l'*Idée impériale au Moyen Age*.

Le P. Pfulf a consacré des pages émues au souvenir du P. Adolphe de Doss.

Le P. Florian Riess, mort en 1882, avait publié une vie du B. Canisius et des articles sur le séjour de St Pierre à Rome, sur St Cyprien, sur l'Église d'Allemagne au dernier siècle.

Avant la plupart de ces noms, il eût fallu placer celui du P. Ehrle qui est membre de la commission historique de la bibliothèque vaticane. Le P. Ehrle rédige, avec le dominicain Denifle, une Revue scientifique très importante: *Archiv fur Literatur und Kirchengeschichte im Mittelalter*. C'est un érudit éminent, surtout très versé dans l'histoire de la philosophie et de la théologie médiévales. Il a publié une *Histoire de la bibliothèque des Papes* et quelques autres travaux non moins savants.

---

§ 10

ARCHÉOLOGIE ET HYMNOLOGIE.

L'histoire des arts et l'archéologie sacrée forment un coin spécial de l'histoire et pas le moins intéressant. Ce coin a été étudié avec une rare habileté par le P. Beissel dont les doctes monographies font loi dans la matière.

De ses nombreux travaux qu'il serait trop long d'énumérer, rappelons ses Études sur la *cathédrale de Cologne*, son livre *sur le culte des saints et de leurs reliques jusqu'au XIII*e *siècle*, et surtout son *Histoire des églises de Trèves, de leurs reliques et de leurs trésors artistiques*. De ce dernier ouvrage il a paru 2 volumes. L'un contient l'*Origine des églises*, l'autre l'*Histoire de la sainte Robe du Christ*. Les grandes fêtes qu'on a célébrées à Trèves en 1891 ont donné à ce second volume un regain d'actualité.

Le P. Beissel est un des principaux historiens archéologiques d'Allemagne.

L'hymnologie est un autre coin de l'histoire, et là aussi, les Jésuites de la province d'Allemagne brillent d'un vif éclat.

Le P. Dreves, le jeune poète caché sous le pseudonyme d'Ulrich von der Uhlenhorst est un des plus savants hymnologues de ce temps-ci. Ses mono-

graphies et ses recueils ont trouvé un éditeur protestant, ce qui est tout dire (1).

Ein Wort zur Gesangbuchfrage traite à fond la question du livre d'hymnes d'église. Ses travaux sur « *les hymnes de Jean de Jenstein* » et sur les « *Archaïsmes dans l'hymne* » dénotent une vaste érudition.

Mais ce qui a surtout établi la réputation du P. Dreves, ce sont ses *Analecta hymnica medii ævi* (2), dont 10 volumes ont déjà paru. Ce recueil, le plus considérable qui existe, a demandé des recherches énormes. Pour le composer, il a fallu fouiller toutes les grandes bibliothèques. Le P. Dreves a déployé une activité extraordinaire et fait preuve d'une sagacité et d'un esprit critique auxquels la science protestante a rendu justice. Son ouvrage est désormais classique.

Le Moyen Age nous a laissé un très grand nombre d'hymnes, de séquences, de proses, etc. Jusqu'à présent, le quart à peine avait été recueilli dans les trésors hymnologiques. Le P. Dreves a donc publié une foule de pièces inédites dont on ne soupçonnait pas l'existence. Aucun savant de notre temps n'aura aussi bien mérité de la science hymnologique que lui.

(1) Il a trouvé aussi un éditeur catholique. Chez Lethielleux, à Paris, il a publié un petit ouvrage intéressant spécialement les Français, et intitulé : *Petri Abælardi hymnarius paraclitensis.*

(2) Les Analecta se publient chez Fues, à Leipzig.

§ 11

LES JÉSUITES ALLEMANDS ET LA LITTÉRATURE ET LA POÉSIE.

Les hymnes nous mènent tout naturellement à la poésie et à la littérature. Ici les Jésuites comptent des maîtres. Baumgartner, Kreiten, Diel, Spillmann, Gietmann sont des noms que les critiques libéraux et protestants ont affecté d'ignorer pendant quelques années, mais autour desquels ils n'ont pas réussi à faire la conspiration du silence. Ces écrivains ont percé malgré tout.

Le P. Baumgartner est un polygraphe éminent.

Il est d'abord critique littéraire. Les *Voix* contiennent de lui d'innombrables articles consacrés aux écrivains les plus divers. A côté de ces croquis et de ces esquisses, il a publié des études d'un cadre plus large.

Son *Lessing* est une monographie qui, de l'aveu d'un journal hostile, est écrite avec autant de science que de talent. « *La vie et les œuvres de Joost von den Vondel* » forme un chapitre intéressant de la littérature hollandaise. « Cette biographie, dit le *Deutsches Literatur Blatt*, fruit de patientes recherches, est écrite avec une habileté extraordinaire ». « Nous avons là, dit un autre critique protestant, un portrait très

vivant et très bien tracé. On n'a rien écrit de mieux sur ce sujet ».

Le P. Baumgartner a étudié toutes les littératures. « *Les Poésies de Longfellow* » nous font passer l'Océan et nous transportent en plein nouveau monde. Le grand romancier américain, le poète des Légendes dorées, a trouvé un historien digne de lui. Le savant Jésuite le fait revivre sous nos yeux ; ses charmantes analyses nous initient à cette poésie sublime qui se dégage d'*Évangéline* et d'*Hiawalha*. Le livre du P. Baumgartner donne pour ainsi dire la sensation de Longfellow à ceux qui ne peuvent pas lire le poète dans l'original. Aussi, la *Munchener Allgemeine Zeitung* ne craint pas de recommander chaudement ce volume « à tous les amis de la littérature anglaise, et même à tout le public cultivé ».

Dans le domaine de la critique littéraire, l'œuvre maîtresse de Baumgartner, ce sont ses trois volumes sur « *Gœthe, sa vie et ses œuvres* ». C'est la biographie la plus complète du poète Weimarien et aussi, nous ne craignons pas de le dire, la plus remarquable à tous égards. Baumgartner est un des rares publicistes allemands qui sachent composer un livre. En général, ses compatriotes sont dominés, envahis, engloutis par les matériaux qu'ils ont à utiliser. Ils ne connaissent pas le grand art très français — de digérer les éléments, de se les assimiler, d'en tirer ensuite une œuvre vivante. Les 3 volumes de Baumgartner sont au contraire admirablement composés, et ceux

mêmes qui ne partagent pas les opinions de l'écrivain sont obligés d'en convenir.

Non moins unanimes sont les éloges qu'on accorde à son style enchanteur. Baumgartner est un poète, et sa prose est animée d'un souffle qui fait de la lecture de ces 3 volumes une vraie jouissance. Le charme agit sur tous les lecteurs, fussent-ils choqués par la sévérité du critique et de l'historien.

Car, comme bien l'on pense, Baumgartner, si plein d'admiration pour le poète et l'écrivain, est très sévère pour l'homme et le philosophe. Au fond ce dieu-Gœthe était un assez triste personnage, païen de part en part dans sa vie comme dans ses écrits, un grec d'Athènes avec toute la corruption raffinée d'un contemporain de Périclès, un génie funeste qui tenait les 18 siècles de christianisme pour nonavenus et qui a exercé une influence désastreuse sur plusieurs générations. Cet olympien, le biographe ne voulait pas l'adorer à la façon de tant d'autres. Il l'a pesé et il l'a trouvé léger. Mais ses appréciations que beaucoup sont tentés de trouver outrées, sont très objectives. Les fanatiques sont mécontents ; ils protestent, mais il leur est impossible de réfuter l'historien, de lui reprocher la moindre erreur ou la moindre inexactitude. Peu de critiques connaissent Gœthe aussi bien que Baumgartner ; pas un peut-être ne possède au même degré l'ensemble du mouvement littéraire de l'Allemagne et de l'étranger.

Pour le P. Baumgartner, il n'y a pas de sujet ina-

bordable : il se joue des difficultés. Quand on le croit absorbé par la littérature allemande, ou anglaise, ou hollandaise, le voilà qui étudie *Caldéron* et consacre au poète espagnol un poème dramatique avec une excellente notice.

Comme on le voit, il en lit qui sont du Sud et qui sont du Nord. Du nord le plus nord même, là où nous ne cherchons plus de littérature. L'infatigable écrivain a en effet traduit un poème islandais intitulé : Le *Lys*.

Le Nord avec ses paysages grandioses l'attirait, le fascinait même. Il visita successivement l'Écosse, l'Islande, les pays Scandinaves et le nord de la Russie. Nous avons lieu de nous en féliciter ; ces voyages nous ont valu des récits empoignants où les descriptions de la nature, les observations sur les hommes et les choses, les études littéraires, se fondent dans un harmonieux ensemble.

Les *Impressions du Voyage d'Écosse* — *Reisebilder aus Schottland* — sont, d'après un journal protestant, aussi « attachantes qu'instructives ». « L'auteur, dit le critique en question, a le don fort enviable de raconter les choses vécues et observées avec une grande vivacité, de peindre aux yeux les splendeurs de la nature et les monuments de l'art. Il écrit une langue noble, digne, riche en couleur et souvent poétique ».

Ces mêmes qualités, et d'autres plus brillantes, se retrouvent dans les *Voyages au Nord* — *Nordische*

Fahrten, Island und die Faroer; le premier volume est, au dire de l'*Ausland* de Stuttgard « sous tous les rapports un ouvrage mémorable et instructif ». Une autre feuille protestante, le *Geograph* de Bâle, l'appelle tout uniment « le meilleur ouvrage populaire sur l'Islande », et ce même éloge lui est décerné par un journal d'Islande.

Durch Skandinavien nach St-Petersburg, le second volume, a trouvé un accueil tout aussi chaleureux. Le *Journal officiel* de Berlin dit, au sujet de cet ouvrage, que le P. Baumgartner est « un observateur judicieux et pénétrant de la nature, un peintre qui sait captiver, un profond connaisseur de la littérature du Nord » ; en même temps l'*Anzeiger* rend justice à la haute impartialité du voyageur. Le *Dagliga Allehanda* de Stockholm rend même hommage au P. Baumgartner, et il est piquant de voir ainsi louer un Jésuite dans un pays où la peine de mort reste toujours suspendue au dessus des Jésuites (1).

Voyageur et critique, le P. Baumgartner est enfin poète à ses heures. Nous avons dit un mot de son drame *Caldéron*, qui a été traduit en espagnol, et de ses traductions des poètes exotiques. Il a en outre

(1) Rappelons ici les récits de voyage d'un autre Jésuite. Le P. Spillmann nous a donné : *Vom Kap zum Zambesi. — Rund um Afrika — Durch Asien* ; et le P. Kolberg son célèbre récit : *Nach Ekuador*.

paraphrasé les Litanies de la Sainte Vierge dans une guirlande de sonnets délicieusement ciselée.

Le P. Kreiten est poète avant tout et poète jusqu'aux moëlles. La poésie lyrique contemporaine compte bien des représentants en Allemagne, même parmi les catholiques. Kreiten a sa place au premier rang à côté de F. W. Grimme, Louise Hensel, Alfred Muth, Diel (je ne cite que des morts). Il a le souffle, l'élan, la profondeur du sentiment, l'âme chantante, — *anima symphonialis* — il a de plus la perfection de la forme, la correction, l'élégance, la netteté et le relief, la douceur et l'harmonie, toutes qualités que nous prisons fort. Chez lui, la pureté du style est au niveau de l'inspiration, et l'inspiration est toujours très haute. Son dernier volume — *Le long du chemin* — est un écrin lyrique où les perles abondent et où les pièces médiocres sont rares. Je ne connais que très peu de recueils dont on puisse en dire autant.

Avec ce goût si fin et si délicat, avec cet esprit souple et délié, ce sentiment exquis des nuances, cette rectitude de jugement imperturbable, Kreiten était appelé à s'essayer dans la critique littéraire. Il y a excellé autant que son confrère Baumgartner. Il est, à proprement parler, le critique des *Voix*.

Comme il a fait une partie de ses études en France, et qu'il connaît à fond notre littérature, ses écrits se ressentent de ce commerce littéraire. On y trouve,

à côté de la solidité et de l'objectivité allemande, ce je ne sais quoi qui fait de la critique française un genre à part.

En dehors des centaines d'articles parus dans la revue de Maria-Laach, la plume féconde de Kreiten a enrichi la littérature allemande de quelques bonnes monographies. Son *Molière* et *son Voltaire* font honneur à son talent d'écrivain et de critique.

Ayant à éditer les œuvres d'Annette Droste-Hulshoff, il a fait précéder ces 4 volumes d'une biographie détaillée de l'illustre poète westphalienne. On n'a rien écrit de plus fin, de plus délicat, de plus solide sur cette grande et étrange figure dont aucune littérature ne nous offre l'équivalent. Annette dépasse de la tête tout le cortège des femmes poètes qui défilent à travers les siècles depuis Sapho jusqu'à Madame Ackermann. Elle a trouvé un éditeur et un historien capable de la comprendre et de lui dresser le monument dû à son génie.

A. Droste-Hulshoff était une fervente chrétienne, ce qui n'a pas nui à son œuvre. Elle avait pour contemporain un autre poète catholique, l'un des plus grands du romantisme allemand. J'ai nommé Clemens Brentano, le pieux secrétaire de l'extatique Catherine Emmerich.

Clemens Brentano a joué un rôle considérable dans le mouvement littéraire de la première moitié de ce siècle. Novateur et initiateur puissant, il a exercé une influence profonde autour de lui. Sa

vie était un sujet capable de tenter un historien poète.

Un Jésuite, le P. Diel, dont Kreiten fut l'ami et l'héritier littéraire, assuma cette tâche. Hélas ! il mourut avant d'y avoir mis la dernière main, et ce fut le P. Kreiten qui publia ces deux volumes de la biographie de Brentano.

Diel est mort à 33 ans, à la fleur de l'âge, ou plutôt en pleine maturité quand ses facultés créatrices largement fécondées par le travail pouvaient produire de grandes choses. Il est mort à Aix, dans cette belle Provence où le ciel est si pur, la mer si bleue, l'air si enbaumé que les germes poétiques y éclosent tout naturellement. Diel était poète lyrique, et ses pièces et fragments, que Kreiten a pieusement recueillis et publiés, font regretter sa mort prématurée. En effet, ces volumes où l'inspiration est parfois élevée, le sentiment intense, dénotent un poète qui aurait pu monter encore. Diel laisse en outre un drame assez médiocre, Skanderberg, et des croquis littéraires sur Frédéric de Spee, Casimir Sarbiewski, J. de Gœrres.

Diel, Kreiten, Baumgartner ne sont pas les seuls Jésuites allemands qui cultivent la poésie. Il faut encore citer le P. Dreves (Ulrich von Uhlenhorst) avec ses *Stimmen der Vorzeit* et son *Kranz ums Kirchenjahr* ; le P. Waldburg-Zeil avec ses *Gedichte* : le P. Ambroise Schuppe qui, outre ses poésies, a publié des *Nouvelles*, des *Contes* et un récit de voyage. *A la*

Plata ; le P. Gietmann qui publie une collection de poètes classiques de tous les pays, et le P. Spillmann qui nous a donné un charmant recueil de nouvelles : *Nuages et rayons de soleil*.

---

§ 12

LES JÉSUITES ALLEMANDS ET LES ÉTUDES SOCIALES.

Les Jésuites allemands qui ont fait le tour de la, science humaine ne pouvaient passer, sans s'y arrêter, à côté du grand problème moderne par excellence la question sociale. Tout le monde s'en occupe de cette redoutable question, depuis le Pape et les empereurs jusqu'au dernier prolétaire. Elle passionne les masses, elle tourmente les économistes, elle fait trembler les riches. Les Jésuites qui, par leur ministère, fréquentent le peuple, et qui, par leurs études, sont en contact avec le monde pensant, devaient s'intéresser sérieusement à ces problèmes sociaux. Et en effet ces préoccupations de la société contemporaine sont notées à chaque pas dans les *Voix* de Maria-Laach. La grande Revue des Jésuites a même traité *ex professo* quelques-uns de ces problèmes dans des travaux fort remarquables.

On a pensé que ces études étaient destinées à faire du bien, et au congrès de Coblenz une voix éloquente a conjuré les Jésuites de les publier sous forme de brochures populaires. Ce vœu a été entendu, et après l'apparition de l'encyclique *De conditione opificum*, les rédacteurs des *Voix* se sont décidés à commencer cette publication.

La série s'ouvre par la brochure du P. Mayer sur

la *Question ouvrière et ses principes sociaux chrétiens*. Puis, dans ces derniers mois, on a publié coup sur coup: *Le Contrat ouvrier et les grèves*, du P. Lehmkuhl, *Le but du socialisme et les idés libérales*, du P. Pachtler, *La misère sociale et l'influence de l'Église*, du P. Lehmkuhl.

Prochainement, paraîtront dans la même collection: *La Question sociale et le Pouvoir*, par le P. Lehmkuhl, *La propriété foncière privée*, par le P. Cathrein ; la *Règlementation internationale de la question sociale*, par le P. Lehmkuhl.

Ces titres disent assez l'importance de l'entreprise. Les études parues primitivement dans les *Voix* ont été revues, remaniées en partie, mises au point, rendues plus accessibles à la foule des lecteurs. L'ensemble constituera, comme on le disait au congrès de Coblenz, « un arsenal d'armes utiles et vraiment modernes », ce sera une collection excellente que consulteront avec fruit tous ceux qui prennent à cœur les questions sociales et ouvrières. On pourra ne pas partager toutes les vues des savants économistes allemands. Le lecteur français surtout sera arrêté plus d'une fois par telle ou telle manière de voir qui est peut-être plus conforme au génie de la nation allemande. Ce n'en sera pas moins pour lui une lecture instructive, réconfortante, nécessaire.

Il est à souhaiter que la collection soit traduite dans les principales langues de l'Europe. Les publicistes de tout pays y trouveront d'excellents contre-poisons

pour combattre les effets désastreux de la propagande socialiste (1).

*
* *

« Vous diffamez et vous persécutez les Jésuites, comme s'ils étaient des malfaiteurs de la pire espèce, et en réalité ces religieux comptent parmi les prêtres catholiques les plus cultivés, et se distinguent par leur science autant que par la pureté de leurs mœurs et leur zèle apostolique ».

Les pages qu'on vient de lire ne sont que la démonstration de ces paroles qu'Alban Stolz adressait en 1871 au franc-maçon Bluntschli.

Nous avons vu comment, après les troubles de la Révolution de 1848, les Jésuites ont contribué à la pacification de l'Allemagne, et nous avons constaté, en passant en revue leurs travaux scientifiques, que ces missionnaires étaient des savants, des lettrés, des poètes, des philosophes et des économistes. Et ce sont ces hommes que l'Allemagne a exilés et que le gouvernement de Berlin empêche de rentrer dans le droit commun, alors que les socialistes eux-mêmes y sont rentrés.

Ne demandez pas d'où vient cette rigueur inusi-

(1) Parmi les études sociales publiées par des Jésuites allemands on peut encore citer les ouvrages suivants : *Beitræge Zur Geschichte und Reform der Armenpflege*, par le P. Ehrle. *Wohlthætigkeitsanstaltender christlichen Barmherzigkeit in Wien* (La charité à Vienne) par le P. Henri Pesch. (Ne pas confondre avec les PP. Chrétien et Tilman Pesch,) *Das Problem der Cultur*, par le P. de Nostitz-Rieneck.

tée. Demandez plutôt aux Athéniens pourquoi ils ont frappé d'ostracisme Aristide le juste. Si encore ces condamnés étaient un « sang vil », s'ils appartenaient à la lie du peuple! Mais la plupart sont issus de très bonnes familles, et un assez grand nombre portent des noms qui figurent dans l'Almanach de Gotha. Nous trouvons parmi ces exilés deux princes de Waldburg-Zeil, de Pakisch, le prince Radziyill, de Souza, de Schorlemer; le comte de Hœnsbroech, le comte de Frigger-Glœtt, le baron de Hummelauer, de Marquart, de Vargas, MM. de Stolberg, de Geyer, de Aschberg, de Guclemus, de Berlichingen, de Pelkhoven, de Hammerstein, de Lassberg, de Haza-Radlitz, de Nostitz-Reineck et d'autres que j'oublie sans doute.

Les socialistes qui ne rêvaient que bouleversement vivent, agissent, se groupent librement en Allemagne. Les Jésuites pour lesquels Frédéric II avait « une maudite tendresse » parce qu'il les « savait utiles à la société », ces Jésuites sont aujourd'hui sous le coup d'une loi d'exil.

Ne suffit-il pas de signaler cette anomalie pour montrer ce qu'elle a d'absurde, d'odieux, d'inadmissible. « Avec le temps, écrivait Frédéric II, que j'aime à citer, on regrettera en France l'exil des Jésuites ». Ce temps viendra aussi pour l'Allemagne, malgré l'opposition du libéralisme sectaire. La résistance est encore très vive, mais l'union et la fermeté du Centre en triompheront comme elles ont triomphé du chancelier de fer.

CHAPITRE CINQUIÈME

JANSSEN

LE GRAND HISTORIEN CATHOLIQUE D'ALLEMAGNE.

JANSSEN

LE GRAND HISTORIEN CATHOLIQUE D'ALLEMAGNE.

Lorsque Windthorst est mort, il y a une dizaine de mois, l'Allemagne, l'Église catholique, le monde civilisé tout entier s'est ému. On comprenait qu'une grande force morale venait de s'éteindre, que l'âme contemporaine était, en quelque sorte, diminuée. Adversaires et amis laissèrent tomber des regrets unanimes sur cette tombe qui engloutissait le vaillant chef du Centre, l'avocat de toutes les nobles causes.

Et voici que la fosse a réclamé une autre proie insigne, pour me servir de l'expression du poète :

Ecco un altra insigne
Preda alla fossa.

Janssen, le « Windthorst de l'historiographie ultramontaine », comme l'appelait une feuille libérale de Vienne, a succombé à une longue et pénible maladie.

Bien que prévue, cette mort ne laisse pas que de produire une vive impression en Allemagne. Le rôle

scientifique joué par Janssen a été si considérable, qu'il n'est peut-être pas un savant dont le nom soit plus connu dans son pays. On a pu s'en apercevoir ces derniers jours pendant que l'illustre historien était cloué sur son lit de douleurs. Léon XIII se faisait renseigner anxieusement sur la nature et les progrès de son mal, et lui envoyait les plus affectueuses bénédictions. L'empereur d'Autriche s'informait chaque matin de sa santé, et, d'après la *Germania*, l'empereur d'Allemagne lui-même ne serait pas resté indifférent au sort du malade (1). L'évêque de Limbourg et celui de Mayence firent exprès le voyage de Francfort pour témoigner leur sympathie à l'humble prêtre, au modeste professeur. D'innombrables télégrammes signés des noms les plus retentissants affluèrent de tous les points de l'Allemagne, de l'Europe, voire même du nouveau continent, et ces manifestations se traduisaient toutes en ce cri, en ce vœu : Puisse l'historien du peuple allemand revenir à la santé !

Il semblait que ce vœu fût entendu du ciel. Mgr Janssen se remettait, en effet, de sa crise, et la presse enregistrait avec joie la marche lente, mais progressive de sa convalescence. L'espoir renaissait dans

(1) Il est cependant faux que l'empereur ait, comme l'ont annoncé certains journaux, fait déposer une couronne sur le cercueil de Janssen. Le souverain *protestant* n'aurait jamais voulu rendre un tel hommage à l'historien de la Réforme. Aussi le Journal officiel s'est-il empressé de démentir la nouvelle.

tous les cœurs. Puis, tout à coup, le rêve s'écroula. Dans la nuit du 23 au 24 décembre, Janssen expira doucement à la suite d'une paralysie des poumons. Le Christ, dont il avait vengé l'Église dans des livres immortels, lui ouvrit les portes de l'éternité au moment où les Anges allaient chanter l'hymne de Noël : « Gloire à Dieu au plus haut des cieux, et sur la terre paix aux hommes de bonne volonté » !

Il y a un an et demi que je vis Mgr Janssen pour la dernière fois. C'était au congrès catholique de Coblenz, en 1890. Le savant prélat n'avait pas l'habitude de se montrer dans ces nombreuses et bruyantes assemblées (1). Je ne l'avais vu, ni à Trèves, ni à Fribourg, ni à Bochum. La faiblesse de sa poitrine ne lui aurait pas permis d'affronter les foules à la tribune, et je crois, du reste, que ses aptitudes oratoires étaient médiocres. Il évitait donc de paraître dans ces grandes assises du peuple catholique d'Allemagne. Au congrès du Coblenz, il fit une exception, et à une des réunions plénières du soir, la tête si caractéristique de l'historien émergea tout à coup de l'estrade sur laquelle avait pris place l'élite du parti catholique. Son nom courut inmédiatement de rang en rang, et bientôt tous les regards furent

(1) Il faut ajouter qu'autrefois les réunions publiques l'effrayaient moins, et, de temps à autre, il y prenait même la parole. Pendant le *Kulturkampf*, il alla jusqu'à se faire élire député du Landtag prussien. Mais il ne tarda pas à se retirer de la vie politique, pour laquelle il ne se sentait pas fait.

fixés sur lui. Il était assis auprès de Windthorst, et, de temps en temps, la Petite Excellence lui glissait à l'oreille quelque parole, malicieuse sans doute, qui épanouissait son visage.

Je les verrai toute ma vie tels que je les aperçus alors, ces deux défenseurs de la foi, ces deux conquérants qui ont su assurer à leur Église une si large place au soleil des libertés publiques ! De quelle admiration, j'allais dire de quelle tendresse, les enveloppaient les huit mille congressistes accourus à Coblenz pour retremper leur courage et leurs sentiments religieux ! Ils sentaient qu'ils avaient devant eux leurs libérateurs par excellence. L'un avait affranchi le présent, l'autre le passé. Le premier avait sauvé leurs croyances du joug d'un ministre tout puissant ; le second avait arraché leur histoire aux mensonges d'une science qui avait pour elle les réputations établies, la tradition, les chaires de toutes les Universités. Également utiles à leur cause, également victorieux dans leur sphère respective, ils partageaient la même gloire et soulevaient le même enthousiasme. Ils étaient la personnification la plus complète du génie catholique repoussant le double assaut de la force brutale et de la science.

La vision de ces puissances morales m'absorba comme tout le monde, et je perdis de vue l'orateur qui était à la tribune. Hélas ! en contemplant ces

deux hommes extraordinaires, j'étais loin de me douter que quelques mois plus tard j'aurais le triste et périlleux honneur d'écrire leur nécrologie. Rien ne faisait présager un si prompt dénouement. Ils étaient tous deux pleins de vie et de force ! Janssen avait à peine soixante ans, et si Windthorst était plus âgé, il avait su déployer tant de jeunesse durant le congrès qu'on aurait eu fort mauvaise grâce à prédire sa fin prochaine.

Ils pouvaient rester à leur poste encore plusieurs années. Dans ses desseins impénétrables, Dieu en a jugé autrement. Windthorst et Janssen meurent à dix mois d'intervalle, plongeant l'Allemagne catholique dans un deuil profond.

Si quelque chose pouvait atténuer une perte aussi cruelle, ce serait la pensée que l'historien comme l'homme politique ont accompli en majeure partie la tâche qui leur paraissait assignée par la Providence. Windthorst a refoulé le *Kulturkampf* et forcé le chancelier de fer d'offrir la paix au Saint-Siège. La plupart des lois de mai sont tombées et, pour n'être pas complète, l'entente n'en est pas moins réelle entre l'Église et l'État. Janssen lui aussi a gagné sa bataille, bataille bien difficile, sur le terrain de la science historique. Il s'était proposé d'écrire l'histoire du peuple allemand depuis la fin du moyen âge jusqu'à l'établissement de la monarchie militaire de la Prusse, c'est-à-dire depuis le milieu du quinzième jusque vers le milieu du dix septième siècle. Ce tra-

vail gigantesque devait remplir huit volumes. Le premier a paru en 1876, le sixième en 1888 ; le manuscrit du septième va être mis sous presse. Seul le huitième et dernier, celui qui devait raconter la guerre de Trente ans, reste encore à faire. Les matériaux qui y entreront sont à peu près ramassés, d'autant plus que Janssen avait beaucoup étudié cette époque lorsqu'il a montré, dans un excellent volume, quel pitoyable historien était le poète Schiller. On peut donc dire que l'œuvre de Janssen est achevée. Il a élevé un monument plus durable que l'airain, et ce monument est l'apologie catholique la plus splendide qui ait jamais été écrite.

Je ne saurais avoir la prétention d'analyser en quelques pages les six volumes compacts de l'*Histoire du peuple allemand*. Un ouvrage de cette valeur et de ces proportions se lit, mais ne s'analyse pas. Tandis que l'Allemagne catholique s'occupe de l'historien et de son œuvre, je voudrais du moins rappeler l'une ou l'autre date de la vie de Janssen, indiquer les grandes lignes de son travail et dire un mot de la méthode qu'a suivie le « Taine allemand ».

I

JANSSEN

§ 1

ÉDUCATION DE JANSSEN.

Janssen était admirablement préparé à sa tâche. Il était né historien comme d'autres naissent poètes. Il n'avait pas huit ans, lorsque le hasard lui fit tomber sous la main un volume dépareillé de l'*Histoire universelle* d'Annegarn. Ce fut une révélation pour l'enfant. La lecture de ce livre le jeta dans des ravissements indicibles. Il le dévora, l'apprit par cœur, plus heureux que s'il avait découvert le monde. Sa joie était expansive. Le démon intérieur qui le tourmentait dès lors le poussa à faire partager ses découvertes aux autres. Un jour, le bambin réunit autour de lui les petits écoliers de Xanten, sa ville natale, et leur fit un cours d'histoire. Ces jeunes auditeurs furent si captivés par l'éloquence de leur professeur improvisé qu'ils le supplièrent de recommencer le lendemain. Le futur historien du peuple allemand vit augmenter chaque semaine le nombre de ses élèves. Il enregistra gravement leurs noms, et, plus tard, il disait en riant que jamais il n'avait retrouvé un auditoire aussi nombreux et aussi dévoué.

L'histoire devint, dès ce moment, la passion de sa vie. Il en avait d'ailleurs le sens à un degré surprenant. Sur les bancs du collège, alors qu'il faisait sa septième, il lisait l'*Histoire biblique* d'Overberg. Les deux volumes de cet ouvrage l'enchantèrent, mais une grande déconvenue l'attendait. Il raconta avec une naïveté charmante qu'il possédait à fond l'Ancien et le Nouveau Testament. « Seulement, ajoutait-il, mon Overberg est incomplet, et je viens de demander au libraire le troisième volume ». Ce troisième tome, selon lui, devait aller de la mort des apôtres jusqu'à nos jours. Son esprit synthétique avait besoin d'embrasser toute la série des faits de l'histoire universelle.

Avant de l'envoyer au gymnase, son père avait eu l'idée de lui faire apprendre un métier. On le mit chez un chaudronnier de Xanten. A en croire la tradition locale, le petit apprenti se souciait peu de manier le marteau. Il avait toujours quelque livre sous le tablier et faisait le désespoir de son patron. Au lieu de travailler, il dérangeait ses compagnons en leur racontant d'interminables histoires . « J'aime beaucoup le petit Jean, disait le maître chaudronnier, mais il ne saura jamais son métier. Il y a en lui l'étoffe d'un savant ». La famille de l'apprenti récalcitrant finit par se persuader de sa vocation scientifique. Jean Janssen entra au collège de Xanten et, comme bien l'on pense, il y fit de rapides progrès. Sa prédilection pour les études historiques s'accrut à

mesure qu'il avançait en âge. A seize ans, il entama des négociations avec un imprimeur de Geldern pour lui proposer un ouvrage d'histoire. Ne doutant de rien, il demanda à l'éditeur 50 thalers d'honoraires pour commencer. Je m'empresse d'ajouter que notre jeune savant destinait cette somme à un but très louable. Il voulait l'offrir à une famille qui venait de perdre sa fortune. Le libraire, bien entendu, n'accepta point, et le collégien continua ses études classiques. Après avoir achevé ses cours de grammaire à Xanten même, on l'envoya faire ses humanités au gymnase de Recklinghausen. Ensuite il étudia successivement à l'académie de Munster et à l'université de Louvain, où il se familiarisa avec la langue française. A cette époque, sa santé était si chétive qu'il crut devoir renoncer à la théologie, au moins pour un temps. Plusieurs hémorragies mirent ses jours en péril, et une faiblesse générale extrême lui interdisait la porte du sanctuaire.

Se voyant frustré dans ses plus chères espérances, il se tourna avec d'autant plus d'ardeur vers l'histoire. Il passa trois ans à l'université de Bonn et y prit le diplôme de docteur. Ces premiers lauriers cueillis, il retourna dans sa famille et consacra un semestre à composer son premier grand ouvrage, une monographie sur l'abbé Wilibald de Stablo et Corvey.

Il se rendit ensuite à l'université de Berlin, où il suivit les cours de Wattenbach et ceux de Charles

Ritter, l'éminent créateur de la géographie comparée. En même temps, il travaillait assidûment dans les bibliothèques de la capitale et amassait ces trésors d'érudition dont il fera, plus tard, un si merveilleux usage.

---

§ 2

JANSSEN EST NOMMÉ PROFESSEUR A FRANCFORT.

Janssen était mûr pour l'enseignement. En 1854, — il avait alors 25 ans, — il fut nommé professeur d'histoire au gymnase de Francfort sur le Mein. Malgré sa science incomparable et sa renommée mondiale, l'Allemagne le laissa toute sa vie dans cette position inférieure. Aucune chaire d'université ne fut accordée à celui qui est considéré comme l'un des premiers historiens de ce siècle, et qui a été l'un des plus fougueux patriotes de son pays. C'est que ce patriote et ce savant avait le malheur d'être catholique et prêtre, double flétrissure qu'autrefois on se faisait difficilement pardonner dans l'empire d'Allemagne.

Pour Janssen, ce fut un bonheur inappréciable d'avoir été transplanté à Francfort. Il y rencontra l'historien protestant Jean-Frédéric Bœhmer qui exerça une influence décisive sur toute sa carrière. Ces deux âmes d'élite étaient faites pour se connaître et s'aimer. Leur liaison fut prompte, et elle dura jusqu'à la mort de Bœhmer. Le maître et le disciple se virent fréquemment. Janssen admirait la vaste érudition, la flamme sacrée, la bonté de cœur de Bœhmer, et Bœhmer ne pouvait assez se louer du zèle, de la largeur d'esprit, de l'intelligence compréhensive et de

la modestie de son jeune ami. Dans la maison de Bœhmer, Janssen rencontra une société qui contribua, pour sa part, à élargir le cercle de ses idées et à développer ses multiples talents. Peu à peu, il se lia avec tout ce que l'Allemagne catholique comptait d'hommes distingués. Parmi ses amis, je citerai le célèbre peintre Steinle, le chanoine poète Molitor de Spire, le cardinal Reisach, le théologien Heinrich de Mayence, l'écrivain populaire Alban Stolz de Fribourg, Pierre Reichensperger, le prince de Lœwenstein. Ils étaient tous fiers de ce jeune historien, et ils disaient volontiers, comme plus tard l'Excellence Windthorst : « *Notre* Janssen ».

Ces relations amicales n'empêchèrent pas Janssen de se livrer tout entier à ses travaux historiques. Bœhmer l'introduisit aux archives et lui fit compulser les registres impériaux. Bientôt il restreignit ses recherches à l'époque qui finit le moyen âge et aux temps modernes. Le grand ouvrage qui devait remplir sa vie planait déjà devant les yeux de son imagination. Il réunit d'innombrables documents à Francfort même. Dans la suite, il puisa également aux archives de Trèves, de Mayence, de Lucerne, de Zurich, de Wertheim et surtout de Rome, et des centaines d'in-folios furent analysés par lui.

Chose bizarre ! cet érudit, qui ne semblait vivre que dans le passé, se signala, au début de sa carrière, par une brochure qui est presque un pamphlet

politique. *Convoitises françaises au delà du Rhin*, tel est le titre de cet opuscule où la haine contre la France s'exhale en véhémentes diatribes. Janssen avait puisé cette antipathie dans l'étude de l'histoire. La politique française a été funeste au catholicisme en Allemagne, parce qu'elle favorisait les États protestants, abaissait la maison d'Autriche, permettant ainsi à ses adversaires du Nord de grandir et de se fortifier. Sans cette politique des rois de France, l'hégémonie de l'Allemagne n'aurait jamais passé au protestantisme, et le protestantisme, dans son ensemble, aurait probablement avorté. Heine dit quelque part que les Allemands n'ont jamais pardonné aux Français la mort de Conradin. Il est certain qu'ils ont de terribles rancunes historiques, et la brochure du doux Janssen en est une preuve frappante.

Heureusement ce coup d'essai, très bien accueilli, ne fit point tourner la tête au jeune savant. Il revint à l'histoire pure, et deux ans après les *Convoitises* (1861), il publia une œuvre qui le plaça d'emblée au premier rang des historiens.

---

§ 3

SCHILLER COMME HISTORIEN.

Les poètes ne doutent de rien, ni d'eux-mêmes, ni des autres. Schiller, qui était très grand poète, s'imagina un beau jour que l'histoire s'improvise comme un sonnet ou une tragédie. Il *inventa* la *Défection des Pays-Bas* et la *Guerre de Trente ans*, deux ouvrages qu'on eut la naïveté de prendre pour de l'histoire. En réalité, ce n'était que de la haute fantaisie, des variations poétiques sur deux thèmes dont l'écrivain ne possédait qu'un informe canevas. L'auteur des *Brigands* n'avait ni le génie de l'histoire, ni le goût de l'érudition, ni la préparation même éloignée qu'on exige chez celui qui raconte le passé. On s'en apercevait bien un peu, mais c'était une idole qu'on encensait sans oser la regarder en face. Janssen eut le courage de renverser l'idole dans son *Schiller comme historien* (1). Cette œuvre remarquable et définitive n'est pas une simple critique, c'est une exécution de l'historien poète. Janssen avait étudié toutes les notes, toute la correspondance de Schiller, et il avait découvert que le grand homme avait joué la comédie et s'était moqué du public.

(1) *Schiller als Historiker.*

Schiller avouait que pour lui l'histoire était simplement « un magasin où s'approvisionnait son imagination » . Les faits devaient se plier à ses caprices. On s'est beaucoup récrié contre le *siège fait* du bon abbé Vertot. Tous les sièges et toutes les batailles de Schiller sont racontés avec la même exactitude approximative. A ses yeux, la vérité historique était chose accessoire : il voulait écrire une œuvre agréable, et l'adapter au goût, aux exigences et à la mode de son temps. Janssen le prouve par des témoignages irréfragables.

Ce n'était d'ailleurs pas l'amour de la vérité ou de la science, ni la passion de l'histoire, qui avait mis la plume aux doigts de Schiller. Dans sa correspondance, le poète reconnaît sans détour qu'il s'est fait historien pour gagner de l'argent. La soif de l'or a été sa muse de l'histoire, et nous savons par l'exemple d'un autre grand poète, français celui-là, que cette Clio est peu scrupuleuse dans ses procédés.

On comprend ce qu'a pu devenir l'histoire de la *Guerre de Trente ans* entre les mains d'un écrivain qui ignorait les faits, jugeait inutile de consulter les documents, obéissait à ses préjugés de protestant rationaliste, et avait pour inspiration unique l'amour du lucre. Aussi le livre n'est-il qu'un long enchaînement d'erreurs et de mensonges. Les rectifications et la réfutation de Janssen sont sans réplique, et *Schiller comme historien* a été une date.

Depuis vingt ans aucun savant d'Allemagne n'oserait plus reconnaître une valeur scientifique aux histoires de Schiller. Janssen a prouvé clairement que le poète a trahi la vérité à chaque pas.

Il a aussi trahi la patrie allemande, et il est piquant de voir un prêtre catholique obligé de défendre le patriotisme contre l'un des héros du pandémonium germanique. La thèse de Janssen est absolument exacte. Schiller, comme tous les coryphées de la littérature de son temps, faisait peu de cas des sentiments patriotiques. Lessing disait qu'il ne comprenait pas l'amour de la patrie et le considérait tout au plus comme une héroïque faiblesse. Gœthe déclarait que le patriotisme est « un sentiment que nous ne pouvons et que nous ne voulons pas avoir ». Wieland avait le mot « allemand » en horreur et prétendait que l'amour de la patrie était une vertu inconciliable avec les devoirs envers les autres nations. Jean-Paul rêvait la république universelle qu'il croyait prochaine. Pour Herder, le sentiment national était une maladie de l'esprit. Schiller, qui n'était ni pire ni meilleur que les autres, considérait l'intérêt patriotique comme de peu d'importance. Le cosmopolitisme avait triomphé chez lui comme chez la plupart de ses contemporains.

Dans sa *Guerre de Trente ans*, Schiller s'est donc montré détestable historien et mauvais patriote. A Janssen revient le mérite de l'avoir fait descendre de son piédestal où l'avait juché l'engouement des

ennemis de l'Église. *Schiller comme historien* est un livre d'une érudition si solide qu'aucun critique n'a essayé de réhabiliter le poète historien. Grâce à Janssen, la *Guerre de Trente ans* et la *Défection des Pays-Bas* sont relégués définitivement parmi les romans historiques.

---

§ 4

BIOGRAPHIE DE J. F. BŒHMER.

L'année où paraissait *Schiller als Historiker*, Janssen publiait un autre grand ouvrage, d'un caractère tout différent, mais qui ne fit que consolider sa réputation d'érudit. Les archives de Francfort renferment des documents inestimables pour l'histoire du moyen âge. Janssen pensa que ce serait rendre service à la science que de les rendre accessibles aux historiens, et il publia la *Correspondance d'empire de Francfort* (1). Le premier volume sortit des presses en 1863. Il renferme des pièces innombrables du temps du roi Wenceslas jusqu'à la mort du roi Albert II, c'est-à-dire de 1373 à 1449. La première partie du second volume parut trois ans plus tard, en 1866, et va de l'empereur Frédéric III à l'élection du roi Maximilien Ier, de 1440 à 1486. Enfin la seconde partie de ce volume, publiée en 1873, contient des documents du règne de l'empereur Maximilien I, 1486-1519.

Dans cette publication, Janssen se montra le digne disciple de Bœhmer. Même méthode, même souci de l'exactitude scrupuleuse, même érudition. La *Reichscorrespondenz* n'est pas une collection de

(1) *Frankfurts Reichscorrespondenz.*

pièces inédites entassées pêle-mêle dans d'énormes volumes ; ce n'est pas une *rudis indigestaque moles* comme tant d'ouvrages de sources. Janssen a fait circuler la lumière dans ce fouillis. Les pièces sont soigneusement classées, l'ordre chronologique établi là où c'était possible. Des titres en tête des pièces, des notes judicieuses qui accompagnent le texte facilitent singulièrement le maniement de cette collection. Le monde savant accueillit la *Correspondance d'empire* avec de grands éloges. « Ouvrage magnifique, disaient les *Historisch-Politische Blætter*, et qui fait le plus grand honneur à l'historien ». De son côté, le *Literarische Centralblatt* de Zarncke le saluait comme *un ouvrage de sources du premier ordre*. Bœhmer pouvait être fier d'avoir formé un tel disciple.

Le disciple ne fut pas ingrat envers son maître. Il avait montré, dans son *Schiller*, comment on n'est pas historien. Quelques années plus tard, il fit voir, dans un chef-d'œuvre admirable, comment on est un véritable historien. Ce chef-d'œuvre, c'est la vie de *Jean-Frédéric Bœhmer* (1).

Bœhmer mourut à la fin de 1863, après s'être chauffé aux premiers rayons de la gloire naissante de son jeune ami Janssen. « Mon cœur, écrivait-il peu de jours avant sa mort, s'était attaché dès l'enfance

(1) *J. Fr. Bœhmers Leben, Briefe und kleinere Schriften*, III Bænde 1868.

à l'empereur et à l'empire et, par conséquent, à l'Autriche. Mais, hélas ! voilà bien des années que mes espérances sont vacillantes » ! La Providence lui fit la grâce de l'appeler à une vie meilleure antérieurement à l'année 1866.

Il valait mieux pour cette âme si noble et si généreuse ne pas assister à l'effondrement complet de son rêve. La catastrophe finale, il ne fit que l'entrevoir, sans même en pressentir toutes les conséquences.

Après qu'il eut rendu les derniers devoirs à ce vénéré maître, Janssen partit pour Rome. Il avait besoin d'une diversion qui pût adoucir le chagrin causé par la disparition de Bœhmer.

Une affection qui touchait à la tendresse avait uni les deux historiens. Et pourtant il y avait entre eux un abîme que beaucoup de leurs contemporains auraient cru infranchissable. Bœhmer était protestant orthodoxe et Janssen était prêtre catholique (1). Des adversaires de mauvaise foi ont reproché à Janssen d'être un fanatique qu'animait la haine du protestantisme. L'amitié de Bœhmer est la meilleure réfutation d'une telle calomnie. Loin d'avoir de la haine pour les protestants, l'historien du peuple allemand était lié intimement avec plusieurs d'entre eux et il avait un véritable culte pour Bœhmer.

(1) Sa santé ’étant fortifiée à Francfort, Janssen entra dans les ordres et reçut la prêtrise en 1860, à l'âge de trente et un ans.

Le cœur l'inspira à merveille, et sa biographie de Bœhmer est un modèle du genre. Il y travailla plusieurs années tout en poursuivant ses autres recherches relatives au quinzième et au seizième siècle. Quand elle parut en 1868, ce fut dans toute l'Allemagne une admiration sincère qui s'adressait à la fois au biographe et à son héros.

Bœhmer était un chercheur, un initiateur, un érudit incomparable. Son activité scientifique qui se concentrait surtout sur l'histoire médiévale, a exercé une influence profonde sur toute une génération de savants. Il a ouvert des voies inexplorées, créé en quelque sorte une méthode nouvelle et fait briller aux yeux de ses contemporains un idéal de justice historique, d'impartialité, de désintéressement, qui rendra sa mémoire chère à tout ami de la vérité. Quoique protestant convaincu, il ne se croyait pas obligé de faire commencer l'histoire au seizième siècle. Il aimait le passé et reconnaissait volontiers ce que le moyen âge avait de grand et de bienfaisant. Par le fait même, il savait rendre justice à l'Église catholique. Par ses grands travaux d'érudition sur le moyen âge, il est devenu un éloquent apologiste du catholicisme. Il aimait son peuple et son pays. « Pour le peuple et pour la patrie! écrivait-il dès 1829, en tête des *Régestes impériaux* qu'il publiait ». Or il voyait la grandeur de ce peuple étroitement liée au sort du catholicisme, et c'est pour ce motif qu'il confondait l'un et

l'autre dans un même respect et un même amour.

Janssen a su faire revivre cette figure admirable avec une vérité saisissante. La monographie de Bœhmer se distingue à la fois par l'abondance des renseignements, par la variété et la richesse des aperçus, par l'élégance du style et par le souffle d'enthousiasme qui anime et soutient l'ensemble. L'utilité de cet ouvrage parut si évidente qu'on pria Janssen d'en publier une édition populaire. Il céda aux instances de ses amis, et des trois gros volumes qui constituent la première publication, il tira une charmante plaquette qui devait être et qui est déjà en partie le livre de chevet de la jeunesse studieuse (1).

(1) *Joh. Fr. Bœhmers Leben und Anschauungen* (1869).

II

HISTOIRE DU PEUPLE ALLEMAND

§ 1

APPARITION DU PREMIER VOLUME.

En s'occupant de Schiller et de Bœhmer, Janssen ne perdait pas de vue le grand ouvrage dont il réunissait les matériaux depuis de longues années ! Il avait déjà songé à écrire une histoire du peuple allemand quand il était encore sur les bancs du collège et de l'université. Bœhmer l'encourageait beaucoup dans cette idée. « Je ne connais pas, lui écrivit-il le 5 mai 1854, de tâche plus belle et plus féconde que celle d'écrire une histoire populaire d'Allemagne, populaire dans le sens le plus élevé du mot ». Et tout en approuvant son projet et son plan, il lui ouvrait les trésors de son érudition. Personne ne connaissait mieux le moyen âge que lui. La publication des *Régestes impériaux* et des *Régestes des Wittelsbach* en fait foi. Il pouvait donc être un guide extrêmement précieux pour celui qui s'apprêtait à dépeindre l'état de la civilisation chrétienne au quinzième et au seizième siècle. L'amitié qu'il portait à Janssen fit qu'il remplit ce rôle d'initiateur avec une persévérance qui ne s'est jamais démentie. Re-

cherches communes, longues discussions scientifiques, sages conseils, tout contribua à faire du jeune savant le dépositaire fidèle de la science du maître. Grâce à son organisation intellectuelle, Janssen n'eut aucune peine à s'assimiler cette prodigieuse quantité de faits et d'idées. Wattenbach disait : « Bœhmer, à lui seul, a fait plus pour l'histoire que la plupart des sociétés historiques ». Il transmit cet immense savoir à son cher disciple, et Janssen fut assez fort pour ne pas plier sous le fardeau.

Après la mort de Bœhmer, Janssen continua ses recherches et ses études, entassant documents sur documents. Ce travail digne d'Hercule dura vingt ans avec le même entrain, la même possession de soi, la même énergie. Au dehors, l'Allemagne était agitée convulsivement. La guerre d'Autriche et la campagne de France, la création de l'empire, le triomphe du libéralisme, le *Kulturkampf* avec ses violences et ses injustices ! Il s'agissait bien du passé quand l'histoire contemporaine s'écrivait avec des larmes et du sang ! Par bonheur, Janssen ne trouva dans ce sombre spectacle qu'un motif de plus de hâter son œuvre, d'élever un monument à la gloire de l'Église catholique.

Plus le moment de la publication approchait, plus s'exaltait la curiosité publique. Amis et ennemis attendaient avec la même impatience. Les ouvrages précédents de Janssen, les biographies de Schiller et de Bœhmer, la correspondance de l'empire, son

étude sur le premier partage de la Pologne (1), ses *Zeit und Lebensbilder* avaient annoncé un vrai érudit et un habile metteur en scène. L'*Histoire du peuple allemand* répondrait-elle à ces brillants débuts ? Janssen se révèlerait-il comme l'historien hors de pair que prédisait Bœhmer, ou bien avait-il déjà donné toute la mesure de son talent ? L'apparition du premier volume en 1879 mit fin à toutes les incertitudes.

Il n'y avait plus de doute. On se trouvait en présence d'une œuvre originale singulièrement puissante

(1) Voici, une fois pour toutes, la série des principaux ouvrages de Janssen dans l'ordre chronologique :

Wilibald von Stablo und Corvey (1854).

Scholtens Geschichte Ludwig IX des Heiligen (1855).

Geschichtsquellen des Bisthums Munster (1856).

Frankreichs Rheingelüste und deutschfeindliche Politik in früheren Iahrhunderten (1861).

Schiller als Historiker (1863).

Die Kirche und die Freiheit der Vœlker (1863).

Francfurts Reichscorrespondenz von 1376-1519. — II Bænde (1863-1866-1873).

Russland und Polen vor 200 Iahren (1864).

Zur Genesis der ersten Theilung Polens (1865).

Gustav Adolph in Deutschland (1865).

Karl der Grosse (1867).

Franz Borgia (1868).

J. Fr. Bœhmers Leben, Briefe und kleinere Schriften. — III Bænde (1868).

Zeit und Lebensbilder (1875).

Friedrich Leopold Graf zu Stollberg. — II Bænde (1876-1877).

Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters. — VI Bænde (1876 à 1888).

Worte an meine Kritiker.

et suggestive. Dans sa calme sérénité, l'*Histoire du peuple allemand* n'était pas moins qu'une révolution. Elle renversait les préjugés séculaires, les erreurs invétérées, les légendes soigneusement entretenues. Du côté des protestants on fut stupéfait, décontenancé. Et ce révolutionnaire accomplissait son œuvre avec une placidité à laquelle on n'était pas habitué. Rappelez-vous le saint Michel de Sanzio qui est au Louvre. L'archange qui terrasse Lucifer est admirable d'impassibilité. Pas un muscle du visage qui trahisse la crainte, la colère ou la compassion. La lecture du livre de Janssen produit une impression analogue à celle qu'on éprouve en face du tableau de Raphaël. L'historien sait qu'il bouleverse en quelque sorte tout un monde, qu'il fait le procès d'une œuvre sur laquelle repose la conception religieuse du tiers de l'Europe, et il écrit *sine ira et studio*, laissant presque toujours parler les témoins et évitant de prononcer lui-même le verdict. Si du moins il avait montré un peu de passion, si le prêtre catholique avait parlé par la bouche de l'historien, les coups eussent été moins rudes et la réplique aurait étéplus aisée. Mais Janssen fuit avec un soin scrupuleux tout ce qui pouvait ressembler à de la polémique. Il n'est ni accusateur, ni avocat, ni juge : il agit simplement en historien consciencieux, impartial, convaincu. Dans ces quinze dernières années, il a fait paraître coup sur coup six volumes de son œuvre, et de la première à la dernière page il

est resté fidèle à cette méthode. Il a laissé à ses adversaires — et il se sont élevés nombreux — le rôle des injures, des cris de colère, des insinuations malveillantes. Ce contraste, tout à l'avantage de Janssen, n'a pas été étranger au succès énorme de l'*Histoire du peuple allemand*.

---

§ 2

COMMENT LES HISTORIENS PROTESTANTS DÉPEIGNENT LE MOYEN AGE.

L'ouvrage de Janssen s'ouvre par le spectacle de la civilisation catholique à la fin du moyen âge, digne portique de l'édifice grandiose conçu par l'éminent historien. On a dit que durant de longues années l'histoire a été une conspiration contre la vérité. En Allemagne, cela était surtout vrai de l'histoire du moyen âge et de la Réforme. Les historiens rationalistes et protestants l'avaient transformée en une sorte de machine de guerre destinée à battre en brèche l'Église catholique. Pour eux, il n'existait que deux grandes époques depuis l'avènement du Christ : les temps avant et les temps après Luther. Luther a été le libérateur des peuples, la lumière du monde moderne. Au moyen âge d'épaisses ténèbres intellectuelles et morales couvraient l'Europe. La domination absolue de l'Église empêchait la science de s'épanouir, l'instruction de se répandre, les esprits d'ouvrir leurs ailes au souffle de l'inspiration. Il n'y avait alors ni savants, ni littérateurs, ni artistes. Les génies qui eussent pu enrichir l'esprit humain de leurs découvertes s'étiolaient et étouffaient dans cette atmosphère odieuse, et lorsqu'en dépit de telles entraves quelques-uns essayaient de

percer l'obscurité, l'Église avait hâte d'éteindre ces flambeaux. Oubliettes ou bûchers finissaient par avoir raison de toutes les intelligences.

A cette servitude des âmes correspondait la misère la plus noire parmi le peuple. Les paysans, les artisans, les classes inférieures de la société vivaient comme des espèces de brutes, sans liberté, sans bien-être, sans échappée vers les régions de l'idéal. Doublement opprimé par le despotisme de l'Église et le despotisme féodal, le peuple était plus misérable que les esclaves de l'antiquité.

Enfin Luther vint, qui apporta à l'humanité l'affranchissement des esprits et des corps, la liberté de la science et du travail.

Le « saint homme de Dieu » commença par découvrir la Bible, que l'Église catholique avait traîtreusement cachée « sous le banc ». Avec cette précieuse trouvaille, il changea la face de la terre. Il chassa l'ignorance en créant les écoles populaires, rendit la liberté au peuple en brisant le joug des despotes, et fit fleurir partout les sciences, les arts, l'industrie, l'agriculture et le commerce. Et comme les progrès de la moralité publique marchent de front avec les progrès de l'instruction, on vit succéder à des générations corrompues une race plus saine, plus morale, plus vertueuse.

Telle était, à peu de choses près, la conception historique qui avait cours en Allemagne jusqu'au commencement de ce siècle. La science protestante

distribuait les ombres et les lumières d'une manière si partiale que barbarie et catholicisme, réforme et civilisation paraissaient être des termes synonymes. En présence d'affirmations lancées avec tant d'aplomb, bien des catholiques eux-mêmes doutèrent et rougirent presque de leur passé. Ils acceptèrent la plupart de ces contre-vérités sans trop vérifier les titres des détracteurs qui calomniaient leur passé.

C'est contre cet échafaudage de préjugés, de travestissements, de fables, de mensonges voulus que Janssen tourna sa prodigieuse érudition. Il est vrai que la réhabilitation du moyen âge avait commencé avant lui. Même des protestants, comme Bœhmer, avaient eu le cœur de rendre hommage à l'action bienfaisante de l'Église catholique et de montrer moins d'enthousiasme dans l'appréciation de l'œuvre de Luther. Des historiens catholiques, comme Mœhler, Dœllinger et d'autres encore, poussaient hardiment dans cette direction et portèrent leurs investigations victorieuses sur des points où les protestants croyaient avoir gain de cause. Janssen résuma, pour ainsi dire, tous ces efforts partiels, et revisa le procès avec une abondance de preuves, une sûreté de jugement, une vigueur de dialectique qui déconcerta et irrita les apologistes du protestantisme, et émerveilla tous les vrais savants, quelle que fût leur école ou leur confession.

---

§ 3

LES LETTRES ET LES SCIENCES AU XVe SIÈCLE.

Dans son premier volume, il nous trace un tableau aussi brillant que véridique de la civilisation chrétienne au quinzième siècle. Là où d'autres prétendaient ne voir qu'ignorance et obscurité, il nous montre une efflorescence radieuse du savoir humain. Favorisé par la découverte de l'imprimerie, le besoin de culture s'étend à toutes les classes de la société. Les écoles primaires sont nombreuses et florissantes, les lettres classiques sont l'objet d'une étude passionnée, les universités jouissent, grâce aux legs pieux, d'une prospérité qu'elles ne retrouveront plus dans les siècles suivants. L'Allemagne s'enorgueillit de sa pléiade de savants, de lettrés, qui portent également haut le drapeau de la science et celui de la religion.

Le plus grand de tous, celui qui ouvre la marche, c'est Nicolas de Cuse, un saint, un érudit, vrai géant intellectuel au déclin du moyen âge. Ce saint cardinal, qui avait appris à aimer les écrivains latins à l'école de Deventer, se fortifia dans cet amour sur la terre d'Italie. En 1451, le Pape l'ayant envoyé en Allemagne pour y restaurer la discipline ecclésiastique, il s'efforça de communiquer son enthousiasme à ses compatriotes. Sans perdre de vue l'objet

principal de sa mission, il trouva moyen de renouveler la théologie, de propager les sciences, d'organiser la culture méthodique des lettres et de former des disciples ardents qui perpétuèrent ses traditions en marchant sur ses traces. Les contemporains de Nicolas de Cuse sont unanimes à reconnaître les hautes vertus qui honoraient sa vie. On le proclame un « ange de lumière et de paix », le « miroir des vertus sacerdotales », le « père des pauvres », un « trésor de sagesse ».

Son élève, Rodolphe Agricola (né en 1442), le Pétrarque de l'Allemagne, celui qu'on appelait un autre Virgile, partageait avec son maître le profond attachement au catholicisme. En effet, dans ses lettres, Agricola ne cesse de recommander la constance dans la foi, la pureté des mœurs, l'alliance féconde de la science et de la piété, et après avoir éclairé l'Allemagne d'une si vive lumière, il meurt en 1485 sous l'habit monastique de saint François.

Un souffle puissant de foi catholique animait tous ces savants, comme le prouve aussi l'exemple de Dahlberg, un autre maître d'Agricola. Jean Dahlberg fut l'un des plus énergiques initiateurs de l'humanisme au quinzième siècle. Évêque de Worms et curateur de l'université de Heidelberg, il entretint des relations amicales avec la plupart des savants d'Allemagne, et par son savoir, comme par ses vertus, il attira dans son orbite les littérateurs les plus distingués de son époque. Pendant son séjour à l'é-

cole de Schelestadt « la perle de l'Alsace », il avait fait sous Dringenberg de fortes études classiques qu'il compléta à l'université d'Erfurt et en Italie. Il resta toujours fidèle à ses études préférées, et quand plus tard la confiance du Pape et du comte palatin Philippe l'éleva aux plus hautes dignités ecclésiastiques et universitaires, il profita de sa position pour favoriser les lettres et en répandre le goût autour de lui. A son initiative, on doit la fondation de la célèbre bibliothèque Palatine et plusieurs autres mesures non moins favorables au développement de la science. Généreux et affable, sa main était ouverte à quiconque cultivait les lettres, et il avait soin d'appeler à Heidelberg tout ce qui pouvait donner du lustre à son université. Il préposa à la bibliothèque Palatine Reuchlin, ancien professeur de littérature à l'université de Bâle, auteur d'un dictionnaire latin et traducteur de Démosthène ; il confia une chaire à son condisciple Jean Wimpfling de Schelestadt, le plus illustre restaurateur de l'enseignement chrétien ; il invita souvent à sa table les poètes latins Léontius, Adam Werner, Dracontius, Agricola. Son palais épiscopal était une véritable académie où se rencontraient les représentants de toutes les branches des connaissances humaines. Là ne s'arrêtait point le zèle et l'activité de Dahlberg. En 1491, Conrad Celtis venait de fonder à Mayence la « Société littéraire des pays rhénans », dont le but essentiel était la diffusion de l'humanisme. L'évêque

de Worms en accepta la présidence et la dirigea près de douze ans (1491-1503). Cette société comptait parmi ses membres Reuchlin, Wimpfling, l'historiographe Stabius, l'hébraïsant Sébastien Sprenz, le jurisconsulte Zasius, les humanistes Wilibald, Pirckheimer, Peutinger, et bien d'autres encore.

Cette énumération de savants catholiques du quinzième siècle est loin d'être complète, car je n'ai parlé ni de Geiler de Kaysersberg, le véhément orateur de la cathédrale de Strasbourg, ni de Sébastien Brant, le poète acerbe de la *Nef des Fous,* ni du Bénédictin Trithème, le plus grand historien de son temps, ni de Regiomontan, le grand géomètre qui exerça une influence si sérieuse sur les sciences mathématiques, etc. En vérité, pour un siècle de ténèbres intellectuelles, voilà bien des lumières.

Qu'on ne s'imagine pas que la science était le patrimoine d'une caste privilégiée ! les écrits des savants dont nous venons de citer les noms trouvaient une diffusion énorme en Allemagne. Tel ouvrage de Wimpfling, par exemple, se vendait à 30 000 exemplaires, ce qui serait encore aujourd'hui un chiffre exorbitant. La Bible surtout profita de l'art de Gutenberg. De nombreuses traductions en furent faites, — on en compte dix huit bien *avant* Luther (1). — La lecture des Livres saints fut recommandée par les

(1) Sans compter les traductions qui sont perdues et dont on connaît l'existence par les citations qui en sont faites dans les ouvrages du temps.

évêques et les savants catholiques, les textes originaux et celui de la Vulgate furent multipliés dans des proportions quasi fantastiques. Sous ce rapport, le seizième siècle n'avait plus rien à découvrir « sous le banc ». Luther, qu'on me passe cette expression, a enfoncé une porte ouverte. Janssen conclut son étude en disant avec raison : « Ce qui nous reste des écrits allemands du quinzième siècle nous donne une idée favorable de la culture intellectuelle de ce temps-là, et montre combien toutes les classes de la société, riches et pauvres, nobles et bourgeois, étaient alors habitués à la lecture ».

---

§ 4

LES ARTS AU XVe SIÈCLE.

L'enquête artistique entreprise par Janssen n'est pas moins à l'avantage de l'Église que l'enquête littéraire. Quelle splendeur, en effet, quelle exubérance dans cet art du quinzième siècle ! Architecture, sculpture, peinture, orfèvrerie, miniature, musique, tous ces genres produisent des œuvres merveilleuses et avec une profusion qu'aucun autre siècle n'avait connue. L'art gothique s'ingénie à multiplier ses richesses décoratives, et les cathédrales commencées avec une grandeur sévère s'achèvent en poèmes éblouissants, en flamboyantes aspirations vers le ciel. Rien n'approche de la magnificence architecturale des parties que le quinzième siècle a ajoutées aux cathédrales de Strasbourg et de Nuremberg, et quels bijoux que ces églises dentelées que de pieux artistes ont sculptées à Fribourg, à Berne, dans une foule d'autres villes ! Tous ces temples superbes, la sculpture les ornait d'incomparables boiseries, la peinture y déployait les éclatantes visions de la foi, les orfèvres les dotaient d'ornements, de vases sacrés, de crosses, de chandeliers, de statuettes dont les fines ciselures faisaient oublier la profusion de l'or et des pierreries ; les verriers y racontaient avec des couleurs d'une vivacité féerique

les scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament.

Et de même que la science et les lettres pénétraient chez les humbles et les petits, l'art, pour me servir d'une expression vulgaire, courait littéralement les rues. Peut-on rien concevoir de plus pittoresque que les rues de ces petites villes qui florissaient en Allemage au quinzième siècle ! Les pignons des maisons étaient ornés de peintures et de sculptures. On voyait les figures des saints et les masques grotesques sourire ou grimacer aux chambranles des portes, aux arceaux des fenêtres, le long des poutrelles visibles des charpentes, et jusqu'aux gargouilles de la toiture dont les gueules béantes s'ouvraient ironiquement sur la comédie humaine aux cent actes divers. A chaque pas on se heurtait à quelque objet d'art, et, quand on pénétrait dans ces maisons bourgeoises, on retrouvait le même cachet artistique imprimé sur les meubles, sur les boiseries et jusque sur les ustensiles de ménage. L'art embellissait toutes choses à cette époque, et un rayon d'idéal transfigurait les laideurs inséparables de la vie.

§ 5

LE PEUPLE AU XVe SIÈCLE.

Dans cette cité de Dieu où les beaux-arts avaient une si large place, où les sciences et les lettres étaient en honneur, l'humble travail était élevé à la hauteur d'une fonction sociale. Le paysan, l'artisan n'étaient pas des îlotes qui aient eu besoin d'être affranchis par la Réforme. Le peuple n'était pas, comme on l'a dit, une simple expression historique. Il existait, il agissait, il jouait un rôle. Les détails que Janssen donne sur sa situation économique et sociale sont extrêmement curieux et concluants.

Les paysans qui formaient la classe la plus nombreuse, étaient généralement dans des conditions favorables. « A cette époque, dit Janssen, le paysan n'était nullement opprimé, il ne connaissait pas cette paresse hébétée qui le caractérisera à la suite de la grande révolution sociale du seizième siècle. C'était une nature alerte, vigoureuse, pleine de courage et de sève. Il avait le droit de porter des armes et se défendait tout aussi bien que les membres des corporations dans les villes. Il prenait part à la vie publique, il assistait aux assemblées de la commune et à celles du district ». Ce qui prouve l'importance de son rôle, c'est que la littérature contemporaine s'en est occupée plus que

du reste de la société. D'innombrables documents nous renseignent sur son existence, son travail, ses faiblesses, ses travers, ses plaisirs et ses excès. Nous savons par la littérature que les colons héréditaires constituaient la plus grande partie de la population agricole. En payant une redevance souvent trop modique, ils étaient maîtres absolus sur la terre seigneuriale, plus maîtres que les paysans actuels dont les champs sont grevés de dettes hypothécaires. Les propriétaires nobles dont l'Église muselait les mauvais instincts étaient des patrons cent fois plus doux que les Juifs de nos jours.

Il faut ajouter que le servage était à peu près partout aboli. S'il redevient fréquent au seizième et au dix septième siècle, c'est que la Réforme de Luther l'avait ressuscité. Janssen n'est pas loin de croire que les paysans du quinzième siècle étaient non seulement plus heureux que ceux du seizième — ce qui est incontestable, — mais encore que ceux du dix neuvième siècle, et les preuves qu'il cite à l'appui rendent cette thèse très plausible.

Il en est de même pour l'artisan. Aujourd'hui l'artisan est dévoré par le Moloch de la grande industrie. Mis dans l'impossibilité absolue de lutter contre cette concurrence, il n'a qu'une issue pour échapper à la misère : se laisser absorber, se livrer pieds et poings liés à l'exploitation du capital. Son isolement fait sa faiblesse. Dans notre société pulvérisée, il n'est plus qu'un atome imperceptible, un jouet

qu'emportent tous les souffles. Au quinzième siècle, au contraire, l'artisan était fort de toute la puissance des corps de métiers. Enrôlé dans la corporation, il y trouvait aide et protection contre les difficultés qu'il rencontrait sur son chemin. Les apprentis et les compagnons vivaient de la vie du patron, mangeaient à sa table, faisaient partie de sa famille: leurs mœurs étaient surveillées, leurs vices soigneusement réprimés. Une fois passés maîtres à leur tour, ils jouissaient de droits sacrés que l'esprit de corps leur permettait de défendre victorieusement contre toutes les attaques. Leurs affaires devenaient les affaires même de la corporation.

Il est vrai qu'en ce temps-là, il était peut-être malaisé à un cordonnier ou à un tailleur de ramasser rapidement des millions en exploitant la sueur des autres. Mais, d'autre part, on ne trouvait pas non plus ces ruines fréquentes de petites gens, ces ouvriers sans travail réduits à la mendicité, toutes ces plaies hideuses de notre présente organisation sociale. La corporation, imprégnée d'esprit chrétien, refoulait les convoitises malsaines des uns, comme elle empêchait les autres de mourir de faim. Notre supériorité est-elle donc si grande que nous n'ayons rien à envier à cette fin du moyen âge ? Janssen ne le pense pas, et, à la lecture de son livre, on regrette, plus d'une fois avec lui, que les violences de la Réforme aient fait triompher l'égoïsme avec toutes ses férocités, l'individualisme avec toutes ses misères.

Mettons que, çà et là, l'historien ait un peu forcé la note, que les fleurs qu'il nous présente partout aient eu leurs épines dissimulées, que l'idylle qui s'étale complaisamment dans son livre ait souvent caché des drames que nous entrevoyons à peine, l'ensemble du tableau n'en porte pas moins les marques de la plus stricte vérité.

---

§ 6

LA MÉTHODE HISTORIQUE DE JANSSEN.

Du reste, pour échapper au reproche de parti pris, de théorie préconçue, Janssen fait presque toujours parler les contemporains eux-mêmes. Cette méthode, qui est aussi celle de Taine, il l'emploiera dans tous ses volumes, et elle n'en est pas le moindre mérite. Doué d'une mémoire angélique et d'une force de travail sans exemple, Janssen possède le quinzième et le seizième siècle jusque dans les moindres détails. Non seulement, il connaît ce qu'on appelle en Allemagne la littérature de son sujet, c'est-à-dire tous les livres relatifs à cette époque, les livres contemporains ; il a, en outre, fouillé les archives, consulté les documents inédits, ensevelis dans la poussière des bibliothèques, et toute cette formidable armée de témoins, il la fait mouvoir avec une facilité extrême. C'étaient des morts, il leur a insufflé une âme. A ces ossements innombrables, il a dit, comme le prophète : Vivez, et aussitôt ce champ funèbre a pris vie et mouvement. Sous sa baguette magique l'histoire est devenue cette résurrection dont parlait Michelet. Tous les critiques, même les plus hostiles, ont reconnu que ce premier volume de l'*Histoire du peuple allemand* est on ne peut plus vivant. Ce peuple n'est pas raconté comme

racontent la plupart des historiens. Janssen lui a dit de marcher, de défiler devant le lecteur et il marche.

Nous assistons en vrais spectateurs aux manifestations multiples de sa vie religieuse, intellectuelle, économique, artistique, politique et sociale. Nous voyons dans leurs costumes éclatants les nobles, les chevaliers, les clercs, les lettrés, les érudits, les artistes, les paysans, les artisans, les bourgeois, les commerçants. Nous visitons leurs demeures, nous les suivons à l'église, à l'école, au marché, sur les places publiques, dans les lieux de réunion. Nous les écoutons surtout parler, et ce sont eux-mêmes qui se chargent de nous mettre au courant de tout ce qui les concerne. De leur bouche nous apprenons s'ils sont heureux ou s'ils souffrent, s'ils mangent de la viande ou s'ils manquent de pain, si le commerce est florissant, si l'agriculture vend ses produits, si les lettres sont honorées, et si les artistes trouvent du travail.

Et voilà pourquoi ce volume de Janssen a produit une si grande impression en Allemagne, et voilà pourquoi aussi il est facile d'injurier l'auteur et impossible de réfuter son livre (1). S'il s'était contenté d'utiliser son immense érudition en fondant ses témoignages dans un tableau, on aurait pu l'accuser

(1) L'empereur Frédéric III disait à ce propos, quand il n'était encore que Kronprinz : « Que les historiens protestants réfutent donc Janssen au lieu de l'injurier » !

de falsification volontaire ou non. On sait que plus d'un historien a exploité et dénaturé les documents, au lieu de les citer avec une entière franchise. Janssen échappe à cette accusation. Il n'interprète pas les sources, il les reproduit. Son livre est une véritable mosaïque composée d'innombrables citations. Ce n'est pas une reconstitution d'une scène du passé comme en tentent quelquefois les artistes. On pourrait plutôt comparer l'ouvrage à une vaste fresque du quinzième siècle, que Janssen aurait découverte sous des ruines et dont il aurait réuni les débris épars. Ce tableau peut déplaire, mais on ne saurait lui dénier son caractère d'authenticité : il est bien du quinzième siècle.

§ 7

LE REVERS DE LA MÉDAILLE.

Le quinzième siècle était, d'après l'*Histoire du peuple allemand,* une sorte d'âge d'or de l'époque médiévale. Janssen l'a peint *con amore*, et quelque impersonnel que soit son récit, on sent une vive sympathie circuler à travers le livre.

Tournons maintenant le feuillet, ou plutôt parcourons les volumes suivants et un spectacle bien différent se présente à nos regards. Tout s'est transformé : institutions, mœurs, concepts religieux, état social et économique. Ce changement en quelque sorte à vue constitue même l'une des difficultés de l'ouvrage de Janssen. Si le quinzième siècle a été si grand et si beau, comment le seizième a-t-il pu en sortir avec ses misères et ses turpitudes, avec ses discordances et ses révoltes ?

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ?

Cette objection a été faite au livre de Mgr Janssen, et elle présente quelque chose de spécieux au premier abord. Qu'on étudie cependant attentivement les deux premiers volumes, et elle ne tarde pas à disparaître.

L'historien ne l'a nullement dissimulé, ce quinzième siècle avait ses ombres. Sous cette civilisation séduisante se montraient bien des germes de disso-

lution. La lutte entre le bien et le mal existait toujours, elle est le fond même de la vie chrétienne. Mais pendant la plus grande partie de ce siècle, le bien restait presque toujours victorieux. Les réformateurs catholiques se suivaient, se passant le flambeau, si j'ose ainsi parler. Les abus qui s'étaient glissés dans le gouvernement de l'Église, la cupidité de certains moines, la corruption partielle du clergé, indifférence religieuse, le mépris du culte, la mollesse, le luxe exagéré, tous ces vices furent énergiquement combattus par des hommes que dévorait le zèle de la maison de Dieu. Le mal était grand, mais du moins on résistait avec succès, et le bien l'emportait le plus souvent. Vers 1470, l'influence réformatrice se ralentit et perdit peu à peu du terrain. Diverses causes hâtèrent la décadence morale et religieuse de l'Allemagne. Le développement excessif de la richesse publique et l'extension croissante du commerce fournirent un aliment fatal aux vices germaniques et introduisirent dans le pays des vices nouveaux.

Cette corruption, qui eut pour conséquence l'incrédulité, fut singulièrement favorisée par les humanistes de la jeune école. Autant le mouvement initial de l'humanisme avait été imprégné d'esprit chrétien, autant le néo-paganisme triompha dans les écrits et les mœurs des littérateurs du commencement du seizième siècle. Aux Nicolas de Cuse et à tous ces vaillants catholiques, avaient succédé Eras-

me, Mutien, Hutten, des sceptiques et des cyniques, des païens, dans le sens littéral du mot. Par leur science et leur prestige littéraire, ils exerçaient une action très étendue, et empoisonnèrent facilement une partie du corps social. Ils répandaient à foison les livres les plus pervertissants de l'antiquité, et en écrivaient eux-mêmes d'autres qui, par leur lubricité, eussent étonné un Martial ou un Pétrone. Ces gravelures immondes étaient jetées en pâture à la jeunesse, qui se délectait dans ce fumier. Avec la décadence des mœurs arriva l'obscurcissement de la foi. Les humanistes se liguèrent et annoncèrent au monde qu'ils allaient livrer un dernier assaut au christianisme et ensevelir les prêtres sous les ruines de leurs temples. Leur armée était prête à se ruer sur l'Église catholique ; elle n'attendait qu'une occasion pour tirer l'épée.

D'autres champions ne demandaient pas mieux que de faire cause commune avec les humanistes. La petite noblesse était ruinée et mécontente. A la suite de la révolution économique amenée par le capitalisme, les propriétés foncières étaient partout dépréciées. D'autre part, le luxe et l'amour des plaisirs avaient augmenté avec les progrès matériels de tout genre. Le résultat fut que bien des familles, autrefois riches ou aisées, se trouvèrent dans un état voisin du dénuement. Il y eut dans l'Empire un prolétariat aristocratique, dont les convoitises furent encore aiguisées par le spectacle de la magnificence

des princes et des évêques. Dépouillés, affamés, aigris, ces chevaliers étaient capables de toutes les audaces. Un grand nombre se firent voleurs de grands chemins, en attendant mieux. Embusqués dans les forêts, ils arrêtaient au passage les marchands, les bourgeois, les clercs, les rançonnaient sans façon et les mutilaient sans pitié. Thomas d'Absberg se chargeait de couper lui-même la main à ses victimes. Aux moines qui n'avaient rien, on coupait les oreilles quand on ne les tuait pas.

Franz de Sickingen était le plus habile et le plus redouté de ces brigands blasonnés. Ulrich de Hutten, un autre de ces chevaliers bandits, était en même temps le plus corrompu des humanistes. Il fut le trait d'union, le lien naturel entre les révoltés de la plume et les révoltés de l'épée, entre Franz de Sickingen et les représentants du néo-paganisme. Les uns et les autres étaient animés de la même haine, la haine contre l'Église et l'Empire, contre le christianisme et l'ordre social. Ils poursuivaient séparément leur œuvre de destruction, quand une querelle de moines leur offrit soudain l'occasion d'unir leurs efforts et de déployer l'étendard de la rébellion.

---

§ 8

LUTHER ALLIÉ AUX HUMANISTES ET AU PROLÉTARIAT ARISTOCRATIQUE.

Sans s'en douter, Luther allait devenir un instrument entre leurs mains, un drapeau autour duquel se rangeraient tous les éléments révolutionnaires de l'Allemagne. Le 17 octobre 1517, au moment où le moine saxon afficha à Wittenberg ses thèses contre les indulgences, les humanistes se souciaient fort peu de l'Évangile. Mais la tournure d'esprit de l'adversaire de Tetzel les séduisit. Ils crurent remarquer qu'il y avait quelque chose à faire avec cet homme, et prirent sa défense, comme ils s'étaient déjà érigés en avocats de Reuchlin. Luther fut élevé sur le pavois par cette bande de scribes, qui ne croyaient même pas en Dieu, et dont la conduite morale était en rapport avec l'athéisme. C'était là le premier collège apostolique du nouveau prophète.

Jusque-là, Luther lui-même ne s'était pas aperçu de sa mission divine. Il fallut les encouragements et les excitations de ses amis les humanistes pour lui faire retrouver le *pur Évangile*. Il ressemblait, dit un historien, à un petit garçon espiègle auquel une arme à feu est tombée sous la main. Le coup part et cause de grands ravages. Le gamin stupéfait est là, bouche bée, les oreilles bourdonnantes, très embarrassé de

ce qui est arrivé. Il ne sait s'il doit se sauver ou essayer de réparer le mal commis. Mais voilà que les maisons s'ouvrent de tous côtés, la foule de ceux sur lesquels il avait à peine osé lever les regards, l'entoure, le caresse, lui dit sur tous les tons qu'il a accompli une noble action, que la Providence le destine à de plus grandes choses encore. Qu'il ait bon courage, ils le suivront tous, heureux de le reconnaître pour leur chef. Devant ces manifestations inattendues, le petit homme finit par se prendre au sérieux. Il s'enorgueillit, se vante d'avoir admirablement visé et prétend que nul autre ne tirerait aussi bien que lui ! Tel nous apparaît, en effet, Luther à l'origine de la Réforme. Bien qu'au fond de son âme sa défection fût déjà arrêtée, il se montra indécis, inquiet, tourmenté par le doute et la crainte. Alors même qu'il se laissait appeler un « nouvel Hercule » un « second saint Paul », il mendiait secours et consolation à Mutien, à Erasme, à Reuchlin. Hutten et Sickingen, les deux personnages les plus infâmes de leur temps, mirent fin à ses hésitations. Comme il le dit lui-même, ils « le délivrèrent de la crainte des hommes », en déclarant « qu'ils iraient jusqu'au bout avec lui ».

Une fois l'alliance cimentée entre le moine apostat d'une part, les humanistes et la noblesse révolutionnaire de l'autre, il s'agissait d'entraîner le peuple dans la révolte. La besogne était plus difficile qu'on ne le pense. Si Luther et ses acolytes s'étaient pré-

sentés au peuple comme simples réformateurs religieux, leur campagne eût inévitablement avorté. Janssen montre par des témoignages sans nombre qu'un changement de religion n'était pas populaire en Allemagne. Les bons éléments ne voulaient pas entendre parler d'une réforme qui brisait l'unité de l'Église, et quant aux éléments mauvais, tout ce qu'on conservait du christianisme leur semblait de trop. Ils étaient de la religion des humanistes, qui n'en avaient aucune. Dans ces conditions, il était chimérique de compter sur un vaste mouvement religieux en faveur d'un moine défroqué.

Luther et les humanistes, qui le savaient, portèrent la lutte sur le terrain politique. Il existait en Allemagne une opposition latente, une irritation sourde contre les Italiens et contre la papauté. On les rendait responsables de la décadence du Saint-Empire romain. Les Papes avaient anéanti la prépotence des Césars teutons, et l'Allemagne perdait ainsi l'hégémonie de l'Europe que lui avait assurée l'épée de Charlemagne et d'Otton Ier. Peu à peu, la France se substitua dans les faveurs de l'Église au Saint-Empire. Les Allemands se virent déchus de leur ancienne splendeur sans espoir de retour. De là, cet esprit frondeur qu'il était facile de réveiller en eux quand il était question de Rome. Les réformateurs eurent le talent d'exploiter cette situation. Leur mot d'ordre fut : Guerre au Welsches ! Il sprêchaient la croisade contre la Sodome romaine, con-

tre le « régime diabolique des Romains », contre « les brigands insatiables de Rome ». Il ne s'agissait nullement de dogme et de morale, de messe et de sacrements, de corruption et de sainteté. Les Hutten, les Sickingen, tous les amis et partisans de Luther étaient mille fois plus corrompus que les plus dissolus des clercs romains. Il parlaient de la «Sodome romaine», pour exciter de vieilles rancunes. Ils n'ignoraient pas qu'il est facile de gagner le peuple une fois qu'il est soulevé par le délire de la colère. S'ils avaient commencé leur *évangélisation* en se maintenant dans la sphère religieuse, s'ils s'étaient contentés de supprimer la messe, de diminuer les sacrements, d'abolir la confession, on ne les aurait pas suivis. On eût remarqué de suite l'hérétique sous la toison du réformateur. En prétendant ne s'insurger que contre la domination et la cupidité de la cour romaine, les humanistes et Luther endormaient les soupçons. Le peuple croyait simplement donner libre cours à ses récriminations antiromaines, sans préjudice pour sa foi catholique. Les chefs le conduisaient à l'assaut de l'Église et de ses dogmes, et lui s'imaginait toujours n'avoir à combattre que les abus et les faiblesses de la curie. La plus grande partie peut-être de ceux qui se sont rangés du côté de Luther ont été les victimes de cette odieuse supercherie des humanistes.

La haine fut le premier mobile de leur défection. Luther avait eu soin de l'entretenir dans des pam-

phlets d'une violence épouvantable. Il alimentait la flamme de la colère du peuple en y versant chaque jour l'huile de ses calomnies et de ses injures. Sous le coup de ses excitations continuelles, la foule en était arrivée à un état d'esprit qui rendait tout possible. La révolte portait ses fruits. La politique avait conduit aux tendances schismatiques, la corruption des mœurs fit le reste. On ne joue pas impunément avec la conscience du peuple. On lui avait appris à mépriser l'autorité, à se moquer de ce qu'il avait coutume de respecter, à faire litière de ses convictions. Il profita si bien de la leçon, qu'à la faveur des troubles, il en arriva bien vite à rejeter tout joug, surtout celui du Décalogue. Le dévergondage des mœurs fit des progrès effrayants ; on se serait cru revenu aux jours les plus honteux de l'antiquité païenne. Il faut lire les chroniques, les mémoires, les brochures, les sermons du temps pour se faire une idée de ce cloaque hideux où se débattaient les origines de la Réforme. Luther lui-même fut obligé d'en convenir. « Nous vivons, écrivait-il au prince Georges d'Anhalt, vers la fin de sa vie, nous vivons dans Sodome et dans Babylone, tout empire chaque jour » !

---

§ 9

LA GUERRE DES PAYSANS ET SES SUITES.

Un peuple sans foi et sans mœurs est gagné d'avance à la révolution sociale. Elle ne tarda pas à éclater sous la forme de la *guerre des paysans.*

La situation économique du pays contribua à avancer le jour des grands bouleversements. Les paysans s'étaient peu à peu ruinés par le luxe et la bonne chère, comme la petite noblesse. Après que Luther et ses amis eurent donné l'exemple de la goinfrerie gargantuesque, on assista partout à des scènes de débauche indescriptibles. La graine révolutionnaire poussait entre ces mêmes sillons qu'avaient sanctifiés quelques années plus tôt la vertu et le travail d'honnêtes populations. Dans les villes, la bourgeoisie ne valait guère mieux, et la corruption y eut également pour conséquence la ruine. Le patriciat pourrissait, le commerce était dévoré par l'usure et les spéculations coupables, la plèbe vivait dans la misère. Pour comble de malheur, l'introduction du *droit romain* enlevait aux populations leurs anciennes franchises, et elles étaient trop souvent à la merci des tyranneaux qui les opprimaient. Que de matières explosibles dans l'Empire !

L'agitation démoralisante de Luther et des humanistes y mit le feu : l'étincelle partit de Stuhlingen,

et de Waldshut, et bientôt un immense incendie couvrit l'Empire. La révolution fut attisée par les prédicants de la Réforme, qui furent presqu'en tous lieux l'âme du mouvement. Les rebelles se livrèrent à des désordres sans nom. Tout fut pillé, saccagé, brûlé. C'était à qui détruirait avec le plus de vandalisme. Sous prétexte de combattre l'idolâtrie papiste, on anéantissait des trésors artistiques innombrables dans les églises et les couvents. Les palais, les maisons étaient dépouillés, les champs abandonnés, et l'abomination de la désolation régnait partout. Les citoyens paisibles, les catholiques restés fidèles à leurs croyances, étaient maltraités, torturés, mis à mort. L'épouvante précédait et suivait ces troupes de rebelles qui portaient la dévastation dans toute l'Allemagne, à l'exception de la Bavière.

L'un des plus effrayés ce fut, sans contredit, Luther lui-même, qui, après avoir semé le vent, s'étonna de voir lever la tempête. Ses amis les chevaliers et les humanistes l'avaient évidemment conduit plus loin qu'il n'aurait voulu. Aussi bien fut-il l'un des plus farouches conseillers de la répression à outrance. « Comme les âniers, disait-il, ont besoin d'être tout le temps sur le dos de leurs bêtes, de les pousser à coup de bâton, sans quoi elle ne marchent pas ; de même le souverain doit pousser, battre, étrangler, pendre, brûler, décapiter, mettre sur la roue le peuple, — *Herr Omnes*, — pour qu'il craigne et soit tenu en bride ! » — « Il est temps, disait-

il encore, d'étrangler les paysans comme des chiens enragés ». Ce langage excessif est à tout le moins surprenant dans la bouche d'un apôtre, et surtout dans la bouche de celui qui prétendait rendre aux hommes la sainte liberté supprimée par le papisme. Luther maudissait les paysans, comme il avait maudit le Pape et la Sodome romaine. Maudire était, du reste, devenu sa nature, et il avouait qu'il ne pouvait plus prier sans maudire.

La révolution sociale fut noyée dans le sang. Des centaines de mille de paysans furent étranglés et massacrés, comme le recommandait Luther.

Le saint homme de Dieu ne se contenta pas de prêcher les mesures violentes, il conseilla aux princes de prévenir ces désordres en rétablissant le servage. Luther et Mélanchthon déclarèrent qu'il fallait « accabler le peuple pour l'empêcher de devenir insolent ». Ils reconnaissaient aux princes le droit de vendre leurs sujets comme il leur plaisait, de les traiter comme des bêtes, et ce conseil *évangélique* fut strictement observé. Une tyrannie épouvantable pesa sur l'Allemagne, et c'en fut fait des libertés du quinzième siècle. La grande charte de franchise qu'avaient promise les réformateurs fut déchirée par les princes gagnés au pur Évangile.

A côté du rétablissement du servage, Luther apporta une autre bénédiction à l'Allemagne. L'oppression des consciences devint la loi suprême des États. Les paysans s'étaient insurgés contre l'ordre social

en inscrivant sur leur drapeau le mot : *Évangile*. Ce drapeau de l'Évangile, ils le laissèrent choir dans le sang et la boue. Les princes s'empressèrent de le relever et ils travaillèrent à leur tour à la diffusion de la foi nouvelle. A l'instigation des réformateurs, ils évangélisèrent le peuple à coups de sabre. « Malheur, s'écriait Luther, malheur à celui qui est paresseux » ! et il engageait les souverains à extirper l'idolâtrie romaine par le fer et le feu. Cet appel fut entendu, et un despotisme épouvantable se fit sentir aux populations restées fidèles à leurs croyances. Spoliation, prison, exil, peine de mort, les papistes eurent à subir tous ces mauvais traitements. On leur laissait le choix entre l'apostasie et la ruine ou la mort. On n'avait plus le droit d'être catholique. Le grand principe protestant : *Cujus regio illius religio*, fut appliqué avec une rigueur inouïe. Les horreurs de la guerre sociale se renouvelèrent au nom de la raison d'État. Après avoir subi les assauts d'en bas, le catholicisme eut à traverser l'épreuve des persécutions gouvernementales. L'œuvre de la Réforme s'accomplissait par la violence, et on convertissait le peuple à la pointe de l'épée. La géographie atteste encore aujourd'hui la vérité de ce fait. On trouve dans la même région, par exemple, dans le grand-duché de Bade et en Alsace, une série de villages catholiques alternant avec une série de villages protestants, et lorsqu'on remonte à la cause de ces différences, on découvre qu'au seizième siècle

les villages protestants appartenaient à des princes protestants.

Luther autorisait et encourageait cette tyrannie, et si Michelet prétend que le grand réformateur défendait l'emploi de toute autre arme que celle de la parole, cet historien passionné prouve qu'il n'a pas lu ses écrits. Luther était implacable pour les petits autant qu'il se montrait indulgent pour les potentats. A Philippe de Hesse, il permettait la bigamie, et il se déclarait prêt à brûler les sorcières de sa propre main. Il enveloppait, dans une haine commune, les catholiques et les juifs. Il voudrait, disait-il, laver ses mains dans le sang des papes, des cardinaux, de la Sodome romaine, et il applaudissait au massacre des papistes. Il n'était guère plus doux pour les juifs. « Qu'on incendie leurs synagogues et leurs écoles, vociférait-il, que l'on y ajoute, si l'on veut, du soufre, de la poix, et si l'on y pouvait aussi jeter le feu de l'enfer, ce serait bon. . . Qu'on leur prenne tout leur argent et, si cela ne suffit pas, qu'on les chasse du pays comme des chiens enragés ».

---

§ 10

LUTHER, SES DOCTRINES, SA MORT.

De tels excès de langage sont très fréquents dans la bouche du « saint homme de Dieu ». Il était, en quelque sorte, ivre de sang et de persécution. Le second et le troisième volume de Janssen renferment, sous ce rapport, des actes et des témoignages qui font frémir. Conformément à sa méthode, Janssen ne trace pas le portrait du réformateur. Il l'évoque, le force d'agir et de parler sous nos yeux. A travers les pages toujours sereines du livre, nous voyons se dresser cet étrange apôtre avec sa face de « bohémien qui boit et dévore », avec ses gestes d'énergumène, avec sa bouche écumante qui vomit les gravelures et les insultes, avec ses violences de tribun fanatique, et on est saisi d'épouvante. Cette épouvante se double d'une immense compassion pour le peuple allemand, quand on voit comment Luther comprenait son Évangile. Si encore on pouvait le croire de bonne foi et convaincu ! Mais quelles indignes supercheries ! Pour imposer son dogme fondamental de l'*inutilité des œuvres*, il ne craint pas de falsifier le texte de l'Écriture. Il intercale le mot *seulement* dans un passage d'une épître de saint Paul, disant ainsi le contraire de ce qu'avait affirmé l'Apôtre des Gentils. On lui en fait la remarque.

Pour toute justification, il écrit : « Si un nouveau papiste veut se formaliser de ce mot *sola, seulement*, je me borne à lui répondre : Le docteur Martin Luther veut qu'il en soit ainsi et dit : Papiste et âne ne font qu'un ; *sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas;* car nous ne voulons être ni les élèves ni les disciples des papistes, mais leurs maîtres et leurs juges, et nous voulons nous vanter et nous glorifier avec ces têtes d'âne ».

Et c'est par cet argument stupéfiant que Luther a bouleversé toute l'économie religieuse du christianisme et ouvert la porte au dévergondage le plus effroyable dont l'histoire fasse peut-être mention. Point de bonnes œuvres, elles sont inutiles. Il suffit, pour être sauvé, d'avoir la foi. Il n'est même pas besoin d'obéir aux préceptes négatifs du Décalogue : Péchez, pourvu que vous croyiez ! et Luther résume son enseignement moral dans cet aphorisme commode : *Pecca fortiter, sed fortius crede !*

Les partisans du nouvel évangile ne se firent pas faute de conformer leur conduite à cette doctrine. Les mœurs perverses qui étaient d'abord le fait des seuls humanistes se transmirent au peuple. On n'accomplissait plus de bonnes œuvres; on *péchait fortement*, et la foi se réduisait aux tirades vigoureuses contre le papisme et la Sodome romaine.

A la vue de ces fruits de mort, Luther fut souvent en proie aux affres du remords. Il regretta son œuvre. Les dernières années de sa vie furent troublées

par « des soucis et des tourments indicibles ». Foi, mœurs, liberté avaient sombré dans le cataclysme. Les prédicants ne faisaient que se disputer entre eux et n'étaient plus écoutés ; la bureaucratie les opprimait et le peuple les méprisait. Le réformateur fut consterné. « Dans tout le pays de Wittemberg, écrivait-il, je ne connais plus qu'un seul paysan qui s'occupe de la parole de Dieu, tous les autres s'en vont tout droit au diable ». — « Quelle misère ! disait-il dans une autre lettre, la jeunesse est sauvage et corrompue, elle ne sait plus ce que c'est que la parole de Dieu et le baptême ». Et ailleurs : « Qui aurait voulu commencer à prêcher si nous avions prévu qu'il en résulterait tant de malheurs, de séditions, de scandales, de blasphèmes, d'ingratitude, de méchanceté » ? Ces explosions de désespoir abondent. « Voyez, disait-il encore, comme les nobles, les bourgeois, les paysans, foulent aux pieds la religion ». Leipzig, si zélé pour la Réforme, « est devenu pire que Sodome ». — « Ils veulent être damnés, écrit-il le 8 janvier 1546, qu'ils le soient » ! Wittemberg ne vaut pas mieux. « Vends tout ce que tu as, écrit-il à sa femme, et quitte cette Sodome ». C'est ailleurs le même spectacle attristant. Aussi le désespoir le ronge ; il voit partout le diable, et ce mot est continuellement sur ses lèvres.

Il se plaint amèrement de n'être plus écouté. Peut-être le peuple avait-il deviné son terrible secret. Antoine Musa lui avoua un jour qu'il ne pou-

vait croire ce qu'il prêchait. « Que Dieu soit loué, s'écria-il, au moins je ne suis pas seul à ne pas croire ce que j'enseigne » ! — « Chose étonnante ! disait-il une autre fois, je n'ai aucune confiance en ma doctrine ». Et seule la haine lui faisait surmonter ses terreurs ; mais bientôt le désespoir reprenait le dessus. Il eut plus d'une fois l'idée de se suicider. « Il m'est déjà arrivé souvent, disait-il, que quand j'avais un couteau en main, j'étais tenté de le tourner contre moi ». — « Je me roule dans les flots du désespoir, écrivait-il à Mélanchthon ; je voudrais n'être jamais venu avec mes écrits ». C'est dans ces dispositions d'esprit que le réformateur mourut à Eisleben, le 18 février 1546 (1).

(1) La fin du réformateur est enveloppée de mystère. Peut-être s'est-il suicidé comme il en avait été tenté de son propre aveu. Dans ces derniers temps, la question du suicide de Luther a été traitée avec beaucoup de talent par l'historien Majunke. Ce savant a apporté une foule de documents inédits ou peu connus qui sembleraient confirmer la thèse. Nous ne pouvons entrer dans des détails à ce sujet, mais nous renvoyons le lecteur aux quatre brochures de Majunke *Luthers Lebensende* (*Fin de Luther*) ; *Historische Kritik über Luthers Lebensende* (*Critique historique sur la fin de Luther*) ; *Ein letztes Wort an die Luther-Dichter* (*Un dernier mot à l'adresse des poètes de Luther*). « *Luthers Testament an die deutsche Nation. — Seine letzten Schriften, seine letzten Worte und seine letzte That* (*Le Testament de Luther adressé à la nation allemande. Ses derniers écrits, ses dernières paroles et son dernier acte* ») . Ces quatre petits livres sont très intéressants et très curieux, et s'ils ne contiennent pas la preuve absolue du suicide de Luther, du moins rendent-ils cette thèse très plausible. On a essayé de réfuter Majunke, mais de tous les arguments qu'il a mis en avant, on n'a pu en infirmer qu'un seul. Tout le reste a résisté à la critique la plus sévère. Ces quatre brochures ont paru à Mayence, chez Kupferberg.

§ 11

JANSSEN RÉPOND A SES CRITIQUES.

Les volumes de Janssen qui racontent l'œuvre et la vie de Luther ont eu un immense retentissement en Allemagne. L'historien venait de renverser une montagne d'idées fausses ou de légendes. Le Luther tel qu'il le dépeint était loin d'être connu. Sans doute les historiens catholiques avaient déjà caractérisé très sévèrement le rôle et le prétendu apostolat de Luther. Mais jamais la vérité n'avait paru au grand jour avec ce relief et cette force. Dans le livre de Janssen, Luther vient lui-même instruire le procès de la Réforme. Il confesse ses propres violences, ses vices, ses variations, son désespoir, et condamne ainsi l'œuvre de sa vie.

Le monde protestant fut ému, troublé, irrité par ces révélations historiques. Si le livre de Janssen était vrai, il est clair qu'on ne pouvait plus reconnaître aucune mission divine au père de la Réforme. Dès lors, la levée de boucliers du seizième siècle n'était plus un retour vers le christianisme primitif, mais une simple défection, une révolte coupable, une hérésie. Les âmes honnêtes du protestantisme le sentaient et elles furent en proie à une inquiétude angoissante. Leur foi chancelait. Plusieurs ont dévoilé leurs troubles, appelant la science

protestante à leur secours. Un protestant américain très riche s'adressa aux universités allemandes et proposa une prime énorme à quiconque réfuterait le troisième volume de Janssen, celui qui démolit Luther. Ces réfutations ont été tentées et, malheureusement pour le protestantisme, sans aucun succès. Les contradicteurs de Janssen injuriaient, affirmaient, niaient, au lieu d'apporter des preuves. Ils imitaient trop Luther qui répondait aux papistes : « Le docteur Martin Luther l'a dit, et vous êtes des ânes ».

Pour montrer sa force et mettre à nu la faiblesse de ses adversaires, Janssen répondit à quelques-uns de ces critiques. Il passa au crible les soi-disant réfutations des plus renommés et des plus forts d'entre eux, et ses réponses furent écrasantes. Autant Ebrard, Kaweraw, etc., s'étaient montrés passionnés, perfides, injurieux, autant Janssen resta calme et digne, ne laissant rien subsister de leurs élucubrations. Il se révéla aussi redoutable polémiste qu'il était grand historien. L'hésitation ne pouvait être longue pour le lecteur impartial, la vérité et la justice se trouvaient du côté de Janssen. La prime américaine ne fut gagnée par personne ; les gros et les petits volumes qu'on a publiés sur l'*Histoire du peuple allemand* sont tous si faibles, que la science n'a pas osé les prendre au sérieux.

L'œuvre de Janssen subsiste donc dans toute sa vérité. Elle a été, en Allemagne, le point de départ

d'une crise religieuse qui ira s'étendant avec les années. Bon nombre de Luthériens, après avoir lu l'*Histoire* et les *Réponses à mes critiques* (1), sont rentrés dans le giron de l'Église romaine. Les conversions de ce genre se multiplieront à mesure que les volumes de Janssen pénètreront dans les milieux évangéliques (2). Il ne peut en être autrement. Un esprit loyal qui étudie les diverses phases de la Réforme et qui voit Luther tel qu'il a été et tel que nous le montre l'*Histoire du peuple allemand*, sera attiré vers le pôle du catholicisme ou repoussé vers le pôle du rationalisme, mais il ne restera pas protestant orthodoxe. Le nimbe du grand réformateur est déchiré. Le moine défroqué pourra être considéré comme un homme de génie tant qu'on voudra, mais le goinfre, le buveur, le sceptique, l'insulteur grossier, le blasphémateur, le massacreur, l'écrivain obscène et impudique, le conseiller de Philippe de Hesse, n'est pas un homme de Dieu.

On a dit, pour combattre ce raisonnement, qu'avec

(1) *An meine Kritiker* (*A mes critiques*). *Ein zweites Wort an meine Kritiker* (*Encore un mot à mes critiques*).

(2) Bien des protestants ont acheté les volumes de Janssen. C'est ce qui explique qu'en si peu d'années l'*Histoire du peuple allemand* ait eu quinze éditions, et que plus de trente mille exemplaires de l'édition allemande aient déjà été vendus. Je n'ai pas besoin d'ajouter que l'ouvrage de Janssen a été ou est sur le point d'être traduit dans toute les langues de l'Europe. Il est à regretter que la traduction française, — qui est un petit chef-d'œuvre, — avance si lentement.

un autre choix d'extraits des œuvres de Luther, on retrouverait peut-être chez lui l'esprit de saint Augustin. C'est répondre à une difficulté par un sophisme. Car, à supposer même que cela fût exact, — ce qui demande à être prouvé, — on répond avec raison : « Nous admettons que dans les œuvres de Luther on rencontre des prières, des élans dignes de saint Augustin : mais nous vous défions de trouver chez saint Augustin ou chez tout autre Père de l'Église les immondices, les injures, les contradictions, les fraudes, les mensonges, les explosions de haine et de désespoir qui fourmillent dans les œuvres de Luther ». Or tout est là ! Les protestants d'Allemagne qui veulent être sincères le reconnaissent, et de là leurs tourments, de là aussi ces revirements qui s'opèrent dans beaucoup d'esprits.

Les rationalistes sont moins embarrassés que les orthodoxes. Ils ne croient pas à la mission surnaturelle de Luther. A leur yeux, le réformateur a un autre mérite que celui d'avoir retrouvé le *pur Évangile* : c'est un grand révolutionnaire qui, en attaquant l'Église catholique, a porté un coup décisif au christianisme lui-même. Quels qu'aient été ses mœurs, ses croyances, son caractère, Luther a préparé la voie au rationalisme moderne. Qu'importe que le condottiere soit une nature méprisable, on lui doit de la reconnaissance du moment qu'il a contribué à gagner la victoire. Luther était un assez triste

héros, soit ; mais la Réforme est une chose excellente et nous devons nous en réjouir. Si au début elle a provoqué bien des désordres et causé bien des ruines, à la longue elle a porté et elle porte encore chaque jour ses fruits.

Voilà les théories qu'on peut entendre développer en Allemagne et que j'ai retrouvées en partie dans un article excellent, d'ailleurs, que M. Burdeau a consacré à l'ouvrage de Janssen. Nous venons de voir les conséquences immédiates de la Réforme et nous avons constaté qu'elles étaient funestes. Les conséquences plus lointaines le sont-elles moins ?

---

§ 12

CONSÉQUENCES LAMENTABLES DE LA RÉFORME.

On ne saurait mieux répondre à cette question qu'en recourant au *sixième* volume de l'*Histoire du peuple allemand*. Ce volume si intéressant et si nouveau à tous égards présente les fruits de la Réforme dans un tableau qui est comme le pendant de celui de la civilisation à la fin du moyen âge. Dans le premier volume de Janssen, tout était lumière, sérénité, bonheur, épanouissement. Ici, au contraire, le spectacle n'est pas fait pour dilater le cœur : le ciel est triste, la terre sombre, les intelligences obscurcies par le doute ou la négation, les cœur corrompus par le vice. L'idéal chrétien, qui au quinzième siècle rayonnait encore dans tous les domaines de la vie, est détrôné partout au déclin du seizième. Le naturalisme, comme un écoulement fatal de la Réforme, a envahi les arts, la littérature, les mœurs, la vie tout entière.

« On a arraché, détruit, brûlé les images des saints, écrivait Georges Wizel en 1535 ; par contre, on a peint sur les murs et les portes, des bains de prostituées, des danses, des joueurs, des banquets et d'autres scènes mondaines qui éveillent les mauvaises pensées et sollicitent au mal ». — « L'art, disait un moraliste protestant, est devenu le serviteur du pé-

ché ». — « A voir, s'écriait le prédicant Carl Dolz en 1557, ce qui orne les maisons des princes, des seigneurs riches, des marchands, et même des artisans, à voir ce qui se vend aux foires, ce qui se colporte dans les villes et les bourgs, on est tenté de dire qu'aujourd'hui l'art n'est plus qu'une école de corruption ». Ainsi qu'à toutes les époques dépravées, le nu de la mythologie antique était ce qu'on recherchait avec le plus d'avidité. Il s'étalait de tous côtés comme une invite à la débauche.

Après le nu, ou plutôt le lubrique, les artistes du seizième siècle se complaisaient dans la représentation de ce qu'il y a de plus laid dans l'humanité, de plus dégoûtant dans les fonctions naturelles. Il semblait qu'ils peignaient avec des pinceaux trempés dans la vase d'un égout. Leurs personnages étaient le plus souvent comme cet Alexis Interminei de Lucca que Dante nous montre dans le XVIIIe chant de son *Enfer* :

Vidi un col capo si di merda lordo
Che non parea s'era laico o cherco.

En regardant les gravures et les dessins de Cranach et de ses amis, le grand poète florentin se serait écrié avec horreur :

Vidi gente attuffata in un sterco
Che dagli human privati parea mosso.

Ces imaginations salies et salissantes ne pouvaient habiter que des corps monstrueusement pervertis.

Et de fait, la plupart de ces peintres et sculpteurs menaient une vie crapuleuse qui scandalisait même les contemporains de Luther. Hans Holbein avait donné le ton. Urs Graf de Bâle fut mis en prison pour « adultères et autres légèretés ». Samson et David Dienecker furent condamnés pour vol et adultères. Jacques Barbari et les deux Beham se firent bannir de Nuremberg pour leurs excès de tout genre. Les ateliers présentaient des spectacles ignobles. Ils étaient remplis d'artistes et de modèles avinés qui, les coudes sur la table, débraillés, l'œil hagard, chantaient des couplets grivois quand ils ne se livraient pas effrontément à des actes de débauche. De ces bouges immondes sortaient naturellement des gravelures et des impudicités.

La littérature du seizième siècle continua l'œuvre des humanistes de la seconde période, et ses productions furent aussi abjectes que celles des beaux-arts. Le chapitre que lui consacre Janssen contient des révélations effrayantes.

Les écrits immoraux pullulent et refoulent à l'arrière-plan tout ouvrage honnête. Ce ne sont partout qu'histoires de *haulte gresse*, contes à faire rougir des singes, monstrueuses débauches ou répugnantes cacalogies. « Les récits malpropres, gémissait le prédicant Beinhaus en 1617, comme on les imprime chaque année à grand nombre d'exemplaires, sont aujourd'hui, avec les chansons d'amour, l'article le plus recherché. On les lit en voiture, en ba-

teau, dans les festins et les beuveries. On permet même aux petits garçons et aux petites filles de les apporter à l'école et d'y prendre plaisir. Le marché regorge de livres de Vénus, et les écrivains corrompus s'efforcent d'allécher la jeunesse lubrique par les titres honteux placés en tête de leurs ouvrages ». Des plaintes semblables sont exhalées par beaucoup d'autres moralistes.

Ce qui caractérise encore cette littérature à côté des immondices et des impiétés, c'est le mépris de la femme. Le moyen âge avait entouré la femme d'un véritable culte : le seizième siècle la couvre de boue. De nombreux livres sont publiés contre le sexe faible et la foule se les arrache. La chansonnette, le conte en prose, sont, tour à tour, employés pour discréditer et ridiculiser les filles d'Ève. On alla jusqu'à leur refuser une âme humaine. En 1595, on répandit à Wittemberg cinquante et une thèses pour prouver que les femmes n'étaient que des animaux. Il fallut que la Faculté de théologie mît la jeunesse en garde contre ces thèses, et plusieurs savants, entre autres, Balthasar Wendel, crurent nécessaire d'insister longuement sur le caractère humain de la femme.

Ce sont, dans le volume de Janssen, des pages très curieuses, celles où des témoignages sans nombre du seizième siècle attestent l'avilissement et l'abrutissement de cette époque. Le pur Évangile avait conduit la société aux derniers bas-fonds.

« Il est fou, chantait Luther, celui qui n'aime pas les femmes, les chansons et le vin » !

Le seizième siècle aimait les femmes et les chansons ; quelles femmes et quelles chansons, j'ai à peine osé l'insinuer discrètement. Il aimait encore plus le vin, et sa littérature bachique n'est pas moins riche que la littérature anacréontique. « Les autres nations, disait Scheid, nous ont donné les noms de : *Porco tedesco, inebriaco, Aleman yvrogne* » ; et il reconnaissait le bien-fondé de ces épithètes. Les Allemands savaient admirablement l'*art de boire*. Vincent Obsopœus avait exposé cet art dans un opuscule latin que Grégoire Wickgram (de Colmar) avait traduit en allemand en 1537. Les livres de beuverie contiennent des descriptions qui font dresser les cheveux sur la tête, et on est presque tenté de croire ce que chantait le poète dans son *Saufrecht* :

Nous autres Allemands, nous sommes nés
Pour marcher à la tête des buveurs.

On avait fondé l'*Ordre des buveurs*, dont la décence m'empêche de citer même le résumé des statuts, et cet ordre était très répandu dans toute l'Allemagne. Les femmes en faisaient partie et tenaient tête aux hommes, le verre à la main.

Le naturalisme était ainsi partout, et les « bénédictions de la Réforme » se traduisaient par une immense faillite de la religion, de la morale, du grand art.

Le commerce, l'industrie, l'agriculture, en un mot la richesse publique fut englobée dans cette banqueroute du siècle. Le commerce passa à l'Angleterre et aux Pays-Bas. Anvers fut supplanté par Amsterdam, les Hanses par les ports britanniques. Les Hollandais barrèrent le Rhin et l'Escaut, les Suédois détruisirent le commerce allemand sur le Belt. Autrefois maîtresse des mers, l'Allemagne passa au second rang.

Dans la plupart des villes, les corps de métiers avaient péri ou dégénéré, et c'en était fait de ce grand bien-être général qui avait constitué leur force et leur grandeur au quinzième siècle.

Les paysans furent encore plus malheureux que les artisans. Les princes protestants leur imposèrent de nouveau le servage, et ce joug pesa d'autant plus lourdement sur leurs épaules, que les maîtres n'étaient plus contenus par la religion. Aussi plus de conditions aisées, plus de droits inaliénables ! Il n'était question que de « corvées sans fin », de « massacres de paysans ». — « Maintenant, disait Mathieu de Normann, on fait avec les paysans ce que l'on veut ». — « On les traite, ajoutait Georges Hass, bourgmestre de Gorlitz, comme si nous vivions au milieu des Turcs et des païens ». Les jurisconsultes romains déclaraient que les princes et les propriétaires fonciers avaient le droit de commander aux paysans comme à des esclaves : et des théologiens protestants voulaient que la terre ne fût plus culti-

vée que par des esclaves. « Qui est le plus à plaindre, disait-on à propos des droits de chasse exorbitants, du gibier traqué un moment et laissé tranquille ensuite, ou des paysans toujours traqués et jamais épargnés » ? Et de l'avis de tout le monde, la condition des bêtes était préférable.

Ainsi, dans l'espace d'un siècle, le monde germanique avait complètement changé de physionomie. Le joug *romain* était secoué, il est vrai ; mais le pays se trouvait moralement et matériellement épuisé, l'Empire était sans force et sans vertu. « D'abord de fer, écrivait Lambert Floridas Plieninger, en 1583, l'Empire est aujourd'hui d'argile, réduit aux dernières extrémités, attaqué de tous côtés par ses voisins ». Corruption au dedans, faiblesse au dehors, déchéance partout !

Il faut lire ce sixième volume de Janssen, dont je n'ai pu qu'indiquer l'un ou l'autre chapitre. On verra qu'en racontant ces misères et ces dépravations de la Réforme, l'historien a soin de citer surtout les écrivains protestants, qui ne sauraient être suspects de partialité. C'est Luther, ce sont ses amis et ses disciples qui attestent la décadence morale du seizième siècle. Au nombre de ces censeurs se trouvent Melchior Ambach, Andrea, Hartmann Braun, Gaspard Chemlin, Nicolas Cornapæus, Mathieu Friedrich, Erasme Gruninger, Jean Mathesius, André Musculus, les deux Osiander, André Pancratius, André Schoppius, Nicolas Selnekker, Jean-Georges Sig-

wart, Cyriacus Spangenberg, Jacques Stocker, Grégoire Strigenicius, Erasme Winter, et une foule d'autres cités par Janssen. Toutes ces voix protestantes proclament combien les *bénédictions* du « pur Évangile » étaient sujettes à caution.

Si maintenant nous quittons le commencement du dix septième siècle au moment où Janssen nous abandonne, si nous nous reportons à notre époque même, nous trouverons peut-être que les fruits de la Réforme ne sont pas moins âpres dans l'Allemagne contemporaine. L'écrivain cité, qui connaît l'Allemagne, aurait pu les étudier et les énumérer. J'en ai signalé les plus récents dans l'un des chapitres de *Catholiques Allemands*. J'ai fait voir, avec chiffres à l'appui, que les régions protestantes versent de plus en plus dans le socialisme, alors que les provinces catholiques restent intactes. J'ai démontré que les populations qui ont élu Bebel et consorts sont socialistes, non point parce qu'elles sont industrielles, mais parce qu'elles sont protestantes. Le socialisme semble être le dernier aboutissement de la Réforme luthérienne. Les populations protestantes d'Allemagne perdent de plus en plus la foi, n'ayant plus le levain qui arrête la corruption, et de l'incrédulité au socialisme il n'y a qu'un pas, lorsque les conditions économiques du pays sont exploitées par d'habiles meneurs.

Il est possible que cette évolution dernière du mouvement religieux du seizième siècle n'effraye pas

trop le rationalisme. Pour nous, il nous sera permis de regretter ce grand déchirement qui s'est produit dans la société chrétienne au seizième siècle. En parcourant le magnifique ouvrage de Janssen, nous avons vu les ruines immenses accumulées par la Réforme, et, à ce spectacle attristant, nous nous sommes rappelé involontairement ces mots désespérés de Luther lui-même : « Qui aurait voulu commencer à prêcher, si nous avions prévu qu'il en résulterait tant de malheurs, de séditions, de colères, de blasphèmes, d'ingratitude et de méchanceté » ? Ce bilan si peu flatteur condamne d'autant plus l'œuvre de la Réforme que Luther avoue également que sous le papisme « tout le monde était charitable et miséricordieux, qu'on donnait joyeusement des deux mains et avec une grande dévotion ».

Rien n'est plus glorieux et plus consolant pour l'Église catholique que ce contraste signalé par l'infortuné moine saxon qui, dans une heure de colère et d'orgueil, a déchiré la robe sans couture du Christ, et fait couler des flots de sang dans un fleuve de boue.



§ 13

CONCLUSION.

La mort fauche impitoyablement dans les rangs des catholiques d'Allemagne. En moins de deux ans, ils ont perdu une série d'hommes remarquables ou illustres qui étaient la force de leur parti, l'honneur de leur nation, la gloire de l'Église et du Saint-Siège.

Dans la politique, c'étaient le baron de Frankenstein, le président du Centre ; Mgr Moufang, le disciple et le collaborateur de l'inoubliable évêque Ketteler ; le chanoine Schulte, l'historien du *Kulturkampf* et l'orateur le plus véhément des Chambres allemandes ; l'abbé Mosler, le savant député de Trèves ; enfin, leur maître à tous, l'Excellence Windthorst, la perle de Meppen, l'O'Connell de l'Allemagne.

La science catholique eut à enregistrer des pertes non moins douloureuses. On vit disparaître coup sur coup Mgr Hettinger, l'auteur de l'*Apologie du christianisme*, grand théologien et grand écrivain, aussi familiarisé avec la poésie de Dante qu'avec les graves problèmes de la philosophie ; le cardinal Hergenrœther, le docte historien de l'Église, qui honora la pourpre en la revêtant ; Mgr Heinrich, le profond théologien mayençais, qui a été, pendant de longues années, l'orateur le plus applaudi des congrès ca-

tholiques ; enfin, Janssen ferme le cortège funèbre, ajoutant ainsi un nouveau deuil à tant de sujets de tristesse.

Ce qu'il y a d'admirable, c'est que l'Allemagne possède assez d'élasticité et d'éléments vitaux pour n'être pas désorganisée par de telles pertes.

Sans doute, le Centre n'a plus de général de l'envergure de Windthorst ; mais, à l'école de ce merveilleux tacticien se sont formés des officiers plus jeunes qui, après avoir été ses intrépides lieutenants, sauront le remplacer au jour des rudes batailles. Une armée qui compte un état-major comme celui formé par les Porsch, les Lieber, les Hitze, les Orterer, les Schædler, les Dasbach, — et je ne parle même pas d'autres plus âgés, tels que Reichensperger, Ballestrem, Heeremann, Huene, — une telle armée peut envisager l'avenir sans crainte ; elle sera toujours conduite à la victoire.

Janssen laisse de même des héritiers capables de continuer l'œuvre de restauration historique qu'il a entreprise. L'historien du *Peuple allemand* a élargi les horizons et suscité toute une légion d'érudits et de chercheurs qui ont adopté sa méthode et profité des nombreuses découvertes faites par lui. Sous l'inspiration de Janssen, la *Société Gœrres* a créé un *Annuaire historique*, où toute cette jeune école lutte de talent et de science avec l'école rationaliste.

Le plus distingué de ces disciples, déjà célèbre lui-même, c'est Pastor, professeur à l'Université d'Inns-

bruck, l'historien de la *Papauté depuis la fin du moyen âge.* Pastor a suivi pour son travail le même plan que celui de l'*Histoire du peuple allemand;* mais, malgré plus d'une analogie avec l'ouvrage du maître, il a produit à force d'érudition une œuvre originale dont la critique a salué avec enthousiasme les deux premiers volumes.

Janssen a légué tous ses papiers à ce disciple de prédilection, avec la mission de publier le septième volume et de terminer l'histoire. Quelques jours avant sa mort, il a eu avec lui une longue et dernière entrevue : sur le point de monter au ciel, le prophète aura abandonné son manteau à celui qu'il désignait comme son successeur.

Volontiers Janssen eût achevé lui-même sa tâche, malgré ses souffrances et malgré son désir du repos. *Non recuso laborem,* disait-il à ses amis, en empruntant la parole d'un grand évêque français. Dieu n'a pas accepté le sacrifice. Il a voulu récompenser et couronner tout de suite ce serviteur fidèle qui a su si bien faire fructifier ses talents.

Janssen est mort comme il avait vécu, distribuant sa fortune aux pauvres, fondant des bourses pour des étudiants besogneux, dotant les orphelinats et les églises. Prêtre candide et charitable autant qu'historien savant, sa charité lui survivra comme ses travaux scientifiques.

Par son *Histoire du peuple allemand*, il a soulevé des haines féroces qui tenaient du délire. Des pas-

teurs protestants menaçaient de le souffleter. Mais, pour tenir ce langage fanatique, il fallait ne pas connaître le modeste et pieux savant qu'était Janssen. « Monsieur le professeur », comme on l'appelait d'ordinaire, ne pouvait avoir d'ennemis personnels, et il n'en avait pas dans cette bonne ville de Francfort qui était devenue sa seconde patrie. C'est ce que vient de reconnaître la *Frankfürter Zeitung*, — un journal démocratique, — dans un article où elle met en relief la haute science et l'inépuisable charité du défunt : « Tous ceux, dit-elle, et nous terminerons par cette citation une étude que nous voudrions moins incomplète et moins indigne de l'illustre historien, tous ceux qui ont approché Janssen, quelles que fussent d'ailleurs leurs convictions religieuses, ont goûté le charme de cette très estimable et sympathique personnalité . . . Le savant a rencontré, à côté d'enthousiastes partisans, de vigoureux adversaires, mais Janssen en tant qu'homme n'a pas eu d'ennemis parmi ceux qui le connaissent » !

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS CITÉS

P

R

S

T

V

W

Z

TABLE DES MATIÈRES

I

Les Jésuites.

II

Activité scientifique et littéraire des Jésuites allemands.



Typ. M. SCHNEIDER, 185, rue de Vanves — Paris.

